MARS 1975 Nº 252

Rédacteur en chef : Claude Julien

Prix: 5 F

Abonnements: voir tartf page 2.

(vingt-denzième aunée) édîtée par

At Monde

# LE MONDE diplomatique

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

5, rue des Italiens, Paris-IXº

Directeur: Jacques Fauvet

Lire pages 7 à 15 :

La démocratie trahie par...

... Les carences de la politique de santé

# **Tromperies**

Par CLAUDE JULIEN

AREMENT Washington avoit aussi auvertement manifesté son inquiétude.

Vailà pourtant plusieurs aanées que l'encerclement de Phnem-Penh es
resserre et que, sur la corte, s'étend la vaste tache des territoires contrôlés por les forces révolutiannaires. C'est presque an appel de détresse que
l'exécutif lance au Congrès dans le vain espoir que des crédits supplémentaires
renverseront la tendance. Trop langtemps bernés, représentants et sénateurs
ne poraisseet pos disposés à se laisser convaincre.

Ont-ils d'ailleurs été délibérément trompés ? Naguère, le principal adjoint de M. Robert McNamara à la tête de Pentagone revondiquait pobliquement, pour le gauvernement, « le droit, si nécessaire, de mentir pour se sauver ». Mais si, dans une démocratie, le mensonga est toujours, à terme, de mauvaise politique, il ne peut s'expliquer, à l'extrême rigueur, que lorsqu'il porte sur un point précie, porfaitement délimité. Lyndon Johnson a menti sur l'incident du golfe da Tonkin, M. Richard Nixou sur les hombandements clandestins da Cambodge, l'ancien directeur de la C.I.A. sur le putsch chilian. Des coups dont on ne se prière pars.

Mais, dans le cas de la situation glabala an Cambodge, le Congrès des Etats-Unis na sourait prétandra que la Maison Blanche l'empêche de coanaître le vérité. Les informations surabondent pour opprécier exactement les doanées politiques et milituires de problème, en prévoir l'issue. Les forces révolutionnaires ne sont pas pressées, et aueune poissance accidentale ayant porticipé à une guerre assatique ne peut l'ignorer. Le temps jone en leur favenr, au Cambodge comme an Vietnem du Sud. A chaque soine de longue potience grigante quelques lambeaux d'na pouvoir soutenn à coups de dollars. Si le Cangrès ne se montre pas encore plus ferme, pendant combien de temps se poursnivra ca jeu cruel, stupide, jaatile?

I L semble que le gauvernement de Washingtoe cherche moins à tromper les porlementaires qu'il se se trompe lai-même. Le fait, pour tragique qu'il porlamentaires qu'il ne se trompe lai-même. Le fait, pour tragique qu'il soit, c'est pas nouveau. « Il ne fait pos de doute que lo menoce communiste en Indochine a été stoppée » : ce joil merceau de bravonre est du général Lawton Collins, et il date de 1951. « Toutes les mesures quantitatives dont nous disposons montrent que nous sommes en troin de gagner la guerre » : c'est signé Rabert McNamara, en 1962. « La victoire est très proche » : c'est signé Rabert McNamara, en 1962. « La victoire est très proche » : c'est signé M. Walt Rostow en 1967. « L'ennemi a été battu sur toute la ligne.» : c'est le général Westmoreland qui l'affirme en 1968. Et, fidéle à la tradition, en janvier dernier, le président Ford se dit persuadé qu'avec les « dollars nécessaires » le régime de Saigna sera sonvé « avant deux ou trois ans ».

Lorsque, en matière d'auto-intoxication, l'abstination atteint na tel degré, il serait ressurant pour l'esprit d'y trouver une explication satisfaisonte. Lois de Vietnam, lois du Cambodge, le monde entier, sur lequel pese le volonté de Woshington, se serait mains inquiet. Quel autre pays sera demain victime des mêmes enteurs de jugement commises par des hammes qui ant pour etx l'intelligence, le culture, l'argent et la puissance des ormes?

A travers plusieurs présidents, la Maison Blanche s'est dite très soucierse consisterait à se montrer moins lyrique lorsqu'elle annonce « le dernier quart d'heure ». Sur ce thème, eprés tout, M. Robert Lacosta avait su se montrer

A U Cambodge, en tout cas, les forces révolutionnaires se contentent d'affir-mer qu'elles sant prêtes à poursuivre une guerre de longue darée, même si certains de leurs amis tens annoncent une victoire prochaine. Car elles pe peavent pas, elles, s'illusionner sur les difficultés d'une lutte aucore plus inégale que celle dont lears voisins du Vietnam du Nord aut fini por sortir victorieux. Elles savent, en autre, que la prolongation du conflit leur permet de former plus solidement lears codres, de mieux arguniser leur zone, de ron-

Si la portie, et nul n'en est certain, est procha de son dénonament, elle s'est junée, en fait, lorsqu'un pouvoir légal, et de surcroît neutraliste, a été renversé par une équipe ausstôt soutenua, payée, équipée par Washington. On invoquait alors un prétenda réalisme qui hâterait la victoire dans l'ensemble de l'ancienne Indochine. Depnis, le pouvair du président Thien s'est rétréci, la droite Lactienne est eu pette de vitesse, et Phoam-Peah lance des S.O.S. Au momeet du comp d'Etut, M. Kissinger e'étuit pas encore secrétaire d'Etut, pasie délié teut-pasierent il faudre un jour reconter comment l'accien profesmais déjà tout-puissant. Il faudra un jour racoater comment l'accien profes-seur de Harvard a contribué à commneiser le Cambodge.

# WASHINGTON ET L'AMÉRIQUE LATINE

# La junte chilienne sous pression

A politique américaine à l'égard de le junte chilienne commence à montrer des signes de changement. Peu après le coup d'Etat du 11 septembre 1973, auquel Washington a largement contribué, les Etats-Unis ont pris une série de mesures économiques qui témoignaient de leur sontien total à la junte : importants crédits attribuée par les agences gouvernementales, série de prêts débloqués dans les banques internationales, feu dans les banques internationales, feu vert donné aux banques privées qui étaient prêtes à consentir des avances et des crédits au régime chilien.

et des crédits au régime chilien.

M. Henry Kissinger en tête, Washington a résisté à toute pression visant à punir ou, à tout le moins, à dénoncer la funte pour son recours généralisé à la terreur et à la torture. Les mesures répressives étaient jugées nécessaires à la stabilisation de la société; les mesures socio-économiques qui réduisaient fortement le niveau de vie des ouvriers et des paysans tout en favorisant les possédants étaient qualifiées d'indispensables à la reconstruction de l'économie; les licenciements massifs et le chômage eroissant étaient présentés comme des manifestations inévitables de la réorganisation d'une efficace économie de marché. En dehors des membres de la junte, M. Kissinger était un des rares partisans inconditionnels de la politique, de la structure et des méthodes du régime chilien...

Toutefois, en janvier dernier, un cer-

Toutefois, en janvier dernier, un cer-tain desenchantement commençait à se faire jour à Washington. D'abord, le Congrès compait toute aide militaire à la junte et réduisait le montant de l'aide économique requise par le gou-vernement Ford. L'ancien secrétaire d'Etat William Rogers devait admettre devant le Congrès que la junte prétait le flanc à la critique. Un rapport de Par JAMES F. PETRAS \*

la Banque mondiale sur le Chili avait relevé de graves faiblesses d'organisa-tion; un second rapport, en novembre 1974, avait établi que l'économie avait 1974, avait établi que l'économie avait péricitié par rapport aux derniers jours du régime Allande. Enfin, selon des indiscrétions calculées des milieux dirigeants américains. M. Kissinger luimême en serait venu à souhaiter que la junte rédulait sa répression et améliorat son image de marque internationale.

Cette nouvelle attitude à l'égard du Chill est de nature fonctionnelle ; l'Etat-patron demande à son client de modifier son comportement dans certains domaines choisis. Il ne remet et ne remettra pas en question le règime chillen fonde sur le soup d'Etat qui a ren versé le gouvernement Allende, démocratiquement êlu. Le parrain ne peut répudier son rejeton illégitime. Le gouvernement américain n'a pas non plus intérêt à renverser la politique socio-économique de la junte tant à l'intérieur qu'à l'étranger. Les Etats-Unis ont besoin de Pinochet comme contre-poids, dans la région andine, aux nationalistes du Pérou et d'Equateur et peut-être, demain, de Bolivie. Les stratèges américains peuvent bien modifier leur attitude et accorder désormais un soutien critique à la junte — critique envers certaines de ses méthodes et de ses déficiences organisationnelles, envex son incompétence opérationnelle et l'image si manifestement « militaire » que projette son personnel dirigeant : ces critiques ne comportent aucune remise en calier de la politique socio-économique d'ensemble ni des structures répressives du régime. Cette nouvelle attitude à l'égard du

# Une nouvelle <image>

UN changement d'attitude était tou-tefois rendu nécessaire par l'isole-ment politique de la junte au plan international et par la faiblesse poli-tique de M. Rissinger aux Etats-Unis mêmes. Pour les stratèges américains, l'isolement mondial de la junte pro-rient de committe de la junte prol'isolement mondial de la junte provient de son « image » négative. On peut changer l'opinion mondiale, estiment-ils, en rehaussant cette image par la critique des abus de pouvoirs les plus fiagrants. Au cours de l'année écoulée, un certain nombre de juristes internationaux et de commissions régionales ont condamné les violations des droits de l'homme et le recours systématique à la torture par la junte, contribuant ainsi à l'érosion de ses sources extérieures de trédit, d'aide et de commerce. Aux États-Unis, l'accumulation des témoignages sur les pratiques barbares de la junte sur les pratiques barbares de la junte a fini par entraîner l'arrêt de l'aide militaire et la réduction de l'assistance

économique. Ainsi, parmi les principaux pays non communistes, l'isolement politique de la junte est une
réponse directe à ses pratiques intérieures : du fait de cet isolement, le
financement de ses projets économiques est gravement compromis, toit
comme la viabilité d'un régime qui
dépend aussi fortement d'une assistance extérieure.

M. Kissinger, l'artisan américain
du renversement d'Allende aux yeux
de l'opinion internationale, est inimême politiquement isolé dans sa
défense d'une politique favorable à
la junte tant à l'étranger qu'aux
Etats-Unis. Incapable de convaincre
le Congrès de voter le nivean de
soutien financier à long terme nécessaire au sanvetage de la junte,
il a vu décliner son influence sur
le Congrès à la suite de révélations
concernant son rôle à la tête de l'opération de la CIA, qui a « déstabilisé »
la démocratie chilienne. Dans les
conditions actuelles, ni le patron (Kissinger) ni le cilent lla junte) n'ont
la capacité politique d'amener les gouvernements occidentaux à fournir les
moyens nécessaires au succès des plans
économiques de la junte. Tel est le
contarte dans lequel dolvent être analysées les modifications en cours de la
politique américaine vis-à-vis du Chili.

Cette politique vise aujourd'hui à
procéder à une extitions limitée de

Cette politique vise aujourd'hui à procéder à une tritique limitée de mesures spécifiques prises à Santiago tout en essayant d'accréditer l'idée tout en essayant d'accrediter l'ide qu'un certain consensus est en train de se dessiner en faveur d'une libéra-lisation du régime. Cet argument sera renforcé par des pressions pour inciter la junte à mettre en avant des politi-ciens civils de droite (chrétiens-démo-crates favorables au coup d'Etat), ce qui fournira an département d'Etat une

Professeur de sociologie, Université d'Etat de New-York à Binghamton.

Dans ce numero Le Portugal aux umes (Pages 2 et 3.)

L'archipel des « Bains de sang » (Page 20.)

L'Erythrée et la fragilité du régime éthiopien (Page 40.)

base de propagande faisant valoir la présence de « modérés » au sein de la junte. Dans cette optique, Washington va donc conseiller à son client d'éviter de recourir à la torture dans tout cas susceptible de lui valoir une publicité néfaste. En ouirse, on peut s'attendre que Washington critique la façon dont sont comçus certains programmes de reconstruction et de réorganisation et qu'il encourage la junte à recruter des technocrates chrétiens-démocrates pour aider à la planification. Sur cette base, Washington fera alors circuler l'idée que la « libéralisation » s'étendra à mesure que « les conditions le permettront ».

Belon cette stratégie, la « libéralisation » largement divulguée par les media doit servir à étouffer les critiques qu'expriment les parlementaires, tant conservateurs que libéraux d'Amérique latine, d'Europe et des Etats-Unis. Cela fait, Washington compte arguer que cette « libéralisation » devrait conduire à un relachement des cordons de la bourse aux Etats-Unis comme à l'étranger. La « libéralisation » est une arme destinée à renforcer la position de la junte au Chili et à faire financer son programme de développement soclo-économique rétrograda, largement fondé sur une diminution des salaires et sur une armentation des profits des grandes societés. En outre, Al. Kissinger espère, par cette politique nonveile, redorer son blason d'homme d'Etat en Amérique latine et rétablir son influence sur les allocations d'aide à l'étranger par le Congrès.

L'isolement international de la junte

allocations d'aine à l'estranger par le Congrès.
L'isolement international de la junte et les dissensions aux Etats-Unis ne suffisent pas à expliquer le moment choisi pour une telle stratégie : ce sont les circonstances au Chili même qui appellent la « libérulisation » et la rendent possible. La junte n'est pas menacée de façon imminente par la sauche : dex dizaines de milliers de gauche ; des dizaines de milliers de militants ont été tués, emprisonnés, exilés on vivent dans la clandestinité ; exilés on vivent dans la clandestinité; les organisations de masse sont depuis longtemps démantelées; les ajustements à la vie politique clandestine ont été douloureux, coûteux et pas toujours réussis. D'autre part, par la terreur et des purges massives, la junte et ses associés ont pris le contrôle total de la vie politique du pays; presse, syndicats, fonction publique, enseignement, etc., sont efficacement et étroitement surveillés. Les services de la police politique ont été rationelisés et leurs activités intensifiées dans l'ensemble du pays.

(Lire la suite page 4.)

# MUTATION DE L'INDUSTRIE

Pays sous-développés et pays industrialisés vont une fois de plus, confronter leurs points de vue au cours de la seconde conférence de l'ONUDI (Organisation des Nations unies pour le développement industriel) qui se fiendra à Lima du 12 eu 25 mars.

Les importants changements survenns sur les marchés des mafiàres premières, mais aussi une plus nette perception de le signification politique et humaine des nouveaux

monde.

Les principaux aspects de celte mutation de l'industrie mondiale sont examinés ici, dans des optiques àvidemment irès diverses, par des personnalités représentant pays non alignés, grandes firmes industrielles, banque et syndicalisme (voir pages 32 à 35).

# Nouvelle vision du transfert des techniques

T IMA sera bientôt le cadre d'une nouvelle conférence mondiale réunie dans le cadre des Nations unles pour débattre des problèmes de l'industrialiss tion des pays du tiers-monde. La communauté internationale et les

Institutions qu'elle a'est données salsirontelles cette nouvelle occasion pour répondre plus valablement et plus concrètement aux problèmes de développement auxquels sont confrontés nos pays et dont besucoup sont directement issus de cet ordre économique ancien et inévitable-ment condamné que parsonne n'ose plus défendre ouvertement mais qui continue é régir les rapports économiques interna-

L'avenir des pays en voie de déve-loppement, qui a trouvé d'inattendus défenseurs durant l'année 1974, va être à nouveau su centre d'un débat qui cembla s'être renouvelé des enseigneme de le - crise - pétrolière et enricht des

Par K. ABDALLAH-KHODJA \*

efforts organisés déployés par le tiera-monde, spécialement dans le cadre du mouvement des non-alignés, pour taire triompher la remise en cause de l'orde économique actuel.

Au cours de l'année écoulée, la démons

tration a été faite é la fois que cet ordre économique, qui a tant servi les intérêts du monde industrialisé, n'étalt pas irre-versible et qua l'avenir et même le pré-sent, des pays les plus riches du monde étalent inévitablement liés eu devenir des régions insuffisamment développées. Ainsi en est-on arrivé à parier de trans-ferts d'industrie : vers nos pays et d'une nouvelle division internationals du travall qui élargirait et enrichirait les échanges das pays du tiers-monda et

(\*) Secrétaire d'Etat ac Plan, Alger.

aideralt à leur développement, créant einsi plus de coliderité et de stabilité sur

notra planète.
Pour l'Instant, II ne e'egit que de grands dessains évoqués çà et là, en parapectives plus qu'en actes concrets, et où les arrière-pensées ne sont pas absentes. Plus qu'une contribution organisée é l'Industrialisation réelle des pays en voie de développement, c'est à la solution des problèmes propres du monde industrialisé que nous sommes, une fois de plus, conviés : déplacer certains types d'industrie légèra vers le main-d'œuvra abon-dante et bon marché, réaliser les premiars etades de transformation des hyminières près des sources d'énargia avec l'espoir d'un prix intérieur - encourageant », éloigner les nuisances de la pollution Industrielle des régions engor-

(Lite la suite page 35.)



# LE PORTUGAL AUX URNES

# Durcissement des luttes politiques

La préparation et le déroulement des élections en Portugal suscitant un vif intérêt dans toute l'Europe occidentale. Si le difficile et péril-leux passage de la dictature à la démocratie refient l'attention d'au-tres seus materiment de l'Espanse. nistes, socialistes et gauchistes sont riches d'enseignements, surtout pour l'Italie et la France. Mais jusqu'à présent la position des militaires portugais, eccoucheurs de la liberté, est unique en Europe. En décidant de retarder l'ouverture de la campagne électorale pour limiter les risques d'affrontements, ils ont confirmé la fragilité de la situation. Le rôle qu'ils conserveront après la consultation peut être le seul moyen de sauvepeut être le seul moyen de sauve-garder la démocratie, mais celle-ci n'en sera pes moins au tutelle. Ces deux termes sont contradictoires, même dans une situation excep-

L'APPROCHE des élections prévues A pour le mola d'evril, la tension monte entre le parti communiete portugeis, le parti socialiste de M. Merio Soares et le Mouvement des forces ermées (M.F.A.). Un demi-siècle de dictature rend comparée des diverses tormations de gauche, Mais leurs préoccupations et leur stralégie apparaissent de plue en aurait souhaité un ajournement du scru-tin, alors que le P.S. se bat pour qu'il ail bien lieu à le dete fixée. Sur ce point comme sur d'eutres, le pouvoir d'erbitrage est pour l'instant aux mains du M.F.A. Mais en ira-t-/l de même au lendemain dans une large mesure, de la puissance relative des grande pertie, telle qu'elle sera révélée per feuro résultats àlectoraux. C'est pourquoi il importe, dans un premier temps, d'analyser l'ettitude du P.C.P., du P.S. et les lendances qui se tont jour

Par rapport é ses partis trères d'Europe occidentale, le P.C.P. offre un caractère assez spécial. Sorti de l'ombre après quarante-huit ans de lutte clandesline, il nous rappelle les partis communistes trancale et italien d'après-guerre plutôt que ces mames partis tels qu'ils sont aujourprêter a priori une stratégle essentiellement électoraliste passant par une union de la gauche ou par un compromis historique N'ayant pas vécu les trente ans d'expérience modératrice des jaux électoraux dens un régime parlementaire, le P.C.P. est, à bien des àgards, le plus cette dureté ne saureit êire seulement le résultat d'une expérience historique particulière; elle appareit plutôt comme le reflet d'une situation politique dont l'évolution originale lui semble indiquer des chamins qui ne passeraient pas nécessairement par le vole électorale.

Le durcissement

du parti

communiste

Une gauche divisée et le M.F.A. s'affrontent à propos des structures

Par MARCELO DIAZ

du 25 avril, le P.C.P. combiait blen décidé é euivre une telle vole. A ce moment-là, il voulait surtout assumer sa plece dens la vie politique institutionnelle du pays. Il se montrait coucieux d'éviter toute - provocallon - qu'à ses yeux pourrail susciter un durcissement du nouveau régime, encourageant l'affirmation d'una politique autoritaire et anticommunista.

Pendant cas premiers temps, le P.C.P. à l'égard du M.F.A. en raison de son hétérogénélté et de son flou idéologique. Mais c'était surtout la présence inquiétante du général Spinola à le tête du gouvernement qui lui Inspiralt le plus

Le P.C.P. e fait de son mieux pour rassurer tout le monde : en premier lieu, le général Spinola et ses amie militaires. dont l'anlicommunisme était notoire, meis eussi le paironat portugais et les invea-daseure étrangero controntés à un flot de grèves sauvages, les diplomates et la presse internationale, la classe moyenne

D'où la modération de ses propos, ses anathèmes antigauchisles, sa prise de position contre plusieure grèves et son extrême prudence sur la question coloniale. Cette tactique e duré, grosso modo, jusqu'au 28 septembre, bien qu'ella alt congrès extraordinaire, fin octobre, notamment au niveau du plan d'urgence, très modèré, qui y fut approuvé. Elle a permie au parti communista de consoli-der ees positions et d'élargir son audience. Elle a aussi créé un cilmat favorisant son Influence sur les positions du M.F.A.

En falt, l'implantation du P.C.P. dans les forces armées était assez rédulte evant le 25 avril. Malgré les efforts qu'il e lou-Jours déployée dans cette direction, les résultata obtenus n'ont jamais été très importants ; ile semblent s'être limités à la consolidation de quelques novaux dans la marine. Dans l'armée de lerre, ce tracontacts isolés. Ces activités n'ont eu aucun repport direct evec le formation et lo développement du M.F.A. jusqu'au

L'influence que certaines positions et analysee du P.C.P. ont eue au sein du M.F.A. est postérieure au 25 avril. Beaucoup de militaires, sensibilisés par l'imege de discipline, d'organisation et de prudence donnée par le P.C.P., ont peu à peu ebandonné leurs anciens pré-

Cependant, cette tectique n'est pas allée sans de nombreux inconvénients : le P.C.P. s'est trop souvent haurtà pur travalliques en lutto. Ses prises de position lors des conllits des P.T.T., de le T.A.P., du Jomei do Comercio, de Lienave, etc., aussi blen que sa docile ecceptation de le « loi de grève » promuiguée par le ganéral Spinole, semblent avoir créé un grand malaise dans d'importants secteurs de le classe ouvrière, aussi

bian que des remous à le base du parti. Devant les eccusations non seulement des gauchistas mals aussi d'un parti accialiste qui, à l'époque, semblait vouloir jouer à geuche du P.C.P., il s'est trouvé dans une position assez incom

le motif principal du changement de teotique adopté par le P.C.P. Son - durcissement - est plutôt une conséquence du bou leversement du rapport des forces qui s'est produit le 28 septembro : l'écartement du gressive affirmation des secteuro plus é gauche à l'Intérieur du M.F.A., leur croisantimonopolista radicale semblant avoi convaincu les dirigeants communistes qu'il était possible d'avancer plus vite qu'ils ne le orovalent auperavant.

D'autre part, l'éventuel attachement du P.C.P. à une voie essentiellement àlectoraffate aurait comporté pour lui de considérables dangers. Face à l'échéance électorale d'avril, ses chances ne semblent pas brillantes. La campagne anticommun eystématique, menée pendant quarante-huit ans de régime fasciste, e laissé des traces profondes dans d'importants escteurs de pagnes au nord du paye. L'implantation



du P.C.P. dans cas régions sa hourte à de très grandes difficultés, permi les-quelles il faut compter l'hostilité achamée d'une Eglise toujours très conservatrice et

Dans les classes moyennes des grau villes, la crédibilité électorale du P.C.P. n'est pas grande non plus. Les nostal-giques du fascisme (et il y en e encoro pas mai) et les conservateurs en général, faute d'une droite organisée, voteront pro-(C.D.S.) ou Parti populaire démocratique (P.P.D.). Plus à gaucha, l'imege rassuettaché eux vertus de la démocratie libérale attirera les bulletins de vote plus vent assimilée, au niveau des ciasses moyennes, é un régime - totalitaire »

les quarante-huit ans de régistance antifasciete, ayant souffert de la répression plue que n'importe quelle autre force poll-tique portugaise, le P.C.P. semble redouter d'atre réduit, après les élections eu rôle de elmole facteur d'équilibre d'un régime perlementaire bourgeols. Les risques d'une telle vocation sont considérables dans un pays où le développement capitaliste dispose d'une marge de manœuvre assez limitée, où te viabilité d'un régime socialdémocrate est au moins discutable et où la bourgeoisle monopoliste, si elle arrive à reprendre en main les institutions ten-damentales de l'Etat, serait trop tentée par une politique autoritaire et répressive. Tout cela semble inciter le P.C.P. pratiquer une - fulte en avant - marquée d'un anti-électoralisme fort utiding carmi les partis communistes d'Europe occidenremet nullement en cause sa stratégie traditionnelle, qui conçuit une étaps

longue durée, précédant les transforme tions socialistes proprement dites. La des truction du capitalisme n'est évidemment pas é son ordre du jour, qui établit toujours una solgneuse distinction entre les petites et moyennes entreprises at le poignés de monopoles » dont il propose prolétarist, elle a disperu des statute du perti lors du demier congrès. Sans remettre en cause la voie des réformes graduelles, les communistes songent à un réformisme musclé, gerent par le gleive des « centurions ».

Ce réformisme musclé s'oppose à ce que certains communistes appellent le crétinisme partementaire des socialiates, pour lesquels la voie des rélormes passerait d'abord par la verdict des umes Le durcissement du P.C.P. e'est aussi répercutà sur ses alliances tectiques. Après avoir mené pendant des mois une violente campagne contre tous les groupes d'extrême gauche, il a fint par découvrir qu'il y avait aussi des - bone gauchistes -. Son rapprochement evec le Mouvement de la geucha socialista (M.E.S.), marquà d'abord par des gestes de courtoisie

Faut-il

ajourner

vile traduits en unité d'ection, a été plus récemment autri par des accorda tactiques avec le Front socialiste populaire

Blen que marquée de part et d'autre par d'abondentes errière-pensées et soumise à de constantes trictions, cette unité d'action est révélatrice de l'état d'esprit ectuel des communistes. Un rapprochement en période pré-électorate avec des forces d'extrême geuche qui défendent ouvertement l'ajournement des élections, oul entendent mener dans l'immédiat une campagne de luttes très dures sur le plan social et qui avancent des mots d'ordre pas habituel chez les partis communistes d'Europe occidentale.

Ayant gegné le bataille pour le syndicat unique, le P.C.P. a pu aussi rentorcer ses Hens avec le M.F.A., qui a soutanu, face à l'opposition du P.S. et du P.P.D., le mame position à ce sujet. Cette victolro, bien qu'importante, n'est pas définithe, étant donné que le loi syndicele devra èirs revue dans moins d'un an par le futurs Assemblée constituente.

La batellie décieive reate celle des électione. L'hypothèse d'un ajournement serait sans doute idéale pour le P.C.P. Elle n'est cependant pas très probable ; bien que le M.F.A. semble partager les soucle des comme nistes sur ce plan, il est douteux que les militaires scient disposés à violer ce qu'ils appellent leur « engagement d'honneur avec le peuple portugais ». L'ajournement des élections semble écarté, saut, naturellement, en cas de crise majeure. les élections?

Conscient de le volouté des militaires, le P.C.P. à dénoncer des « irrégularités « el à mettre en doute la possibilité que ces électione soient - vralment libres - en certaines régions où, selon les communistes,

les structures administratives et le mentalité de l'ancien régime sont toujours présente Outre ces evertissements, les communistes estiment indispensable de réaliser des réformes avant les élections. « La démocratisation politique ne pourre pas être menée à bien sans le démocratisation économique », disent-lis. Ile samblent disposés à mener event le scrutin une offensive antimonopoliste englobant des revendications plus avancées

Blen que le P.C.P. ne réclame pas officiellement des nationalisations immévert - à la direction de plusieurs syndicate pour le faire. La nationalisation immédiate des banques, des compagnies d'aseurences et de certaines industries auss bien que l'exprepriation des grends domeines fonciers sont revendiquées avec insistance par des syndicats qu'il contrôle. Des mesures politiques comme le - net toyege - de l'administration publique et la mise eu point d'une législetion révolutionnaire font aussi partie de ses exigences. Le plan économique approuvà par le M.F.A. envisage une partie de ces mesures et il est suffisamment souple pour éventualisment les englober toutes. La P.C.P. voudrait obtenir le concrétisation du plus grend nombre possible de réformes avant les élections, qu'il semble vouloir affronter dans un cilmet d'intensification de la lutte de classe et non de « paix sociale » Dès que la possibilité d'obtenir un

ejournement des élections sers définitivemant exclus, il lui resters à encourager le M.F.A. à contrôler le plus strictement possible les travaux de la future Asse constituente. Bien que certaines personnelités militaires comme le major Vitor Alves et la président Costa Gomes luiune éventuelle participation du M.F.A. à l'Assemblée constituante, une telle mesure serzit moins difficile à obtenir que l'alournament des élections. D'eutre part, Il semble improbable que le M.F.A. n'impose aucune modalité de contrôle sur

C'est autour de lets mécanismes de contrôle du M.F.A. sur les élus d'avril biablement, se dérouleront les jaux pré-électorsux. Le P.C.P. essaicre. bian entendu, de las renforcer au maximum en vue de consolider ta perspective d'un maintien durable du M.F.A. au

# La fermeté et le pari des socialistes

Les objectifs immédials du parti socialiste semblent être, au contraire, d'assurer è tout prix le tenue des élections prévues pour avril, d'appêter une partie de l'électorat anticommuniste sans trop perdre à geuche, d'isoler le P.C.P. et de se montrer plus efficace que le P.P.D. en tant que - gerant des libertée publiques ». Le parti de M. Mario Soarea paraît convaincu que les élections pour l'Assemblée constituante le consecreron) comme le première force électorale du pays. Cette confiance lui e permis d'assumer les rieques d'une confrontation directe evec le P.C.P et d'aller jusqu'é l'opposition ouverte é certaines positions adoptées

Ayani entretenu pendant plusieurs mois des ambiguités qui l'avalent protègé à la fois sur le gauche el sur le droite du P.C.P., le parti socialiste semble avoir talt son choix, au moins pour le période pré-électorale. Sene abandonner son vocabulaire anticapitaliste et tout en réaffirmant son orientetion « marxiste «, le P.S. semble désormals disposé à rechercher é droite l'importante françe « Indécis « capabla de lui assurer le victoire électorale.

Meis, pour gagner des élections. Il faut d'abord qu'elles aient lieu. La première batalile du P.S. tend donc à barrer le route à un éventual projet « péruvien » et

Son demier congrès, en décembre, a consecré définitivement out attachement une politique électoraliste, parlamentaire et atlantiste. Ceux qui souhaitaient une - gauchisation - du P.S., sa transformatton en parti socialista - é la chilianne e. ont étà décus. Carles, sur le plan des définitions idéologiques, les référances au mandame sont plus abondantes qu'auparavant. Mais ce « marxisme ». solgneusement défini comma « non dogmabque », a été hativement rempli de toutes les valeurs de la démocratie libérale. Ainsi, les notions da « collectivisation des moyens de production », de « destruction du capitalisme », de « socialisme de base »

avec le suffrage universel, te parlemenurisme, le séparation des pouvoirs et une notion très ample du « pluralisme idéojo-

L'alle gauchiste du Parti socialiste poputaire (P.S.P.), dirigée par M. Manuel Serra, englobant dans se majorité des militar d'origine chréttenne groupés dans l'enclen Mouvement societiste populairo (M.S.P.) — qui jouissait jusqu'au congrès du etatut de « groupe autonome « au sein du P.S. — e àté battue. Après le congrès. cette tendance a'est rapidement merginalisée et a été écartée de la plupart des postes qu'elle détenait au sein de l'appareil du parti. Au début de janvier, cer-tains de ses militants ont abandonnà la P.S. pour fonder le Front socialiste popu-

Bien que le processus de dissidence ouvert au sein du P.S. ne paraisse pas sions au F.S.P. de M. Manuel Serra ne solent pas exclues, il est certain que les cissionnistes ne feront pas le plein des 37 % de délégués qui avalent soutenu leuro positions tors du congrès.

De toute façon, cette scission e souetrait au P.S. une partie de ses militants les plus actifs et dene certaines régions, de fortes bases ouvrières. Cependant, si ces pertes ont créé quelques difficultés, elles ont aussi rendu possible une plus

minoritaire mais active, le P.S. e pu emorner evec une grande vigueur une politique de confrontation directe avec le P.C.P. at de pression, parfols brutale, eur ie M.F.A.

Si le motif apparent de l'offensive anti-communiste déchaînée par le P.S. e été sa farouche opposition à la lot qui il semble blen qu'il y sit eu des raisons plus protondes, cepables d'expliquer son surprenant degré d'agressivité. Celle-ci question que de te lot syndicale qui, de toute façon, devra être révisée par la future Assemblée constituente. L'enjen ser le P.S. à provoquer un conflit algu au sein du gouvernement provisoire et à a'opposer ouvertement à une décision rieur du M.F.A. 7 Les socielistes ne connaisseient-its pas le repport de forces, nettement favorable à cette tol, au sein Croyalent-ils pouvoir le modifier? Rien n'est moine sûr.

Le véritable objectif du P.S. ser avoir été de contraindre le M.F.A. à lui donner des assurances complémentair au sujet de la tenue des élections à l'époque prévue et de couper court au débat amorcé à propos de leur éventuel ajournement. En se montrant intraltables eu sujet de la loi syndicale et disposés à alter jusqu'à l'opposition ouverte, les socialistes euraient voulu signifier qu'ils ne craignaient pas d'arriver jusqu'à la confrontation avec le M.F.A. sur des décisione compromettant leurs intérêts vitaux,

Les dirigeents du P.S. semblalent redouter que le P.C.P., après avoir imposé ses points de vue au sujet de la loi syndi-cale et après avoir obtenu certaines modifications du plan économique élaboré par le ministre Melo Antunes, n'arrive aussi à obtenir satisfaction à propos des élections, ou de la participation directs du M.F.A. à la future Assemblés

In the same

2 2 3 and . . . .

0.30

· -- .

2

21.15

Le P.S. a réusal à suracher une décla-M.F.A., essurant qu'il n'a jamais été ques tion pour lui de modifier le calendries électoral. Cependant, cette déclaration ne semble rassurer que partiellement les socialistes, dans la mesure où elle ne contrôle que le M.F.A. enlend exercer sur l'Assemblée constituante et qui constituent, elles aussi, un motif d'inquiétude

# LE MONDE DIPLOMATIQUE

JACQUES FAUVET Rédactrice en chef adjointe

Priz de l'abounement annuel (en france)

France, D.O.M., T.O.M., ex-colonies [sauf Algerie] 55
Stranger 73

PAR AVION (Abounement et tams) Surope (y compris Turquie d'Aste, Agores, Chypre, Madère), Algérie, Marce et Tunisie Afrique francophone, Guadeloupa, Guyane française, Martinique, Ecunion

Omores, Madagasuar, Laos, Vietnam du Sud, Nouvelle-Calédonie,
Nouvelles : Hébrides, Polynèsis
française, République khmère,
Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis
et Punna et Putuns krabte Sacodits, Iran, Irak, Israel. Jordanie, Liban, Libye, Egypte.

Jordanie, Liben, Libya, Egypte, Syrie
Syrie
Syrie
Birmania, China, Consa, Hongkong,
Japon, Indonésie, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Sinsapour, Taiwan, Timer, Thailande, Vistnam du Nord, Australie, Nouvelle-Zélande, autres pays
d'Océanie
Autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie 121

(Cheque postal Parls no 4207-23) Tel Rédaction : 770-91-29 Tél. Publicité : LAP. 85-03 rélex : Le Monde 65.572 Paris télégraphique : Jourmonde P

Edité per la S.A.R.L. le Monde.



Reproduction interdite de tous arti-

# Une percée vers la classe moyenne

L'offensiva des accialistes contre la syndicat unique a prématurément ouvert la campagna électorale an donnant le ton aur lequel la P.S. entend, vraisemblable-mant, la mener. Son leltmothy serait la « détense des libertès publiques », que les socialistes estiment mens-cées par le P.C.P.

A partir da son meeting du 16 janvier, une espèce de aamie alliance = anti-P.C.P. s'est esquissée. Elle comprend des secteurs de drolle sympathisants du C.D.S., passe par ceux du P.P.D. et ve jusqu'à certains groupuscules maoistes comme l'Allance ouvrière-paysanne (animée par un des deux partis communistes marxistes-léntnistes), qui y sont vanus su nom du combat contre l' ennemi principal e, le «social-fas-

Ce meeting, convoqué pour protester contre la principe du syndicat unique, a pris naturellement comme cibie centrale le P.C.P., eccuzé de prétendre à le suppression des libertes et d'envisager un coup d'Etal. Cependant, le M.F.A. n'a pas été épargné. Certaina dirigeanta socialistas, comme la ministra de la justice, M. Salgado Zanha, et le poète Manuel Alegre, ont critiqué ouvertement des cedres importants du M.F.A., comme le ministre de trevail, la capitaine Costa Martins, et le capitaine Vasce Lourenço, membre de la commission poordonnetrice et du conseil supérieur du Mouvement.

Bien que battu sur la question de le lot syndicale, le P.S. semble evoir renforcé ses positione sur d'autres terrains. Il paraît avoir réussi une percée sur une frange de le classe moyenne enticommu nista, ce qui ne manquera pas d'avoit des quences àlectorales. Il e pu apparaître aux yeux de cartaines forces de centre droit, y compris au niveau patro-nal et militaire, comme un interlocuteur valable, voire un rempart contre le communisme. Sur la plan International, cette politique ne menquera pas de tul valoir des appuis. Les assurances données aux Investisseurs étrangers, les déclarations de fidélité à l'OTAN, les garanties eu sujet de sa disposition é lutter pour la consolidation d'une démocratie parlementaire eu Portugei, el souvent répétées à l'étranger par M. Mario Soeres, devien-nent naturellement plus crédibles dans le contexte de le politique actuella de eon

L'apparent rapprochement du P.S. avec certaine secteure de centre droit e natureliament déclenchà une vague d'attaques provenant non seulement des communistes et d'autres forces de gauche et d'extrême gauche maie eusei de certaines personnelités du M.F.A., comme le général Othelo Saraiva de Carvalho, commandent du COPCON. L'organisateur militaire da le journée du 25 avril, dont la franchise fait la loie des journalistes, e émie. dans une Interview, la conviction que le P.S. sereit favorable ou retour du général Spinola à la présidence de le Réput Cette observation e provoquà des réactions indignées de la part des socialistes, qui ont démenti catégoriquement un quel-

Cependant, ai on peut à la rigueur écarter l'idée d'un accord formel entre le P.S.

Radicalisation

et élargissement

du mouvement

et le général Spinola, une certaine similitude, sur le plan tactique, ne saurait être exclue. Le génàral, dans sa pre-mière décleration publique depuis sa démission, une interview à l'hebdomadeirs Expresso, e repris certaines formules et positions habituellement avancées par la P.S. D'eutre part, l'etitude de M. Mario Soares au eujet d'une polémique entre le général Spinole et la général Saraiva de Carvalho est aussi assez symptomatique. Ce dernier evait eccusé l'ancien président d'avoir envisagé de faire appel à des troupes américaines et sud-africaines pour combattre les mequis du FRELIMO et les obliger à eccepter des conditions ne colonialistes. Ces accusations ont été confirmées par le Commission coordina-trice du M.F.A., meis vigoureusement démentles par le général Spinola. Cité par le général Saraiva de Carvaiho comme témoin de ce teit, M. Marlo Soares s'est

refusà à tout commentaire, invoquant )' « éthique ministérielle » et déclarant qu'une prèse de position à ce propos eerait de nature à gêner l' « effort d'unité netionale «. Et pourtant les mêmes raisons n'ont pas prévalu quand il fut question de certaines attitudes que M. Aivaro Cunhai eurait prises à propos de la loi syndicale dans différentes réunione du consell des ministree et qui ont été publiquement

il semble qu'au moine pendant le période pré-électorale les eccialistes éviteront les confilts é droite et continueront à taper fort à gauche. Un éventuel retour à une politique d'aillance avec la P.C.P. ne serait envisagé que dans une future position de force et dans le cadre de le consolidation des institutions parlemen-taires que les eocialistes portugals veu-tent voir consacrées dans le pays.

Depuis la 25 avril, en passant par le crise de julliet et par la 28 septembre, le M.F.A. e prie en main, de plus en plue, le direction du processus de démocratisetion du pays. Maître incontasté du pouvoir dapuis l'écartement du général Spinola, il a connu une double évolution. D'une part, il a pu radicaliser see options politiques; d'autre part, il s'est doté d'une nouveil structure interna qui lui assure le contrôle effectif de la quest-totelité des torces armées en même temps qu'elle permet à un nombre beaucoup plus important de militaires de participer à ses discussions et déli-

militaire. Le M.F.A. semble avoir avancé considérablement dans ia recherche de son identit plus clairement à gauche qu'auparavant, au moins en ce qui concerne ses organes dirigeants. La notion d'« apolitisme des torces armées » est définitivement rejetée. Sans se considérer lié à aucun parti politique, le M.F.A. s'affirme comme une torce révolutionnaire

Au contraire des militaires péruvions, qui ont toujoure défendu una « troisième vole », rejetant tant « le capitalisme que le socialismo - (1), au moins su niveau de ses déclarations, le M.F.A. tend à se prononcer pour une voie socialiste. Naturellement, une telle attitude ne veut rien dire par alle-même, dans un pays où, ectuellement, tout le monde se dit - à gauche - et où le mot - socialisme - permet tant d'interprétations différentes, souvent contradictoires. Néenmoths, l'influence de le pensée marxiste apparaît de plus en plus répandue au sein du M.F.A. Elle transparaît dans la majorité des erticles du bulletin bimensuel édité par la commission coordonnatrice, dans les discours et Interviews de plusieurs de ses dirigeants et dans les campagnes de - dynamisation culturelle - lencéee par les militaires dans le but de politiser les populations des régions rurales encore dominées par les idées de l'ancien régime. Cette radicalisation semble être moins la conséquence de l'influence des partie de geuche et d'extrême gauche que d'une dynamique autonome stimulée par le contact quotidien avec les problèmes des

démocratique, antimonopoliste et socialis

(1) Voir le Morde diplomatique, février

masses populaires, dont bien des militaires ont apprie à partager les soucie et Certes, cette « gauchisation » n'etteint

pes l'ensemble do mouvement. Il demeure une force unitaire, evec un degré de politisation hétérogène, divisé en tendances dont la démarcation précise est assez délicate, englobant une grande masse d'éléments hésitants toujours capables de faira pencher le balance d'un côté ou da l'autre à un moment donné. Cependant, le majorità de ses cadres dirigeants et de ses éléments tes plus actifs sont de plus

du système capitaliste. Sur le plan de sa structuration interne et de son rapport avec l'ensembla des forces armées, le M.F.A. a avancé considérablement depuis le 28 septembre. Le role de ses différentes instances et les rapports entre elles sont aujourd'hui bien définie. L'organa dirigeant supreme du M.F.A. est le conseil (C.S.M.F.A.), dit + consell des Vingt -. II est constitué par les sept membres de la commission coordonnatrice du programme (C.C.P.M.F.A.), per les ministres militaires du gouvernement provisoire, par les membres de la junte de salut national (le préeident Costa Gomes y compris) et par le commandant du COPCON.

Le conseil aupérieur est de fait le centre de pouvoir le plus Important du pays. Il est toujours hasardeux de spé-culer aur les «tendances politiques» qui existent en son sain. Ses délibérations sont entourées du plus grand secret et

les éventuelles divergences sont soigneusympathies partisanes de certains da ses membres sont toujours dementies avec fermeté. Au cours des demières semaines, devant des options politiques immédiates, les vues du conseil superieur et de la

mente considérés comme « les plus à gauche » du conseil supérieur sergient le premier ministre, le général Vasco Gon-calves, le commandant du COPCON, le général Othelo Saratva de Carvalho, l'emiral Rosa Coutinho (qui vient de reprendre sa place au sein de la junte de salut



(Dessin de PLANTUJ

commission coordonnatrica ont plusieurs toia coîncidă avec celles du P.C.P. et du M.D.P., e'opposant eux positions prises publiquement par le P.S. et le P.P.D. La décision du conseil supérieur en faveur de le consécration légale du principe du syndicat unique en est un example. Selon certaine observateurs, les élènational, après evoir exercé les fonc-tions de haut commissaira en Angolaj, le ministre du travail, le capitaine Costa Martine, et les membres de le commis sion coordonnatrice. Selon les mêmes sources, les ministres Vitor Aives et Meio Antunes et le président Costa Gomes seraient les éléments les plus modérés

# La nostalgie des officiers conservateurs

Cependant, la formule qui consiste à lier les uns au P.C.P. el les autres au P.S. ou an P.P.D. paraît abucivo. Les dirigeants du M.F.A. entretiennent soigneusement leur indépendance à l'égard des partis. Sien qu'il puisse exister des points concrets de convergence et des identités de vues à un moment donné, les conditionnements Idéologiques, culturels et même psychologiques des militaires, ausal bien que leurs idées eur la rôle que doit jouer le M.F.A. dens le vie politique portugaise

La deuxième instance importante du M.F.A. est l'as-semblée générale. Officialiement, ses attributions sont « consultatives » male, dans le pratique, l'influence de ses prisse de position est considérée comme déci-

sive et elle semble être toujours prise en compte par la conseil supérieur. L'essemblée générale est formée par environ deux cents d'àlégués. Le système de désignation de ces délégués est assez complexe. Une partie d'entre eux ast élue dans les assemblées de région militaire, une outre est nommée par le C.S.M.F.A., et d'autres en tont partie pour des raisons hiérarchiques. Ainsi, dans le cas des cent quatorze délégués de l'armée de terre par exemple, quarente-cinq ont àté élue, trente et un nommée et trente-

C'est de l'assemblée générale que eemblent se manifester le plus intensé-ment les différentes tendances politiques qui existent ou sein du M.F.A. Un secteur ssez important, qui atteindrait 40 % des délécués, serait nattement sensible à des positions anticapitalistes. A ce nivesu, il n'existe pas non plus de l'alsons directes avec les partis, bien que ce secteur soit perméable aux influences non seulament du P.C.P. et du M.D.P. comme aussi du M.E.S. et d'autres forces d'extrême gauche.

La mejorité des délégués de l'assem blée générale appartiennent au secteur considéré comme « Indécie » et leur voie semble varier scion les problèmes concrets qui leur sont soumis.

déguisé, existe toujours. En certaines

occasions, il arrivareit à influencer una partia des « Indécis ».

Les délégués de l'ermée, de le marine et de l'aviation qui constituent l'assembiée générale forment séparément trois conseile d'armes. Ces consella sont reliés é caux des régions militaires et eux unités militaires, qui cont les «structures de base - du M.F.A.

Le pas aulvani dans le processue d'« Institutionne/Isation » du M.F.A. serait son élargissement aux sargents, soldats et marins. Au niveau des sergents, cette mesure est déjà pretiquement acquise. Des assemblées de sergents et une commission nationala ont déjà été formées, qui devront être intégrées dans la etructure du M.F.A. Quant à l'organisation des sol-dets et marins, la principe en est accepté meis les modalités précises sont encore

en discussion. Sur ce point, la commiseion coordonnatrice affirme, dans son builetin de fin janvier : - (...) Les forces armées, soldats et marins, sergents et offi-ciars, doivent s'intégrer de plus en plus dans le M.F.A. C'est l'unique moyen de izire des forces armées le « peuple en armes » et plus jamais un instrument au

Naturellement, cee conceptions ne sont pes partagées par l'ensemble du corps des officiers. La droita « epinoliste » y conserve encora des positions, sussi bien qu'au sein des torces militarisées (gerda netionals et police de sécurité publique), où les espinolistes et même tes anciens fascistes détiennent toujours certains

L'action des officiera de droite demeur assez discrète et elle es manifeste plus eu niveau strictement militaire, dans les casernes, qu'eu sein du M.F.A., où le sont minoritaires. Dans certaines unités, euriout é l'intérieur du paye, ces officiers essalent d'empêcher la politisation de leurs aubordonnés au nom du « professionnalisme - et du respect de le hiérarchia militaire, faleant même des difficultés pour le diffusion du bulletin du M.F.A.

Male le droite militaire, comme d'ailleurs la droite civile, demeura extrêmement prudente. Elle semble vouloir éviter la répétition des erreurs commises par le géné-ral Spinole et ses amis. Tout en procla-mant sa fidélité au M.F.A., elle paraît s'organiser discrètement en attendant des conditions plus fevorables, qu'elle espère sans doute retrouver au lendemain des

Si le « retour dans les casernes » souhalté par te droite semble incompatible evec le « participation du M.F.A. à le qu'il est conçu per les secteurs les plus progressistes du Mouvement, l'autre vole n'est pas encore clerifiée. Certes, les modalités de contrôle du M.F.A. sur le futura Assemblée constituanta seront sans doute précisées, et il est probable qu'un compromis interviendra entre les partis de l'ectuelle coalition gouvernementale eu aujet de certaines réformes souhaitées par le M.F.A. Mais ce type de mesures ne asuraient empêcher un effecement greduel du M.F.A. au profit des nouvelles Institutions parlementairea, qui devront être bâties toujoure dans le cedra d'un régime capitaliste (en crise) et qui seront probablement la terrain privilégié d'intervention d'una bourgeolele disposée à reprendre le contrôle complet de l'Elat.

La M.F.A. ne semble pas disposé pour l'Instant à opposer à ce processus une vols révolutionnaire. Mame al certains de ses cadres ont dèjé elfirmé qu'ils étalent disposés à faire - un autre 25 avril », li est difficile d'imaginer qu'une telle décision soit prise à froid. Elle Impliquerait, en effet, une division des forces ermées, voire du Mouvement lui-même et un affrontement non seulement avec la droite mais aussi avec le P.P.D. et le P.S. Cele n'empécherait pas qu'ella soit prise < à cheud », comma l'ont été précédemment les options de juillet et du 28 sep-tembre. Devant l'aggravation de le crise conomique et une éventuelle radicalisation des luttes populaires, la marge politiqua parmettant des formules d'équilibre tendrait à se rétrécir. Les options « à cheud » earaient alors à l'ordre du jour...

MARCELO DIAZ



# **VIENT DE PARAITRE**

Au sommaire du numéro de MARS

# Depuis un an, la vie a-t-elle changé?

Les correspondants d'ECONOMIA ont emplété dans dir pays pour savoir comment « la vie des gens » a chargé depois un an avec le dévaloppement de la crise économique moodiale.

Les Européens, les Américains, tous les privilégiés de la civilisation de l'abondance es sont mis à bircoler, à tricoter, à priviner. Ils réparent leur volture pour le faire durar, ils passent leurs vacances dans leur propre pays, etc.

Si leurs habitudes de consommation n'ont pas été bouleversées, elles se caractérisent capandant par des évolutions significatives. Non seudement dans les pays industriaises, mais même dans les pays de l'Est et dans le Tiers Monde ut, malgré les difficuties de l'étude et l'insuffisance des statistiques, Economia a étendu son exquête.

# **Automobile: une crise pour rien**

unos une chute brutale de leurs ventes. Dans tous les pays. Ils sont parmi les premiers fournisseurs... du murché du chômage. A cause de la crise économique qui affects leurs principaux marché? Certas. Mais aurtort parce qu'ils n'ent pas su privoir l'évolution de cette industrie dont tous commisseuent pourtant le caractère inéluciable. Est-ce pour autant le fin de la « chiffeation automobile » ? Non. Car « l'automobilisme » est une maisdie qui parait incurable. La polintien, le bruit, les accidents maurtiers, le gaspillage de ressources économiques des pays, rien n'y fait.

L'automobile a fait ses preuves, elles sont accabiantes. Mais constructeurs et usagers continuent de plaider non compables. Avec la bienvellance des gouvernements.

# \_et comme d'habitude ...

Les grandes enquêtes, les chroniques, les analyses de conjoncture et les notes d'actualité d'ECONOMIA : le vrai procès des compagni pétrolières, l'analyse scientifique des famines (avec une interview du professeur Trenofières), regards neurs sur la Chine, le poutrait d'Alvaro Gunhal, la chronique scientifique de Jecques Burko et des articles aux la Hongrie, Madagascar, le Pérou, les matières première la situation alimentaire mondiale, les réscrions alimentaire aux investissements arabes, le débet communistes-socialistes, etc.

en vente dans tous les kiosques 5f

Dans la NOUVELLE CRITIQUE de mars 75 (nº 82) un article de Maxime RODINSON

# QU'EST-CE QUE LES PALESTINIENS?

Kiosques et librairies ..... 140,00 F Abonnement un an ...... 70,00 F Etudiants .....

# BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 168, rue du Temple, 75003 PARIS avec chêque bancaire ou postal C.C.P. 6956-23 Paris

# LA DIFFICILE CONFRONTATION ENTRE

E « nouveau dialogue » proposé por M. Henry Kissinger à l'Amérique latiue et oux Caraïbes lors de la confé-rence des ministres des affaires étrangères réunie à Tiateloice en février 1974 bat de l'aile. L'Argentine, puisrenewes en revrier 19/4 bat de l'elle. L'Argentine, puis-tance invitante, vient, en effet, de « décommander » la rencontre qui devait avoir lieu au mois de mors à Buevos-Aires entre le secrétaire d'Etut américain et ses homologues des pays situés un sud du rio Grande. Quant au voyage que M. Kissinger envisagu de faire à travers l'Amérique du Sud, il évague de nim au plan le servent de mors l'Amérique du Sud, il évague de nim au plan le servent de mors l'Amérique du Sud, il évoque de plus nu plus le serpent de mer. Prévue d'abord pour la fin de 1974, donnée commn ussurée pont mi-février de cette année par Santiaga et Buenos-Aires, cette tournée est désormais repoussée à avril.

L'actuelle phase de frojdeur entre les États-Unis et l'Amérique lotine n'est certes pas la première du genre. Elle est pourtant originale. Jusqu'ulors, en affet, c'était Wushington qui décidait, au mioux de ses intérêts, de souffler le chaud ou le froid vert le sud du continent. Cette fois, l'initiative est veuve de ses partenaires. L'Amérique latine et les Caraïbes ont vivement résgi, contrairement à l'accontement, à une décision eméricaine qui lésait virtuellement les intérêts de certains de ses membres : le Trade Act, ou loi sur la commerce extérieur, signé le 5 janvier dernier par le président Gerald Ford.

Dès le landemain de la signature, le président vénézuélien, M. Carlos Andres Perez, exvoyait à son homologue óquato-rica un télégramme l'alertant contre estre mauifestation d' « oppression économique » et de « pression politique ». L'na et l'autre pays, membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrola (OPEP), étaient, il est vrai, directement menucés por la disposition de cette lai déniunt le béuéfice des préférences turifaires accordées par Washington ux pays en voin de développement à ceux d'entre eux qui adhèrent à un « cartel restrictif ».

Une reaction en chaîne s'ensuivit : le Péron, la Colomune reaction ou criaine s'ensurys : la reron, la Colombie, le Mexique, puis la Brésil, et même des pays aussi peu suspects, eujourd'aui, de vouloir peiner Washington que la Chili, l'Uruguay ou l'Argentine ont emboité le pas. Le 23 janvier, le Trade Act était condamné par l'ananimité conseil permanent de l'O.E.A. dans le copitale des États-Unis. Le 27, la conférence de Buenos-Aires était « décom-mundée ». Et, le 15 février, le Vunexuela et la Colombie proposaient la création d'an Systèmn économique latino-américain (SELA) incluent Cuba, mais non les États-Unis.

O N est, certes, encore loin de la révolte contre l'Oncle Sam. Mais quelque chose vient de se manifester au sud du rio Grande, dont les résonances pouvent aller en s'amplifient. Les germes de cet orage, à vrai dire, existaient depais la pitoyable cooférence de Quito, en novembre dernier. Convoquée pour décider la levée des sanctions votées en 1964 par l'O.E.A. contre Cuba, cette réacion s'était terminée par un échec. Bien qu'ane écrasante majorité des pays qui,

mune exploitation per leur puissant voisia du nord. Amei lorsque M. Kissinger avait dénoncé la « lourdeur » de l'Orga-nisation, contraire à la « fluidité » nécessaire eux relations nisation, contraire à la « mudire » necessaire aux relations entre pays, il exprimait surtout le dépit de quicanque est en passe d'être trait par sa créature. Les Etats-Unis ne pouvant plus automatiquement faire la loi un soin de l'O.E.A., ils avaiant songé à mettre sur pied un nouveau système de relations interaméricaines. C'est bien cela qui d'automatique procéé le a resuperu d'alconn » « l'aminute. fétait appelé le « nouveau diologue »... il s'agissait, pour M. Kissinger, de prendre les mêmes et de recom risque, cette fois, d'être officiellement mis en

I SHINGT

Millreit dittles u

Ters une recrisie

americano en los

Une réunion, hors du codre de l'O.E.A., des ministres des

# Les infortunes

à des titres divers, étaient venus à Quito cussent manifesté leur souhait de voir levé l'embarga, la décision a'était pas acquise. Plus que les muncouvres en coulisses des Etats-Unis, l'extraordinaire rigidité de système interaméricain avait conduit la mojorité des États du continent à être ainsi bafouds. Et l'inventeur da « nouveau diologue », M. Henry Kissinger, a'avait pas duigna venir dans la capitale équato-

Plus qu'nne manifestation possagère de mutvaise étameur de la part des Latinos, l'anontation de la conférence de Bannos-Aires est l'indice d'na certain délabrement du système interaméricaio. Les attaques les plus véhémentes contre teme interamericaia. Les attaques les plus véhémentes contre l'O.E.A. sont venues — qui s'en étonnerait? — de Cuba. La Havane a toujours déclarà qn'elle ue réintégrerait jumais l'Organisation, ca « ministère des colonies américain ». Mais l'actuel système est mis en question... à Washington même. L'O.E.A. a, certes, loagtemps été l'instrument de la domination des États-Unis sur le sud da continent. Mais elle a aussi été un forum où les Latino-Américains ont appris à se conneître, dans leurs différences, certes, mais aussi dans leur unité : celle que leur assure, pour l'essentiel, leur com-

xemple, aurait pa être un moyen élégant de réintégrer Cabe uns le concert interaméricain. Mais la conférence de Quito evoit figé les positions : le Chili et le Paraguay evaient fait sovoir qu'ils ne se rendraient pas dens la capitale argentine si M. Raul Roa, représentant de La Havane, s'y trouveit. M. Kissinger, lui, d'avait pas le moindre lapin à tirer de me chapeau pour intéresser les Latino-Américains. La téunion de Buenos-Aires quait, décidément, perdu toute raison d'être.

L'échec de Buenos-Aire est celui du « nouveau dialogue », désormais tourné en dérision dans maints pays du sud de nio Grande. Le président péravien ne vient-il pas expressi-ment de proposer aux Latino-Américains d'engager le « nou-veou dialogue » entre eux, saus Washington I

ES Étots-Vais, qui a'ont jamais fuit preuve de beuveup d'imagination dans leurs relations avec l'Amérique latine et les Caroïbes, n'ont plus guère de solution de rechange. Ni la conjuncture économique ni l'état des esprits de part et d'autre da rio Grande ne leur permettent d'envisager le mise sur pied d'un nauveau « grand dessein » à la Kennety, à destination du Sud. Washington peut-li, en Amérique

# L'émeute a mis à l'épreuve le réformisme des militaires péruviens

Réprimée par l'intervention de plusieurs unités d'élite de l'armée, la grève des policiers de Lima a été l'occasion, le 5 fevrier, de graves troubles ou cours desquels les émeutiers ont incendié le club militaire et le siège du SINAMOS, service de mobilisation sociale. Mais quelques événements antérieurs doivent être gardés en mémoire. Le 18 novembre, le gouvernement péruvien décidait d'expulser les volontaires du Peace Corps. Le 2 décembre, le général Edgardo Mercado Jarrin, premier ministre, ministre de la défense et commandant en chef de l'armée, échappait de fustesse à un attentat. Le 14 décembre, le gouvernement nationalisait les et des gaences télégraphiques prioées, dont une filiale d'I.T.T. Le 30 décembre, vingtcinq mille mineurs du cutore, du plomb et de l'étain se mettaient en grève. Le 2 janvier, échec d'un attentat contre l'amiral Guillermo Faura Gaig, troisième ministre de la marine en moins d'un an. Enfin. le 29 janvier, le général Velasco, président de la Republique, invitatt les Stats latinoaméricains à engager entre eux le « uouveau dialogue » dont avait parlé M. Henru Kissinger et à limiter la concertation av les Etats-Unis Quelques jours après l'émeute, il devait en réjeter la responsa-bilité sur les Etats-Unis.

A PRES la flambée de violence qui a seconé la capitale péruvienne au début de février, le calme est reveun à Lima et le goovernement militaire a rapidement repris la situation en main. En dépêchant immédiatement des unités de l'armée pour briser la greve des poliunités de l'armée pour briser la greve des pou-ciers et rétablir l'ordre dans la rue, les autorités sont donc parvenues à étouffer dans l'œuf cette tentative de subversion. Il n'empêche que ces émeutes constituent l'épreuve la plus sérieuse que le régime du général Velasco Aivarado aura en à affronter depuis son arrivée au pouvoir en

A leur manière, les troubles de février sont venus confirmer la sensible radicalisation de la venus confirmer le sensible radicalisation de la situation observée ces derniers temps au Pérou. Si, au début, les militaires u'avaient pas ren-contré de difficultés majeures dans l'application de leur programme de réformes, les résistances de l'oligarchie traditionnelle et des milieux d'affaires liès aux intérêts étrangers u'ont cessé-

de s'accentuer à mesure que la politique gou-vernementale déployait ses effets. En 1974, le rythme des réformes s'est encore acceléré : nationalisation de la Cerro de Pasco,

la plus grande compagnie minière américaine du pays; introduction d'un début d'autogestion ouvrière par la loi dite de propriété sociale; a socialisation » des principaux quotidiens de Lima en vertu d'une uouvelle loi sur la presse (1). Mais ce durcissement du régime u's pas tardé à entraîner une montée des tensions, allant jusqu'à susciter des réserves au sein

ajouter un sérieux manque de cadres et de techajouter un seneux manque de cadres et de techniciens qualifiés pour appliquer la réforme et
gèrer les nouvelles entreprises.

Les responsables péruviens reconnaissent
d'ailieurs que la baisse de la production dans
certains secteurs agricoles peut constituer
on handicap pour l'approvisionnement normal
de la population. En raison de difficultés de

# Par JEAN-CLAUDE BUHRER

même du gouvernement. Un exemple en a été fonrni en mai 1974 par la démission du ministre de la marine, le contre-amiral Luis Vargas Ca-ballero. Une certaine effervescence est ensuite devenue perceptible à Lima, comme en unt témolgne plusieurs attentats contre des persontémoigné plusieurs attentais contre des personnalités officielles, notamment le général Mercado Jarrin, alors premier ministre.

Si, dans leur tentative de bouleverser les
structures traditionnelles du pays, les militaires
se sont heurtés à la sourde hostilité des
anciennes classes dirigeantes, ils n'ont pas
obtenu pour actant une véritable adhésion
populaire. Malgré l'ampleur des transformations
en cours, c'est encore la passivité qui l'emporte
le plus souvent chez le paysan de la sierra et
l'homme de la rue. Outre une mérisance quasi
instinctive envers les militaires, les masses populaires héattent à s'engager dans une révolution
venant de haut en bas — en quelque sorte
octroyée. Impatientes de voir s'améliorer leur
sort, elles attendent des résultats concrets et
immédiats, alors que les réformes entreprises ue
peuvent porter leurs fruits qu'à plus ou moins
longue échéance.

# Un malaise diffus

A INSI, la réforme agraire lancée en 1969 est A en train de bouleverser les antennes structures de la terre et la plupart des grands domaines ont maintenant été affectés. Mais les uouveaux organismes mis en place sont encore loin d'être rodés: coopératives et sociétés agricoles d'intérêt social ne parviennent pas toujours à maintenir un rythme satisfaisant de production. Dans les campagnes, l'indécision demeure grande et, dans diverses régions, l'opposition à la réforme est assez sérieuse pour inciter les antorités à agir prudemment. Les anciens patrons n'ont pas bésité à vendre le bétail, voire les machines, pour en tirer le meilleur profit avant de devoir remettre leurs blens. Aux ultimes manœuvres des propriétaires fonciers, il faut

(1) Voir le reportage de Maurice Najman, le Jonde diplomatique, février 1975.

transport, d'actes de sabotage, d'une tendance à la spéculation et à la contrebande, certaines denrées alimentaires commencent parfois à faire défaut. Cependant, maigre ses insuffisances, la redistribution des terres représente incontestablement un important pas en avant pour chan-ger les structures anachroniques du Pérou. Pour remedier aux carences économiques actuelles les autorités fondent de grands espoirs sur le mise en exploitation de nouvelles mines et de gisements pétroliers découverts en Amazonie. « Ni contralisme, ni communisme » — les militaires péruviens s'efforcent, depuis six ans et demi, de tracer une voie originale pour sormilitaires péruviens s'efforcent, depuis six ans et demi, de tracer une vole originale pour sortir leur pays du sous-développement. Mais, devant l'ampleur de la tâche à accomplir, leurs bonnes intentions ne sauraient suffire à surmonter les obstacles qui s'accumulent sur leur chemin. A cet égard, les derniers évênements ont fait éclater au grand jour les ambiguités, sinon les contradictions, de l'expérience péruvienne. Comme on 1'a vu, les adversaires du général Velasco Alvarado se sont empressé d'exploiter le malaise diffus qui règne à Lima en se servant habilement du potentiel explosif que représente la masse miséreuse des habitants des bidonvilles qui ceinturent la capitale.

Toute la lumière u'a sans doute pas encore été faite sur l'orchestration des émeutes du 5 février, qui se sont officiellement soldées par quatre-vingt-six morte et quelque 40 millions de dollars de dégâts matériels. Parmi les manifestants, on a toutofois pu noter la présence d'éléments visiblement manipulés. Dans son discours du 17 février, le président de la République, le général Velasco Alvarado, a notamment mis en cause le traditionnel adversaire des militaires. l'APRA (Alliance populaire révolutionnaire américaine), et certains groupes d'intérêts étrangers « Il s'est agi d'un plan subversif, a-t-u affirmé, destiné è resperser le gouvernement des jorces urmées. Par la création du chaos, on cherchait à étendre la subversion. Des étéments obétsant à la direction d'un parti déjà cadue et des éléments de la soi-disant e extrême gauche » figurent parmi les exécutants de ce sinistre plan qui e engendré pillage et incendies. Mais, derrière les émeutiers, on

retrouve, sans nui doute, la main des anciens groupes privilégiés et des forces, nationales et étrangères, que noire résolution a étoignées du contrôle du Pérou. Et, très probablement, on y retrouve l'inspiration et l'argent d'un organisme d'espionnage international vien comnu. 3 Après la chute de l'Unité populaire su Chill et les révélations récemment faites sur les activités de la CLA en Amérique latine, sersit-on en train d'assister à me uouveille tentative de a déstabilisation » de l'un des derniers gouvernements du sous-continent à tenter de se sonstraire quelque pen à la tutelle des Etats-Unis? En tout cas, s'il entend préserver ses acquis, le régime du général Velasco Alvarado devra tirer, En tout cas, s'il entend préserver ses acquis, le régime du général Velasco Alvarado devra tirer, sans plus attendre, les enseignements de l'avertissement qui ini a été donné. Aujourd'uni, plus que jamais, l'organisation des masses apparaît comme une nécessité pour sauvegarder l'originalité de la révolution péruvienne. S'il en était encore besoin, les derniers troubles ont clairement mis en évidence le vide politique qui existe dans le pays. Si les émeutiers n'ont pas été suivis par la population, aucun secteur civil ne s'est non plus spontanément manifesté en faveur du gouvernement.

# Clarification idéologique

CETTE passivité des masses est venue confirmer les faiblesses du SINAMOS, lourd organisme bureaucratique mis en place précisément pour organiser le soutien populaire. Apparement conscient de ces défaillances, le gouvernement vient de constituer une commission composée de huit généraux parmi les plus en pre du régime nour tenter de caractér le partie. composer de nut generaux parmi les pius en vue du régime pour tenter de canaliser la parti-cipation populaire en un mouvement politique. Au lendemain des récents troubles déjà, la pin-part des organisations de base du pays s'étalent regroupées dans un comité de coordination, a pour déjendre en permanence la révolution conduite par les jonces armées s. Le moment semble venu pour le régime du rénéral Velasco Alvarado de préciser ses options

général Velasco Aivarado de preciser ses options fondamentales, sinon de procéder à une clarification idéologique. D'ailleurs, le débat sur la finalité de l'actuelle « révolution » se poursuit quotidiennement au sein même du régime, et les tiraillements entre modérés et radicaux transtraillements entre modérés et radicaux transparaissent régulièrement dans la presse.

Les derniers événements sont aussi intervenus
à un moment où le pays venait de changer de
premier ministre et où se pose déjà en filigrane
le problème de la succession du général Velasco
alvarado. En principe simple formalité, le remplacement du général Mercado Jarrin par le
général Morales Bermudes à la tête du gouvernement a donné lieu à certainea spéculations
sur l'influence personnelle que le nouveau
premier ministre pourrait exercer sur la politique gouvernementale. Dans les milieux conservateurs, par exemple, on espère que cet ancien
ministre de l'économie saura jouer un rôle quelque peu modérateur. A gauche, au contraire, on
estime que, pas moins que son prédécesseur, il
se situera dans la ligne tracée par les forces
armées. D'aïlleurs, il ne faut pas oublier que
le gouvernement demeure sous le contrôle du
président de la République, dont le nouveau
premier ministre a toujours été un fidèle lieutenant.

# La junte chilienne sous pression

(Suite de la première page.)

Ce réseau policier tentaculaire et l'éli-mination de la gauche permettent à la junte d'empêcher tout début d'agi-tation. La destruction physique des « cléments subversis» et le contrôle organisationnel totalitaire de la société virunitaire des rotes les réseatés de u'impliquent donc pas la nécessité de recourir à la terreur massive ou à la torture généralisée : les militants qui ont survecu doivent opèrer dans un contexte d'intimidation générale et d'assassinats sélectifs.

rectement dans le jeu de la junte qui peut lui faire confiance pour mettre toute l'énergie de ses militants à contenir la classe ouvrière dans des limites acceptables pour ses alliés politiques potentiels. Dans la mesure où la «libéralisation» est une réponse à l'isolement international de junte et un moyen de faciliter l'assistance étrangère, l'incorporation dans le régime des chrétiens-démocrates ue pourrait être interprétée comme une concession à la pression des masses populaires chillennes (comme le feraient valoir les communistes), non plus qu'elle ne pourrait conduire à raient valoir les communistes). non plus qu'elle ne pourrait conduire à inne dislocation majeure des plans de développement global mis au point par les conseillers économiques de la junte attachés à la « libre entreprise ». La passivité de la gauche dans le pays permet en fait à la junte de se donner des apparences « libérales » et peut-être de favoriser ainsi un financement international qui, à son tour, pourrait contribuer à la consolidation à long terme du système social.

Néunmoins, au stade actuel, la fai-blesse économique de la junte rend cette hypothèse très douteuse, voire utopique. Ses échecs économiques et politiques doivent être jugés en fonc-tion de ses propres objectifs. Sa stra-

tégie d'ensemble consistait à stabiliser l'économie par des mesures d'« aus-térité » pour les masses et d'encoura-gement pour les investisseurs afin d'attirer le capital national et étranger en même temps qu'il serait procédé à me nouvelle transfusion de prêts ban-

Or, en 1974, le taux d'inflation avoi-singit 400 % : en augmentation vers la fin de l'année, il était accompagné de dévaluations substantielles au cours du dernier trimestre. La chute du cours du cuivre et la stagnation industrielle complétaient la détérioration de la complétaient la détérioration de la situation économique. Les investisseurs privés chillens et étrangers, rebutés par cette dégradation économique et par l'isolement politique du régime, n'ont guère répondu aux ouvertures de Santiago. L'infiation a entrainé la spéculation, multiplié la corruption et sapé à ce point les calculs économiques que les banquiers internationaux hésitent à se plonger dans l'aventure chillenne en une période de rareté des capitaux et de forts taux d'intérêt.

La détérioration économique inté-Le détérioration économique inté

rieure a affaibil la capacité des militaires chiliens à assurer leurs alliances
avec les régimes i idéologiquement
proches. Les chefs de la junte espéraient beaucoup d'une « alliance » avec
les Etats-Unis et avec le Brésil pour
policer les pays andins et, en collaboration avec le camp occidental, pour
faire échec an communisme en Amérique latine et dans le monde. Cette
viaton mégalomane, d'où la junte tirait
son assurance, se défait lentement mais
sûrement : pour assurer son expansion,
le Brésil se tourne vars le ProcheOrient et, on l'a vu. les secteurs
influents du Congrès américain sont
loin de partager la vision qu'a la junte
de la région et du rôle qu'elle pent
y jouer.

En désespoir de cause, les généraux

En désespoir de cause, les généraux chiliens essaient d'attirer l'attention sur eux en proférant des menaces contre le gouvernement nationaliste péruvien. Vers la fin de l'année dernière, la politique extérieure de la junte connaissait de graves déboires : Mexico rompait ses relations avec Santiago; le Pérou et le Venezuela al-

gualent des professions de foi nationa-listes (déclaration d'Ayacucho) en présence de représentants cubains.

La position internationale de la junte devient de moins en moins tenable: la scène est prête pour passer d'un Etat policier militaire à un Etat policier militaro-civil revu et currigé. La présence d'un groupe important de politiciens chrétiens-démocrates et de leurs conseillers techniques dans et autour de la junte faciliterait cette transition. Des individus tels que Prei sont « acceptables » pour les groupes industriels, financiers et universitaires aux Etats-Unis, en Europe et en Amérique latine. Ils pourraient servir de paravent à M. Kissinger dans ses tentatives en vue de réhabiliter la position internationale chancelante de son Etat-client.

La a transition ordonnée » qu'envisage Washington suppose des mesures telles que la liberation gradualle de quelques prisonniers (qui seront exilés ou placés dans des conditions telles que toute activité politique leur sara

infortunes.

# WASHINGTON ET L'AMÉRIQUE LATINE

moltinationaux? La question est désormais crèment posée.

« Les Etats-Unis considérent que les nations ont le droit d'épouser la cause de ceux qui investissent si elles pensent que ceux-ci ont été injustement troités. » Ces propos de M. Kissinger à Tiarteloleo résument cleirement ce confre quoi

les Lotino-Américains regimbent aujourd'ha). Ils ant, quant à eux, forcement plus d'idées que les Etats-Uuis sur l'ovenir des relations interaméricaines : c'est là leur préoccupation quotidienne I Or il semble que, post-doxalement, leur Intérêt pour l'O.E.A. grandisse en propor-tion de la métionce croissante de Washington envers cette organisation. Mais ils pensent à une O.E.A. rénovée. Pour le président vénézuélien, par example, une Organisation des concrets ». Et par exemple : peut-on remplacer certaines compagnies multinationales étrangères par des sociétés purement latino-américaines?

contre de Caracas. L'an a déjà réuni, chez lui, le président da Venezuela et ses homologues des six pays d'Amérique centrole. Una rencontre devrait avoir lieu, bientôt, à Panama, entre la général Omar Tarrijos, le président Perez et les chefs d'État colombien et costaricain. Une autre devrait

ressembler, au printemps, les responsables de Venezuela, de la Guyana et de sept poys ceraïbes, dont Cuba.

A cheque fois, des problèmes très concrets sont à l'ardre da jour. Le première réunion a vu le président Parez offrir à ses petits voisins d'Amérique centrale l'affectation d'une

Pour se déployer avec pradence, sons vociférations antiaméricaines, la projet vénéssiélien ne manque donc ni d'au-dace ni d'ampleur de vues. La réussite da SELA suppose évidemment l'adhésion non seulement des six poys sud-américains du parte audin, mais aussi celle — problémetique — da Brésil, anquel l'accord signé ee 1968 à Carthagène

entendeit créer un contrepoids.
Il serait bien noît d'imaginer que l'émancipation de l'Amérique latine est désormais sur roil et que rien ne l'arrêtera plus. On s'effare, plutôt, de noter la croissance dans le « cône sud » d'an fascisme qui doit beaucoup aux efforts de Washington pour maintenir au pouvoir des minostres qui lai sont favorables contre des masses popu-leires spontanément assez bostiles aux Yankoes: de 1971 à 1974, la Bolivie, l'Uruguay, le Chili, sont passès sons la botte. Bientôt l'Argentine?

Pourtant, certains éléments pourraient favoriser, à terme, l'émancipation des pays situés au sud da ria Grande. La crise économique que connoissent les Etats-Vais est l'un de coux-ci. En bonne théorie, l'impérialisme américain paurrait ceuter. En bonne (neuve, l'imperatione american pagrate chercher à s'en sortir por la guerre. Les menoces de M. Kis-singer, pourtant, e'ant jamais poru dirigées contre le Vene-zuela. Ce pays se garde bien, d'ailleurs, d'agiter devant Washington la chiffon rouge de l'embargo, alors même qu'il restreint sensiblement se production.

La prise da conscience de l'unité da sous-continent face à l'exploitation de sou grand voisin da Nerd poorrait faire le reste. Jusque-là, cette prise de couscience paraissait aniquement le fait des couches les plus modestes de la population, lorsque, du maîns, alles avoient un rien de formation politique. Mais les bourgeoisies « natienales » de certoins pays, jusque-là cantoanées dans les activités commerciales — l'import-export notaminent, — na vont-elles pas com-mencer à se sontir partin prenante envers les richesses fabuleuses de leur sol ? Si, après le Venezuela et l'Equateur, et demain le Mexique et le Brésil, l'Amérique latine tout entière se révêle être, comme il est probable, un gigantesque puits de pétrole, son émancipation par rapport aux Etats-Unis en soro considérablement facilitée.

JEAN-PIERRE CLERC.

# "nouveau dialogue"

Etats américains « restructurée » est l' « Indispensable et irremploçable instrument des relations entre les Etats-Unis et l'Amérique latine et les Caraïbes ». M. Carlos Asidres Perex songe à un fece-à-fece de deux blocs égeux : les Etats-Uais --- au plutôt l'Amérique du Nord anglophone --- et l'Amérique latine et les Caraïbes porlant « d'une seule voix ». Le codre au les pays situés au sud du rio Grande accorderaient lears violous pourrait être se SELA proposé por le Venezuela et la Colombie, et pour lequel le Mexique et Panema ant dája mantré de l'intérêt.

N'est-ce la ga'an nouvel avatar du vieux rève « conti-nentaliste » de Simon Bolivar ? Le Brésil et l'Equateux ont déjà exprimé des réserves à son sujet. Un facteur da résssite pourrait être le progmatisme, inaccoutumé sous ces lati-tudes, avec lequal le président vénézuélies aborde cette phase nouvelle des relations interaméricaines. M. Perez a invité tous les chefs d'État au de gauvernement latino-auséri-cains — y compris M. Fidel Castra — à se rencontrer à Cara-cas l'été prochain, Mais, a-t-il prévena, l'objectif a'est pas de paryeoir à une énième déclaration d'indépendence. Il faudro se mettre d'accord « sur un, deux ou trois points

portie de ses pétrodellars à un fands de soutien des cours de cefé. A Paname, il sere question de la récupération de la zose da canal. Avec les pays des Caraïbes, en pariera notamment de l'organisation du marché de la bauxite.

A JOUTONS que le Venezuela — à qui ses ventes de petrole ent procuré en 1974 plus de 10 milliores de delfers — a récemment créé au fands spécial destiné à dellers — a récemment créé au fands spécial destiné à permettre la recyclage de ses pérrodollars dans le tiertmonde (et d'abord en Amérique Intine) et nen plus dans les pays développés. On comprond qua le président Perez ait été cité avec élege par M. Fidel Castra et, tout récemment, invité à Pékin par M. Chou En-lai. A l'houve aù les Ersts-Unis cherchent à isoler les pays de l'OPEP en les accusant nou soulement d'acculer à la crise les nations développées, mais évalement d'affanter un peu alus cette portie. pées, mais égolement d'affamer un per plus cette portie da tiers-monde qui manque de pétrole, le Venezuela cherche à jeter les bases d'an système économique qui jouineit d'une relative autonomie per rapport à celui que demi-neut les Etats-Unis. Ce na sorait, après taut, qu'uns contribution de plus à l'indépendance du tiers-monde de la port d'un pays qui est déjà à l'arigine de le création de l'OPEP.

# Vers une révision des relations américano-cubaines

ES Etats-Unis procèdent é un Tréexamen de leur politique à l'égard de Cuba , déclaratt M. Henry Klasinger le 3 lévrier. Après quinze ans d'une hostilité que ne peuvent justiller ni ses effets ni les princlpes douteux dont elle se réclame, il eareit temps, en etfet, de revoir la ques-tion... Depuis quelques mois, divers signes ont paru indiquer une évolution dans les retetions entre Washington et Le Havane. Ce n'est certes pas le première lois, mais les chances pareissent eulourd'hul mellleures.

En septembre 1974, le visita à Cuba des ... sénaleure Jacob Javits, républicain de ... New-York at Clairbone Pell, démocrate du Rhode-Island, constituait déjà un évé-nement impensable dix ane plus tôt. Puls, le 24 novembre, M. Earl Butz, secrétaire américain é l'egriculture, commentant la fantastique eugmentation du prix du sucre sur le marché mondial, se disait favoreble a une levée de l'embargo (prociamé par John Kennedy en 1962) qui Interdit tout commerce avec Cuba. Il estimait qu'une talle mesura permettralt de réduire les prix aur le marcha intérieur américain. Toujoure est-il que le levée de l'embargo - appelé - blocus per les Cubains - est considérée, depuls pusiques ennées, par le gouvernement de La Havane, comme une condition préalable è l'ouverture d'un éventuel die-logue, C'est ce que rappeteit M. Carlos Refaal Rodriguez lore de sa visite à Peria à la mi-janvier, et il ejoutait aussitôt : Nous ne sommes pas impatients : pour nous, le plus dur est passé (1). .

En effet, s'il a infligé de sérleuses difficultés à l'économie cubaine, notammant en ellongeant démocurément ses lignes de revitetilement, l'embargo n'a pas eu l'efficacité décleive que Kennedy en etten-dait. On le reconnaît volontiers à Washington : le régima de Fidet Castro e resisté à la tentativa d'asphyxie, et ceci au prix de lourds sacrifices de la part des Soviátiques, avac lesquels M. Kla-einger souhaite améllorer les relations. De plus, en 1966, le teader cubeln estimalt même que l'embargo e eu des effets bénéfiques en ce sens qu'il e paussé les Cubains à travailler « plus dur et mieux ». Mais, en abrogeant une mesure qui n'a

pas ettelni l'objectif propose, Washington reconnaîtreit l'échec d'une politique, et c'est blen là que peut résider la prin-cipale difficulté. Mais, eprès tout, un semblable renversement d'attitude e suivi un même constat d'échec lorsque MM. Nixon et Klasinger onl renoué avec Pékin. C'est peut-être pourquel, repre-nant le formule de Mao dens son Inter-view à Edgard Snow, Fidel Castro déclarait fin décembre qu'il accueillereit le secrétaire d'Etst américain s'il vouleit se rendre à Cuba non pas en négociateur male

... Un mois plus tot, a Quito, l'Organisation des Etats américalns (C.E.A.) était salsie d'una proposition tendant é levar les sanctions infligées à Cube. Il jui Les Etats-Unis, dont on surelt pu prévoir

# A la fois objectif et engagé

CES divere indices ennoncent-la un tournant dens les orageuses relatione américano-cubaines ? On peut la penser. Mals un homme a eu le mérite d'erriver ment à cette conclusion plusieurs mois avant la première éclaircie, il e'agit de M. Léon Mayrand, qui fut pendant six ens ambassadeur du Canede à La Havene. Au terme d'un scrupuleuse enatyse de toutes les plèces du dossier, il conclut que la gouvernement d'Ottawa, qui, depuls 1971, occupe un siège d'observeteur permanent à l'O.E.A., devreit entreprendre avec le Mexique, seul pays latino-américain n'ayant jamale rompu ses relations diplomatiques avec Castro, une action conjointe per laquelle les deux volains des Etats Unus aidaraient à liquider le contentieux eméricano-cubain, hàrité de le période

dita de « guerre froide ». Le livre de M. Léon Mayrand (2) e l'Immense evantage de projeter sur la crise de multiples éclatrages aussi bien historiques que juridiques et éthiques. En outre, el l'auteur ne se départ jamate de la rigueur indiepensable, son analyse échappe à la sécheresse qui marque trop d'ceuvres à prétention ecadémique. Car domine le dossier, mais eussi il connaît parsonnetiement les hommes engagés dans te conflit, ce qui lui parmet d'ellleurs d'apporter des informations

qu'ile voteraient contre, se contentérent de s'abetenir. Geste de conciliation ? Ou menœuvre machievélique qui leiseait é des pays latino-américains le soin de maintenir des sanctions qu'ils n'eureient jamals prises, treize ans plus tôt, eans de fortes pressions de Washington ? Là encore, on panse à le Chine et à le manière dont M. Henry Kissinger fit jouer au Japon un rôle ridicule en l'incitant à mener un combat d'arrière-garde contre l'admission de Pékin à l'ONU pendant que lui-même dieloguait avec M. Chou En-iai, Washington semble avoir perçu ce qu'une telle attitude evait d'inélégant et de périlleux : le 1er mars, M. Klasinger se disait prêt à revoir l'ettitude des Etats-Unie à l'égerd

Inédites. Il réussit ainsi à porter sur le problème un regard é la fois froidement objectit et chaleuraux. Car son propos n'est pas seulement de décortiquer les talta et les passions, le réel et le propegande, mais, eu-delé de cet Indispen travali de clarification, de peser les chances et les difficultés d'un règlement, d'en suggérer le procédure. Spectateur attentif et perspicace, il fut et se veut acteur. En professionnel de la diplomatie, il est - lactuel - mais ose e'engagar. Car il sait bien que, meigré une fiction softement entretenue, l'ambassadeur d'un tiers pays n'est jamais = nautre - devant un conflit opposant deux capitales avec lesquelles son couvernement entretient

Alors que beaucoup de contemporaine découvrirent Cuba lorsque Batista en evait lait le lupenar des Amériques, ou loraque les maquisards barbus renversérent cet édifice comempu, M. Léon

Mayrand n'ignore pas que l'ile avait depuis longtempe auscité la convoitise des Etats-Unis (Thomas Jefferson, John Quincy Adams, etc.), il sait que cette histoire lointaine est vivanta dans le conscience d'un peuple. Il sait aussi, histoire plus proche, ce que fut pendant cinquante-sept ens le protectorel cyniquement exercé sur Cube et sans laqual le chronique n'auralt jemale eu à enregistrer les noms de Castro, Dorticoe, Guevara et de tent d'autres dont M. Léon Meyrand a compris les prolondes motivelions. Il montre que le différand entre La Havane et Washigton n'a pae été ouvert par la réforme agraire et le nationalisation des raffineries de pétrole en 1959-1960, et que ses racines sont beaucoup plue anciennes. Elles plongent, en el dene une constante subordinetion du droit aux intérête da la puissance dominente, étonnanie continuité nourrissant la scepticisme et le prudence contre lesque pariola prononcess a Washington.

L'histoire de cette subordination du droit eux intérêts des Etals-Unie écril en negatif l'histoire de le révolution et en explique les principaux álans. Lorequ'à Punta - dal - Este, en 1962, les Etats-Unis obtienneni un vote qui chasse Cuba de l'O.E.A., ils invoquent en particulier les violatione des droits de l'homme dans I'lle : les Cubains verroni toujours dans cette hypocrisle une volonté de justifier las assassinats, tortures, vols, exactiona, etc., commie par Pinochet, Geisel, Somoze, Stroessner, etc. Lorsque Washington dénonce la subversion castriste, les Cubsine savent qu'elle ne fait pas le poide à côté de le subversion américaine sur le continent et ailleurs dans te monde. Lorsque les Etats-Unis parlent de

droft International, les Cubeine estiment evec releon que leur expulsion de l'O.E.A. viole la charte des Nations unies, que Washington e'est contredit en refusant un recours à la Cour Internetionale de justice de La Haye, et que les représailles exercées contre les paye qui commercent avec Cube n'ont évidemment d'eutre justification que le droit du plus

sans issue, et pourtant M. Léon May-rand relate toutes les ouvertures des dirigeants cubalne en direction des Etats-Unia. « Depuis le rupture des rela-tions diplomatiques, écrit-il, le gouver-nement cubein evait lait une offre Indidiatement après le débarquement dans le baie des Cochons) de négocietions eans conditions préalables, pendant que le gouvernement américain, lui, aveit posé la condition préalable du désengagement de l'influence communiste internationale. (Page 41.) L'euteur montre que La Hevane persévére dans cette vole alors que Washington resserrait son étreinte. H cise of one l'on sen felte per Fidel Castro, de renonciation mutuelle é le subversion (1984). Puis îl retrace les étapes du durcissement

Pourtant, le 15 février 1973, les Etets-Unis et Cuba eignent un eccord biletéral sur le piralerie aérianne et mentime. Cet eccord e été rendu passible par l'attitude parfaitement cleire de Fidel Castro tut accueilli à Washington evec une évidenla satisfection. Est-ce un signa précurseur ? M. Léon Meyrand axemine cetta évolution dans son véritable contexta internettonal : détente amáricano-soviélique, accord sur te Vletnam, veto des à Panama, rôle des Etats-Unis dens le putsch chilien, visite de M. Breinev à Cuba en janvier-février 1974, eccord donné par le département d'Etat eux filiales ergentines de firmes eméricaines pour commercer avec Cuba (evril 1974),

# Réhabiliter le droit

E tarrain étant ainsi défriché, on en taux : pour les Etals-Unia, depula Kennedy, le communiame à Cuba n'est pas matière à négociation ; pour Cuba, tes offres de négociation sana conditions syant été rejatées, la tevée de l'embergo est, depuis, devenue une condition prea-

Alnei posé, te problèma parali sans

Mals M. Léon Mayrand se livre à une subtile analyse des taxtes et des faite qui conduit à des conclusions moins pessimistes. De nombreux arguments rendent en effet possible une iesue satisfeisante pour les deux perties : pourquoi matnientr un embargo qui a échoué? Pourquoi s'opcherche pas, autrement que par l'exemple. à exporter le révolution ? Pourquoi s'obsiner a exercer sur t'O.E.A. des pressions de plus en plua durement ressenties por les eutres paye letino-américains ? En outre, M. Léon Mayrand lait œuvra éminem utile en réhabilitant des notions da droit qui, trop souvent, ont été sacriflées à la da Le Havane, àcrit-il, a été généralament plus soucieux (de respecter la droit international) que ne l'a été celui de Wash-

(2) Léon Mayrand, Vers un accord américeno-cubsin. Collection « Chotx ». Centre québécols de relations internationales. Université Laval. Québec, 1974, 213 p., Ington. . (Pege 110.) Ce respect du droit saralt-il la privilège du plue falble ? Tou-joure est-il qua M. Léon Mayrand avance des erguments pertinents et des suggestions pratiques, notamment sa proposition d'une médiation ou da bona offices du Canada et du Mexigua, cut pourraient

favoriser un dénouement progressit. L'évolution Interne de l'O.E.A. depuis qualques années, le vive réaction da l'Amarique latine eu Trade Act (voir cidessus l'article da Jean-Piarre Cterc), les leçons qua les Etats-Unis peuvent tirer de laur politique de force sur d'autrae continents, les exigences de la politique dite de - détanta -, donnent à l'analyse de M. Léon Mayrend des accents partiqu'il formule sans ménager aucun des antegonistes devraient retenir t'attention non seulement du dépertement d'Etat mais des capitales — peut-être surtout des capitales auropéennes — qui ont maintenant des relations normales avec La Hevane et Washington.

Pour une commonsaté moodiale saus frootières, basée sur la propriété muine et le contrôle démocratique, duisant pour la seule antisaction à besoine humaine et non pour le site e OCIALISME MONDIAL s'oppose à toptes les guerres, tous les recismes, tous les jesderables et tous les gouvernements

En marge de la conférence générale de Rome (nevembre 1974) el avec l'appui de FONU, JEUNE APRICOE public un dos sior exceptionnel sur la ALIMENTAIRE MONDIALE Les comportements attimentaires

Les comportements attimentaires

The commerce mondiel des produits

of bies d'antres thâmes avec les signa-lares prestiglemes de MM. Kart Wald-beint, Gamani Cerea, Maurica Saureier, Hearl Dopin, Lesier Brown et des preles-seurs Luigi Deserii, Erich Jecabi, Rona Dancest et Jean Tremelifières.

Adversez commandes et règlement à LEDIE AFRIQUE, 51, ev. des Terres,

M L'agro-industria

200 pages - 20 F.

JAMES F. PETRAS.

impossible), la réintroduction de per-sonnalités politiques civiles favorables à la junte à des fonctions gouverne-mentales ou au sein des institutions mentales ou au sein des institutions financières internationales, la révocation de l'état d'urgence, etc. Ces changements seront soigneusement calculés afin d'éviter de compromettre les mécanismes de contrôle (police politique, militaire et civile) ainsi que la hiérarchie de classe et les privilèses des puissants, de l'élite militaire et possédante qui forme la base du gouvernement.

Le caractère paranolaque des politi-ciens de la junte ne leur permet pas de considèrer sans effroi cette transi-tion. Ils craignent que la « libéralisa-tion » ne fasse apparaitre des clivages aujourd'uni encore latents au sein des forces armées. On sait que certains responsables militaires, restés fidèles au général Prats. l'ancien commandant en chef assassiné, demeurent très critiques à l'égard de la junte. En ontre, la junte, si elle veut obtenir la colla-boration des chrétiens-démocrates qui l'ont soutenue, redoute une concurrence

qui pontrait lui être fatale et ne par-vient pas à écarter d'emblée une telle possibilité. Mais, plus encore, les mili-taires redoutent, au moindre signe de relachement de la terreur, une explo-sion de la population urbaine paupé-risée, aujourd'hui écrasée mais ladis extrêmement mobiliée. La situation économique et sociale du peuple est telle qu'on ne peut éliminer entière-ment la possibilité d'un soulévement spontané à partir d'un changement minime de la situation politique. En spontané à partir d'un changement minime de la situation politique. En l'occurrence, la junte devrs soit é'appuyer sur ses alliés chrétiens-ciemocrates pour que les dirigeants communistes ne transgressent pas leur ligne théorique de «normalisation» graduelle et leurs espoirs d'« ouverture démocratique», soit en revenir aux pratiques de la terreur de masse. Ni l'une ni l'autre de ces solutions ne peut satisfaire la junte, mais sa liberté de choix s'est considérablement amenuisée: l'inaction pourrait bien être nuisée : l'inaction pourrait bien être

une invitation à une rapide détériora-

(1) Le Monde, to Janvier 1975.

# L'«arme alimentaire» contre l'«arme du pétrole»:

# Par crainte d'être «étranglés», les États-Unis peuvent-ils affamer les pays arabes?

A hausse du prix dn pétrole a révélé la « dépendance » du moude capitaliste industrialisé à l'égard des pays producteurs de pé-trole, ceux-cl étant à leur tour « dèpendants n des pays consommateurs qui leur achètent leur production. Si cette interdépendance se situe dans le cadre de la sauvegarde du système capitaliste, elle ne va pas sans heurts ni conflits.

M. Henry Kissinger a évoque la possibilité d'un « étranglement » des économies capitalistes. Son président, M. Gerald Ford, n'avait pas attendu les déclarations du secrétaire d'Etat pour menacer les pays producteurs d'un autre u *étranglement* »: malgré l'embargo et la hausse du prix du pétrole, « *les États-Unis n'ont jomais* utilisé les produits alimentaires com-me orme politique », déclarait-il à la tribune des Nations unies en novem-

« De nombreux pays en vote de developpement, précisait-il, ont besoin du surplus olimentaire d'un petit nombre de pays développes, et de nom-breux pays industrialisés ont besoin de la production pétrolière d'un petit nombre de pays en voie de développement, » Dans la perspective d'une prochaine conférence tripartite sur l'énergie, on peut se demander ce qui se produirait si la menace agitée par le président Ford se traduisait en actes, notamment à l'égard des pays arabes.

Des pays désertiques comme le Koweit, les Emirats arabes nnis. Qatar, Oman et même l'Arabie Saoudite se trouvent dans une situation de déficit alimentaire dangereuse pour leur autonomie. Ils ne sont pas les seuls :

une position privilégiée sur le front alimentaire. Mais les pays arabes producteurs de pétrole dépendent-ils vraiment d'eux?

Si le pétrole est une richesse éphémère, les besoins alimentaires, eux, sont éternels. Les pays arabes producteurs de pétrole ont une nombreuse population à nourrir (le tiers des Arabes) dont les besoins s'accroissent au rythme de la démographie et du niveau de vie. Une légende veut que seuls l'Irak et l'Algèrie soient très peuplés. En réalité l'Arable Saoudite est relativement très peuplée. Sans les pétrodallars le Koweit connatrait une situation alimentaire explosive. situation alimentaire explosive.

Si, dans les émirats du golfe, la terre cultivable est quasiment introuvable, elle n'est pes plus abondante en Arabie: 765 000 hectares pour une population rurale de 4 680 000 habitants, soit 0.16 hectare par tête contre 2.8 en Libye. L'Arabie est d'ailleurs l'un des pays les plus dépendants du point de vue alimentaire: c'est, comme le montre le tableau numéro 1, le plus grand importateur de produits aligrand importateur de produits ali-

mentaires.

Ces importations praviennent aussi bien des pays de la région (Liban, Syrie, Egypte pour les fruits et lègumes) que des pays dévelappés, en particulier les Etats-Unis (pour les grains, farine, sucre, lait). D'un autre côté, l'Algèrie n'est plus, depuis long-temps, l'exportateur traditionnel de cèrèales et moutons; l'Irak n'exporte plus l'orge que par petites quantités; la Libye, qui vendait jadis des animaux vivants, prétère maintenant les garder pour sa consommation locale.

Le problème n'est pas propre aux Etats arabes. L'Iran, par exemple, a

Par AHMED HENNI \*

Pour prendre un exemple, la production de céréales est, actuellement, de 160 kilos par tête en Algérie, 110 en Libye, 380 en Irak et 35 en Arabie Saoudite Les besoins non couverte par la production intérieure sont donc très importants. Si l'on estime à 250 kilogrammes par tête et par ou la consommation de céréales, l'Algérie devrait importer 9 millions de quintaux, la Libye 2 millions et demi et l'Arabie 13 millions.

Ceci est une estimation très modeste. Qu'en sera-t-il dans vingt-cinq ans, quand les besoins seront doubles ou triples? Le déficit alimentaire de ces Etats pétroliers ne se limite pas aux grains. La production de protéines y reste très insuffisante et on peut

aux grains. La production de proteines y reste très insuffisante et on peut dire qu'avec l'urbanisation accélèrée et l'élévation du niveau de vie la demande en viande et produits laitiers croitra plus vite que la population.

Qualque les effarts de l'Algérie soient considérables pour remédier à cette situation, leur effet reste modeste en regard de l'accroissement de la population. Depuis cinq ans environ, l'introduction de variétés à hant rendement agricole (V.H.R.) a sensible-

ment sugmenté l'efficacité de tels effarts. Mais les V.H.R. n'ont pas donné les résultats prodigieux qu'on attendait d'elles. La production agri-cola reste donc insuffissamment déve-loppée: 70 dollars par habitant en Algèrie, contre 126 pour l'Irak mais ceulement 50 nour l'Arabie

Algérie, contre 125 pour l'Irak mais seulement 50 pour l'Arabie.

En principe, les pétrodollars devraient permettre da moderniser les techniques agricoles. L'Algérie est la plus grande consommatrice d'engrais et de matériel agricole; le développement de son industrie petrochimique n'entraine pas cependant une utilisation plus grande d'engrais. L'Arabie produit près de 45 000 tonnes d'engrais agotés mais n'en consomme que 1 500.

L'Irak connaît une situation agricole un peu privilégée grace à l'importance un peu privilégiée grâce à l'importance des terres irriguées par les eaux de l'Emphrate et du Tigre. Il lui reste cependant à développer la production de blé et surtout de sucre.

Il apparaît donc que les litats pétroliers srabes dépendent nettement de l'extérieur pour certaines produc-tions alimentaires essentielles : céréales, protéines, sucre. L'amplification prévisible des besoins pourrait accen-tuer cette dépendance pour certains d'entre eux. Il s'agit alors de savoir

# La situation mondiale sur le front alimentaire D'AME Fortume n'a pes seulement visité les producteurs de pétrole: certains betteraviers européens ou fermiers du Middle-West américain font de très bonnes affaires. Si le prix du ble américain atteignait à peine 60 dollars la tonne il y a quatre

années une abondante production de ble (5,2 % de la production mondiale). Les pays capitalistes développes détiennent des atouts majeurs dans un antre secteur de l'alimentation : celui des produits laitiers. Les Etats-Unis viennent de loin en tête avec 13 % de la production mondiale. La France atteint 7 %, Dans le domaine

France atteint 7 %, Dans le domaine sucrier, la France et l'Europe jduissent d'une position favorisée.

Il ne semble donc pas que les États-Unis aient la position décisive qu'ils s'attribuent sur le front alimentaire. Certes, ils disposent d'importants surplus, mais l'Europe occidentale a une position déterminante qui peut faire pencher la balance dans un sens ou dans l'antre. Les Etats-Unis, sculs, ne peuvent donc pas a étrangler » les pays arabes petroliers sur le plan alimentaire, bien que leurs moyens de pression restent importants.

L'Europe pourrait couvrir les impor-

L'Europe pourrait couvrir les impor-tations minimales des Arabes en blé

et produits laitiers, et les 300 000 ton-nes annuelles de viande dont ont besoin les Etats pétroliers arabes pourraient être fournis par l'Afrique on l'Argentine.

pourraient être foumis par l'Afrique ou l'Argentine.

Bien qu'ils soient en mesure de crèer des difficultés sur le plan alimentaire aux pays arabes, les Etats-Unis ont brandi leur menace trop tôt. Les Etats pétroliers arabes sont maintenant incités à redoubler d'efforts et d'attention sur le plan agricole. Tant que les pétrodollars leur permettaient d'acheter des denrèes alimentaires en abondance; certains ne s'inquiétaient pas outre mesure du sous-développement de leur agriculture.

Le problème est plutôt un problème d'avenir. S'ils continuent de croître an rythme actuel, les Saoudiens, par exemple, seront 60 millions en l'an 2050. On trouveront-ils les 200 millions de quintaux de céréales dont ils auront alors besoin? A moins que d'Ici là, les pétrodollars n'aient rendu l'Arable Saoudite aussi fertile que la France. Perspective séduisante... mais l'hypothèse d'une fertilisation du désert reste absurde pour l'avenir proche. Il resta toutefois des possibilités dans un cadre régional. Le Soudan est un paya dont le potentiel de production agricole est énorme, mais il manque de capitaux et de technologie. Si, grâce à un développement agricole accèléré, ce pays pouvait subvenir aux Si, grâce à un développement agricole accelère, ce pays pouvait subvenir aux besoins des États pétroliers de la région, il risquerait aussi de connaître une croissance extravertie, basée sur

une croissance extravertie, basée sur l'exportation de produits agricoles.

Les matières premières stratégiques de l'avenir seront les céréales, la viande, le sucre. Chaque jour qui passe révèle leur importance grandissante. Les pays arabes producteurs de pétrole, défavorisés sur ce plan-là, pourraient saisir l'occasion de la négociation en tre producteurs et consommateurs pour poser le problème. Il semble indispensable pour eux de rechercher, avec les pays à surplus alimentaires, un accord à long terme aussi bien sur la fourniture que sur les prix des denrées alimentaires.

L'Algèrie, en défendant une telle

L'Algèrie, en défendant une telle position, révèle avec lucidité l'acuité du problème. A défaut d'un tel accord, la s food war » pourrait prendre des farmes subtiles, se tradulsant natam-ment par des pressions politiques destinées à tempérer l'ardeur des pays les plus combatifs sur le front des matières premières.

\* \*\*\*

TABLEAU II

L RLE	State	-Unds	Canada		Australie	
(millions de tonnes)	1971	1973	1977	1973	1971	1973
- Giocks à l'onverture Production Exportations Stocks de fermeture	24 36 20 19	23 42 31 12	27 9 11 20	16 14 16 9	7,2 7.9 9.0 3,5	1.4 6.3 4.4 0,4
2. LAIT ECREME EN POUDRE	Etats-Unis Canada		C.E.E.		Royaume-Uni	
(militers de tonnes)	1969	1972	1969	1972	1969	1972
	221	62	306	32	26	23

### TABLEAU 1 LES IMPORTATIONS DE DENREES ALIMENTAIRES PAR LES ETATS PETROLIERS ARABES

	Algéric		Libye		Irak		Arabie Saondite		Koweft	
	1971	1972	1971	1972	1971	1972	1971	1972	1971	1972
— Bovins (milliers de têtes). — Ovins et caprins (milliers	10	76	11	16	9,5	0,5	50	50	5,7	,
de têtes)	28	26	979	952	5		1 039	1 100	254	25
- Viande (tonnes!	120	710	7 00a	7 000	864	609	16 600	18 006	17 000	15 00
- Lait (milliers de tonnes). - Céréales (milliers de	100	102	23	24	6	•	8	18	11	1
tonnes)	735	960	440	380	1 054	122	603	595	228	22
doot ble fariue	712	813	243	286	955	90	324	362	117	11
riz	- 6	15	72	23	96	90 30	220	166	117 55	4
- Sucre (milliers de tonnes).	271	254	22. 56	23 79	295	277	94	81	27	17

Source : Annuaire du commerce, F.A.O.

la Libye, l'Algèrie et l'Irak restent de gros importateurs de produits alimen-taires. Les effets d'un embargo sur les très sérieux, d'autant plus que les stocks s'épuisent et que sévit la séche-

Les Etats-Unis, qui faurnissent 60 % de l'aide alimentaire mondiale anx pays sous-développés, ont connu une récolte particulièrement mauvaise. Dès août 1974, M. Bell, secrétaire adjaint à l'agriculture, annançait que son gouvernement devait réexaminer le programme de fournitures de céréales aux nes sous-adresionnés. A promière de ceréales aux pays sous-développés. A première vue, les Etats-Unis samblent détenir

importé en 1974 près de 25 millions de quintaux de blé, 2 millions de têtes de bétail et 4 millions de quintaux da sucre. On prévoit qu'il importers encore des produits alimentaires pen-

dant au moios vingt ans. Les Etats pétroliers arabes ont-ils les moyens de devenir autonames sur le plan alimentaire? Il est difficile de répondre catégoriquement à cette question. On ne peut qu'émetire des pronostics basés sur les données ac-tuelles. Or l'une des données essentuelles, le taux d'accroissement de la population, peut varier au cours des vingt prochaines années et modifier la situation.

ans, il plafonne aujourd'hui à plus de 200 dollars. Une demande mondiale en hausse, des stocks en balsse, vollà une Depuis 1971, les disponibilités mon-diales en ble diminuent constamment, comme le montre le tableau numéro 2. S'ils ne contribuent que pour 5 °c au peuplement de la Terre, les Etats-Unis produisent entre 12 et 13 % de blé dans le monde. Mais lis tendent à perdre leur position privilégiée dans le domaine céréalier. La France, par

exemple, connaît depuis plusieurs Economiste eu département d'écono-mie rurale de l'université de Paris-L

# VISION APOCALYPTIQUE ET OPTIMISME VOLONTAIRE

# \_\_\_\_ La crise de l'énergie et l'avenir du monde \_\_\_

A réflexiou sur l'avenir est uu genre ouvert à tous. Mais ceux qui y réussissent le mieux sout éeux qui ue cherchent pas à parer leurs théories du prestige de la connais-saute eracte — sans pour autant uégliger les résultats de la science. C'est le cas de M. François Meyer, professeur à l'univarsité de Provence. Le poiot de départ de la réverle qu'il nous propose dans la Surchauffe de la croissance (1) est l'expansion démographique de l'humanité. Le taux de croissance de la population moudiale est lui-même en actroissement — contrairement est ini-meme en accrossement — contrairement aux chilfres a rancés par les prévisionalistes de l'O.N.U. dont les estimations sont toujours en detà des réalités. Si l'expansion démographique continue à prendre ainsi la forme d'une courbe surexponentielle, dès 2425 U n'y aura plus que... 8,2 mêtre carré par habitant sur notre planète.

Ce préambule ue conduit pas toutefois le professeur Meyer à c'enrôlor dans l'armée des apôtres de la limitation des naissances. La réflexion qu'il propose est d'un autre ordre. Dans l'hypothèse où une série de catastrophes naturelles on artificielles oe vient pas récoudre le problème par l'étimination physique de l'excédent bumain, que peut-il se passer? M. François Meyer répond : de même que la technologie basée sur la production et la mobilisotion d'une quantité croissante d'énergie a cervi dans le passé de relais à une expansion démodans le passe de relais à une expansion démo-graphiquo qui saus cela aurait plafouné comme cello des espèces animales, de même uu peut imaginer un a grand relais 2, changeant les bases mêmes de la technologie (relais de la technologie énergétique par la oppernétique et l'informatique), de la société (relais sociologique préparé par lu contestation actuelle et l'effrite ment des structures intellectuelles et sociales) et de la nature bumaine, qui pourrait s'écarter définitivement des finalités blologiques déjà fortement entamées (le remplacement d'une grande partie de l'hérédité génétique par l'héritage ultorel en est un exemple).

Eu bref, poisque le prolongement de la courbe mêne à une impasse, ee sont les axes du gra-phique qui vont changer. Mais. « a'il doit y evoir relais (...), il fout comprendre que ce reiais sersit d'une toute autre nature et d'une toute autre envergure que tous ceux dont l'histoire

C 8 petit livre, bourté d'idées, tranche sur une production actuelle marquée en général par un ton apocalyptique et explatoire et qui cherche à provoquer une veritable torreur de l'au 2506 au profit d'Idéologies diverses qui ont intérêt, préprix : « La propriété ue doune droit ul à lo fixation des prix ul à celle des quantités. » A bou entendeur saint! Mais la portée de cet avertissement sévère ne risque guère de dépasser celle des arguments théorigoes qui lo son-

T 'APPROCHE marriste de la crise de l'ener-gie, dout un exemple nous est donné par un ouvrage réceut de Gus Hall, secrétaire général du parti communiste américala (4), est à toot prendre plus réaliste. La défaite subie sor le plan économique par l'impérialisme améri-

Par FREDERIC LANGER

cisément, à exorciser nu uvenir ressenti comme meugeant. Telle est la démarche du Douxième rapport au Club de Rome (2). Exbliement Interrogé pendant trois ans par deux e experis » cu la matière, uotamment à propos de la penu-rie des matières premières, et en particulier du pètrole, un ordinareur a répoodu que l'augmen-tation unilatérale du priz d'une matière pre-mière, si elle est trop forts, annuiers à l'avenir le gain des pays producteurs (sie, p. 105), L'or-dinateur n'a pas « raisonoé » antrement que M. Henry Klasinger.

N'étant pas « futurologue a, M. Thierry de Montbrial n'a pas en besoin de solliciter l'avenir pour protérer la même mise en garde (3). La théorie économique, seion le chef du centre d'analyse et de prévision du ministère des affaires étrangères, veut en effet que e la notion de propriété privée », pas plus que cella de « souveraineté sur les ressources naturelles », ne doive impliquer une interférence avec les

cain en Proche-Orient n'est pas sons réjouir est outeur, qui cerne avec minutie les péripèties de la lutte des v cept voieurs a (lire : les sept grandes sociétés pétrolières internationales) contre les pays producteurs. Si les monvements progressistes n'out « pas encore » réussi à prendre le pouvoir dans certains pays pétroliers (l'Arabie Sacudite est l'exemple cité), il ne fait pas de doots pour M. Gus Hall que les liens de ces pays avec le blos socialiste vont au reserver en server le blos socialistes vont au preserver en server en les des des les des de ces pays avec le blos socialiste vont au reserver en server en les des de ces pays avec le blot socialiste vent se reserrer au grand dam du capitalisme. Malhenreusement, il n'est pas sur que les pays socialistes cherchent vrai-ment outourd'hui à provoquer in crise du capi-talismo et ce n'est pas — en tout cas — en prenant systématiquement le contrepied des thèses adverses qu'ou arrive nécessairement à une analyse plus lumineuse de la réalité. Les monve-ments politiques qui se fout jour dans les pays prodocteurs serout-lis assez forts pour éviter one récupération de grande envergure, par les grandes sociétés intérnationales, des chauces de véritable développement de la région?

An milieu de cette batallie idéologique centrée sur le pétrole et l'avenir du monde, dout témol-gnent les trois ouvrages ci-dessus, le livre de Robert Jungk, Pari eur l'homme (5), paraît relativement inollensif. L'analyse sur ordinateur de l'électro-encéphalogramme des moines Zen eu méditation et la reproduction à volonté de cet état par une machine qui irradie des oudes alpha, la pédagogie nouvelle, l'étude de la prise alpha, ia pédagogie uouvelle, l'étude de la prise de décision ebez les Esquimagu, la mise en valeur de l'imagination eréatrice, et blem d'outres expériences qui se poursuivant de par le monde, sout pour est anteur antant de présages annuagant la naissance d'un e homme nouveau » qui « seul sera capable de corriger une évolution qui tend actuellement vers la cetastrophe ». Même ei ces expériences sont intéressantes en elles-mêmes, l'inquiétude millénariste ne sufrit pas à donner un fil couducteur satisfaisant à un ouvrage essentiellement journalistique et mai traduit de l'allemand. Au demeurant, les locteurs français — riebes d'une demeurant, les locteurs français — riebes d'une expérience réceute à cet égard — auront moins d'enténusareme, a priori, pour le «ebangemeut» général et indéterminé...

(1) La surchauffe de la croissance ressal sur la dynamique de l'évolution), par P. Meyer, Payard, Paris 1974, 140 pages, préface de Rémy

(2) Stratégie pour demain, deuxième rapport au Cinb de Rome, par M. Messrovic et E. Pestel, Seuil, Paris 1974, 205 pages.

(3) Le désordre économique moudial, par Thierry de Montbrial, Calmann-Lévy, Paris 1974, 1974, 2070.

Thierry de Montorial, Chimann-Levy, Falls 1911192 pages. 27 P.

(4) The Energy Rip-off - Cause and Cure, par Gus Hall. New-Yurk, 1974. International Publishers. 238 pages, 1.75 dollar.

(5) Pari sur l'homme (l'Optimisme comme défi), par Robert Jungk, Robert Laffont, Paris 1974, 202 pages. 36 F.



oméric L'ortic tions sonnie vingt-c réconci

P EUTgror sergient ponse de dont les institutio respecter l'égolite gouverne Une s dent exist

tripart

mis er entier l'object

présents c cun un ste tion donne Tous deu M. Kissin ni l'un ni terme d'é ment à l'e vietnamien directemen tion de d faisait rem

GR

# Etais-Unis

# DEMOCRATIE TRAHIE PAR...

# les carences de la politique de santé

# Un bien essentiel qui coûte très cher

Négation de l'objectif même d'une société démocratique, les inégalités entre citoyens les atteignent jusque dans un bien particulièrement précieux : la santé. Et la revendication démocratique restera frappée à la fois d'archaisme et de stérilité aussi longtemps qu'elle insistera presque exclusivement sur la rémunération du travail. Les articles qui examinent ici divers aspects de la politique de santé publique constituent ainsi une suite logique du dossier intitulé « La démocratie trakie par l'inégalité fiscale « (le Monde diplomatique, janvier 1975) et précèdent d'autres analyses destinées à mesurer, dans les principaux secteurs de l'activité humaine, l'écart qui sépare la réalité du rêve démocratique.

L'ampleur du débat sur la politique de santé apparaît dans l'explosion récente d'articles et d'ouvrages qui précisément mettent en opposition les progrès de la médecine moderne et la misère humaine (I). Aux Etats-Unis, le signal d'alarme avait été tiré depuis la fin de la seconde guerre mondiale (2): en ce domaine, comme en d'autres, l'Europe a tendance à reproduire un schéma.

Mais la sensibilisation du public, une transformation des attitudes culturelles. sont toutefois perceptibles: interrogés sur la répartition d'un budget de 20 milliards de francs, les Français, d'après un sondage de la SOPRES (3), attribuent la priorité à la santé (avec 5,4 milliards, contre 2,1 réellement attribués), fort loin devant la défense, qui figurerait en dernière position avec 0,8 milliard contre 5.7 effectivement attribués.

Tant il est vrai que la santé coûte très cher (f), comme en témoigne le financement de la Sécurité sociale. La technicité réclamée par l'acte médical n'est plus aujourd'hui ce qu'elle était voilà dix ans. La santé est devenue un secteur nouveau dans le système d'investissements humains. Avec tous les moyens dont elle dispose, l'information - de l'ordinateur à la télévision — favorise cette prise de conscience, explicitant pour tous les publics « un certain malaise » dans les domaines les plus divers, comme celui de la consommation pharmaceutique (5).

Ce dossier n'a ni la prétention ni la possibilité d'être exhaustif. Nous avons dû éliminer d'importantes rubriques, comme la recherche scientifique et ses

multiples incidentes, ou les spécialités (dont la psychiatrie), à l'exception de la périnatalité, responsable de la prochaine génération. Un choix a dû être fait parmi les représentants des professions de santé à qui nous donnons la parole, mais, même si la plupart des auteurs expriment des opinions critiques ou pessimistes, ce choix n'a rien d'arbitraire.

Une nouvelle politique de santé ne paraît possible que dans le cadre d'une nouvelle politique générale plus conforme aux exigences de l'idéal démocra-

A.P. VELLAY-DALSACE.

Liberté et ionction sociale du médecin-citoyen

# Envisager l'homme dans son ensemble et l'homme dans la société

Dans ce monde mouvant, la morale naturelle doit rester le point d'ancrage suquel nous devons nous tenir. La morale médicale occidentale, basée essenmédicale occidentale, basée essentiellement sur notre tradition judéo-hellénique et romaine, sur nos dogmes catholiques ou chrétiens, est actuellement figée dans un conservatisme dépassé. Certes, nos règles restent théoriquement valables mais sont de plus en plus éburnées: aussi le respect dû à la vie, le respect dû aux malades, le secret professionnel, n'ont-ils plus exactement le caractère intangible d'il y a cinquante ans.

On peut, comme à chaque génération, ratiociner sur les malheurs des temps et affirmer qu'il est grave de voir ainsi bafouer la personne humaine et la liberté individuelle. L'optique de beaucoup de médecinschange. His premnent la claire notion que leur rôle ne doit pas être seulement celui d'un technicien chargé de la cure des maladies individuelles. Ils sentent qu'il faut aussi assumer la fonction de médecin-citoyen englobant l'homme dans son ensemble et l'homme dans la société. Le médecin doit, cependant, rester un homme libre. On peut: comme à chaque généra-

Il est déraisonnable, en tous les cas, de prétendre considérer comme test de la liberté la médecine libé-

# Lire pages 8 à 15

P. 8-9. — L'inégalité devant la santé, la maladie, la mort (François Einas); Les structures hospitalières (François Steudler); Prévenir la maladie (Henri Radenac); Tech-nique antimisère en misère de la technique? (Serge Karsenty).

P. 16-11. — Un test de civilisation : la périnatalité (Alexandre Min-kowski) ; Le personnel infirmier (M.F. Collière) ; Le nombre des

P. 12-13. — La médicalisation de l'échec scolaire (Jacques Maitre) ; Luttes sociales pour une véritable médecine ou travail (Bobert Zittoun); Conditions de travail et santé (entretien avec A. Wisner).

P. 14-15. — Révolution dans le programme et les méthodes de for-mation (Bernard Plasaro) ; Retards de la santé dentaire (Frédéric rale rétribuée à l'acta. Certes, l'exercice libéral de la médecine, rentable pour le médecin, est bien ntile aux maiades dans les pays de haut niveau économique à Sécurité sociale bien organisée comme la France. Il est, en effet, bien agréable pour les patients de se sentir un peu maîtres de leur médecin puisqu'ils l'honorent directement, et il est bien sur que, du jour où l'organisme payeur se charge de la rétribution directe de l'acte médical, cela simplifie beaucoup la vie du médecin mais, automatiquement, le rend plus tribumatiquement, le rend plus tribu-taire de la caisse d'assurances que de son patient.

de son patient.

Il ne semble pas raisonnable de défendre uniquement l'exercice libéral de la médecine. Par contre, il apparaît indispensable que les médecins continuent de se battre pour conserver une liberté pondèrée de prescription et surtout qu'ils défendent le colloque singulier en refusant tous les emplétements étatiques, mais en exigeant du corps médical un sens civique et une stricte morale.

stricte morale.

Il est trop de thérapeutiques inutiles et onéreuses, souvant télécommandées. Il y a encore des partages clandestins d'honoraires entre médecins, les malades étant orientés vers tel ou tel médecin ou laboratoire, selon des motivations qui ne sont pas que professionnelles.

ne sont pas que professionnelles.

Le médecine socialisée a bien des inconvénients. Il n'est que de se rendre en Europe de l'Est pour en comprendre les horribles sujétions pour tous. Il est, cependant, au moins un pays de l'Europe de l'Est où, malgré la collectivisation, la médecine reste profondément humaine et est distribuée dans des conditions satisfaisantes, à cause du haut niveau moral de la population et d'un très jeune corps médical.

Le conquête des libertés collec-Le conquête des libertés collectives, telle qu'elle a été réalisée dans un certain nombre de pays, s'accompagne malheureusement d'une restriction des libertés individuelles, et l'on conçoit bien l'amertume non seulement des anciennes classes dirigeantes, mais de l'ensemble du corps médical traditionnel, dans ces pays empérimentés, devant dans ces pays enrégimentes, devant les inconvenients indiscritables pour chaque personne des progrès rem-portès pour le bonheur présume de l'ensemble des hommes.

Depuis la dernière guerre mondiale, le corps médical prend cons-cience que son rôle ne doit pas être seulement curateur et indiPar PAUL MILLIEZ \*

Les médecins ont acquis un cer-tam sens de la psychologie et repris conscience du rôle de la raison et conscience du rôle de la raison et des sentiments dans le déclenchement et le développement des maladies à substratum organique. Certains vont trop ion. Un danger en résulte : accorder à cette part de la genèse pathologique une place trop importante. Le facteur psychologique n'est jamais qu'un élément secondaire dans l'éclosion et la persistance des maladies organiques. Ne fait pas une hypertension artérielle, une lithiase, un cancer, un asthme, un eczéma, qui veut. Il faut une tare organique préalable qui explique le déséquilibre somatique, à l'occasion d'un épisode psychologique.

Il serait trop facile et très tentant de réduire l'exercice médical a cette conception simpliste du déclenchement des maladies sans essayer d'en déceler et traiter la cause et les conséquences organisments.

cause et les conséquences orga-niques.

cause et les conséquences organiques.

Une troisième dimension est en train de naître dans notre exercice professionnel. Certains médecins s'aperpoivent brutalement qu'ils ont aussi un rôle social et que, par la façon dont îs calment les troubles fonctionnels de leurs malades, ils les empéchent, cas par cas, de prendre conscience des raisons sociologiques de leurs ennuis. Il est bien sur que la femme insomniaque et lombalgique qui ne doit ses troubles qu'au fait qu'elle habite à deux heures de son lieu de travail et qu'elle conduit à la crèche, tous les matins, un enfant qu'elle doit porter dans ses bras est ameliorée par les somnifères et les antalgiques qu'on ini remet et perd alors notion de l'injustice sociale dont elle est la victime. Il n'en faut pas pour autant tomber dens la travant de puelles pas de sociale dont elle est la victime. Il n'en faut pas pour antant tomber dans le travers de quelques-uns de nos confrères qui, à partir de ce moment, accordent une part présent la soigner les patients autrement qu'en leur faisant prendre conscience que tous leurs maux sont à attribuer à « l'oppression capitaliste ». Il est faux de croire et de dire que le majorité des troubles organiques constatés sont le fait de la société présente. La société n'est

\* Professeur de clinique médicale pro-pédentique, médecin de l'hópital Brous-sals, doyen honoraire de la faculté Broussals-Hôtel-Dien.

corrompue que du fait de la somme de nos tares congénitales individuelles. L'homme ne naît pas sain. Il est faux d'affirmer que les populations naïves et primitives ignorent les maladies dites de civilisation. Celles-ci ne sont simplement pas détectées, car elles constituent des fléaux moindres que ces épidémies et ces carences qui déciment ces malheureux, comme l'a prouvé le premier congrès panafricain de médecine.

Il ne faut pas retomber dans l'erreur des philosophes français du XVIII's siècle qui vonlaient fermer les hôpitaux publics à partir de la mort du « tyran », à leurs yeux seule cause des maladies. Il est vrai cependant qu'à cette époque l'hospice était avant tout un lieu de renfermement des misérables et des contestataires. Il est vrai qu'actuellement les asiles de vieillards ici et d'aliénés ailleurs existent pour y cloîtrer les improductifs et les indésirables. Notre mauvaise organisation sociale réduit un certain nombre de personnes du troisième age à vivre dans une vante un ambient de personnes du troisième age à vivre dans une ambiance collective et désespérante

en attendant la mort. Le combat doit donc se pour-

suivre pour le respect de l'homme, pour le respect de la vie, pour l'indépendance matérielle et morale du mèdecin, mais il est nécessaire de compossible de nier indéfiniment les impératifs devant lesquels nous sommes placés du fait d'une nouvelle conception de l'existence par nombre de nos contemporains, surtout parmi les jeunes. Cela ne doit entraîner ni à l'eugénisme ni à l'euthanasie mais doit conduire à une conception différente de notre rôle de médecin, en reconnaissant la nécessité de préserver les libertés individuelles et de conquérir les libertés collectives qui font encore trop souvent défaut dans nos pays d'Occident. Nos cadets compren-

trop souvent défaut dans nos pays d'Occident. Nos cadets comprennent mal l'erreur de perspective de la majorité d'entre nous.

Les jeunes médecins prennent, en outre, conscience que le contact avec la maladie et la mort ne doit se borner ni à une classe sociale ni à une nation mais se porter à l'échelle de l'univers en n'oubliant pas nos frères les plus démunis du quart-monde.

Tout doit et va changer, mais l'amélioration est lente, même si



ment industriel du dix-neuvième siécle,

en multipliant les incidences morbides,

galité ajoulée qu'Engels, dene la Situation de le classe laboriause en Angle-

taisceau de déterminants enclaux lie la

eltuation dane la systèma de production avec le statut à l'égard de la maladie

at da le mort. En témoigne un rapport

de 1842 sur l'état de santé des classe

laboriauses: « A Livarpool, la durée

moyenne de vis était de trente-chiq ans

pour les classes supérieures, de vingt-

### Fondée sur des structures de classe et sur le rôle du profit

"INEGALITE devant le maiadle et le mort est une évidance. Le processus morbide n'est-il pas injusta par nature? Maia à cette inégalité tondamentale e'ejoute une inégalité qui tient tant à la situation ecciale, économique et culturella des individua qu'à l'organication du eystème da santé.

La prolétarisation liée au développe-

par les privilégiés, na devalent pes abolir les inégalités.

Malgré la création de la Sécurité sociale, le projet de résorption de l'inégalité devent la maledia et le mort, indissociable da la transformation du mode et des rapports de production, n'est aujourd'hul encore qu'ébauché. Et, an définitive, an dépit du développement spectaculaire des techniques médicales at de la tantative de gânéralisation da le protection sociala, ca type d'inégalità n'a nien pardu de son caractère tragiques.

### Pas de résorption des disparités

L ES chiffres évoquent mai le crueute des falts : les etadatiques de mortalité ou de morbidité ne peuvent rendre compte de la souffrance et de l'angoisse. Les données enregistrées par l'INSEE au cours d'uns enquête qui s'étend sur la décennie 1955-1965 démontrent l'inéles cadres supérieurs ont encors que rente ans à vivre, lee menœuvres trentequetre ena. A catégorie socio-profession nelle égale, par ailleurs, les saleriés du secteur public onl une espérance da vie plus élevée que ceux du secteur privé. ine de 57 % des manœuvres aurviven à soixante-sept ans contre soixante-quinze ans pour les instituteurs. Certains gorie socials : c'est le cas de la tuberculose, des accidenta, da l'alcootisme des eulcides, du cancer même, tandis que les affections cardio-vasculaires et cérébrales sont indépendantes de ces catégories. Le niveau de mortalité par d'hommes de trante-cinq - quarante-qua-tre ans, da 5 à 36 % selon que l'on considère les manœuvres ou les profes libérales at les cadres supérieurs, travailleurs immigrés exclue, dont le risque de morbidité est deux à trois fois plus élevé que celui de le population d'origine

métropolitaine.

Una des causes principales d'inégalité chez l'adulte est représentés (voir page 13 les erticles de A. Wisner et du Groupe Information santé) par les eccidants du travail, les maladles professionnelles et les conditione de travail insalubres, périlbles et dangereuses. Ces conditions pésent encore plus sur les femmes qui cumulent activité professionnelle et travail domestique et sur les immigrés: Ils travaillent dans les secteurs les plus rebutants, les plus mai payés, vivent dans des conditions maintes

\* Groupe « Senté et socialisme 41, boulevard Magouta, Paris (10\*). tola dénoncées et sont exposés à una mainutrition chronique. S'y ajoutent une désinsertion eociale, una insécurité de l'emploi, un isolement culturel et une transplantation climatique. Ce faisceau de causes expliqua le fréquence, le grevité et le difficulté du traitement des troubles sometiques et psychiques de ces travallieurs. Si elle na la résume pes, le tuberculose domine cette pathologie : les migrants représentent 20% des tuberculeux en France, pius de la moltié pour la région perlaienne. Cependant, contrairement eux idées reques, ils ne deviennent tuberculeux qu'entre le elxième eemeine et le quatorzième mois de leur séjour chez nous, Misère

matarielle at melnutrition expliquent aussi

la lorte proportion des enfents d'immigrés hospitalisés dans les hópitaux pari-

ns, qui e triplé en dix ans. Mela l'inégaillé des enlants devant la maladie at la mort n'est pas propre à la population immigrée ; les enfants des uvres sont quatra à cinq fole plus touchés par les affactions exogênes. notamment respiratoires et allmentaires, que les enfants des industriels, cadres upérteurs ou professions libérales. Les taux de mortalité infantile cont fortement liés à l'origine sociele des parents : de un à trois pour la mortalité totale, de un à deux pour la mortallé du premier moie, de un à elx pour le mortaillé résultats obtenus dens le service du prolesseur Lestradel à Paris, les enfants d'employés ou d'ouvriers présentent plus de symptômes comatiques (notamment inlections rhinopheryngées, dermatoses, parasitoses, rachitiems) que les enfants des patrone al des cadres.

Au cours de la même enquêta, il est apperu que les troubles psychologiques eoni beaucoup plus fréquents dans les familles de bas niveau socio-économique: troubles du comportement, du caractère, mauvalse adaptation scolaire. Ils favorisent les retards ecolaires, l'ine-

# L'inégalité devant la santé, la maladie, la mort

Por FRANÇOIS ETNAS\*

daptation eociale et le délinquance. Ceci constitus un cercle vicieux, car l'accès aux niveaux eociaux supérieurs et à le conneissance est ainsi rendu plus difficile à ceux-là mêmes qui en ont le plus besoin. D'eutre part, les déterminante eociaux da la prémisurité et de ses

conséquences ont été récemment mis an lumière et sont exposés dans l'article du professeur Minkowaid (voir paga 11). Les chances de chaque nouvelle généredon cont largement prédéterminées par la eltuation de celle qui la précède. L'idée lergement répandue d'une tendance à le résorption des disparités sous l'effet du progrès ne se trouve pas confirmée par les faits.

### Les différences économiques et culturelles

L ES enquêtes concordent routes an point : le consommadon médicale est ES enquêtes concordent toutes eur un d'eutant plus forte que la niveau de via est plus élevé. Une enquêta-pliote da l'INSEE effectuée an 1968 dans la région parlaienne n permie d'établir que la 78 % de plus que l'ouvrier. Les dépenses médicales lotales par personne varient sinsi entre les catégories extrêmes du simple au triple at du simple au quadrupis pour les soins dentaires, consommetion de luxe. Le problème de l'avance des frals avant remboursement est ici tort important, notemment depuis l'eugmantation du ticket modérateur des ordonnences de 1967. La nombre des sotes médicaux varie considérablement : en 1962, cent quatre-vingt-seize ectas de médecin pour les saleriès egricoles, quetre cent deux pour les cadres supé eux analyses et aux produits médicaux. Una enquête euédoise récente montre cisirement le relation entre niveau social et consommation médicale.

La consommation medicale.

La consommation diminue ancore evec
l'augmentation du nombre de personnes
dans le familia: la comportement devant
la meladie est influencé dans les
families nombreuses par la réduction
des possibilités financières (autoconsommation de médicaments notamment, piatique des eoins àlémentaires, etc.).

BIBLIOGRAPHIE

- L. BRESLOW, A Quantitative

Approach to the World Health Organization Definition of Health: Physical, Mental and

Social Well-Being, Int. Jour,

leurs difficultés dans le

confexta urbain. Enquête du

professeur H. LESTRADET,

- Tableaux - Editions 1970, 1971

et 1972 - Santé of Sécurité

Sociale. Ministère d'Etat char-

gê des Affaires sociales et

Ministère de la Santé publique.

La Documentation française,

Guy DESPLANQUES, La mor-

talité : un phénomène de

Epidemiology, 1: 347, 1972.

- Le jeune enfant et sa mère;

Hopital Herold, 1974.

Les médecins. Is plus souvent originaires de classes sociales dominantes, 
reçoivent une formation qui les éloigne 
socialement et culturellement da la massa 
de la population. De surcroît, le décor 
du cabinet médical, l'apparence phyaique 
et vestimentaire du médecin, son langage, tout concourt, par-dessus le pouvoir donné par le savoir et la dépendance psychologique du maiade, à rendre 
le dialogue impossible. Ces problèmes 
de communicaden perturbent non seulement la compréhension des situations 
sociales pathologiques, mais l'établissemant du diagnostic at du pronostic. 
Beaucoup de médecins hospitaliers adoptent vis-à-vis du personnel infirmier et 
des malades une attitude de classe. Ils 
croient qu'une attitude distante engendre

Du côlé des usagers, leur bas niveau culturel entraîne une vulnérabilité visà-vis du mythe, répandu à profusion, du médecin-soroler. De plus, les personnes ayani de faibles revenus et les personnes agées ont une conception négativa da la santé : alles sont les plus nombrauses à estimer que le senté est l'absence de maladia ao lleu d'être un = état de blenêtre physique, mental et sociel -. Si les membres des classes favorisées adoptent une attitude qui permel le prévention de

respect et prestige, piliers de le mythologie médicale. C'est là l'obstacle majeur

à l' - humanisation - des hôpitaux.

classe! Economie et statisti-

ques, INSEE, 1973.

La mortalité infantile des générations 1550-1951 et 1955 à 1960 suivant le milleu social et la résidence, INSEE, Paris, 1965.

 J. BAUDRILLARD, La société de consommation. Coll. Idées. Gallimard, 1970.

— E. ALLANDERS, Distribution of Doctor's Consultations. Operations and Symptoms with Special Relevance to Social Fectors. Scand. J. Soc. Med. 2: 37, 1974.

• Uns documentation complète peut être demandée à Santé et Socialisme, 41, boulevard Magenta, 75910 Paris. la maladis, il ne peut en être de même en reison de l'insécurité économie pour les classes populaires. Le degré d'Intérêt et d'attention que l'on porte aux sensations morbides, la douleur par exemple, et au corps lui-même, augmente à mesure que l'on e'élève dans la hiérarchie sociale. Il epparait, lors d'une enquête menée par le Club européen de la santé, qua les personnes ayant un revenu très faible souffrent moins que les autres de l'ambiance des grande nbles, de l'exiguîté des logements et des conditions de travail. Le « seuil da résignation - des catégories les plus défavorisées est plus élevé, comme ei des sensations similatres faisalent l'obiet d'une sélection at d'une attribution diffé-

La structure et le fonctionnement de l'appareil de santé contribuent à accroître les inégalités. Deux phénomènes expliquent ces distorsione : l'orientetion, très influencée per la recherche du profit, des techniques médicales, et les inégelités de répartition géographique des médecins.

L'orientation vere une médecina technique et ultrespécialisée répond avant tout à un désir de guérir les maladias organiques. La diminution relative du nombra des gánátalistes at les conditions da leur exercice — maximum d'ectes dans la minimum de temps — ne lavorisent guére une approche globale de le maladie jusque dans ees recines sociales, culturelles et en définitive économiques. Or l'intervention médicale sur le symptôma ou sur le cause apparents est sane effet, elors qua les causes réalles, le manque de ressources ou de lormadon, l'insalubrité des conditions de trevail, per avemple, sont d'ordre social.

Catle médecine hyperspécialisée, consommetrice au profit des grandes entreprises d'epparaillage et de médicaments, répond aux préoccupations de la classe possédante, qui n'e que faire de la lutte contre les fléaux sociaux. Bien eûr, l'ensemble de le populetion en bénéficie : par exemple, le création des SAMU (1) permet aussi à un trevailleur manuel d'être hospitalisé d'urgence dans de bonnes conditions en cas d'infarctus : mais l'ensemble des hesoins de santé des travailleurs qui tiennant eux conditions de Iravail et de vis sont ignorés.

Faut-II décrire l'insuffisance de la médecine préventive, l'inefficacilé de la médecine du Iravail, la déclin da la médecine scoleire ? Qu'une initiative se lasse jour et elle est eoigneusement entrevée : ainsi le dépendence de la médecine du travail à l'égard de l'employeur lui ôle loute possibilité d'intervention sociele, donc loute efficacile

De plus, sous la poussee des milieux financiers, la santé largement privatisée est devenue une source de super-prolit. Dès lors, l'ergent manqua pour laire de le médecine sociale laquelle, difficile à rentabiliser, suscile peu de motiva-

(1) SAMU : Service d'a de médicale

# Le social et le biologique

de

Repu

Thie

creee

lers omėria

L'ortic tions sonnier vingt-c

format

réconci

triparti

mis ar

entier

l'object

P EUT.

seroient

dont les

institutio

l'égalité

Une s

dent exis:

présents d

cun un sti

tion done

M. Kissin

ni l'un ni

sous des d

Paris. Le

vietnamlen

tion de d

GR

1

# Une œuvre collective : prévenir la maladie

Par HENRI RADENAC \*

L'AUBE de l'hamaaité, le malade ast abjet de craiate pans ses semblables. Devean incapable de jouer son rôle habituel dans le jea social, il abliga chacun des membres da graupe humaia auguel Il est attachá à se référer à la condition de l'être destiné à la destruction charmelle.

L'état morbide, couse d'éviction de la communauté, est ressenti comme una paaition infligée par une puissance survaturelle an comme une atteinte causée par ane force de mal. Le port d'aumlettes et la prutique d'actes à caractère roligioux, par exemple, prémunissent contre les agressioes maléfiques.

Les intercessents que sa donne la communauté, sorciors en prêtres, se trouvent juvestis de fanctions qui nu sont pos sealement préventives. Il lour est aussi demandé de guérir. Amenés à abserver et à classer les malades en fanction de leurs symptômes, certains d'entre eux usent d'une rationalité de la pensée qui les candait à se déracher progressivement de la fanction socerdotale.

la fanction socerdatale.

Ces premiers médecims out des statuts très divers pour l'exercice de leur art : le plus souvent libres et indépendants, il leur arrive aussi d'être vendus comme esclaves au bien ils sout, dans certaines villes de la Grèca antiqua par exemple, chargés d'exercer des fonctions publiques. La médecine, dès ses arigiaes, essume an rôle da prévention, camma en afteste un ancien proverbe chinais de l'inpoque macdarine : « Le grand médecin ne traite pas ce qui est déjé malada, il traita ce qui na l'est pas encore, »

\* Docteur en médecine.

La protection contre les maladies reste capendant, pour une large pert, insérée dans la magia et la religion. Pour la démontrer, il suffit da se reporter eux rites célébrés, dans l'Europe médiévale, à l'occasion des épidémies da peste por les confréries de flagella ets. Jusqu'à nos jours, l'influence des mages en des devins, quelquefois porée de scientisma,

reste importunte.

Dous l'Europe du Mayen-Age, la lépreux est excla de la comreunanté. Cette mesure a pu avoir en effet épidémiologique en cassant la chaîne de la transmission. Elle résulte de la mise en bracle de mécanismes sociaux dens na coatexte culturel et économique denné. Plus tard, les molades menteux subirent une roise à l'écart dont les mébiles, résultant d'na désir de protection sociale, es peuvent être dévelopés ici.

Le « renformement » des tuberculeux dens les premiers sonatarinms peut s'expliquer por la nécessité d'isoler les tuberculeux contagieux. Plusieurs dizzines d'années se sont écoalées avant l'application de moyens thérapeutiques afficaces qui ont randa molus utiln l'azclusion prolongée des phtisiques.

Des mesures collectives brutales peuvent

Des mesures collectives brutales peuvent danc résulter de constatutions et é d'i c n l'n s

simples, voira fragiles ao erronées.

Il faut atteudra la fin du dix-acuvième siècle pour que, d'une meilleure councissance de l'agent causal des maladies infectiouses, résultent des règ ins d'encadrement et de contrôle. Mais, à cette ápaque, la milieu médical traditionnel est bostile aux thèses modernistes des « contagionistes ». Plusieurs conférences interactionales, ayant pour mission de proposer oux gouvernaments des mesures aptes à enrayer la prograssion da choléia, un peuvent aboutir eu raison des rétiences de ceux qui n'admettent pas les avuvelles découvertes.

Malgré certaines managurres de retardement, l'accélération du progrès scientifique permet, d'une port la localisation ut la réduction des « réservoirs de virus » (parteurs de germes, porosites, vecteurs...), et, d'autre part, la roise un œuvre de vastes compagnes de vaccination. Il est capendant difficile de tenir ces mesures pour seules responsables de la promotion de la senté de la personne.

# Hygiène et niveau de vie

L'ELEVATION sensible des niveaux de via antral ne, avec la transformation du contexte culturel, ena moilleure application de mesures d'hygièna générale, seules apres à modifier de façon fondamentale la répartition des molodies. L'hégémocie de la Rome antique a provaqué, entre autres mesures, le contrôle

de la qualité des denrées alireantaires sur les marchés. Grâce à la création d'un réseau de bains publics, le développement d'une meillenre hygiène corporalle a contrarié la dissémination

Dans des pays de développement industriel comparable, en début du vingtième siècle, le dimination du combre des maladies infectiouses, jusqu'à ce moment maladies dominantes chez l'enfant et l'adolte jeune, e été la cause d'un accreissement contine de l'espérance de vie. Mais, de ses jours, mises à part les maladies vénérieunes, co sont les maladies des appareils respiratoire et digestif, les maladies cardiovasculaires, les concers, les rhumatismes et les maladies mentales qu'i occupent le devant de la reche.

lo soène.

L'arigine de la pathalogie actuellement damimante, dito de dégénérescence, na peut plus
être abjectivée sous le microscope d'un bactériologiste, il faut la recharcher au nivean de
l'environnement, dans les babitudes alimentuires, les conditions de travail, de transport,
d'habitut. C'est le mode da vie dans son
ensemble qui est eu cause. Une autre source
na doit cepandant pas être négligée. Il existe
des mécanismes biologiques dont certains résulteut de facteurs génétiques. Ils peuvent
engendres une prédétermination des maladies.
Le diabète ou le mongolisme en sont des

exemples.

Cette routation survenue dans la nature des maladies dominantes a entroiné une portielle inadéquation des structures de sauté publique construites pour l'exécution de programmes coutre les maledies transmissibles.

# L'engargement du système de soins

OUMISE à la demande de treitements efficaces, l'assurance-muladire engage la plaport da ses ressources pour diversifier, sophistiquer, intensifier les moyens théropeutiques. La mutation de la pathalogie est encore trop récente pour que lo population au se mobilisons puisse demander autre chose que la construction d'na hôpitat au la présence d'un médecin un chevet du chaque patient aux moments difficiles. Pourrait-effe imposer la suppression des produits concèragenes répendus dans son environnement et dont elle impose l'existence? Afin de répondre à ca problème

Afin de répondrs à on problème nouvenn, ne faut-il pas rechercher des méthodes inédites? Paur la saaté de l'individa aussi bien que du groupe social dont il foit partie, n'est-il pas déjà trop fard lorsque la meludie est découverte, même à son début?

C'est avoat l'hypertension artérielle, le dancissement des vaisseaux, l'ulcère d'estomac, le concer da foie, la schizophrénie chronique, qu'il faudrait intervenis. Dans la pinpart des cas, paur ces pathologies, le traitement sero long, difficile, danc coûteux. Qua faire pour attaquer le mal à sa racine? Faut-il, avant d'agiv, démontrer en termes économiques l'efficacité d'una prévention siteée en amont des origines de la malodic? Peut-on admettre que l'essentiel des ressources s'englautissent dans nn système da soins bien trop sonvent axè sar la réparation dans un schéma médical mécaniste? Certains àmettent l'hypothèse selon loquella bien des données du risque de meludie s'impriment sur l'individn en fonction do son insertion dans an milieu familial et social.

Ne faut-il pas eucoarager ane plongée dans le doracine prépathologique ? Est-il utile, pour la santé d'ane population, de chorcher à identifier par exomen de santé systématique les facteurs de risques de maladie ? Saura-t-on dépasser le stada expérimental pour le ropprochement des dannées sociales et biologiques ?

Cette médecina « prédictive » pourrait-ella proposer des ramédes pour les effets des canditiaunements de teute nature sans que ces canditiaunements eux-niames soient mis en questian? L'abjectif n'est plus de dépister précocement les maladies mais d'affeir un remodelage des conditions de vie génératrices du déséquilibre an évituat au en retardant l'apporition de la pathologie. Il a'est pos cartain qu'il soit nécessaira d'étendre sons préparation nue telle roéthade à teute une population car, en révélant des besoins nan exprimés, il est possible d'angandrer, d a n s le contexte actuel du systèma de soins, un accroissement des demandes. Mais peut-on rester indifférent aux inégalités sociales devant la maladie? Les ouvrinrs et les manœavres ant mains da chances d'atteindra l'aga de la retroite que les cadres supérioars et caux qui exercent des professions libérales.

Une maifleure réportition des dépenses de senté entre les classes sociales relève priaritairement d'une atténuation des différences de niveaux de revanus et de culture.

En France, les maladies actuellement damiaantes, dont l'origina a'est si seulement biologique ni seulement sociale, requièreat, pour être endiguées, des máthodes d'attaque différentes de celles qui ont permis de juguler les maladies fransmissibles. Transformur les modes de via et les comportements n'est pas seulement da ressort da médecia. La promotion de la santé est ane œuvre callective intégrée dans nne transformation sociale cahárente qui doit être proposée avant la raptura du fragila èquillère d'un système de soins sonmis aux pressions sans cesse accrues des demandes de

هكذامن رالإمل

l'accès aux thérapeutiques les plus coû-teuses. Actuellement, l'attribution des

### Communes rurales et beaux quartiers

L E ceractère formei du droit à la santé apparaît ciairement dans l'étude de apparait cairement cans l'euge de le répartition géographique des méde-cins; les citadins disposent de quatre fois plus de médecins que les ruraux (cent sobante médecins contre quarante pour cent mile habitants, les communes rurales aisaciennes arrivant en queue avec moins de vingt-cinq médecine pour cent mille habitants en 1968). Au niveau des établissements hospitaliers, cer-

ressources a'epère selon des critères da clases : médecins et système de santé, destinés à servir en priorité les besoins de le classe dominante et, à l'échelle planétaire, les besoins des pays blancs

taines régions cumulant les inégalités : 3,3 lits publics et 1,1 lit privé pour mille habitants dans le Nord, contre 5,0-3,0 pour la région parielenne et 4,5-1,9 peur le moyenne estionale. Le répartition des spécialistes montre les mêmes inégalités ; il suffit de consulter una carta de densité des médecins de la réglen parisienne pour constater que la très grande majerité d'entre eux sont

dans les « beaux » quartiers. Les taux de

croissance de la consommation de santé augmentent aussi vita dans les diverses régions du pays, mais les régions en retard ne peuvent rattraper celles qui sont en avance et en progression constante. Les causes de ces distorsions sont économiques et politiques, La répense est difficile à trouver dans le cadre actuel de la médecine dite « libérale », où la liberté de faire n'importe quoi aux dépans de la collectivité sart

de paravent aux appetits économiques. Des facteurs économiques et culturels que nous venons de décrire, il ressort, pour reprendre l'analyse de J. Baudrillard, que nulle consommation n'e de chance d'être généralisée, nui besein n'a de chance d'étre estisfait massivement sauf e'il ee fait déjà plus partie du « modèle » établi par la classe diri-

geante et y e été remplacé par quelque eutre attitude qui préserve la distance de classe. Les earvices et les besoins de santé transitent de la classe dirigeante vers les eutres catégories eoclales au fur et à mesure de la « promotion » relative de celles-ci. Est à cet égard particulièrement démenstratif le recours direct eu pédiatre pour les soins élé-mentaires, attitude de plus en plus répendue dans les classes moyennes, elers qu'elle fut l'apanage des classes supérieures. Si bien que les beseins de santé comme le consommation des classes défavorisées cont toujeurs en retard. Le consommation médicale, comme la consommation en général, n'est alors qu'un véhicule d'une ségrégatien fendamentale préexistante et qui tient à la place assignée dens la pro-duction, laquelle détermine en demière

anelyse les besoins et les aspirations

En définitive et à qualques exceptions près, c'est bien la structure de classa qui à tous les niveaux induit l'inégalité devant le santé, le maladle et la mort. L'hypothèse qui consiste à dire que les conditione d'existence (plus clairement les revenus) départagent les individus à cet égard. établissant une implacable corrélellon entre le prix de leur vie et la valeur de leur force de travell, certe hypothèse, formulée dès le dix-neuvième elecie, reste très cohérente. Un ensemble de déterminants sociaux trace une his-toire politique de la maladle dont les progrès les plus speciaculaires de la médecine ne peuvent venir à bout, en ce qu'ils tendent à masquer systématiquement sa sociogenèse.

PRANCOIS ETNAS.

### Une organisation mal adaptée aux objectifs poursuivis

# Structures hospitalières, pratique libérale et prévention

ARQUE par la coexistence d'un système public et semi-public et d'une médecine ilbérale, tributaire d'une évolution historique qui s'est traduite par une série d'adaptations sous l'effet d'un double mouvement de centralisation étatique et d'initiatives privées, le système de santé français a et semble conserver une relative originesité. conserver une relative originalité.

conserver une relative originalité.

Or, depuis quelques années, on assiste à un profond bouleversement: les connaissances médicales évolment à une vitesse rapide, an point qu'on a pu considérer qu'elles doublaient tous les sept ans, les disciplines fondamentales y prennent une place croissante, l'acte médical devient un acte collectif impliquant la participation de professionnels divers et le diagnostic dépend chaque jour davantaga des résultats fournis par des appareils complexes. appareils complexes.

Peu sommise an cours du dix-neuvième siècle à un système de contrôle extra-professionnel, déte-nent un pouvoir local important par le réseau de ses relations, jouissant d'une indépendance très forte, la profession préférale peu tresure heurs profession médicale se trouve brus-quement confrontée à de graves problèmes : relativement réticente au die, elle a pour partenaire privilégié non plus le maisde, mais le client collectif qu'est la Sécurité sociale; elle voit la division du travail se développer dans les hôpisaux et les exigences de l'organisation impliquer sa présence à temps plein à l'hôpital; elle est directement concernée par la croissance brutale des dépenses de santé et par les contraintes écono-miques qui vont en résulter; enfin, elle voit son efficacité même mise en cause.

A l'heure où les possibilités techniques et thérapeutiques de la médecine se sont considérablement développées, où des problèmes de choix et d'orientation se posent, où le droit à la santé apparaît comme une revendication profonde, on peut se demander dans quelle mesure l'organisation de la médecine française, formée de groupes qui tendent à s'isoles, est capable de répondre efficacement aux enigences nouvelles de la pratique médicale et aux besoins réels de la population. Trois points nous samblent particulièrement critiques: l'évolution de certaines sauctures hospitalières, les itens entire la médecine praticieme et l'hôpital, la situation de la prévention.

Enseignement, recherche et soins

S OUS l'effet des transformations générales du système économique et social, surtout après la seconde guerre mondiale (amélioration du niveau de vie, croissance des besoins de santé, essor des techniques, création de la Sécurité sociale, rôle de la planification, etc.), l'hôpital français est passé d'une institution dont l'image était celle d'un lieu de refuge et même d'exclusion à un

\* Maitre-assistant à l'université de Paris I, chercheur au Centre d'étude des mouvements sociaix, euteur de Socio-logie médicale, coil. «U2». A. Colin, Paris, 1972, et de l'Hôpital en observa-tion, coll. «U Prisme», A. Colin, Paris, 1974.

établissement dont la qualité et le niveau des soins attirent et dont l'architecture parfois moderniste fait l'architecture parfois moderniste fait oublier le caractère répressif de jadis. Tout en restant largement une organisation où occasisant des services de pointe et des salles communes, où la distance est considérable entre un centre hospitalier et universitaire et un hôpital rural. Inépital évolue vers un système pechnique; fréquenté par une large partie de la population, représentant une importante concentration en capital et en travail, source de débouchés pour de nombreuses entre-prises, il est devenu le pivot du

prises, il est devenu le pivot de système sanitaire. Parmi les facteurs d'évolution, la réforme hospitalo-universitaire de Par FRANÇOIS STEUDLER\*

1958, dite réforme Debré, relative à la création des C.H.U., a jone un rôle important et a imprimé aux structures hospitalières une dyna-mique nouvelle. Par l'intrication des structures hospitalières une dynamique nouvelle. Par l'intrication des functions de soins, d'enseignement et de recherche, l'introduction du plein temps et le fusionnement des carrières hospitalières et universitaires, elle a opèré une véritable redéfinition du système existant. Cette politique a eu les effets bénéfiques suivants : elle a permis d'élever le niveau technique d'un certain nombre d'hôpitaux, elle a doté les C.H.R. d'un personnel de qualité, elle a intégré le médecin à l'hôpital (1), alors qu'auixefois celui-ci ne faisait que passer le matin et consacrait l'essentiel de son activité à l'entérieur, n'étant pratiquement pes rémunéré par l'établissement. Pinsieurs disaines d'aunées après la réforme Flexner aux Etats-Unis, elle a introduit les sciences fondamentales dans les structures hospitalières qui, centrées alors autour de la médecine clinique qui avait fait le renon de la médecine hospitalière française au dix-neuvième siècle, tendaient à se fermer aux sciences fondamentales et à la recherche; celle-ci, dont dépend fortement le niveau de la médecine, se dévelopait largement ailleurs et les jeunes médecins qui s'y consacraient le faisalent souvent au détriment de leur carrière hospitalière,

Cette réforme, obtenue par la conjonction d'une volonté politique et de la pression des jeunes générations et des fondamentalistes, a, en même temps, créé une situation conflictuelle. D'abord une logique technico-universitaire est apparue, tendant à imprimer sa marque aux fondantes housifalières et à se structures hospitalières et à se développer parfois aux dépens de l'organisation des soins, dans la mesure, par exemple, où les besoins d'un doyen de C.H.U. en spécialités diverses que requièrent les taches d'enseignement ne correspondent pas à ceux d'un directeur, pour qui

prime avant tout la fonction de

En second lieu, le C.H.U., lieu central de formation des médecins, chargé à la fois d'appliquer, d'enseigner et de produire des connaissances, est sans cesse remis en question : les postes hospitaliers sont insuffisants en fonction du nombre d'étudiants, le type de formation dispensé ne correspond pas à ce que devront savoir les étudiants qui risquent de n'avoir vu. tout au a ce que devront savoir les étudiants qui risquent de n'avoir vu, tout au cours de leur séjour à l'hôpital, que des cas rares et complexes; la distorsion entre les besoins universitaires et les besoins hospitaliers tend à s'aggraver; les chefs de sarvices hospitaliers, doublement rémunérés pour les triples fonctions de soins, d'enseignement et de recherche, ne peuvent les assumer à la fois sans en privilégier une au détriment des autres; les difficultés croissantes au niveau du financement des dépenses d'enseignement et de recherche par le ministère de l'éducation nationale témolgnent de l'oscillation permanents d'une institution qui ne sait plus si elle est an service des malades, de la recherche ou des étudiants.

Enfin, le fonctionnement des C.H.U. ne s'est guère modifié. L'hô-pital est resté une juxtaposition de services relativement autonomes. La services relativement autonomes. La recherche se fait géographiquement à l'hôpital, mais souvent sans lien réel avec les unités de soins; le travail d'équipe reste encore un mythe. On voit même, dans certaines villes comme Paris, les établissements hospitalo-universitaires, sous l'effet de la concurrence, multiplier les spécialités pour offrir à leurs étadiants toutes les disciplines nécessaires, an risque de faire double emploi et de ne plus répondre à la demande locale.

Outre les disparités créées dans le

Outre les disparités créées dans le système hospitalier par le fosse qui tend à s'accroître entre les C.H.U. et les établissements de soins non universitaires, l'un des problèmes les plus délicats de l'organisation ac-tuelle du système de santé est sans doute le rapport public-privé. Si les

établissements à but non lucratif peuvent facilement s'insérer dans le cadre de l'hospitalisation générale, le risque est grand de voir se créer des cliniques, non en vue d'une meilleure répartition des soins, mais en fonction d'initiatives privées. Si souvent le secteur privé comble les lacunes du secteur public, s'il permet de répondre plus rapidement à une demande que les lenteurs bureaucratiques auraient mal satisfaite, néazmoins is concurrence qu'il fait reaucratiques auraient mal satisfaite, néarmoins la concurrence qu'il fait à l'hôpital est source de difficultés car il est plus ou moins amené à sélectionner les cas rentables, en particulier en chirurgie, en maternité et en convalescence, tendant à laisser à l'hôpital les cas coûteux et difficiles (chirurgie lourde, par exemple). Astreint à une fonction de service public, devant faire face aux urgences et avoir un coefficient d'occupation inférieur à 100 %, tenu d'accepter les hospitalisations sociales, l'hôpital voit sa situation s'aggraver du fait même de son développement technique, de l'existence des fonctions d'enseignement et de recherche qui accroissent le prix de journée.

D'où le développement d'une logique rationalisatrice visant à
planifier une évolution anarchique
de façon à coordonner les diverses
actions entreprises et à faire participer le corps médieal aux décisions
et aux objectifs poursuivis. La planification a marqué un effort dans ce
sens. Mais le plan, vote moyenne
entre l'orientation autoritaire et
l'initiative individuelle, réducteur
d'incertitude plus qu'ensemble cohèrent d'ablectifs, est souvent amené rent d'objectifs, est souvent amens à entériner une situation existante, à cause des impératifs de l'industrio en de la concurrence internationale. (Lire la suite page 10.)

(1) Dans les C.H.U., au 1 suprier 1972, 4531 praticiens exerçalent leurs fonctions à plein temps, soit 1111 chefs de service, 961 non chefs de service et 2658 assistants, contre 1039 praticiens à temps partiel (524 chefs de service, 129 non chefs de service et 386 assistants). Les éplein temps y représentant alors 61,34 % de l'effectif médical.

# **Technique** antimisère ou misère de la technique?

Par SERGE KARSENTY \*

CI RETEIL possède, dit-on, le plus grand complexe hospitulier d'Eurape, Créteil possède aussi un grand centre commercial. Les routes à double voie troversent de part en part cefte commune de le banlieue parisienne. Les architectes de le ville neuve n'ant pas lésiné sur le verre et le béton. Mais toute vie s'éteinr à Crétoil après huit houser le soir. Un seul cinéma, une seule brasserie ouverte après onze beures et, pour se déplacer d'Embérieue de le ville, ageun gutre moyer ouverte après onza heures et, pour se déplacer à l'intérieur de le ville, aucun autre moyen que la voiture. Un seul cordon ombilicul relie Créteil à le vie, à Paris : le métre. Pardon ! Nous allions noblier la télévision. Le vie à Créteil, c'est la misère dens au bos de béton et, pour une fois, l'hôpital, dont le recrutement n'a presque rion à voir avec la circonscription, est en soigneuse harmonie avec son environnement. La technique flemboyante d'Henri-Mandor et la gemme des spécialités de cet établissement phosocytent les suicidaires des grands ensambles avoisinants et étouffent les plaintes des visillards en détresse.

des vieillards en détresse.

Mais l'hôpital Henri-Mondor de Créteil n'est qu'un exemple. Partout en France se côtoient dans les hôpitaux la misère et la technique. Et il a'est pas vaia de se demander pourquoi le dernière n'a pas fait reculer le première, ce que signifie cette coexistence douteuse.

A première vue, la technique è l'hôpital, c'est la médeciae de pointe avec son armement d'appareils électroniques et ses prothèses péril-

leuses. Meis ce n'est pes que cele. Deux loures. Mais ce n'est pos que cota. Doux critères fondomentaux permettent, à notre avis, de caractériser sajourd'hui la degré de technicité de l'outil médical : d'ane part, le potentiel des outils d'investigation de la maladie, qu'il s'agisse des moyeca radiologiques, biologiques ou électrographiques; d'aetre part, la degrà de spécialisation des unités de soius que l'on appella les « services hospitaliers ».

A nemière vue aucore, la misère des hôul-

A première vae encore, la misère des hôptaux, c'est le manque de crédits, la pénurie d'infirmières, la manque de confort, la eituation faite aux vieillards. Mais ce n'est pas que cela ; la misère hospitalière tient aussi ea rapport profondément dégradant qui veut que le molade serve à des fins qu'il n'a sucunement choisies et passe d'une situation de client d'es service à celle de « matière première » d'une production de sevoir médical.

Uou longue at exceptionnelle histoire des bôpitaux explique qu'il en soit ainsi. La renorquable thèse de Michel Foucault (1) en a quable thèse de Michel Foucault (1) en a dépouillé l'essentiel. L'art de la clinique est né dons un lieu de réclusion et de malheur où l'échange le plus important e'est prodeit « hors marché » : le dou de l'hospitolité aux pauvres contre le don par les pauvres du « spectucle de leurs maladies ». La percée des sciences fondamentales et des moyens d'investigation paracliniques n profondément modifié les conditions de la protique médicale mais s'est accommodée, et même en a été favorisée, de la situation marginale de l'hôpital dans la cité; qu'il s'agisse de cloisonnement entre médeciae de ville et mèdeciae hospitolière, de la persistance des traditions d'asséslière, de la persistance des traditions d'assis-tance religieuse, de la militarisation du système d'eutorité ou de cartains comportements d'au-

# L'avenement du spécialiste

A spécialité médicale naquit à la fois de l'inflation d'expérience eccumalée par la climique nt d'au mouvement de défense du la climique pour contentr la virtuel développement des sciences fondementules en médicaine. Ainsi la spécialité première est-elle spécialité d'ornane au de zone carporelle. L'éclatement disgano au de zone corporelle. L'éclatement disciplinaire est alors spectaculaire, mais, remarquablement, il n'altère pas l'organisation baspitalière dont l'acité élémentoire reste le service. Des féodolités se démembrent mais elles se recréent. Plus petites mais tonjours autonames. Seula modification, qui a'est proba-blement pas irréversible ; les fonctions paracliniques se séparent da service cliaique, elles se regroupent pour fonctionner ou centre de l'hôpital et coneaissent à leur tour une mitose disciplinaire, partieulièrement en biologie.

Au départ, la subdivision disciplinaire des services cliniques correspond à une évolution propre un sevoir médical. Mais l'organisation de l'éclatement disciplinaire prend l'aspect d'une vive compétition entre les services pour déterminer qui se spécialisere le plus. Aucune règle de jes ne vient restroisdre cette compérégle de jeu ne vient restroiadre cette compétition. Pourtant l'enjeu en est grave. Découvrir le nature de l'enjeu en cause lorsqu'an médecin hospitalier décide de spécialiser son service, lorsqu'une collectivité décide de se donner en bôpital spécialisé ou comportant une grande variété de spécialités permet de comprendra comment, aussi paradoxal que cela paraisse, le technique et la misère hospitalières dest nous parliens à l'instant sont sœurs jumelles.

Pour qu'un service spécialisé fonctionne, lai fant réunir trois conditions as moins : des équipements, des personnels, des malades adéquats. De ces trois conditions, à tous égards quats. De ces trois conditions, à tous égards la dernière est préalable at conditionne les deux autres. Or le maiade spécialisé d'aujour-d'hui n'est autre que le « con intéressant » d'autrefois et une ôpre compétition s'instaure entre services pour en être le destinatuire le plus fréquent. Le malade spécialisé représente la matière première le plus rure dout il va fullair que le service s'approvisionne. Le consoltation externe sera egrandia et sou rythrue de fonctionnement intensifié. Le « réseau des correspondents » en médecime de ville s'étendra, ainsi que l'embauche de médecins « vacataires » gardant me consultation en clientèle. ainsi que l'embauche de médecim « vaca-taires » gardant une consultation en clientèle. Le service des urgences, esfis, servira à l'occa-sion na recrutement de quelques cas. Mais en attirant à soi les malades spécialisés, chaque service rejette, conscienament ou non, sur ses homologues les malades non spécialisés. La lutte pour refuser le malade peu latriressant desient alors plus vive encore que la refuserhe devient clors plus vive escore que la recherche de cas intéressant. As boat d'us certain processus apparaît au règlement implicité des droits, des devoirs et des privilèges. Ce réglement fait apparaître troie étages de services.

Tont en hout, les services hautement spocialisés, parfois nommés « services de painte ». Le droit à la sélection des malades laur est conféré sans partage. Compte tenu de l'impor-tance de leurs équipements, ces services ent même le droit implicite de refuser le malade spécialisé qui, juge-t-ou, ne paurroit tirer accun bénéfice des prestations du service. Au second étage, on trouve l'ensemble des services dent la dénomination dénote la spécialisation et avec eux les services de généralité qui out réussi à s'imposer (en squatters) sa deuxième étage tant la « tendence » pathologique qui les concerne est bien admise par tous leurs confières et donc par l'hôpital. Les services de la concerne de la concerne de cet étage ont un droit naturel é la sélection

et peuvent fréquenquent souffrir d'une rupture d'epprovisionnement. Ils seront dans ce cas teaus à occuper leurs lits sans exigences particulières. As premier étage enfin se trouvent les services de généralité et l'ensemble des services dont la foection sociale est plus exi-geante que la fonction médicala (convalescents, geante que la tonction incurcus (conveniences). Il arrive que l'on trouve aussi à cet étage des spécialités « en déclie » dont le fonctionnement e étà perturbé par l'évolution épidémiologique ou seiversitaire mais aussi lorsque la démarcation par rapport à d'autres spécialités était Insuffisantment précise (cas de certains services de dermatologie, de rhumatologio, de maledles infectieuses). L'ensemble des services de cet étage so doit d'accepter « le tout-venant » et ne peut pratiquer une spécialité qu'en eccordant à certains cas one attention plus grande qu'aux autres.

# Un cercle vicieux

E N vérité ces trois étages no figurent qu'une étape dons une évolution. Il Importe de bien soisir le mécanisme qui l'a produite. Les services les plea spécialisés accaparent « natu-rellement » la denrèe rura que constitue le cas reseauent. Ce faisant, ils font progresser le sevoir médical au point que tont ce qui occompagne ce progrès se metérialise soca forme d'équipements et de personnels supplémentaires. Nas seulement ils semblent réaliser un cortain idéal de travail scientifique meis en outre, aux yeux de tous, ils conquièrent le maximum de pouvoir dans l'hôpital, deca l'institution médicale, dans la société. Le désir de les suivre dans cate, dans le societé. Le desir de les savre dans cette voie n'étant nullement freiné par une quelconque règle de jeu, tous les médecies cherchent à se spécialiser. En se spécialisant es plus grand nombre, ils menacent la position relative des plus spécialisés. Ces de r n l n r n reculent alors insensiblement la limite de lour spécialisation et accroissent la technicité qui

l'accompagne.
Si donc c'est un phénomène technique qui est à l'arigine de l'éclotement disciplinaire, c'est un phénomène social qui explique la neissance d'une certaine hyper-spécialisation. Le cercle vicieux qui vent que plus an grand aombre se spécielise, plus la spécialité réduie son abjet, explique à son tour le mieère bospi-

talière. Le succés sur la maladie que chaque méde cin mesure pour lui-même est une victoire partielle. Veilà qui écloire la noture de la divergence constatés entre les résultats peu uncourageunts que eeus donnent des indica-tenrs globaux tels que l'espérance de vie nt

(Live la suite page 10.) (1) Naissance de la clinique, PUF, 1963.

\* Chargé de recherche au CERRER (Centre da scherche sur le bian-étre).

le projet de modifier la conception du système hospitalier. Le souci d'amener le corps médical Le souci d'amener le corps medicai à participer à la gestion de l'établis-sement est significatif; il s'agit de rompre avec la structure dichoto-mique de l'hôpital : d'un côté l'administration, avec son polds, ses l'administration, avec son polds, ses l'administration, avec son polos, ses traditions, ses règles de fonctionnement, de l'autre le corps médical, avec sa hièrarchie, son comportement, ses préoccupations propres, son souci d'indépendance que l'un retrouve dans toute l'organisation de la médecine libérale.

Crise de la pratique libérale

L'ENSEMBLE de la médecine praticienne (2) semble connaître une crise pour les raisons suivantes. D'abord, dans la mesure et la D'abord, dans la mesure eù la médecine se technicise, la pratique libérale tend à être coupée de plus en plus des moyens modernes d'expieration, d'investigation et d'intervention dont disposent les unités complexes. Dans la situation d'un travailleur indépendant face au développement des grosses entreprises, à la fois cadre privilégié par son revenu et son statut et O.S. par l'évolution de son type de travail, la profession médicale se voit, à l'instar du monde ouvrier il y a déjà longtemps, frappée par le processus de concentration technique et de division du travail. Même si l'acte médical est spécifique, même si le médecin de familie reste indispensable, le corps médical sent blen l'accèlération de l'évolution et s'efferce de réagir, comme en témoigne l'accelération de l'évolution et s'efferce de réagir, comme en témoigne le développement des cabinets de groupe, de la médecine d'équipe et des diverses formes d'associations.

Or la distance tend de fait à s'élargir entre hospitaliers et médecins non hospitaliers : trop souvent, le praticien est diversement accueilli dans les services, sa place est mal

que l'hôpital offre à l'observation, ou que s'orientent vers la médecire libérale ceux qui n'ont pu emprunter la «voie royale» des coucours hospitaliers. De ce point de vue, l'externat pour tous, s'il a, selon certains, diminué le niveau de formation générale des médecins — ce qui reste à démontrer, — s'il a créé des problèmes d'encombrement dans les services et n'a pas pour autant services et n'a pas pour autant garanti que tous les étudiants profi-teraient également de leurs fonctions hospitalières, a été une innovation importante car, dans l'ancien sysoctenir le diplome de docteur en médecine sans avoir pratiquement vu un malade. En fait, il faudrait que l'ensemble des médecine poisse coopèrer avec la médecine hospitalière, comme le dit expressement l'article 2 de la loi du 31 décembre 1970, et que soient imaginées des possibilités d'intégration dans la inférarchie hospitalo-universitaire (et non les seulement su niversitaire (et nou pas seulement su niveau des attachés de consultation).

tème, certains étudiants avaient pu

obtenir le diplôme de docteur en

attachés de consultation).

Le second problème, ilé an précèdent, est celui de la formation continue et de l'enseignement postuniversitaire. Etant donné le renouvellement continuel des sciences et des techniques médicales, la profession a besoin d'un recyclage permanent: elle est de celles qui exigent le plus de réceptivité à la diffusion de connaissances nouvelles. Or c'est en même temps une profession qui dans sa majorité, est rémunérée à l'acte: le médecin français, qui a un taux de travail relativement élevé par rapport à d'autres professions, risque d'être conduit, alors qu'il est déjà surmené par sa nomhreuse clientète, à allooger son temps de travail et à multiplier les actes si sa situation se dégrade, an détriment d'une médecine de l'homme total.

C'est finalement à une crise de la

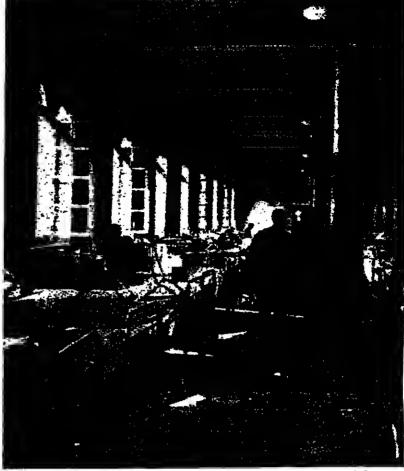
C'est finalement à une crise de la médecime libérale qu'on assiste en France, comme le moutrent bien les rapports souvent conflictuels avec les erganismes d'assurances maladie. La profession se trouve sux prises avec des acteurs bien plus puissants que le groupe professionnel qu'elle représente: Etat, Sécurité sociale, patronat.

Le conventien de 1960 (décret du 12 mai) a été une défaite relative pour la corps médical et a abouti, indirectement, à la cassure de l'unité syndicale (création de la FMF. en 1967). La couvention nationale de 1971, qui a donné lieu à d'apres discussions, a marqué un compromia et une trêve. Critiquée par la C.G.T. et la C.F.D.T. parce qu'elle mainte-nait la médecine libérale et princi-palement la médecine à l'acte, parce qu'elle ouvrait la possibilité de dégagement individuel, qu'elle lais-sait entrevoir l'assouplissement des droits à dépassement et que la pro-cédure d'autodiscipline était peu efficace, la convention laisse un malaise dans la profession qui, à 97 %, l'a acceptée.

Orire le problème du fouctionne-ment de l'assurance maladie dans le cadre d'une médecine libérale, le corps médical ressent de nouvelles préoccupations à cause du coût de la consommation médicale dont on a pu le considérer comme partielle-ment responsable et à propos duquel l'établissement des motils médieurs l'établissement des profils médicaux est apparu à certains comme un dangereux moyen de conduire à une politique restrictive en matière de santé.

C'est sans donte autour des ques-tions de prévention que toute l'organisation de la médecine va s'articuler dans les années à venir. Or la prévention est insuffisamment developpée pour diverses raisons. Sur le plan de l'organisation, le

Sur le plan de l'organisation, le sous-développement des institutions de prévention contraste avec le dynamisme de la médecine thérapeutique. Le dispensaire, la médecine scolaire, la protection maternelle et infautile, les C.M.P.P., les centres d'examens de santé connaissent des difficultés continuelles : insuffisance des crédits, manque de personnel salarié et recours à des personnel salarié et recours à des



L'HOPITAL PIVOT DU SYSTEME SANITAIRE. An service des malades, de la recherche, ou des étudiants?

vacations, rémunération insuffisante (abattements de 10 à 30 % des tarifs), manque de coordination avec l'hôpital et difficultés d'articulation avec la médecine libérale (cf. l'article 18 de la convention nationale de 1971). L'idée de prévention est trop souvent liée à celle d'une médecine de pays pauvre ou en voie de développement, à une médecine de type épidémiologique.

de développement, à une médecine de type épidémiologique.

D'une façon générale, le corps médical, sans lequel la prévention ne pourra se faire, a été pen sensibilisé à celle-ci, d'une part parce qu'elle allait bien au-delà de ce qui concerne uniquement la médecine, d'autre part en raison de la valorisation de l'açte thérapeutique de la médecine curative par rapport à l'acte préventif. Il est vrai que, dans tout acte médical, on trouve un aspect de prévention secondaire ou aspect de prévention secondaire ou tertiaire pour reprendre la classification de l'O.M.S.: toute détection à un stade précoce, tout traitement visant à réduire ou supprimer les effets de la maladie sont de la prévention. Mais c'est d'une notion bien plus large qu'il s'agit, d'une véritable politique giobale de lutte contre de multiples fléaux (dont la pollution est un exemple) et qui ne saurait se réduire à des vaccinations et à des dépistages.

La prévention implique une transformation des attitudes culturelles et une action importante de la part aspect de prévention secondaire ou

une action importante de la part des pouvoirs publics. Les diverses techniques d'aide à la décision ue doivent pas faire oublier que la

variable socio-culturelle est fonda-mentale et que les catégories défa-vorisées, qui sont objectivement les plus atteintes sur le plan de la morbidité, sont aussi, culturellement, les moins réceptives aux actions de prévention ; c'est donc sur elles qu'il faut agir prioritairement.

 $\{ \mathcal{P}_{i}, \mathcal{P}_{i} \}$ 

Cada take

En réalité, c'est l'organisation du système de santé qui se trouve, dans les sociétés post-industrielles, remise en question. Lutter sur le plan de la prévention, cela ue veut pas dire multiplier anarchiquement les bilans de santé, ajouter simplement le mot prévention. « prévention » aux fonctions hospi-talières, saupoudrer de que ques crédits les centres de santé, mais déterminer les actions prioritaires, mettre en place les moyens nécesmettre en place les moyens neces-saires, associer le corps médical a une véritable politique efficace et généralisée de prévention, agir non seulement an niveau du système sanitaire, mais à celui du système économique et social, car c'est bien des orientations même de la société qu'il s'agit.

PRANÇOIS STEUDLER.

(2) On comptait environ solvante-douze mille médecins en France en 1972; 73 % des médecins exerçant serajent des praticiens libéraux ; mais en réalité les praticiens liberaux; mais en realite in-deux tiers des praticiens ent une acti-vité salariée à temps partiel dans les établissements publics su privés ou dans les organismes de prévention. An les janvier 1871, les hépitaux genéraux publics comptalent vingt-trois mille trois cent quaire-vingts medecins et blotogistes.

# BIBLIOGRAPHIE EN FRANÇAIS

- CARO Guy, La médecine en question. Maspero, Paris, 1974. - CLEAR, L'hôpital en question, Emile-Paul, Paris, 1970.
- LA CONVENTION NATIONALE ENTRE LA SECURITE SOCIALE ET LE CORPS ME-DICAL. Numéro spécial sous la direction de J.J. DUPEY-ROUX, Droit social. n° 9-10,
- COURQUET Jean, L'hôpital aujourd'hui et demain. Seuil, Paris, 1971.

Sait

Sud Repu

trem

créée

lers

oméric

L'ertic tions

vingt-c

forme:

réconci

tions n

mis e

entier

P EUT-

E gran

dont les

institutic

respecter

sous-tend

Une s

dent exist

présents c

cun un sti

tion donne

Tous dec

M. Kissin

ni i'un ni

sous des c

ment n l'e

Paris. Le

directemen

finisait remi

GR

RAOU

l'object

€.

- GARDIE Alphonse : L'avenir dn système hospitalier et la loi du 31 décembre 1970 portant réforme hespitalière. Droit social, nº 1, janv. 1972.
- HATZFELD Henri : Le grand tournant de la médecine libérale, Editions ouvrières, Paris,
- L'HOSPITALISATION PU-BLIQUE EN FRANCE. Numéro special de la Revue des Affaires sociales, Paris, 1973.
- HOSPITALISATION PUBLI-QUE ET PRIVEE, problèmes trielle de droit sanitaire et social, Paris, 1-2-1974.

- IMBERT Jean, Les hôpitaux en France, P.U.F., Paris, 1974.
- JAMOUS Haroun, Socialogia de la décision, la réforme des études médicales et des struc-tures hospitalières, C.N.R.S., Paris, 1969. - POUR UNE POLITIQUE DE
- LA SANTE. Rapports presen-tes à R. BOULIN; t. I et II (les grandes actions de santé); les grandes acuens de sante; t. III (l'hôpital), ministère de la Santé publique et de la Sècurité sociale, la Documen-tation française. Paris, 1971.
- RAPPORTS ANNUELS DE L'INSPECTION GENERALE DES AFFAIRES SOCIALES. 1971: l'hospitalisation; 1972: l'assurance maladie: 1973: la préventien.
- REFLEXIONS SUR L'AVE-NIR DU SYSTEME DE SANTE Contribution à l'élaboration d'une politique sanitaire, la Documentation française, Paris, 1969.
- STEUDLER François : L'hôpi-Prisme uº 44, A. Colin, Paris,

# Le personnel infirmier

# Vers une action communautaire

Par M.-F. COLLIERE \*

« (...) Jamais la pénurie d'infirmières n'avait atteint une telle ampleur : il manque aujourd'hui près de 50 000 infirmières (\_). Si le rythme actuel des démissions ne s'aggrave pas, 25 % des nouvelles infirmières démissionneront avant trois ant d'exercice, 40 % démissionneront avant six ans. Car il n'y a pas de crise de la «vocation», les elèves infirmières étant plus nombreu-ses chaque année (15 000 de plus en 1973 par rapport à 1972). Les conditions de travail sont telles que la plupart de ces pocations se trouvent totalement découragées. Trop peu nombreuses, elles ont à fairs le travail de deux ou trois personnes, à des horaires incompatibles evec une vie personnelle puisque les hapitaux fonctionnent vingt-quatre heures sur vingt-quatre tous les jours de la semaine, avec un salatre — 1700 F en début de carrière et 2500 F en fin — qui ne compense pas ces désavantages, le tout avec le sentiment d'être méprisées par leurs « chejs » hiérarchiques, et netamment les médecins. p

CATHERINE DENIS, le Quotidien du médecin, 22 octobre 1974.

N groupe professionnel oriente su formation, base son action et se situe par rapport à un ensemble de représentations et de croyances culturelles insérées dens un système économique, social et politique. Il serait bien sur nécessaire d'examiner l'interrelation de ces différents factours et leur influence risciproque sur la contribution de personnel infirmier à le promotion de la santé, mais neus

· Infirmière à l'Ecole internationale d'ensei-

ne pourrons considérer ici que la façon dont la conception de la santé oriente l'action sani-

toire du personnel infirmier.

représentations et les croynness du groupe infirmier vis-è-vis de la santé. Est-ce encore la prédominence d'une conception médicale centrée sur l'investigation organiciste de la malodie, basée sur le pouvoir magique et spectaculaire de la guérison, charchant chaque jour à foire recoler les limites de la mart nutres formes de destruction on de mort nuxquelles les kommes ont in s'affronter? Nons conception avec le développement tentaculaire de l'hôpitul, qui reste le contre presque exclusif de la fermation infirmière et le terrain volorise et presque uniquement recouns de l'exercice professionnel.

On ne sunreit s'étonner que, dens cet naivers hautement spécialisé, et retranché da reste de la vie, le personnel in firmier nit surtout eloppé sa copacité d'utiliser des antils d'expleration et des cutils thérapeutiques toujours ples complexes, nux dépens du discernement de ce qui demeure le plus important pour la vie des gens, telle qu'eux la ressentent et le désirent. Comment imaginer le contexte réel de la vie un foyer, à l'école, au travail, et les problèmes vitaux que les hommes rencontrent tous les jours si l'epprentissage de le découverte de la vie ne se fait qon dens l'enclave hospi-talière? On na sourait devantage être surpris que, dans ces centres de baute technicité, le personnel infirmier fasse presque partie de l'équipement bospitalier : ce sont les O.S. de la réparation de la sonté : leur effectif est evolue en fonction d'un nombre de lits bospitoliers, non en relation avec les principales curectéristiques démographiques de la popu-lation (1).

A partir de cette conception de la santé basée sur le lutte contre le meledie, ou n progressivement considéré la sonté comme ebsence de meladie, on en a fait une entité en soi, une valeur suprême, un bien à protéger et à défendre en s'appuyent sur na arsenel de normes bien codifiées et en eppliquent na ensemble de principes rigonreux et sécurisants. C'est cette image de la sonté qui servit de base aux différentes formes d'action préventiva comme celle de la lutte contre les grands fléanz notionx, et tout particulièrement la « protection maternelle et infontile ». Le personnel infirmier s'est vu confier dans de nombreux pays la surveillance et la contrôle de l'application des mesures sanitaires érigées en dogme. Peu à pee, les infirmières et d'autres travailleurs sanitaires et sociaux sont devenus détenteurs d'un savoir à partir dequel ils jaugeaient la

enpocité des gens de se mointenir ou non en santé. Cette forme de cantribution à la promotion de la santé de le population trouve vite ses limites, et ses effets sont pen dorebles, car elle ne prend pas d'abord en consideration les habitudes de vie des gens, lenr mode d'existence, les croyances qui sous-tendent lenr attitude et lenr comportement vis-a-vis des problèmes vitaux qu'ils rencontrent.

De plus, cette uniformisation d'un savoir sanitaire, sauvent basé sur la mornie des classes privilégiées (2), tend à étonffer d'untres formes de sevoir. En me proposent qu'nu seni modèle à suivre, le personnel sonitaire camme le popnlation encourent le risque de stériliser la creafivité des personnes et des gronpes, toudis que se développent leur dépendence et lans culpa-

Les pays où le personnel infirmier et les travailleurs sanitaires et sociaux ont continué d'exercer cotte forme d'actien préventive pour des roisons nussi diverses que l'inientation de la formation, la législation sanitaire, etc., ont retenu deux types d'action : l'action de routine, génératrice de lassitude et de désintérêt ; l'action d'argence, qui ne prend en considération que les situations déjà très dégradées des caté-Par contre, les pays qui, parallèlement à l'élévation du niveon de vie (facteur détermi-

nont de développement de le sonté), ont su reconsidérer leur action sanitaire en formant le personnel infirmier à l'ennlyse de situation (non à une distribution d'actes ou de conseils), at en faisant directement participer la population i cette action, ont comm nue très grande progressina de leur niveou de saaté publique (3). Le mulaise ressenti, unsti bien chez les infirmiers et infirmières que chez les travailurs sanitaires et sociaux, dans un pays comme la France, tradnit, pour certains, nne remise en questina fondamentale de l'action sanitaire tont questina tondamentate de l'acries sumans des an niveau préventif que coratif. L'apport des sciences humnines (dant les formations infirmières et sociales s'inspirent dovantage que (4) en formation médicale) n mis de nauveun (4) en lamière l'inconséquence d'une approche des problèmes de santé sons les résituer dans toutes leurs dimensions binlogiques, démographiques, économiques, culturelles et sociales. Chercher à identifier des besoins sauttaires et à y répandre sons d'abord s'interroger sur la vie des be

(1) Le rapport avec lequel est établi l'effectif infirmier d'un pays est à lui seul significatif de toute une politique sanitaire.

(2) Boltanski (L.). Prime Education et Morale de Cleste, Paris, Editiona Mouton, 1969.

(3) Exemples: les pays nordiques, la Hollande et des pays aussi divers que l'Angleterre, la Pologne, Israell.

(4) Ce cu'avaient détà moutré Villerme. Chad-(4) Ce qu'avaient déjà montré Villerme, Chadwick, William Parr, etc.

(Suite de la page 9.)

l'impression tout à fait fondée pour chaque médecin de remporter de grandes victoires dens son propre domnine. A l'hápital plus qu'nilleurs, nn assiste à la disporition d'une notion de santé totale de l'individa et les services médicoux ne se mesurent plus qu'à des indicateurs de résultat extrêmement partiels. La disparition de cette notion de sonté globale s'organise selon trois modulités : premièrement, le réduc-tion temporelle de la morbidité d'un individn à in senie phase nigné de la muludie pendant laquelle ini serent prodignés des soins inter-sifs; deuxièmement le réduction spatiale de In maladie à un argune et le dissimulation des déterminations eutre la morbidité d'un organe et celle des natres erganes; troisiè l'nnonymat des décisions médicales hospitalières qui rend plus difficile l'imputation des échecs que celle des succès cor les cas d'échec sont plus volantiers soumis aux passages inter-services et nux filières compliquées. En résumé, la misère hospitalière tient à

deux phennmenes structorels indissociables da « progrès médical » envisagé comme spéciali-sation et technicisation croissantes. Le premier peut s'énnacer comme le refus de tou octeurs de prendre en charge, de foçon inégn-litoire par rapport à leurs confrères, nos mêdecine de l'échec (cas sociaux, vieillards, handi-caps darables, affections maltiples). Le second se résume en ce que la production da savoir nombreuses à la sortie da système que de anlades graves à son entrée.

Ces deux facteurs suffisent à expliquer à la fois la détresse physique des établissements régulièrement visités par les journalistes avides de dénoncer les « scandales de la santé » et la monvaise annlité de la relation saignant/soigné - manvaise relation que nous découvrens avec stupeur depais qon les classes supérienres, technique ablige, fréquentent elles nussi l'hô-pital.

# CITE UNIVERSITAIRE

< PAVILLON DU LAC>

Onvert te les jours l'errages chauffé 20. rue Gazan (Pare Mentsouris)

688-38-52 Salle pour banquets, 10 à 40 couverts

### Rompre l'immobilisme des pouvoirs publics et du corps médical

Si les problèmes touchant à le nais-sance subissent actuellement un regain d'actualité, c'est tout d'abord exacte existe là où régnaient autrefois l'Ignorance et l'obscurantisme. C'est aussi parce qu'ils concernent avant tout les femmes, qui, ayant subl eu cours des âges un traitement indigne de genre humain, aujourd'hui se révoltant : et leur rébellion passe entre autres, contre l'avis des mâles, par la notion de grossesses désirées, acceptées et, pour nous médecins, especées. C'est enfin parce que, eu nom d'une prétendu sélection naturelle », on e vu et on voit encore les femmes faire des feusses couches perdre leurs enfente à la neie nce, ou svoir — elors que c'était évitable — des enfants handicapés.

Plus de 60% des morts-nés in utero, cana cérébreux sont tout à fait évitables C'est l'objet princeps de la médecine périmetale. Si la prémeturité expose statistiquement é des handicaps, nos connaissances de base et nos techniques de réanimetion nous ont permie de diminuar de manière très importante ins séquelles. Bien traités, les petits préma-turés de moins de 1 kilo et demi ont de grandes chances d'être normeux ou d'avoir des séquelles curables.

Mais un grand effort reste à faire dans le domaine de le médecine préventive et de le réduction de l'inégalité socioéconomique, grande cause de prématu-rité et de mortalité. La médecine périnatale blen faite est donc l'espoir des

Les deux mots » médecine périnatale ». récemment introduits dans le vocabulaire médical international, recouvrent plus un état d'esprit qu'une réelle spécialité. Ils tirent leur origine de l'intérêt qu'ont ressenti obstétriciens et pédietres d'unir leurs efforts pour empêcher les nouveaunés de mourir et plus encors de devenir des hendicapés cérébraux, de ne plus

Nombreuses cont les spécialités qui concourent à le santé de le mère et de qui est le médecine de la gestation et de l'eccouchement, le néonatologie (médecine du nouveau-né, branche de le pediatrie), l'enesthésiologie, le physiciogle, le biochimie, l'anatomie pathologique el l'étude des tissus, le sociologie, le psychologie, l'économie de la santé,

Un nombre très important de personnes pour une part importante é le médecine perinatale. Au premier rang d'entre siles se situent les sages-femmes. Elles sont neuf mille en France, dans l'ensemble mai utilisées en dépit de leur compétence. La moitià d'entre elles appar-

\* Professeur de méonatologie à l'uni-versité René-Descartes, directeur du Centre de recherches biologiques néona-tales (INSERM).

tiennent peut-être à une génération en déclin, celle des « matrones », des dames hebituées à l'eccouchement d'un autre age. Celles-lé qui ne connaissent que l'eccouchement normel sont appelées à

Mais la sage-famme moderne, formés à bonne école, comme celle que nous voyons évoluer dans nos maternités est appalée à juuer un rôle considérable dans l'obstétrique et la néonatologie de demain. Si les pouvoira publica et le corps médical, sussi attachés à leur passé, à un certain immobilisme, é une certaine hiérarchie, eu principe déraisonnable de l'omnivalence du diplôme de docteur en médecins — ce qui ne aignifie pas, hélas l'omnicompéte attribuent aux sages femmes leurs vrales responsabilités, c'est-à-dira les visites prenefales, le collaboration dans le diegnostic des grossesses é rieques, le planning et la surveillance des nouveaunés (qu'elles connaissent béaucoup mieux que certains pédiatres), alore on peut espérer que le médecine périnatals évoluera en France.

Malgré le nombre élevé de gros é risques, n'aubitons pas que huit fole sur dix, au moins, le grossesse est un événement que la femme doit traverser sane angoisse at eans difficulté. Lié é le prévention, un gros effort a été entre-pris par la préparation psycho-prophylacbque. Malheureusement, en France, dans

### L'exemple du Vietnam du Nord et de la Chine

UNE bonne médecine de la nelssance constitue pour nne nation un test de civilisation. On ne s'étonne dono pas de trouver les mortalités périnatales les plus basses en Suède, championne avec douze morts pré- et postnatales pour mitie naissances, en Finlande, au Dane-mark, aux Pays-Bas, avec des chiffres Inférieurs à 15 pour mille. On est un peu plus surpris d'y trouver le Bulga-rie, peu développée sur le plan scientifique mais qui e mis en place une remarquable structure de médecine préventive

Mais nous voudrions auparavant insister sur les pays exempleires en matière de médecine préventive périnatale, au premier rang desquels la Chine popu-laire, Des efforts considérables, dans ce domains, ont été entrepris dans toute

A Pékin, la mortalité néonetale de 17 pour mille en 1956 serait tombée é 12,4 pour mille en 1963 : chiffres très bas, comparables à ceux de le Suède. A partir de cette date, différentes mesures ont été prises, qui sont celles en vigueur dans les bons centres obstétricanx et de nouveau-née du monde occidental. La question du personnel hospitalier ou social ne se pose pas : lé où il y e un ageni en France, il y en e cing ou dix en Chine; le personnel est bieni les mêmes le nuit el le dimanche

# Un test de civilisation : la périnatalité

Par ALEXANDRE MINKOWSKI \*

un trop grand nombre d'hôpitaux, le problème est négligé, car la présence de père est coneidérée comme gênenie. L'Organisation mondiele de le santé (O.M.S.) e parfaitement prévu cette place prééminente de la sage-femme dans la médecine périnatale. Mais celle-ci est soumise, an France, à un double handicap : elle est temme, elle n'a pas de diplôme de docteur en médecine. Comme le disait récemment une fonctionnaire du ministère de le senié, nous ne pratiquens

pas la « confusion des genres ». Les puéricultrices, les technielens de le santé, toutes les professions de santé sont parties prenantes dans cette branche de la médecine. Quant au généraliste, Intervient ICI comme médecin de famille. Il est encore le plue consulté en France, mais il na peut faire son travall que s'il a réellement fait de l'obstétrique eu cours de ses études, ce qui devient rare (un étudiant eur dix se du devient faite (un equipant eur du seulement passe par les services d'obsté-trique é Cochin). S'il e de plue un huraira épuisant, il ne peut accurder qu'un temps très court à le visita systémeticue, à talle enseigne que, dans la région parisienne, cette visite est parfois Inexistanta ou même se borne à la signe-ture du carnet de maternilé. Cette négliet criminelle dans ses conséquences.

La fréquence de la prématurité dans le monde varie de e à 12 %, alors qu'elle serait pour la Chine de 4 é 5 %. Quoique note ne puissions évidemment pas vérifler ce chiffre, le falble nombre de prématurés hospitelisés dans la dizaine d'hônitaux d'obstétrique que nous evons tiques. Plus encore, la mejeure partie de ces prématurés sont nés é hull mois et pésent plus de 2 kilos ; ils sont donc beaucoup moins exposés à le mort.

Nous attribuons cette faible Incidence de la prématurité et l'absence presque complète de fœtus de très feible poids aux extraordinaires mesures de surveillance de le grossesse dont les Chinoises sont l'objet. Ces mesures sont uniformément réperiles eur toul le territoire. Observées à l'usine, é le campagne, dans les communes populaires, elles pour-raient aervir d'exemple é n'importe quel

La première vielle est faite eu coure du premier mois. Dans les usines, le grossesse est immédiatement détectée, car chaque femme e une carte dite « de menstruation », et un retard de quelques jours est immédiatement noté per l'em-ployée sanitaire responsable de le surveillence. Les àpreuves biologiques de grossesse sont elore pratiquées.

Ce système, dont on peut évidemment cribquer la caractère obligatoire el quel-

de la maniém dont les Chinois conçoivent la médecine : placer partout des agenta esnitaires responsables, éduque le public, prendre des mesures prophyl'actiques à le moindre alerte. explique, par exemple, qu'en dépit des conditions souvent à peine ecceptables de logement l'état sanitaire des Chinols m'e paru, dene l'ensemble, remarquable.

Au coura des grossesses, il existe toute una échelle de mesures de repos progressif eu cours du Inveil en usine et à le campagne. La durée du travail est de sept heures par jour eprès le vingt-huitième semaine. A le campagne, les femmes enceintes ne travaillent pas

En ce qui concerne le prévention de l'éclampsie (hypertension artérielle au cours de la grossesse, responsable d'errêt de croissance du fœtus, de mort in utero et de handicaps), la tension artérielle est contrôlée tous les mois. A la campagne, il y e toujoure une sageentre autres, de mesurer la tension artérieile et de faire un eccouchement normal. Cela rend plausible ce que disent les Chinois : suppressiun quasi complète de l'élévation de tension ertérielle au cours des grossesses, réduction consi-dérable de la prématurité. Après l'accouchement, les femmes bénéficient d'un recos de cinquente-six fours avec salaire

matemel. A son retour à l'usine, le femme met son enfant à la crèche et allaite toutes les quatre heures. A la campagne, les nourrissons sont gerdés en crèche ou par la grand-mère, et les

remarquons, en passant, les mesures de prophylaxie du cançer génital ; il est procédé à un frottie vaginei systèmaque chez chacune des ouvrières, une

Au Vietnam du Nord le protection matemelle et infantile n'e peut-être poe ancore atteint ce degré d'efficacité, mais nous evons pu y constater qu'en plein bombardement, en 1968, donc en pays resé, l'ubstétrique était encore bien fai en particulier par des sages-lemmes.

L'organisatiun relève d'un duuble système : gouvernemental qui donne des directives valables pour toute la R.D.V.; ville) et de le coopérative (à la campagne). Chaque coopérative groupe envi-ron un militer d'habitanta. La chet de le coopérative est personnellement respon-sable de l'application des mesures sani-

Il y e par coopérative une sage-lemme (vingt mille pour la R.D.V.) et une infir-mière. Il y a un « médacin eccélére » (lormé en troie ens) par villege de six mille habitants, et trois fole plus de médecins traditionnels. Et, en principe, il y a une salle de gynécologie et d'eccouchement qui dispose de quatre lits pour cept cents habitants, et une meternité par village de six mille habitants. mobile : des hopitaux de campegne compranant des groupes de gynécologie-(biologie et anatomo-pathologie) peuvent ionner pour troie mille à eix mille habitante et étre démontés et déplecés repidement vers un eutre secteur.

Les Vietnamiens vont vers les malades et les blessés, et c'est là que résident l'originalité et l'efficacité de leur système sanitaire. Le taux de mortalité périnetale é Hanol était de 2,5 % en 1968, le taux de prématurité de 12 %. Ce sont des chiffres reletivement élevés, dans l'apprécietion desquels il feut faire entrer es perturbatione causées par les bom-

En Europe occidentale, deux excellents systèmes e'opposent par le type d'emplo du personnel : celui de la Suède et celui

### Record dans les pays nordiques et en Belgique

EN Suède, le protection de la femme pendant le grossesse est effectuée dans des centres de protection meternelle, où toutes les femmes enceintes ont le possibilité d'étre sulvies gratuitement pendant leur grossesse. La plu-part utilisent cette possibilité, et un petit nombre est sulvi par des médecins privés. La femme doit subir quatorza visites, dix per une sage-femme, quatre per un obstétricien ou un médecin competent en obstétrique. Si elle est reconnue comme ayant une grossesse à risque, elle va dans un centre spécialisé (même si elle réside en Laponie) dont il existe de nombreux types dans ce pays qui pretique le décentralisation médicale. Pendant ce temps, elle recolt une - alde familiale chez elle si elle a déjé des enfants.

La distribution totale de cette méde

taux le plus bas, dans le monde, de murts périnatales (12 é 13 pour mille) et de handicapés, suivie de près per le Finlande et le Danemark, cui ont edopté des systèmes proches. Dans ce demier pays, des sages-femmes s'occupent des grossesses normales, les obstétriclens des grossesses é risque. Les praticiens généralistes ne sont pas dans le circuit.

Les Pays-Bas ont un système bien différent. Là, 60 à 70 % des femmes accouchent chez elles, sous le surveillance d'un généraliste formé é l'obstétrique, car un « Interniste » en Hollande fait deux ans d'àtudes supplàmentaires. Il est assisté d'une sage-femme. Les obsté-triciens e'occupent suriout des groseesses à risque. Avec ce systàme, les Pays-Bas ont une mortalité périnatale basse, eu-dessous de 15 pour mille.

dunt lo santé et la moladie ne sont que des révélateurs apparaît comme une ineptie. Les hommes onl lo santé et la malodie de leurs conditions de vie, de leur milieu social, de l'espoir qu'ils peuvent gorder ou non dans la

vie, de leur raison d'exister. C'est cette conception benucon plus lerge de lu notion de sonté, repensée à partir d'une interrogution sur le processus de lu vie et de lu mort tel qu'il est vécu par les hommes duns différentes situations, qui mobilise peu à peu la réflexion d'infirmiers et d'infirmières, comme celle de certains médecins et d'autres travailleurs sonitaires et socioux. Elle commence à inspirer certains changements, tant un nivean du lu formation que des services hospitaliers

et extra-haspitaliers.
C'est cette eunception qui vient d'orienter récemment taut le travail du sixième comité d'experts de l'O.M.S. sur les soins infirmiers communautaires (5). Déjù certaines expériences, pleines de promesses (6), se font dans cette pleines de promesses (0), se ront auns certe perspective, avec la participation directe des usagers : il y u partage d'un savoir et de campétences réciproques en vue de mieux répondm aux besoins sunitaires des gens, us niveau de leur quartier, de lonr commune, de leur cantun. Elles cherchent à réduire l'écurtélement des familles entre différentes structures sanitaires et la parcellisation des soins, en regroupant les soins infirmiers à caractère préventif, curatif et de réadaptation. Elles chercheut égulement à dépassnr la seule upproche individuelle et familiale des soins pour cerner les incidences de tel on tel pro-blème au niveau de la communauté.

Cos expériences ouvrent la voie à des soins

infirmiers communautaires penses por et pour la communauté. Mais elles rescontrent souvent l'apposition, quand ce n'est pas l'aostilité, du personnel sanitaire ou de ceux qui sont les gamnts de l'ordre administratif. Faut-il s'en étonner? Ne sommes-nuus pas devant des ehoix qui engagent chaque jour la vie des homes, la côtre\_ et nous obligent à nous demander quelle santé nous vocions promou-voir ? Pour quel ? Pour qui ? Faut-il continuer à développer les mégapoles hospitalières tondis que les besoins sanitaires les plus commits ne sont pas couverts? On faut-il que les soins sont pas couvers r un raur-n que les soins infirmiers soient conçus pour l'ememble de lu population et contribuent à permettre sux gens de « s'uffranchir de la puissance et d'être plus à même de dépasser leur fragilité? » (7). MARIE-FRANÇOISE COLLIERE.

(5) Sixième comité d'experts de l'O.M.S. des oins infirmlers communautaires, Genève, 30 juillet-5 soût 1974.

(6) Il est, entre autres, question de certains centres de soins 3 but non lucratif.

(7) Hamburger (J.), la Puissance et la Fragilité, Paris, Ed. de Seuil, 1972.

# Le nombre des médicaments

# Faux débat sur un vrai problème

Par JEAN-PIERRE DUPUY \*

ONSOMMONS-NOUS trap de médicaments? Ce débat de pays riche umorco fréquemment une autre question : en prodaisons-nous trop? L'an des urguments parmi les plus couramment cités par les pro-fessions pharmaceutiques paur se défendre d'une réponse positive consiste à faire remard'une reponse positive consiste à raire remarquer que le nombre total de « présentations » pharmaceutiques avoisine 11 000 en France, ulors qu'il serait de 24 000 en Allemagne, 21 000 en Itulie et 17 000 en Jupon. A quoi leurs adversaires répondent que la Suède n'utilise que 1 600 médicoments et que l'Assistance de Deuts de Paris transcente de Paris de publique de Paris se trouve fort bien pourvue avec na millier à peine de produits.

Vum débat l'Le nombre de médicaments à nn instaut denné est nue grandeur bôtarde, saus signification. Ce qui est en jeu, dans la question aujonrd'hai brûlante de savoir si nous a gaspillons », c'est la copacité des médecins à faire des prescriptions fondées sur des choix rationnels. Or lu rationalité de cas choix s'u que faire du nombre des médicaments existent à un instant dansé : 11 000 présentations, d un instant donné : Il 000 présentations, c'est peu uu c'est beaucoup. Peu importe. Ce qui compte, c'est de savoir si ce sont toujoura les mêmes. A cette question, on peut résolument répondre par la négative, puisqu'en moyenne la Commission d'udmission au remboursement por la Sécurité sociale adatet 300 nonvelles spécialités par un, tandis qu'un nombre de produits à peu près équivalent sort de la

Chargé de recherche au CEREBE (Centre de scherche pour le bian-être), co-auteur de 17a-zzion pharmaceutique (Le Seul, Paris, 1974).

liste cur, en général, ces produits sont frappès de désuétude. Or la mémoire du mêdecin pres-eripteur est le seul garant de l'upération qui consiste à discriminer entre le produit udéquat et colui qui est contre-indiqué, entre le meilleu et le moins marvois. Un rythme de renguvelle-ment gussi mpide gara, bien entenda, des conséquences sur la copacité de choix du prescripteur.

La questina n'est donc pas de sayuir si nous produisons trop do médicaments différents. Il faut plutôt se demunder si nous ne les produisons pas trop vita. Au simple énoncé des chiffres de renouvellement que nens citions, un servit tenté de répondre positivement. Certes, ce rythme, 300 spécialités nuuvelles par an, est rapide. Mais avant d'uffirmer qu'il est « trop » rapide, il est bon d'examines ce qui la motive.

# Faux témoin du progrès

QUE l'industrie pharmuceutique soit une industrie innovatrice, nul ne saurait la ujer. Le taux de croissence de 16 à 17 % por un reflète directement cet état de fait. Il peut en effet être considéré comme la somme du toux de croissance du nombre d'entrées (consul-tations et visites) dans le système médicel : 6 à 7 % par un ; du toux de croissance du 6 à 7 % par un ; du trux de croissunce du numbre de produits por erdonnance qui, bion que mal connu, doit être faiblement positif; et du trux de croissance du prix moyen des médicaments prescrits et echetés û chuque époque : ce dernier taux est très élevé, de l'urdre de 10 % par un, done plus de la moitié du taux de croissance des déponses pharmaceutiques. Il résulte lui-même de deux phénomènes.

 1) Le fait que chuque médicament nouvean est plus cher que celui auquel il sa substitue : la réglementation des prix (blocage des prix des médicaments anciens, grille de prix pour les produits nouveaux), les conditions de l'ad-mission au remboursament par la Sécurité sociale unt, par le passé, untorisé, voire pro-voqué, un tel phénomène et continuent encore à le faire;

2) Le rythme rapide de mnouvellement de lo pharmacopée : les prodaits nenfs se substi-tuent à d'autres qui dispamissent du marché, viveet dix uns en raoyenne et meurent à lear tour, chassés par de nuuveaux produits — 70 % des médicaments unjourd'hui commerciulisés ont moins de quinze ons, et presque la moitié du chiffre d'affaires de l'industrie est réalisée avec des produits de moins de

Par uilleurs, oa ne peut s'empâcher de penser qu' « innover » est beurceup plus une controinte que les inboratoires s'imposent les ens uux uures qu'un objectif librement consent et favorable à leurs intérêts. Tuut Inburutaire soit d'expérience que, s'il n'impove pos, ses produits seront chassés da marché par les nouyeaux produits de ses concurrents. Il est dunc condemné à innover et à protiquer une pseudo

Devant ces données, une questiun vient immédiatement à l'esprit : comment expliquer que ces nouveaux produits de det, semble-t-il, beaucoup no constituent que des durablent de produits déjà existants vient un succès commercial si fart qu'on en urrive à lu situation décrite ci-dessus ?

Il faut alors se tourner vers la demaude, vers le véritable acheteur du médicament, qui est le médecin. Car il peut être démontré que la nuture de la demande du médecin eu matièm de médicoments est en partie à l'urigine de la politique de mnouvellement des laboratoires (1). Pour le médicain, en effet, le médicament est rour se medecan, en effet, le medicament est utilisé comme autre chosa qu'un ubjet ayant des effets purement techniques sur lu maladie. Compte tean des contradictions uctuelles dens lesquelles le mettent ses conditiuns d'exercice, lesquelles le mettent ses conditiuns d'exercice, le proticien u tendanco à atiliser les médicoments pour traiter le difficile, l'intolérable parfois, demande du mulade. Cette dernière u'est pas seulement une demande de répamtion, c'est uussi une demande d'uide, ane demande de prise en charge uffective. C'est seulement sur le plan du signe, et du signe le mains content sur le plan du signe, et du signe le mains content sur le plan du signe, et du signe le mains content sur le plan du signe, et du signe le plan du signe le mains content sur le plan du signe, et du signe le mains content sur le plan du signe, et du signe le mains content sur le plan du signe, et du signe le metre de le mains content sur le plan du signe le metre de le metre de le mains content sur le plan du signe le metre de le metre de le metre de le mains content sur le metre de moins coùteux, qu'une répanse pourra y être faire. A partir de là, c'est le caractèm signifiont du médicament qui uccupera le devunt de la scène. Or le nuuveauté du prodeit est un élément de signification essentiel qui peut éclipser, consciemment un non, toute considération sur le valeur réelle des produits d'un point de vue pharmucodynumique. Le médecin est done demoudeur de nouveauté, et chaquo nouveauté, par le simple fait d'upparaître sur le marché, crée un irrépomble dommuge psy-chologique aux médicaments plus anciens.

Si la demunde de renouvellement existe du côté da médecia, il faut bien reconneître cependant que la production de cette nouvenuté ne favorise guêm l'évolution de la pratique médicale en elientèle. Tant que la médicement pourra servir de bouche-trou à la demande angoissée que lu société udresse à lo médecine, cette dernière s'enfermem de plus en plus dans le rôle agaçant de faux témuia des progrès de notre civilisativa technique.

qui e inauguré et invantà le système de cela du nombre inimaginable de quarante mille obstétriciens et de quatrevinct mille pédietres. Elle a el bien feil école que deux de ses satellites font mieux qu'elle : la Tchécoslovaquie, pays

A France et les Etats-Unis se disbinguent, dans les pays occidentaux, par le caractère boiteux et peu cohérent de leurs systèmes. Aux Etats-Unia, nù le mortalilé péri-

netale est de 20 à 22 pour mille, il

Des systèmes incohérents en France et aux États-Unis

de grande et longue tradition médicale el scientifique, el la Bulgarie, pays peu développé male utilieant au maximum les sages-femmes et qui, d'après l'O.M.S., eurait la mortalité périnatale la plus basse du monde (moine de 12 pour mille) avec la Suède. Enfin, l'Albanie détient le record de densité des sages-femmes dane le mande, solt une paur cinq cents

démontré par les celcule de le Perinata Mortality Survey que ce qui compte avant tout en metière de prévention de le mortalité périnetale et des handicaps, c'est le nombre des visites prénatales blen faites (nostétricien, sage-femme ou généraliste recyclé). Pour quetorze vi-



(Photo R. Kalpar-Viva.)

COULOIS A L'HOPTTAL COCHIN... Un service public astreint, en principe, à un coefficient d'occupation inférieur à 100 %.

tème récent assurerait la surveillance gratuite mère-enfant par une alde eux personnes socio-économiquement pauvres. Malgré cela, la mortalité périnatale est de 35 à 39 pour mille dans les groupes défavorisés (Noirs, Indiens,

SOI:

ricc

vise

gue nëgi volu Sud

Répu trem Thie

de l

ment

créée

se s L'arti

Etats

lers

améri. L'artic tions

vingt-c

farmot

réconc

triparti

tions n

mis er

l'object

P EUT-

sergient

ponse de dont les

institutic

respecte

SOUS-tenc

Une s

présents c

cun un st

n'a de , tion donne

Tous dec

M. Kissin

terme d'é

sous des c

Paris. Le

vietnamien

tion de c

GR

RAOU

DE

l'égalité gouverne

entier

٤.

Mexicalns, Porto-Ricains, etc.). Quant à le France, elle se signale Ici, omme dane d'autres domaines, par l'in-

cohérence de ses options. Il est en effet

sites, le taux de mortalité est cinq fols moindre que pour quatre visites (nombre des visites réglementaires de la Securité sociale en France à l'heure actuellet. Le calcul de le rationalisation des

choix budgetaires du ministère français de le santé e montré qu'un système de dix visites économiserait soixante mille troie foie plus que toutes les eutres

méthodes réunles. Maie ce système stanifle un investissement en personnel... Nous evone mille cent obstétriclens ce qui est très peu, - neut mille sagesfemmes, dant quatre mille à cinq mille très compétentes mai utilisées et brimées. Elles n'examinent en France que 18 % des femmes enceintes. Les praticiens en examinent plus de 50 % alors qu'un grand nombre d'entre eux ne connaissent pas l'obstétrique et n'ont parfois pas le temps d'examiner une femme qui n'e rien en apparence. ce qui demande uce vingtaine de

Le France s'est révélée jusqu'à présent incapable d'établir un système organisé de prévention de masse. Le seul point estisfalsant est que, dans certaine hôpitaux et cliniques, le système fonctionne et que noue pouvons en apprécier les résultats par le diminution importante des prémeturés dirigés sur nos centres de soins intensifs. Mais ce système n'est que local, et non pas général, lant s'en faut. Nous n'assurons pas mieux le

Nous sommes lei dans un domaine où toutes les acquisitions, l'améliaration de pronostic cérébral, la prévention des handicans, cont dues à le recherche scientifique. La médecine est lei blochimique, physiologique, et l'enfant est un váritable laboratoire vivant. Notre but est de contrôler toutes les deux ou trois heures es constantes biologiques du sang et

des urines, les électroencéphalogrammes, l'aspect radiologique, de surveiller électriquement is cour, la respiration, la température et le tansion artérielle (cette demière par une sonde mise en perma-nence dans l'aorte), Nous ramenons, autant que faire se paut, les constantes dane les limites de la normale. Grace à cela, pour les enfants ventilés artificiellement dans un respirateur (et qu seralent morts sans ce traitement) 10 % seulement ravus après cinq ou six ans ont des séquelles cérébrales importantes.

### RÉFÉRENCES

- O.M.S. (Organisation mondiale de la santé), Prêvention de la mortalité et de la morbidité périnatale. Org. mond. santé. Sér. Rapp. techn. (1970), 457, pp. 5-67.
- MINKOWSKI A, Health care in China and the West Hospi-tal Practice (1974), 9, pp. 138-
- MINKOWSKI A., La prematu-rité en France : un bandicap national que le praticien peut et doit réduire, G.M. de France (1972), 79, 6789-6790. - MINISTERE DE LA SANTE,
- se référer à Economie et Santé. nº 1 et 3.

C'est encore trop, mais c'est relativement peu. Il est donc faux de suggérer que les véritables centres de soins intensits de nouveau-né fabriquent des handicapes De toute façon, quand nous savons à coup sûr que le cerveau est définitive ment lésé, nous ne mettons pas les enfants en respiration ertificielle.

La néonatologie ne se conçoit pas sans recherche scientifique. Celle-ci va des recherches appliquées aux disciplines fondementales (division et multiplication cellulaire, etc.). L'utilisation de nouveaux Beta-mimétiques est appetée à diminuer considérablement la fréque des eccouchements prématurés et même la souffrance fostale. Administres des le début des contractions, ils s'avèrent

La médecine périnatale touche à l'un des stades essentiels de notre vie et de notre destin ; elle reste à l'échelle humaine en nous mettant chaque jour en contact avec la mère et son angoisse avec l' « événement » qu'est la naissance Depuie que le recherche nous e permis de reconnaître l'état d'un tœtus (par la ponction du liquide amniotique et l'électrocardiographie fœtale) et la régulation des grands systèmes chez le nouveau-né. cous sommes arrivés au stade de la connaissance. Ainsi retrouvons-nous dans ces deux aspects, humain et ecientifique, le véritable sens de notre métier

٧.,

wase.

1 \*\*\*

ALEXANDRE MINKOWSKI.

# UNE PROFESSION IRREMPLAÇABLE

la plus haute antiquité, pra-tiqué, sans conteste et seules, l'art des accouchements. Ces derniers siècles les virent concurrencées puis dépassées par les médecins. On a pu croire, dans le public, qu'elles avaient disparu. Elles n'avaient pourtant pas dé-mèrité. Elles ceuvraient encore en silence, plus ou moins exploien silence, pius ou moins exploi-tées, accouchant de moins en moins à domicile, exerçant de plus en plus comme salariées, travail-lant six jours et six units par semaine. En perdant leur auréole de profession « libérale », dans l'esprit de beauconp, elles avaient perdu leur valeur. Dans la nouvelle organisation de la mêdecine, que deviendra la sagemédecine, que deviendra la sage-femme? Ne sera-t-elle que l'auxiliaire du médecin?

Comment devient-on femme en 1975, en France ? Trois femme en 1975, en France? Trois conditions essentielles ; être du sexe féminin ; avoir plus de dixhuit ans ; passer le concours d'entrée du niveau du bacca-lauréat, section D. Le nombre des places est limité dans chaque école (trente et une écoles forment environ six cents sagesfemmes par an). Le durée des études est de trente mois.

La sage-femme est une prati-cienne possédant un conseil de l'ordre, rompue à toutes les sub-tilités de l'obstétrique et qui, à la différence des auxiliaires,

\* Directrice-adjointe de l'Eccle de sages-femmes, Meternité C.H.U. Saint-Antoine,

Par SUZANNE LEVACHER\*

auxquelles souvent elle est assi-milée, a le droit de faire seule certains actes médicaux, et le droit de prescrire. Tout cela dans les limites bien précisées par son code de déontologie. Son diplôme, délivré par la Faculté de prédente est un diplôme d'onmédecine, est un diplôme d'en-seignement supérieur. Quel est l'avenir de la sage-

femme?

1º Elle dott définir sa place au sen de l'équipe médicale. J'ai souvent dit qu'elle était l'agent de liaison en salle de travail, mais cela ne veut pas dire : des heures de surveillance éprou-vantes près d'une parturiente pour, ensuite, prendre l'enfant des mains de l'accoucheur et le confier à un pédiatre ou à un anesthésiste. Elle peut et doit pratiquer la grande majorité des pratiquer la grande majorité des accouchements normaux, la sur-veillance des grossesses nor-males et la surveillance de la mère et de l'enfant après les couches. Il faut que soit bien repensé son rôle dans tous les services de la maternité. Une école de cadres vient d'ouvrir ses portes à Dijon, et formera des sages-femmes surveillantes et des sages-femmes surveillantes et

La sage-femme française recoit une formation beaucoup plus obstétricale, des le début et tout au long de ses études, alors que maintes sages-femmes étan-gères sont des infirmières spé-

cialisées. Leur excellente forma-tiou n'est donc que partiellement employée car, paradoxalement, leur champ d'activité est plus restreint que celui de leurs collègues étrangères qui ne peuvent exercer que sous la responsabilité d'un médecin. La sage-femme française fait les accouchements sous sa propre responsa-bilité et a vu, depuis 1971. la liste des instruments et des thé-rapeutiques qu'elle a le droit d'utiliser très uotablement aug-

2º Elle doit avoir une place importante en médecine preven-tive. Il est invraisemblable qu'en 1962 des textes organisant dren 1962 des textes organisant la Protection maternelle et infan-tile n'aient jamais fait mention une scule fois de la sage-femme! Assistantes sociales et puéri-cultrices se partagealent la sur-veillance des grossesses!

Le caractère médical, social, psychologique des études de sage-femme, orientées essentiel-lement vers la femme enceinte, lement vers la femme enceinte, l'accouchement et ses suites, et vers le uouveau-né, doit en faire un des piliers de cet organisme. Elle a piace aussi bien dans les consultations de contraception, de stérilité, que dans les consultations pre et postnatales, à domicile aussi bien que dans les centres hospitaliers, les maisons maternelles. Elle peut assurer les conférences d'éducation sexuelle. conférences d'éducation sexuelle, d'hygiène de la grossesse et de préparation psychologique. Elle devrait être une profession d'avenir.

# La médicalisation de l'échec scolaire

# Remède ou consécration?

Par JACQUES MAITRE \*

A médicolisation est un des processus carac-téristiques de notre société. Elle se joue sur plesieurs plans : racours un système médicol pour des tâches de thérapeutique, de prévention, de dépistage, d'expertise, de reherche nn d'enseignement ; recours au savoir médical comme codre de référence; reconsidéologique à des notions médicales telles que

Il suffit de penser à l'exemple de la sexualità paur voir concretement à l'œuvre ce processus; nn constate qu'une telle évolution n pris son départ de longue dota : ainsi, le célèbre nuvrege dn médecin suisse André Tissot sur l'Ononisme (1760) n été pandant des décennies le gnide des éducateurs dans la répression de la masturbation; mnis nous constatons natuellement une médicalisation d'une tout

Un processus nunlogee se développe dans divers secteurs où la demande médicalisée traduit des échecs du systèmu social par rappor nux besoins des usagers. Tel est le cas lorsque la médecine traite l'usure nerveuse de personnel due nux conditions de travail dons une entreprise. Notre hypothèse est que la médica-lisation de l'échec scolaire se déroule comme an phénomèse de ce type (1).

Un repport de l'O.C.D.E. soulignait (ex juin 1970) in situation particulière de in France : « La proportion des élèves qui redoublent leur closse dons le primaire et dans le secondaire est beaucoup plus élevée en France que dors les pays de même niveau culturel et économique : un petit François seulament sur quatre achève ses années primaires sans ovoir redoublé au mains une fals. >

Encore le redoublement n'est-il qu'une forme mineure de l'échec scolnire, comparativement à l'abandon des études, aux passages dans

" Maitre de recherche au C.N.R.S.

les filières infériorisontes, voire à l'affectation dans des classes ou établissements a spéciali-sés ». L' « édecation spéciale » comporte notamment, au niveau des maternelles et de l'enseignament élémentaire, des classes regrou-pant des filèves par n handicop » (catégories nfficielles : déficients intellectuels, bandicopés moteurs, nmblyopes, bypo-acoustiques, tronbles psychosomotiques, difficultés relationnelles...); nu niveau du second degré, des sections d'édu-cation spécialisées et des écoles nationales de perfectionnement (pour les n déficients intel-lectuels ») et des « classes d'adoptation » (pour des enfants dent le handicep est jugé tempo-

Deux caractères essentiels de ce système sont à souligner : la croissance vertiginense de la papulation scolaire concernée (124 000 en 1965 ; 263 000, soit plus de double, en 1972) et l'intervention obligatoire, pour chaqee élève, d'une expertise médicole dans le codra d'une commission médico-pédagogique. Or l'examen concret du fonctionnement de telles commissions montre que le médecin n'u nucucommissions montre que le medecin n'n nucu-nement les moyens d'examiner chaque en-fant (2). Nous avons danc un dispositif qui passe à côté des deux termes da vrai pro-blème : l'élève, dans so singularité, est faussement pris en compte dans cette expertise; l'école, dans l'échec institutionnel constitué par le coractère statistiquement massif des éche n'est mise en question à oncun niveae lors de cet écrémage des enfants qui incoment et subissent l'écort entre les fins officiellus du

# Des problèmes

qui restent entiers

QUANT aux moyens mis en œuvre pour « adapter » l'enseignement nux élèves « en difficulté », le médecin intervient le plus souvent à travars une psychologisation des problèmes, quand ce n'est pas une psychiatrisation. Non soulement cette entreprise est mence avec des moyens notoirement insuffisants, mais, par son caractère enilatéral, elle contient dans so principe même les germes d'illusions déci-sives (3). En effet, l'extension abusive du concept de « débilité » et l'ebord des problèmes sous l'angle exclusivement biologique ou rela-tionnel visonent masquer le caractère social du sus même de l'échec scolaire.

Mise à part une frange d'élèves pour lesquels il existe un handicap nerveux démun-tré ou certaius déficits organiques majeurs, il faut anniyser par priorité la part du systême scolaire lei-même dans la genèse des échecs et celle de la structure sociale.

Le système scolaire intervient largement dans le déclenchement des a troubles ». Ainsil'abligation d'apprendre à lite des l'âge de six aus, édictée sur le modèle suivi paor les enfants de la bourgeoisie, handicape des le départ les élèves issus de classes sociales oè l'inpprentissage de la vie se fait sur d'outres bases socio-culturelles. De même, l'inadeptation des programmes et des méthodes pour les enfants de travailleurs immigrés conduit à des échecs systèmatiques non papalation qui b'est certainement pas plus fécondo en déficits

En revenche, un voit très bien que les travailleurs minuels, surtout immigrés, se trouvent places dans des conditions défevorables tant panr la sunté que panr l'apprentissage de la langue « cultivée » ; il n'est que de voir à quel point l'espérance de vie dépend de le classe sociale. Notre système scolaire produit nue répercussion amplifiée de ces difficoltés dens les « troubles » et l' n inadeptation » un niveau

Une fois cer difficultés apparues, elle sont le plus souvent pérennisées par l'enfermement des enfants dens les filières « spécialisées », des intentinns contraires, ce qui n pour effet de condamner ces enfants à l'échec profession-

La part propre du système scolaire dans ce processus est évidemment subordonnée nu foncprocessus est evidenment subordonaée nu fonc-tionnement d'ensemble de la structure sociale. En effet, l'école reçoit des anfants qui sont déjà « bandicapés » par leur origine sociale ; de plus, si l'école fonctionne d'uno façon qui répercute et pérennise de tels haudicaps, ce n'est pes par an fécheux « dysfanctionnement » qui serait en contradiction avec les objectifs de « la société ».

Toutes les études sociologiques françoises de ces dernières nanées montrent que la marginalisation scolaire a pour effet de contrib à la reproduction de la hiérarchie sociale et de notre règime économique. Sculement, un nisme est trop révoltant pour être consciamment accepté par la grande musse de la population. C'est ici qu'interviennent les idéologies, qui out précisément comme curac-tère principal de musquer les vrais repports de groupe à groupe.

La médicalisation de l'échec scolaire ... quelle que soit son artilité théropeutique un cas par cas inrequ'on se situe à l'échelle des moyens d'netion immédiatement disposibles pour n dépanner » un enfent -

large mesura de légitimation à l'idéologie qui masque les caractères sociaux de l'échec scolaire derrière des considérations biologiques, voire relationnelles. C'est pourquoi une telle médicalisation a pour effet de consacrer l'échea plus souvent que d'y remédier.

An dix-neuvième siècle, de nombreux mêdecins, notamment les n'hygiènistes », considéraient comme une tâche essentielle d'étudier la sociogenèse des maindies et d'agir sur les pouvoirs publics en vue d'améliorer le sonté de la population à travers des réformes juri-diques, techniques on éennomiques. C'est mêmo sur ca terrain que se situérent les principales actions efficaces de la médecine. Certes, le motent des progrès en ce domnine fut constitut par les luttes sociales et sans par une sorte de n pouvoir médical » autoname, ne-dessus de la société ; la perspective médicale peu être orientée toutefois dans des sens très divers : climenter (involontairement) l'idéologie dominante, on la mettre en question par des recherches scientifiques débardant les catégorisations officiallement admises

Dans ce dernier cas, il ne s'agit plus de la caution apportée par un semblant d'exper-tise médicole sur des cas individuels dans une commission qui untérine l'exvol d'enfants dans des filières de marginalisation scolnire, mais d'un examen prenant l'ensemble de problème, y compris dens sa dimension sociale. Un fait nouveau et prometteur est la convergence octuelle d'analyses conduites sur cette question par des psychopédagogues, des pédopsychiatres et des sociologues (4).

(1) La problématique exposée lei correspond à une enquête menée avec Marie-Claude Cabanes dans le cadre de la R.C.P. « Médecine et société de C.N.R.S., avec le concours du G.O.R.D.E.S. (2) De même, pour la tout-venant de la popu-lation scolaire, le nombre réel des médecia scolaires est très largement inférieur aux normes admises par les autorités officielles.

(3) Voir, par exemple, les Structures d'ensci-gnement spécialies, Paris, Expansion scienti-fique, 1974 (Numéro spécial de la « Revue de neuropsychiatrie infantile et d'hygiène mentale de l'enfance »), ch sont présentés des travaux mettant un jour le mécanisme de ces illusions mettant un jour le mécanisme de ces illusions.

(4) Il n'y e guère de travaux directement sur este question en sociologie médicale, mais 0 en existe d'importants en sociologie de l'éducation, notamment ceux du Groupe de sociologie de l'éducation (Université Paris V et C.N.R.S.) et du Centre de sociologie de l'éducation et de la culture (Esole des heutes études de sciences sociales et C.N.R.S.). Du côté pédecogique et psychologique, nous memtionnerons notamment les recharches et publications de divers organismes : Centre de recherches de l'éducation apécalisée et de l'adaptation scolaire, Groupe français d'éducation monvelle, les revue l'Esole et la Nation et Revue de neuropsychiatric injentiule et d'hygiène mentale de l'enjence.



### Comment une profession libérale accepte une fonction répressive

# Luttes sociales pour une véritable médecine du travail

de la medecine du travail en France donne de prime abord une Impression sécurisante: volci une spécialité reconnue, enseignée dans toutes les facultés, avec environ mille trois cents étudiants inscrits cette année pour la région parisienne. De nombreux médecins y consacrent la totalité de leur activité. La loi du 11 octobre 1946 rend d'ailleurs obligatoire la médecine du travail pour toutes les entreprises, y compris celles de moins de dix salariés, ne présentant aucun risque spécial pour la santé des travailleurs, et celles qui ont un caractère familial. Les conditions de protection de la santé au travail, les règles fixant les modalités de dédommagement en cas d'accident de travail ou de maladie professionnelle reposent sur une assise juridique solide et déjà ancienne : le code du fravail a vu le jour au début du siècle, et les textes reconnaissant les premières affections donnant droit à une réparation au titre des maladies professionnelles remontent à 1946. Cette législation, tions domnant droit à une réparation au titre des maladies professionnelles remontent à 1946. Cette législation, s'inscrivant dans le cadre de la création de la Sécurité sociale, n'était d'ailleurs pas le fruit du hasard : elle représentait, au lendemain de la Libération, le fruit des luttes des travailleurs et n'était concédée que sous leur pression.

son seur pression.

Son utilité n'est pas à démontrer : rien qn'en 1972, sur plus de 13 millions de salaries, on déclarait 1 120 000 accidents du travail dont 117 000 graves et 2 424 mortels, et par ailleurs 4 330 maladies professionnelles (1). Le tribut particulièrement lourd payé par les O.S., les manœuvres, dans la métallurgie, le bâtiment et les industries chimiques, et par les travailleurs immigrés, est

### Des garanties insuffisantes

MAIS peut-on considérer la loi elle-même comme une garantie suffisante de la santé et de la sécurité des travailleurs? Le saturnisme, ou intoxication par le plomb, est la première des maladies professionnelles retenues. Cependant cette maladie ne peut être reconnue comme telle que lorsqu'elle a déjà entraîné des complications sérieuses; abdominales, sanguines, perveuses, voire des complications sérieuses; abdo-minales, sanguines, nerveuses, voire définitives pour l'atteinte rénale; et le dépistage légal de l'intoxication repose sur des méthodes archalques, les seules exigées par le décret du 24 puin 1955. Encore peut-on dire que l'essent-lei réside non dans le dépis-tage, la déclaration et le soin des affections, mais dans leur prévention. La loi stipule bien que les médècins, doivent assurer la surveillance de l'hygiène générale de l'entreprise et couseiller la direction, les chefs de service, le comité d'entreprise et les conseiller la direction, les cheis de service, le comité d'entreprise et les comités d'hygiène et de sécurité en rue de l'amelloration des conditions de travail. Ils parvent pour cela recourir aux visites d'atelier ad libitum et il est admis qu'ils y consa-

\* En collaboration evec Bernard Cas-Marie-Annick Roumeas, du Groupe In-formation Santé. 32. rue Heart-Berbusse. bien connu. Constater une telle frequence d'accidents et de maladies professionnelles vingt-cinq ans après la création des services de médecine du travail, des comités d'hygiène et de sécurité, des inspecteurs du travail, c'est poser la question de l'efficacité de cette infrastructure médicale et sanitaire, sinon de son utilité. La diminntion relative du taux d'accidents et, de maladies depuis le début du siècle ne saurait constituer une mesure sufficante de cette efficacité: depuis plusieurs nunées, on a atteint un plateau, et les chiffres officiels pour 1972 restent beauconp trop élevés. Encore ne s'agit-il que des accidents et des maladies déclarés et ayant donné lieu à des arrêts de travail.

Piusieurs faits récents montrent à l'inverse, et de façon claire, les limites et les Insuffisances du système mis en place : li apparaît par exemple que le nombre de cas de maladies professionnelles dues au benzène (ou benzolisme) declarés dans la région lyonnaise de 1986 à 1969 est très inférieur au nombre réel tel qu'il ressort d'une enquête hospitalière (2). Il s'agit pourtant bien souvent d'affections graves, de leucèmes ou états leucèmoides conduisant inexorablement à la mort. Dans telle grande usine de produits chimiques de la région parisienne, les précautions minimum pour éviter une exposition abusive des travailleurs au benzène n'étajent pas prises, Physieurs faits récents montrent à leurs au benzène n'étaient pas prises, et l'examen sanguin périodique, maigre indice d'une telle exposition et d'un danger sérieux, n'était pas effectue, alors qu'il s'agit d'exigences légales. On n'adopte ce minimum lègal que lorsqu'un technicien meurt de leucèmie benzénique.

crent au moins le tiers de la durée totale des vacations. Or le Dr Pigetotale des vacations. Or le Dr Pige-ment, pour avoir vonlu appliquer ces nbligations, s'est vu successivement mis en demeure par la hiérarchie médicale de rentrer dans le rang, puis a dû quitter son emploi. A Usinor-Dunkerque, les travailleurs ont dû récemment se mettre en grève pour obtenir que l'on prenne des mesures en vue de prévenir les accidents de travail, fréquents et généralement graves.

généralement graves.

Ainsi cette infrastructure représente une garantie très imparfaite de la santé et de la sécurité des travailleurs. Mais, peut-on dire, elle trouve son complément dans la médecine de ville ou même la médecine hospitalière. En règle, le médecin du travail a qualité d'hygiéniste et assure le dépistage et, la prévention, la fonction de soins revenant aux médecins traitants. On sait que blen des accidents du travail, mis trop facilement sur le compte de la négligence ou de l'ignorance des travailleurs — comme al l'entreprise travailleurs — comme ai l'entreprise elle-même ou la société n'étaient pour rien dans cette ignorance, — sont expliqués par des machines cadences trop rapides entrainant fatigue et réduction de la vigilance.

Par ROBERT ZITTOUN \*

Les jeunes ont des accidents pius fréquents mais moins graves que les travailleurs pius agés, comme si ces petuts accidents, avec l'arrêt du travail qui en résuite, les mettatent relativement à l'abri. La médecine libérale a toujours en trestite vall qui en résulte, les mettalent relativement à l'abri. La médecine liberale a toujours eo jusqu'ici, à l'égard de la pathologie du travailleur, une position ambigué: traitement des affections responsables des arrêts du travail ceux-ci étant légitimés pour la Sécurité sociale, mais aussi faculté de prescrire ces arrêts de travail et de décider du moment de la creprisex. Cette faculté, liée aux besoins de récupération plus ou moins exprimés par le malade, et soumise au contrôle des médecins des caisses de Sécu-lté sociale, repose sur des critères non seulement techniques, mais aussi sociaux et idéologiques. Il y a la une véritable fonction normative de la médecine, qui ne lui est pas intrinsèque, mais que ini confère la société, et sur laquelle repose en grande partie le pouvoir social du médecin.

Dans un monde où le travail n'est

Dans un monde où le travail n'est hien souvent ni le santé ni le bonbeur, cette fonction normotive peut devenir tout naturellement répressive. Le travailleur ne s'y trompe pas, qui dit de façon imagée qu'il a été arrêté pour signifier qu'il a été malade. Si l'entreprise est pathogène maigré le contrôle médical anquel elle est censée être soumise, l'éloignement momentané n'est pas seulement un moyen de traitement de l'affection en cours, mais une prévention de conséquences pathologiques plus sérieuses. Les Dans un monde où le travail n'est pathologiques plus sérieuses. Les récents accords de mensualisation, signés en 1970, devaient assurer que cet éloignement ne serait plus l'objet de sanctions financières, les travailleurs percevant, au moins durant quelques semaines, l'intégralité de leur salaire. Ils ont été malheureuse-ment suivis par l'institution, de la part du patronat - soucieux de rattraper ce qu'il avait du ceder, d'un contrôle médical privé et parallèle à celui déjà assuré par la Sécurité sociale : depuis un an on assiste à l'éclosion de sociétés privées convrant déjà une bonne partie du territoire et employant des médecins dans le seni but d'aller au domicile des travailleurs exercer un contrôle sur les raisons de l'arrêt du travail.

Le but réel de cette milice patronale, au demeurant grassement payée, n'est pas blen sûr de débusquer quelques etire-au-fianc » mais de dissuader les travailleurs de prendre des arrêts de travail, sauf circonstance grave entrainant une impossibilité absolue de poursuivre toute activité. Il s'agit là, littérale-ment, d'une anti-médecine du travall, et les médecins qui se prêtent à une telle opération n'ont plus qu'une repressive, cario

Les travailleurs ne s'y sont d'ailieurs pas trompès : individuellement, le mèdecin venu effectuer cette véri-table perquisition s'est vu souvent contester son titre et sa compétence et refuser l'accès du domicile. Col-

lectivement, les syndicats ont entre-pris de dénoncer cette situation, mais la jurisprudence est contradic-toire, les conventions collectives ayant admis les contre-visites sans en préciser la nature.

### Enquête et information concrète

N OUS sommes des lors en prédans laquelle la santé constitue un des ehamps d'exploitation des travailleurs: on va réduire le plus possible les investissements ayant pour but de prévenir on supprimer les conséquences pathogènes du travail; d'antre part, on va mettre en place une médecine répressive qui a pour fonction de dissuader les travailleurs de se protèger de ces conséquences en s'écartant au besoin momentanèment du travail. La rentabilité est assurée par le fait que cette médecine est bien moins coûteuse pour le patronat que ne le seraient les dépenses utiles aux travailleurs. Comment s'étomer dans ces conditions que les revendications qualitatives et les préoccupations de santé aient pris une telle place dans les luttes ouvrières?

La lutte des travailleurs de Penar-roya-Gerland est de ce point de vue exemplaire. Ils se savent en effet exposés à un toxique, le plomb ; ils ont de cette intoxication une con-naissance directe et immédiate ; ils n'ignorent pas le risque qu'ils courent à travailler et à grand qu'ils courent à travailler et à vivre dans ces usines vétusies, sans aucune aspira-tion des vapeurs nocives, Aussi lorsqu'ils se mettent en grève en

1972, ces travailleurs — tous des immigrés — mettent au premier plan leurs revendications de santé. Il leur faut d'abord lutter contre la confiscation du savoir, instrument du pouvoir médical et dont seul le patronat disposait jusqu'ici, et contre le blocage de l'information.

Le production d'un film, l'acquisition — avec les nécessaires traductions en arabe — des connaissances médicales utiles sont rendues possibles grâce à de nombreux échanges avec un comité de soutien et le Groupe information santé; ces connaissances médicales sont loin d'ailleurs de ressembler à des notions théoriques ou livresques; les nombreux échanges entre travailleurs et médechis en font au contraire des notions concrètes, intégrées à la culture de ces travailleurs maghrébins. Ils prennent alors les devants et par l'intermédiaire de leur scetion syndicale, font effectuer une enquête utilisant les moyens biologiques modernes; cette enquête aboutit à la conclusion que la grande majorité d'entre eux sont victimes d'une intoxication par le plomb expliquant plusteurs des malaises dont ils se plaignent et leur faisant courir un risque sérieux qui compromet leur santé (3). La production d'un film, l'acquisi-

### Structures et pouvoir dans l'entreprise

S'OUS leur pression, ils obtiennent que l'entreprise fasse des lors des examens correspondant au point actuel du développement scientifique des examens correspondant au point actuel du développement scientifique en médecine et leur communique les résultats, qu'ils sevent d'ailleurs généralement interpréter. Ils reconnaissent ainsi et font reconnaitre une maladie biologique plus précoce que la maladie clinique, celle déjà des complications patentes. Conscients de la différence entre dépistage et prévention, ils obtiennent de visiter la future usine moderne qui remplacers l'actuelle et de s'assurer sur place des conditions que des médecins choisis par eux viennent visiter les lieux et discuter de la situation sanitaire avec les médecins de l'entreprise, en présence des représentants ouvriers et patronaux.

Le retentissement de ces luttes ne doit pas cependant masquer les difficultés et complexités des situa-tions: l'hypothèse un toxique-une maladie avec possibilité de dépistage rôle normatif que l'on faisait jouer précoce, vraie pour le saturnisme, classiquement au médecin libéral est ailleurs souvent trop schématique. Les conditions pathogènes sont généralement multiples et s'intriquent avec celles que le tra-vailleur rencontrera en dehors de l'entreprise. La rareté et la médiocrité des recherches effectuées dans ces domaines ne sont pas faires pour les clarifier. Mais il apparait dès à présent que rendre le travall non pathogène, ce n'est pas seulement le rendre exempt de maladies definissables en termes universitaires, mais faire qu'il représente un élément d'un tout social où la santé se définirait positivement. Les luttes ouvrières qui mettent en cause les conditions actuelles de travail montrent qu'on ne saurait y parveoir sans poser le problème des structures et du pouvoir dans l'entreprise et dans la société en général.

(I) Statistiques de l'Institut national de recherche et de sécurité. (2) B. Girard. G. Prost, P. Tolot, Remarques sur l'indemnisation des leu-cémies et des aplaties benzéniques (à propos de quarante-huit cas), Archives des maladies professionnelles, 1971, 32,

(3) A. Gajdos, R. Zittoun, M. Pousset, One intoxication professionnelle collec-tive par le plomb, ele Concours médi-cal », 1974, 92, p. 1228.

# **Conditions** de travail et santé

Market Committee of the Committee of

Entretien avec Alain Wisner, professeur de physiologie du travail et d'ergonomie au Conservatoire national des arts et métiers de Paris.

E problème des conditions de travuil a acquis une considérable importance duns uos societés. Tout se passe comme si, après avoir acheté des vêtements, de la nourriture, de la santé, da logement, les travaillaurs vaulaient acheter des conditions de travail correctes, un même titre que de l'instruction. Les pays aù le revenu par tête est le plus élevé sont les premiers à uvoir pasé ces propiemes.

Même dans les usmes modernes, un renmeme cans les usines mocernes, un ren-cuntre les problèmns classiques : émunations toxiques, niveaux de broit (qui menacent un détruisent l'ureille interne), exposition à la chaleur ou un froid, depuis longtemps décrits por les médecins du travail. Mais bien d'autres problèmes pèsent sor la sonté des travailleurs sur lesquels on tend à insister à juste titre

Un très grand nombre du travailleurs soumis taute la journée à des travaux qui exigent une posture courbes, tordus, souffrent de graves troubles de lo colonne vertébrale. Cela serait acceptable si un ne pouvait l'éviter. Or il existe maintenant ue tour ser lequel il u'est pas nécessaire de se pencher pour placer uan pièce. Ce dispositif auralt aussi bien pu être réalisé il y a quetre-vingts uns... Dons des usines assez modernes, le problème de lu charge physique persiste, constituant une upreuve quuidienne dromotique.

Lice ou développement extraordinaire de la neuro-physiologie générale, l'attention parties nu fonctionnement du système nerveux est un des aspects les plas remarquables de la recherche dans le domaine des conditions de travoil. Signalans deux points importants s le sommeil et la charge mentale.

Les asines tendent à fooctionner par équipes ulternantes, afin d'améliorer la taux d'amor-tissement des muchines dont l'obsolescence s'accélère. D'an ana perturbation du sommeil non seulement réduit, mais profondément mo-difié dans so qualité, co qui a des effats extrémemont redoutables.

Les trayaux de neuro-physiologie unt montré l'importance de la charge mentale. Pendant très longtemps an a pansé que seuls les intel-lectuels étaient susceptibles d'en souffrir. Maintenent, on sait que des travaux très bambles peuvent donner lieu à une surcharge mentale framatique conduisant à que extrême fatigne et même à des munifestations neurotiques. Il y u vingt ans, Le Guillant, dans son étuda sur les téléphanistes, en foisait le bilun, totalement confirmé par les travaux réceuts de notre labo-rataire. Nuus pourrions multiplier les exemples de surchurge dans de nambreuses professions : upérateurs du tri postul, colssières de super-murché, perforatrices à l'entrée des systèmes de colcul moderne au dans les centres de chéques postoux. l'immense catégorie des travailleurs de l'électronique qui doivent mettre à une place précise des résistances ou des capacités et sont soumis à an effort de mémaire considérable. Ces métiers sont souvent exercés par des femmes dant la surcharge est en général doublés de leurs ubligations tamiliales. N'aublians pos que la temps de transport at sa qualité (station debout) fant également partie

de ces charges. Un intérêt tout particulier se parte actuellement sur les problèmes d'age et de travail. Eucoro maintenunt, un munœuvre de soixunte uns u une espérance da via de cinq uns plus courte que l'ingénieur du même àge. Toutefois le vicillissement de la population activa est event et après quarante ens. Jeune professeur, vieux trovoilleur, pour le même âge. N'est-es pas la le sigue d'une unumalie profonde?

La densification du travail, la chosse ou temps inoccupé, constituent une difficulté res-sentie particulièrement par ceux dont les forces sont es déclis. On ne peut imaginar que l'aboissement éventuel de l'âge de la retraits réduise beaucoup les effectifs de cette immense catégorie. Il fout faurnir un travail à la portés de cette moitié des travailleurs qui ont entre quarante et soisunte uns et qui, plus que duns n'importe quelle nutre catégorie sociale, se trouvent sur le déclin.

L'intégrité de la sonté est véritablement la base du l'action qui doit être menés dans la domaine des conditions de travail. L'intellectuel at le travailleur manuel ages sont des



SPECTACULAIRE ET BRUTAL : L'ACCIDENT.

Mais bien d'autres dangers menacent la santé des travailleurs.

hummes différents. Cette situation, acceptée per l'opinion publique, deviendre dens un proche avenir totelement insucceptable, et il est temps d'y penser

Cumment ugir sur ces diverses situations? Por un droit du travuil renouvelé tenant compte de la conception et du lanctionnement des dispositifs industriels. Per l'information aussi. Mulbeureusement un grand nambre de faits cités sont encore trop peu connus, même des scientifiques. A-t-on pris, par exemple, la mesure de la charge mentale, des problèmes du visillissement, etc. ? Un nouveau domaine est auvert, ceiui de l'introduction de l'ergonomie, science des conditions de travail, dans l'ingénierie. Celo demande ua énurme effort de conversion de la part des ingénieurs et un ramuniement de l'image qu'ils se font de l'opérateur et de ses capacités. Il ne s'agit pos simplement d'uttaquer Tayler, mais de remplucer une vue à la fois uncienne et très limitée par une vue lurge, très complexe, de l'humme, de ses possibilités et du ses fragi-

Un nouveou droit du trovoil introdeirait le notion que le travail ne doit pas otteindre lo santé, de quelque foçon quo ce soit. En France, une legislation des moladies professionnelles

recquanit in surdité professionacila. Environ treis cents persoanes reçoivent à ce titre une indemnisotiun unnuelle. Or plusieurs centaines de milliers de travailleurs unt une utteinte de l'audition du foit des bruits industriels (niveau de bruit supérieur à 85 au 90 décibers). Recunnuitre cette atteinte à trais cents personnes revient à admettre que, tant que le sujet n'est pas totalement sourd du foit de san travuii, il n'y a pas un vrai problème. De mème pour les toxiques, s'ils n'utteigaent pos un niveau franchement pathologique, s'ils se bornent à réduire les capacités de l'organisma. Si cotta reduction est peu upporente — nu cumportant pas de troubles fonctionaels quand le travoilleur a vingt-cinq uns et cinq uns d'entreprise, elle uboutit porfois à des conséquences dramatiques quand il a quarantecinq ans et vingt-cinq ans d'entreprise. Les solvants des graisses peuvent provoquer des troobles uigns. Ils peuvent accèlérer la destruction des cellules nerveuses, des neurones, dant unus sammes dotés d'un copital fixe au début de la via, Celu se traduit par un vieillissement précoce du cerveau, pathologiquement indécelable par les techniques hubituelles de diagnostic.

(Propos recueillis por A.P. VELLAY.)

1

mis er

vietnor

entier l'object

# Transmettre non seulement des connaissances mais un savoir-être

et un savoir-faire « L'enseignement médical est

PENDANT longtemps, le rôle des facultés semblait simple : teire passer un certain savoir, autour duquel un consensus combiatt se faire. Progres-eivemant, cet engaignement est apparu Inappropriá. En teit, il reposait sur la tredition, eur des - évidences - ; mais personne na e'était jamais sérieusement demandé ce qu'on en attendait réellement, sinon tormer - un bon preticien -. Ou'est-ce qu'un bon preticien? En

inapte à former de bons prati-ciens. » (Le Monde, 7 nov. 1974.)

Frence, à notre connaissanca, aucuna taculté n'a cherché à définir ce qu'allo entendalt par là (il n'en est pas da même dans d'autres peys), à préciser le » pro-duit fini » (plus ou moina) qui sortirait être capable de FAIRE, su sens la plue large du terme, é l'issue de ses études. Il faut reconnaitre qu'il est difficila da prévoir quelles tâches le médecin aura à accomplir dans les dix ens qui suivent as formation, et dans quelles conditione Il exercera. Répondre à ces questions revient à: 1) définir une politique de

sanié : 2) savoir dens quet sens en veut

l'ortenter : 3) envisager les conditions de

1. - DEFINIR UNE POLITIQUE DE SANTE pour les dix ou guinze ens à venir est une tâche ardue; la plupart des études eur ce projet portent en effet sur des sujets plue ou moine ponctuels, ou eur l'évolution des institutions. Il solt posé à partir des besoins des usagers, d'allieurs souvent difficiles à délinir. De quoi nos concitoyene auront-ils besoin demain pour sauvegarder jeur santé, la santé étant prise au sens le plus larga, non do elmple ebsence da

Cependant, deveni l'augmentation des dépenses da santá, devant une certaina la multiplication de maladles - de civilisation », devant l'évidence (non encore reconnue par tous) que l'environnement sociel joue un rôle de premier plan dans ta genêse, le déroulement et l'issue de nucoup da maiadles, beeucoup commenceni à penser que le role primordial de le médocine devrait àire préventif. et prendre en considération l'environnement physique, psychologiqua, économique et social de la population pour amalierar sa santa, en même temps, voire avant, qu'elle améliora l'intervention thérapeutique; de nombraux exemples montrent que la misa en plece de etructures thérepautiques, la recherche de solutions curatives, tendent habituellement à reléguer au second plan, à ratarder la rechercha et le développement de le prévention Pour le plupart des grands problèmes de santé publique, le recherche thérapeutique ne devreit être entraprise qu'après mise en place d'una réalle politique da prévention. Ce pourrait être, per exemple, le cas des accidents de la route, de le pethologie liée à l'alcool ou eu tabac, da la pathologie du travail ou da l'ina-

2. — ORIENTER LA POLITIQUE DE SANTE passe, en grande pertie tout eu moins, par l'evolution que l'on donne à la tormation Initiale et continue des médecins. En effet, si l'on estime qua d'être canable :

- De saisir les problèmes de canté des individus dans leur ensembla cometique, psychologique, socio-cultural, économique et prévenbi, et de les résoudre globelement à leur niveau d'Intervention :

- De trevailler en équipe :



DANS UN VIEIL HOPITAL PARISIEN, Un a seuil de résignation a plus élevé dans les catégories les moins favorisées.

maledie, mais de complet blen-être physique, mental et social (définition de l'O.M.S.1 ? Même les Rétlexions sur l'avenir du système de santé, publièes en 1969 par la Documentetion française, gardent dans l'ensemble un point de vue assez restrictil; les grande problémes du tôle de l'environnement dans la eanté santé, publid en 1971 par le ministère de la santé publique, n'aborde pes les

Analyser is situation actually svec toutes see imperfections est reletivemen tacile, quolque rerement fait, car cela remet en question bien des Idées recues. seldaté tramplios solidement établies. En revanche, déboucher sur des perspectives d'avenir est, à comblen, plus diffi-

Professeur agrégé de médecine pré-ventiva at sociale.

- D'essurar l'éducation sanitaire individuelle et collective ; - D'assurer se formation permanente

et de participer é un minimum de il est urgent de le préparer non plus

uniquement à conneître des maledies, mala à Pratiquer une médacina clobale qui lienne compte de l'anvironnement social, des relations interhumaines, das ressources de le collectivité, ce que, dans certaine peys, on appelle la mêde-

Continuer à (mai) former des médecins. à un rôle exclusivement diagnostique et thérapeutique, c'est maintenir le statu quo dane le domeine de la santà.

3. - ENVISAGER LES CONDITIONS DE FORMATION. Actuellement, deux courante s'opposent pour le curriculum général des tacultés :

moine bref, les étudiants sont dirigés vers une formation complementairs en

Par BERNARD PISSARO \*

fonction de laur orientation luture (générelistes, specielistes, hospitaliers, ou hospitalo-universitaires, chercheure, méde-Cins de santé publique, alc.) ;

- Un trong commun plue long mena en tout cas à la possibilità réelle d'exercer comme médecin praticien.

Ces deux courants s'eppuient tous les daux eur d'excellenta arguments. Cependant, dans la mesure où le diplôma de docteur en médecine est amnivalent, où tout docteur en médecina peut s'instalter, même e'll se destinait e priorf è une eutra carrière médicala, il ne semblo pas possible, ni honnête, à l'égard de la population, d'envisager una formation précocement divereillés. Tout médecin, au moment où il termina ees études, doit donc être en possession des capecilés minimales nécessaires au médecin pratioien. Seule une diversification des - doctorets -, en fonction des modes d'exercice, dont it ne peut être question ici de discuter les avantages ou les inconvénients, pourrait amener à reconsidérer

Quol qu'il an soit, il importe que les facultés définissent teure OBJECTIFS. c'est-à-dire ce que les étudients devront être capables da eavoir, da savoir faire, de savoir être, à le fin da leurs études, en tonction des basolns de la populatio du pays. Mais « il est de plus en plus manifeste que les programmes dont les objectife cont tixés par les ceule enseides praticiens capables de répondre aux besoins sanitaires des pays tent en voie da développement que développés (...). Les étudiants, les praticiens et le public dayraient ausai participar à l'établissamant des programmes de formation eux professions médico - sanitaires - (G.E.

La durée des études est limitée. Des choix vont e'Imposer en fonction de ce qu'il est préférable d'ecquérir penden ou après les études. Ces choix pouvant e'appuyer sur les données sulventes : Les conneissances évoluent très étudiant, qu'un médecin, na peuvant plus

tout savoir :

- Las modes de réflexion et d'approche des problèmes, le recherche at l'utilisation des documents, doivent s'ep-

- Il en est de même des - attitudes -(relation médecin-malade, position vis-à-vis des problèmes du malede fece à sa santé, vis-à-vis des aspects sociolo giques at sociaux de la médecine, etc.) pour en prendre conscience el les

Les études doivent conduire non à le almole mémorisation de conneissances, meie é le solution des problèmes preboues el à le formation permanente, et assurer en outre une préparetion approfondie é le piece et eu rôle de l'environnement psycho-social, et aux proune véritable révolution dans l'enselgnement et dens les examens.

donnant un rôle ectil é l'étudiant, an lui apprenant à apprendre, ce qui nécessite un bouleversement du rôle des enseilis deviennent des eides pédegogiques, quidant les étudiants dans la découverte des connaissances, ou dans le développement de leurs aptitudes et de leurs attitudes. Cela devrait aboutir à la disparition de l'enseignement « magistral » hebituel, rafuge de l'ansaignament supérisur, en epparence imposé par le faux elibi du nombre des étudiants. Il ne fait, au mieux, que passer des connaissances, et de taçon habituellement moins efficace que n'importe quelle autre forme d'enseignement. Il est en particulier totalement inapte à préparer les étudiants à résoudre des problémes, ce qui sera une granda partie de leur tâche ultérieure. (Précisons cependant que résou-dre des problèmes nécessite un certain

nombra da connaissances préalables.) Bien plus efficace est le travail personnel des átudiants, seuls, en groupes, ou encadres, é condition que leure objectifs délinle et communiqués.

Révolution dans le programme et les méthodes de formation

Révolution dans l'enseignement, parce qua les découpages - en matières dolvent nécessairement être profondément remodelés dens une telle perspective, amenant souvent à repenser, en fonction des objectife généraux, l'organisation même du curriculum, son actuelle division en phases ou cycles. sabilités habituelles et respectives des divers enseignants risquent de s'en trouver queiqua peu bousculés. Cela peul se pesser, par exemple, dane un enseignement dit « intégré », où les disciplines perdent (ou devraient per-dre) leur eutonomie, ou dans un enseignement fondé sur les résolutions de problémes.

Révolution dans l'enseignement, parce qu'une pertia de celui-ci devra se faire hors de l'hôpital.

Révolution aussi dans les examens : le but premier des étudiants (et qui las en blamerait ?) est de réussir laure réellement à leur tuture profess les examens reposent actuellement, dans plus de 90 % des cas, eur des questions lement eur des problèmes à résoudre ils ne préparent pas réellement à la on future. Il est donc Illusoire

en fait un triple but : - Permettre de verifier si l'étudient a acquie les capacités jugées néces-saires (et cleirement définies) à l'exercice de la médecina;

da vouloir changer l'enseignement at on

ne change pas les examens, qui om

- Permettre, tout ou long du curriculum, é l'étudient de mesurer le chemin parcouru par rapport aux objectifs,

- Permettre eux enseignants d'estimer é tout moment leur enseignement lace aux objectifs, pour le remettre en

### Formation des praticiens et des spécialistes

A formation continue est Indispensable tant pour le perfectionnement permanent des praticiens que pour la

formation des spécielistes : 1º LE PERFECTIONNEMENT PER-

- Un perfactionnement technique, nécessaire en raison des progrès permanents dans le domaine da la santé. nécessaire aussi parce qu'il permet un développement des aptitudes et, évenvelle orientation prolessionnelle;

 Une analyse critique de leur tor-mation protessionnelle, aboutissani à une révision de leurs méthodes de travail, à une réflexion sur les motifs de leurs comportements lace eux malades, à une étude du rôle de chacun dans une équipe éventuelle :

- Une promotion de l'éducation pour ici eussi, les objectifs de cet ensel-

gnement doivent être élaborés. 2º LA FORMATION DES SPECIA-LISTES se fait actuellement par deux voies : l'internal et les certificats d'études spéciales. Le premier assurant une excellenta lormation pratique, male souvent une médiocra formation théorique; les seconds sont essentiellement théoriques, la part pratique y àtant souvent réduite. Le logique commanderait donc de fusionner ces deux modes de

Cale Implique un certain nombre de

.- Pour diminuer sa subjectivité, un exemen, e fordori un concours, doit

- Le mode de recrutement des futurs spécielistes ne doit pas géner la formation initiele, male en tenir compte, et donc se faire, pour le plupart des candidets, eprès le fin du deuxième cycle, meis eussi être ouvert é des médecins preticiens ayant une certaine encienneté de pretique :

listes doit être à le fole théorique et pratique. La partie pratique impose des fonctions réelles, donc d'utiliser l'ensemble des services hospitaliers universitaires dont le niveau formateur est sufexclusivement unidisciplinaire: - Les objectifs et les méthodes pro-

pres a chaque discipline doivent être précisés : - Le nombre des spécialistes formes doit tenir compte des possibilités de formation, mais eussi des besoins previsibles de la nation, et cela pour assurer à le population des possibilités suffisantes d'accès aux coins des

L'enseignement nécessite un certain nombre da moyens techniques ; eu service des objectifs de l'enseignement, ils na sont véritablement utiles que s'ils développem en même temps la responsabilité de l'étudiant ; celui-ci doit epprendre, en particulier, à utiliser la documentation, à la critiquer. Il est beeucoup plus difficile pour l'enseignant d'assurer ce transfert de la responsa-

bilité é l'étudient que de laire un cours. La documentation et le malériel technique pédagogique, notamment audiovisuel, doivent donc être mis à la disposition des étudiants pour leur tournir des élémenta nécessaires à leur tormation. lle doivent, en outre, epporter en permanence au médecin praticien et au spécialiste, sous une forme immàdiale, les documents dont ils ont besoin dans leur pratique quotidierne, c'est-à-dire, en quelque sorte, leur servir de mémoire pour l'essentiel de leurs connaissances (hormis ce qui est nécessaire à l'urgence), laciliter le Iravall de l'enselgnent, permettre eu chercheur d'accéder à une informetion approtondie. Cela

- Le regroupement de toue les documents, écrits et audio-visuele, dane le bibliothèques pluridisciplinaires très lergement ouvertes, en perticulier tard

- L'exploiletion de la documentation par un corps de documentalistes travaillent en équipe avec des enseignants, des chercheurs et des utilisatours, efin de pouvoir, en particulier. fournir inetantanément au prelicien la réponse dont il e besoin ;

- Des moyens da reproduction el un système de circulation de l'informa-tion permettant le diffusion aisée des

# Où l'enseignement doit-il se faire?

'HOPITAL est un des lleux privilément intégra, eutour de cas cliniques, par des équipes enseignentes pluriliser tacliement le matériel technique et le documentation. Maie cele implique que l'hópital évolue repidement, a'ouvre sur l'extériaur, participe largement,

volra coordonne les actione médicosocieles extérieures, comme le prévoil le loi hospitalière. Il importe, en effet, que, très tôt, les étudiants pulssent être en contact evec d'autres types de pra-tique que la médecine hospitallère.

gnants, de la présence possible de moyene d'anseignement, les C.H.U. sont

# Retards de la santé dentaire

# Choix politique et éducation populaire

Par FREDERIC MORIN \*

ANS un texte poblië en 1971 por le la sécurité sociale on peut lire que chez la ieune Français de vingt ans une dent sur cinq esi perdue ou molode at .qu'ou total 60 % des gens nécessitent des soins dentaires urgents ». Ces deux chiffres illustrent bien la problème de la santé dentaire

\* Assistant à la Faculté de chirurgie destaire de Faris-V.

en France. Paurquoi, mulgré les progrès socioux, l'alévatico du niveau de vie, les progres techniques, le bilan est-il si pas favo-

La première explication qui vient à l'esprit concarna le nombre da proticisns. Ils sont I paor 2 500 hobitonis, ce qui est peu comparé à l'Allemagna (I paur I 900), la Norvèga (I paur I 200) on la Suède (I paur I 200). Ce chiffre est une moyeone et ne met pas en évidence une répartition géographique très inégale. Ou peut panser que si ce rapport pro-ticiens-habitants diminue, le disponibilité da dentiste sera plus grande et, par la même, pas que tel sait le chaix fait par l'Etat car, plutôt que d'abaisser ce rapport, le numerus clausus tend à le stabiliser et même, pour certains, à l'aogmenter. Et pourtant, il fau-drait tendre à obtenir le chiffre de I praticien pour 1 400 hobitants en 1982 II).

Mais il est oussi vroi qua de nombreux François ne se font pas soigner les dents. Tout d'obord perce que ce d'est pas, à leurs yeux, vital et que, d'autre part, les soins sont chers. Bien souvent encore, la nécessité d'une bonne sonte dentaire d'est pas perçue par les outres professions de santé. Le patient, moins informé,

Les poins sont chers : c'est exact et d'autant La conservatico d'une dent, sa restouration sont des actes longs et difficiles, exigeant de l'opérataur connoissances, technicité et temps. Mois les honoraires perçus par le praticien remunérant, dans le système octuel,

son temps et sa compétence, et aussi les frais, le travail d'une tierce personne lossistunte, prothésistal.

L'exercice libéral conventionna de la plupart des dentistes o se part de responsabilité. Le montant des rémonérations des praticiens est fixé por le nombre d'actes affectués. Ce montant ne peut être ougmenté que por l'ougmentation des actes, c'est-o-dire la diminution de temps passé, ce qui conduit néces-sairement à une qualité minorée des soins. Cette diminution de qualité induit abligatoirement une pathologie secondaire préjudi-ciabla à la santé dentaire du potient, mois oussi augmente la coût supporte par le patieut et la collectivité. Oa peut penser qu'una refente de la nomenclature ainsi que l'adaptution du statut d'exercice du chirurgien dentiste mettraient à la portée de tous les

Le deuxième volet de la santé dentaire concerne la prévention des affections baccales. La France est très en retard dans ce dompine. La majorité des enfants scalarisés n'ant aucon gie deutoire, 10 % des étudiants de première conée conneissent one technique de brossage. Ce chiffre est à rapprocher de celai, ridicule. ment bas, de la consommation de brosses à dents : and brosse par personne taux les d one, L'enseignement do gestes simples d'hygiène bucco-dentuire dès l'enfonce semble necessaire. Mais l'édocation des enfonts s'est pas la seule ectivité d'hygiène nécessaire à la prévention. Des hygiénistes devraient ponvoir faire des gestes simples de prophylaxie

Idétartrage par exemple! et décharger ainsi les praticiees qui, dans l'état octuel des chases, ne sont pas formés et ne peuvent occarder de tamps à la prévention. Il faut remarquer que ces ouxiliaires existent dans de nombreux pays (Etots-Unis, U.R.S.S., pays scandinaves entre outres). En France, les autorités ordipales ne semblent pas vouloir favoriser ce projet pourtent oppnyé par de nombreux

La prévention des affections dentaires ne sa limite pos à l'édacation de la population. Ainsi la fluorisation de l'eau de baisson semble, d'après les expáriences américaines, suisses ou angloises, foire diminuer sensible-ment le toux de caries des populations soumises. Cette prophyloxic simple ne coûterait rien à l'État, rien en face des sommes versées pour soigner les caries que l'on pourroit éviter.

Ainsi la sonté dentaire des Français n'est et de la prévention. Mais, la chirurgie den-toira foisant partie des professions de santé, ces décisions ne peuvent aboutir que dans la codre d'une politique du santé élaborée pour servir le plus grand nombre. C'est, à ca nivean, un choix politique.

(1) Pour une politique de santé, co 14, fev. 1971, ministère de la santé publique et de la sécurité sociale.



le clef de voûte de la formation initiale, mais les centres hospitaliers non universitaires y auront un rôle important.

> tion que l'encadrement pédagogique soit La furmation continue des praticiens doit se faire essentiellement autour des hópitaux et des organismes de médecine sociale, par des seminaires, des groupes de travail, des etages, mais aussi par auto-enseignement, el celul-el est bien préparé, et si le documentation est faci-

surtout en fin de ourriculum, à condi-

lement eccessible. En fait, le distinction théorique entre hopitaux universitaires et non universitaires devreit e'atténuer au fur et à mesure de la mise en placa d'équipes enseignantes dans ces demiers. L'ensamble de cas diverses masures imposs la formation pédagogique des enseignants, et une véritable recherche pédagogique. Ces deux points sont actuellement pratiquement Inexistante en France. Prépa-

rer un enseignement à partir d'objectifs préalablement fixés, utiliser au mieux les techniques pédagogiques, connaître at développer eu maximum les eptitudes pédagogiques des enseignants ovise pas. Le nombre des enseignants doit être, en outre, largement repensé, ainsi que leur réperittion dans les diverses disciplines. Mals il faut reconnaître aussi que la fonction enseignante n'est habituellement pas la préoccupation assentialle des person-nels hospitato-universitaires, dont les centres d'intérêt sont aurtout les soine

pour les cliniciens, et la recherche pour entrant en ligne de compte.

Les autres professions de santé

Es mêmes types de problèmes se posent dans les eutres professions de santé, dont le formetion est assurée sous l'églée de divers ministères (santé, éducation, etc...). Les programmes sont souvent, faute

tous. L'enseignement est souvent considéré comme une corvée dont Il faut se débarrasser. Un tel état d'esprit ne pourre évoluer que lorsque les qua-illés et les efforts pédagogiques saront réellement et prioritairement pris en considération pour le recrutement et le promotion des enseignants, alors viennent en fait pas dans la carrière des « enseignants », seules les publi-cations et les travaux de recherche la médecine. La formation continue existe rarement. Les enseignants. souvent des médecins, n'ont pas davantage de formetion pédagogique, et ont rare-ment une vision très claire des besoins da la profession.

il serait enfin intéressant de elluer dans le même perspective la nécessité d'un travail en équipe non hiérarchisé. C'est dans cet esprit qu'un certain nombre de pays étrangers ont commencé à prévoir la formation de tous les profeselonneis de la santé, y comprie les médecins, par des troncs communs dans une formation diversifiée, ce qui n'est pas actuellement envisagé en France. de mettre ettr pied la formation d'infirmières cliniclennes dont les tâches en - première ligne - de le santé publique devraient être extrêmement importantes.

eur la politique de santé, et doit être repensée en fonction des besoins de santé de le population. L'enseignement deit préparer aux diverses tâches prévisibles, male sussi à une formation continue et à une action préventive et curative dens le collectivité, et à un véritable travali d'équipe.

il est urgent de former les enseignants à une pédagogle moderne donnant un rôle actif eux étudiants, de prendre en compte leurs qualités pédagogiques pour leur recrutement et leur promotion, et de développer la pédagogle médicale en fevorisent, notamment, le recherche dans ce domaine. Il est aussi important de ne pas limiter aux cen-tres hospitaliers et universitaires les lieux de formetion, mals d'utiliser, sous réserve d'un encadrement auffisant, tant les hopitaux universitaires que d'eutres

BERNARD PISSARO.

# De l'impuissance à la fureur

d'objectife ciairement définis, inadaplés

aux futures professions, moins qu'en

médecine toutefole; les tâches de ces

différentes professions méritent aussi

E la lecture d'articles si différents, il découle que la médetine est malade. La formation des étudiants est madéquate, ainsi que l'information des praticiens. Pour les étudiants, le phénomène n'est ueuveau dans aucune discipline. Il suffit de relire Descartes (1) pour s'en convaincre. Le diplôme de doctour en médecine ne donne que le droit d'exercer sans avoir, au préalable, fourni toutes les commissances néces-saires à la pratique d'un métier différent de celui d'un hospi-

L'étudiant destiné à une carrière hospitale-universitaire n'est pas, pour autant, préparé à l'enseignement et à la

L'information des médecins généralistes est de médiocre qualité, mis à part des articles de vulgarisation, souvent remarquables, publiés par la presse médicale, et quelques nnes séances espacées d'enseignement post-universitaire.

L'exercice de la médecine de ville est démentiel. On demande tout aux praticiens, n'importe où et n'importe quand. La médecine hospitalière, trop souvent hors de la vie quotidienne, patit elle aussi d'une grave inadeptation et va se ressentir d'une pénnrie de recrutement.

L'université, les laboratoires de recherche souffrent actuellement d'un manque de cadres et d'une insuffisance de

Les conditions de vie et de travail des personnels de santé sout insuffisantes et injustes, trop inégales par rapport à celles des médecins et des pharmaciens.

A UCUNE réforme n'est réalisable. La transformation des études médicales est impossible pour des raisons financières et intellectuelles. Jamais de simples mutations d'enseïgnement d'une matière, d'une année sur l'autre, ne sont même isément réalisées. Comment, dans ces conditions, supprimer certaines disciplines et instaurer les enseignements indispensables et non distribués dans nos facultés? Il n'en est pas de même aux Etats-Unis.

Aucun espoir d'amélioration de la vie hospitalière pour le malade et pour les différents personnels n'est en vue, faute de crédits, d'imagination et de courage.

La médecine préventive restera embryonnaire ; la médecine du travail, trop souvent inefficace parce que dépendante de l'un ou de l'autre camp. L'industrie pharmacentique restera tributaire de l'étranger

et subit les contrôles tatillons et inefficaces de l'Etat qui tolère une compétition malsaine avec les entreprises concur-rentes et leur interdit des bénéfices légitimes en certains cas, en permet d'inadmissibles en d'antres circonstances.

Comment espérer que l'exercice de la médecine de ville 'améliere lorsqu'ou forme un nombre insuffisant de médecins

et que l'ou continue de prêner une médeche individuelle et artisanale en chargeant le médecin de responsabilités qui pour-

TOUT cela crève les yeux de tous. Les projets ue manquent pas. La Santé publique possède, dans ses tiroirs, quantité de conclusions des commissions formées d'hommes compétents et qui n'ent jamais vu entrer en application les modifications préconisées. L'en ne peut, d'ailleurs, remetire en cause l'exercice des professions de santé sans toucher à tout l'édifice

Malheureusement, nous savons bien que les réformes réelles et profoudes nécessaires restreindront nos libertés individuelles ; c'est payer cher la conquête des libertés collectives inéluctables. Nous connaissons le prix de cette révolution dans les pays socialises.

Notre panvre pays, qui se croit avancé, progresse vers l'avenir à reculons. Du fait de ustre inertie, nos réformes seront arrachées par la force sons l'influence de fureurs expli-cables dans un climat de démagogie inévitable.

Dr Paul MILLIEZ.

LE SIONISME VU PAR NOAM CHOMSKY ET BEN GOURION

# LOGIQUE DE L'ÉTAT ET DES MINORITÉS

A logique interne d'un discours révèle la manière dont on pose un problème. Aussi Noam. Chomsky (1) nous donne-t-il à saisir, à travers leurs déclarations publiques, comment les notables juifs et les diricomment les notables juits et les din-geants israéliens perçoivent la réalité arabe. On regrette que le travail de démystification ne soit pas entrepris aussi dans l'autre sens. Il reste que la démarche est de salubrité publique, qui dénonce l'hostilité inconditionnelle de la communauté juive américaine à toute critique élevée à l'encontre de la politique israélienne. Le phénomène poudque israenenne. Le phenomene est, du reste, observable en d'autres pays, tant il est vrai que le juif coupé de toute responsabilité politique s'accorde à peu de frais un exutoire à sa nauvaise conscience. « Toute critique est neutralisée : les non-juis sont anti-sémiles, les juis sont des névrotiques autoculpabilisés. » Chomsky fait donc œuvre d'iconoclaste. Il démonte en particulier ce mécanisme qui opère un mèlange subtil de l'analyse politique et d'un vocabulaire faisant appel an sen-timent religieux ou au sentiment de persecution. Mais le défaut majeur du discours sioniste n'est pas là, car c'est le propre de tout pouvoir institution-

discours sioniste n'est pas la, car c'est le propre de tout pouvoir institutionnalisé de jouer sur plusieurs codes pour 
tenter de modeler les opinions.

Là où l'analyse nous semble intéressante, c'est lorsqu'elle montre en 
quoi le discours sioniste d'aujourd'hui 
découle étroitement de certains principes énoncès par les pionniens (Fierzl, 
Weizmann, Ben Gourion): en particulter le concept d'Etat-refuge, impliquant la loi du retour et le maintien 
d'une majorité juive dans l'Etat d'Israël. Or il est évident qu'Israël n'est 
pas (ou n'est plus) que cela, il vit pour 
lui-même, et définit comme tout pays 
la ligne qu'il cruit conforme à sa sécurité et à ses intérêts. Mais cette 
croyance en l'Etat-refuge comtinue 
d'entourer Israël d'une auréole morale 
qui prétend le mettre an-dessus de 
tout jugement. Le drams n'est-il pes 
qu'on ait vu depuis trop longtemps à la

. ..

tête du pays des hommes marqués par la conscience diasporique du persécuté, traumatisés par l'holocauste nad, prisonniers d'une sorte de ghetto mental qui rejette comme ememi du juit quiconque n'est pas ami inconditionnel d'Israel? « Trents ans après l'holocauste nazi, cette mauvoise conscience (de l'Europe) à notre égard s'est émoussee. L'époque où l'on n'osait même pas critiquer les aspects secondaires de la politique israélienne, de crainte d'être taxé d'antisénitisme, est bien révolue. Les dirigeants uruéilens n'ont pas encore pris pleinement tête du pays des hommes marqués par n'ont pas encore pus piennement conscience de cette mutation » (2) : ceci n'est pas d'un antisioniste « irres-ponsable », mais de M. Nahum Gold-mann, président du Congrès juit mon-

Noam Chomsky veut dégager dans le sionisme d'hier et d'aujourd'hui une tendance qui ne fut pas dominante, tant s'en faut, et qui tente de concilier le droit national juif avec la reconle droit national juif avec la recon-naissance du droit national palestinian. Deux courants, aux lignes de partage parfois confondues, traversent l'idéolo-gie sioniste: d'un côté un nationalisme armé qui veut ignorer la réalité arabe, de l'autre un sionisme humaniste vou-lant faire d'Israel un centre de rayon-nement spirituel (Einstein, Ruppin, Buber) ou un Etat binational per-mettant une coexistence judéo-arabe. A cette tendance adhèrent de nom-breux responsables sionistes, y comuris A cette tendance adhèrent de nom-breux responsables sionistes, y compris Ben Gourion dans les années 30. Le leader Nahum Solokhov a énoncé des 1931, devant l'Organisation sioniste mondiale, le principe selou lequel « aucune des deux nationalités ne doit dominer ou être dominée». Chomsky insiste à juste titre sur ce principe qui fonde le sionisme ouvert d'un Martin Buber, d'un Judah Magnès, et sans lequel les justes revendications natio-nales sont dévoyées dans un chauvi-nisme qui prend la forme du « Grand Israël » pour les uns, ou d'un fallacieux « Etat lair et démocratique » (et néan-moins arabe) pour les autres.

Droits d'un Etal of Dans son dernier livre, qui a l'allure d'un procès - verhal. Ben Gourion (3) relate par le menu l'histoire de ses entretiens, de 1918 à la guerre de 1956, avec des interiocuteurs arabes en vue de promouvoir une coexistence entre les deux peuples. Les années cruciales se situent autour de 1930, ma sionistes et arabes modérés (Ben Gourion, Moshé Sharett, Judah Magnès, Moussa Alami, Antonius) échafaudaient des projets d'Etat binational ou de fédération arabe (Syrie, Irak, Liban, Transjordanie, Palestine) à laquelle serait lié un Etat juif souverain. Ben Gourion déclare : « En échange de notre soutien à la création d'une jédération, les Arabes de Palestine, même s'ûs y constituaient une minorité, ne se sentraient pas minoritaires, restant liés aux millions d'Arabes des pags voisins. » Cette approche currige certes l'illusion lourde de consèquences que la Palestine était aux terre sans peuple pour un peuple une terre sans peuple pour un peuple sur la constitue de la consequences que la Palestine était a une terre sans peuple pour un peuple sur la constitue de la consequence aux la constitue aux sur la la consequence que la Palestine était a une terre sans peuple pour un peuple aux sur la consequence de consequence aux sur la cons de conséquences que la Palestine était « une terre » sans peuple pour un peuple sans terre ». Elle représente aussi une position courageuse face aux manceuvres de l'occupant britannique, qui a, par exemple, déclaré illégale une « fraternité ouvrière » judéo-arabe fondée en 1939 (4).

en 13-35 (3). Cependant, l'argumentation de Ben Gourion s'articule autour de quatre points révélateurs d'une certaine vision

Droits d'un Etat ou droits individuels? israélienne qui a cours encore aujourd'hui: déclaration de principe qu'on
us portera pas atteinte aux droits des
Arabes; il y a assez de terres désertes
pour les juits dans le cadre du Foyer
national, donc pas de tentation expanstonniste; les Arabes, disposant d'immenses étendues depuis le Nil jusqu'au
désert d'Arable, doivent laisser une
partie de leurs terres aux juits; enfin,
l'activité économique et la technologie
juives éleveront le niveau de vie des
Arabes de la region. « Israél continuera
à assurer les prestations de services
publics aux habitants de Judée et de
Samarie, et respectera les citoyens
pactifiques et respectueux de la loi »
cette déclaration de Mms Golda Meir
date du 15 mars 1972. L'approche israécette déclaration de Mme Golda Meir date du 15 mars 1972. L'approche israélienne du fait palestinien ne semble donc marquer aucune évolution par rapport à ce que disait Ben Gourion en 1930. On prône une politique de coexistence pacifique à condition que la population palestinienne respecte les lois israéliennes. Autrement dit, face au droit national juif, on n'était prêt à reconnaître que le droit individuel de citoyens palestiniens hôtes de l'Etat juif ou des Etats arabes voisins.

Mais cet « étrange refus d'Israél jui ou des étais arabes voisins. Mais cet « étrange refus d'Israël d'examiner la solution palestinienns (...) comme si l'affirmation d'une nation juive commandait le dési de l'exisPar ELIE ELMALEH

tonce d'une nution palestinienne » n'est pas inhérent à l'idéologie sioniste comme le croient les ennemis d'Israël, mals à la formulation de cette idéologie, tributaire du concept, propre au dix-neuvième siècle, d'Etat-nation à fondement, territorial. Le réveil national just (comme d'autres) s'est dessiné dans ce monle. Et l'ambiguité, sinon le drame, c'est que, voulant à juste titre remettre en question cette conception occidentale de l'Etat, cer-tains choisissent abusivement de le faire en contestant l'existence d'Israël. Ils choisissent de cristalliser sur un Etat particulier un doute qui traverse inconscienment la réflexion actuelle sur les fondements de l'Etat pris comme concept. La faille théorique, c'est que l'éclatement d'un fait réel (Israel) ne peut tenir lieu de subversion d'un concept.

Dans sa préface à l'édition américaine du livre de Chomsky, Irene L. Gendzier souligne le problème de cette confrontation tragique de deux nationalismes. Elle se demande si la référence aux « droits historiques » juits remontant à la Bible n'est pas faite pour broufiler la perception du fait palestinien. On observe, d'un côté, une caricature impérialiste visant à donner un statut a-historique et simplement individuel au peuple palestinien (d'où la notion de « réfugiés ») et, de l'antre, une caricature antisioniste qui ne conçoit le droit national palestinien que dans la négation du droit national israélien. En prônant la solution socialiste d'un Etat binational, Chomsky appelle les uns et les autres à éviter Dans sa préface à l'édition amériappelle les uns et les autres à éviter ce que sa préfacière appelle « le camou-flage d'une partie de la périté ».

Maxim Ghilan (5) met en relief l'existence en Israel d'une sorte de a minorité idéologique » (jeunes et uni-versitaires d'extrême ganche) éparpliversitaires d'extreme gauche) eparph-lée en cas isoles ou en groupes contes-tataires plus ou moins antisionistes. Il est patent que ces voix ont du mal à se faire entendre. Chomsky parie, d'autre part, d'une double colonisation à l'intérieur d'Israël : à l'égard de la minorité arabe, et à l'égard de la «mi-norité arabe, et à l'égard de la «minorité» juive sepharade (60 % de la population). Avec les territoires occu-pes en 1967, dit l'écrivain israélien un Etat juif, mais dans un Etat bi-national » (1). De nombreux observanational » (1). De nombreux observa-teurs constatent que l'état de guerre a créé «une étite de millionnaires, de généraux, de chevaliers d'industrie... aux dépens des juijs orientaux d'Israèl, des pauvres, des exclus, des prison-niers » (1). Un double fossé existant entre juis et Arabes, et entre juis aisés et juis pauvres (orientaux en grande majorité), menace l'édifice social d'Israël. Ce n'est pas un marginal, mais le maire de Jèrusalem, M. Teddy Kollek, qui avertit en ces termes : « St en quelques années les différences sociales et culturelles ne s'effacent pus, un jour il y aura une explosion » (1). Négation du droit palestinien et nègation de l'identité culturelle des juils orientaux sont les deux aspects d'un même refus : le refus d'un modèle autre qui pourrait mettre en question les aspects occidentaux non inévitables de la société israélienne. « Bien que nous soyons un peuple d'Orient, nous sommes devenus des Européens et nous voulons revenir en Palestine uniquement au seus géographique du terme; notre but est d'établir ici une culture européenne» (3). L'étonnante candeur (ou cynisme?) de cet aveu de Ben d'Israel. Ce n'est pas un marginal, mais

Gourion, fait en 1935 à un interiocuteur arabe, permet de situer l'euraci-nement du problème qui se pose à Israël : intégrer l'oriental (juif et arabe) dans son projet, afin d'être intégré en Orient

Ce qui sous-tend les problèmes auxquels est confronté l'Etat d'Israël, ausqueis est confronte l'Etat d'Israel, et qui ne lui sont nullement spécifiques, ce sont les rapports de l'éthique et de la raison d'Etat. Qu'est-ce qui fonde le droit? Parue que le peuple de la Bible s'est toujours voulu associé à une éthique universaliste, les distorsions que l'Etat d'Israel impose à la murale scandalisent et justifient le morale scandalisent et justifient procès que lui font certains. En même temps, ce procès nous semble partial dans la mesure où tous les Etats contemporains sont confrontés à la même contradiction. Nous n'irons pas même contradiction. Nous n'irons pas jusqu'à dire comme Chomsky que «si un Etat est juif dans certains de ses aspects, c'est précisément dans ceux-ct qu'il n'est pas démocratique». N'ob-serve-t-on pas plutôt une perversion généralisée de l'idée de justice dans le cadre des Etats centralisés qui nous gouvernent?

(1) Noam Chomsky, Guerrs et pair au Proche-Orient, Belfond, Paris, 1974, 220 pages, 35 F. Edition américaine: Pesce in the Hiddle East? Reflections on Justice and Nationhood, Vintage Books, New-York, 1974.

(2) Interview an Monde, 9 janvier 1975, (3) David Ben Gourion, les Arabes, les Palestiniens et moi, Presses du temps pré-sent, Paris, 1974, 509 pages, 45 P. (4) David Ben Gourion, Memoires, Israel erant Israel, Grasset, Paris, 1974, 507 pages, 52 P.

15) Maxim Ghilau, How Israel Lost his Soul, Fenguinbooks, Londres, 1974, 289 pa-ges, 60 pence.



Le Conseil de sécurité débat du problème chypriote

A LA suite de la proclamation unilatérale A d'un Etat chypriote ture à Chypre dans le cadre d'une fédération, le Conseil de sécurité des Nations unies s'est réuni le 20 février pour débatire du problème chypriete ainsi que l'y avait invité le gouvernement de Micosie le

avait invité le gouvernement de Nicosie le 17 février dans une lettre accusant Ankara d'avoir violé la résolution de l'Assemblée générale relative à Chypre.

M. Glafkos Clérides, délégué de Chypre, a demandé au Conseil de sécurité de fixer un délai pour le départ « des forces étrangères turques » stationnées dans l'île et le retour des réfugiés. Réclamant de nauvelles procédures de négociation, il a estimé que les conversations ne pourraient aboutir tant que les conversations ne pourraient dans l'île. De son côté, le délégué de la Turquie a fait valoir que la proclamatiou d'un Etat fédéré chypriote turc ne signifie pas que les Chypriotes turcs soieut devenus indépendants ni qu'ils constituent désormals nn Etat séparé.

dants ni qu'ils constituent désormais nn Etat séparé.

Avant d'ajourner ses débats sins die le 27 février, le Conseil de sécurité avait aussi entendu le représentant de la Grèce, qui déclara que son gouvernement rejetterait toute solution qui n'auralt pas été uégociée librement par les Chypriotes grecs, et M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, qui devait réclamer la reprise des négociations entre les deux communautés. Parmi les autres orateurs, le représentant soviétique a préconisé la réunion d'une conférence internationale avec participation des membres du Conseil de sécurité, tandis que le délégué des États-Unis faisait savoir que son gouvernement ne pourrait accepter que son gouvernement ne pourrait accepter qu'une résolution ayant l'assentiment de « toutes les parties intéressées » et qui ne soit pas « dictée de l'extérieur ».

> Au conseil d'administration du Programme des Nations unies pour le développement

le développement

Avant de terminer le 3 février à New-York les travaux de sa dix-ueuvième session, le consell d'administration du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a décidé d'accorder une assistance de quelque 83,5 millions de dellars à dix pays à faible revenu, à la Somalie et aux pays de la zone soudauc-sahélienne éprouvés par la sécheresse, et au Pakistan frappé par un tremblement de terre. Des sommes s'élevant à 80 millions de dellars, cot aussi été affectées à la réalisation de divers projets démographiques en 1975.

Anticipant l'entrée en fooction du Fonds des Nations unies pour l'exploration des ressources naturelles, qu'administrera le PNUD, le conseil a autorisé M. Rudolph Peterson, administrateur du PNUD, à oégocier avec les gouvernements la possibilité de réaliser certains projets.

Il a été décidé que des « discussions à un niveau élevé » auront lieu en juin pour evaluer la contribution que pourra apporter le PNUD au programme d'action de l'Assemblée géuérale pour l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial.

VOYAGES DU SECRETAIRE GENERAL. — M. Wald-heim a effectué du 4 au 11 février un voyage en Europe au cours duquel il s'est rendu successivement à Bruxellas, Bonn, Luxembourg, Berlin-Est et Rome. Le 12 février, il a ensuite entrepris une tournée en Asia occidentale qui l'a mens à Hiad, à Abou-Dhabi, à Unbai, au Qatar, à Bairein et à Bagdad. Sur le chemin du retour, il s'est arrêté en Grèce et en Turquie, où il a discuté du problème chypriote, puis à Zurich pour un entretien avec le chah d'Iran. FRYTHREE. — Dans un message au président de l'Orpanisation de l'unité africaine (O.U.A.), le secrétaire général des Nations unies a suggéré, le 11 février, que l'Oryanisation exerce ses bons affices pour éviler de nouvelles souffrances aux populations civiles de l'Erythrée.

NAMIBIE. — La session annuelle du conseil da la Namibie s'est ouverte à New-York le 11 jévrier. Les débats ont porté d'emblée sur les perspectives de changement en Afrique australe à la suite de l'évolution survenue dans les lerritoires sous domi-nation portugaise. M. Sean Mac Bride, haut commis-saire des Nations unies pour la Namibie, a déclaré que le gouvernement de Pretorie était en train de revotr sa politique en Namibie.

revoir sa politique en Namibie.

APARTHEID. — En revanche, devant le comité des Nations unies contre l'epartheid, le rapporteur de ce comité a déclaré le 7 février que les demandes du gouvernement sud-africain pour qu'on lui donne six mois pour changer la situation dans le pays n'étalent que l'un des épisodés d'urne campagne de propagande visant à tromper l'ophiton et à gagner du temps. A son avis, les quelques changements survenus n'ont pas modifié les méthodes d'exploitation et de répression qui sont au cœur du système d'apartheid. Dans un appel à l'occasion du prochain anniversairs du massacre de Sharpeville, le comité a de nouveau réclamé l'embargo total sur les ventes d'armes et la cessation de toute collaboration avec l'Afrique du Sud de la part des Étais et des sociétés nationales ou multinationales.

DECOLONISATION. — Les changements survenus

nationales ou muitinationales.

DECOLONISATION. — Les changements surbenus en Afrique portugaise ont aussi été largement évoqués au comité de décolonisation, qui a ouvert fin janvier à New-York sa session de 1975. D'autre part, la Maroc a demandé ou comité d'examinar la situation des c enclaves coloniales espagnoles » sur sa côte nord. Dans una lettre au président du comité, le délégué de Madrid a accusé la Maroc de chercher à briser l'unité nationale et l'intégrilé térritoriale de l'Espagne.

d briser Funité nationale et l'intégrilé térritoriale de l'Espagne.

— Une mission du comité de décolonisation a quitté New-Tork le 22 février pour les iles du Cep-Vert, sur l'invitation du gouvernement portugais et du Parti africain pour l'indépendance de la Guinés et du Oap-Vert (PALC.).

SANCTIONS CONTRE LA RHODESIR. — Dans un rapport au Conseil de sécurité publié fin janvier, le comité chargé de veiller à l'application des senctions économiques contre la Rhodesie signale « la cas da violation à pius grave de toute son histoire » du fait de l'importance des jonds et du nombre et de

l'importance des établissements financiers et sociétés industrielles mis en cause. Selon les documents cilés par la comité, les sociétés appartiennent aux pays suivants : République fédérale d'Allemagne, Bermudes (dont la Royaume-Uni assure les relations extérieures), Afrique du Sud, Suisse et Autriche.

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL — Lors d'une courte session tenue en janvier à New-York, le Conseil économique et social des Nations unies a d'u les membres de la nouvelle commission pour les sociélés multisnationales, créée par la dernière Assemblée générale.

biéa générale.

DROITS DE L'HOMME. — La commission des droits de l'homme a ouvert, la 3 février à Genàve, sa trente et unième session qui devait àurer jusqu'au 7 mars. Aux côtés de diverses organisations de libération africaines. l'Organisation de libération de la Palestine a été invitée à participer à ses travaux (par 23 voix contre 1 — Etats-Unis — arec 5 abstentions — Royaume-Uni, France, B.F.A., Italie, Paya-Bas). On trouvera un bref compte rendu de la session dans le prochain numéro du Monde diplamatique.

— Le groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe, organe subsidiaire de la commission des droits de l'homme, a terminé ses travaux la l'fanvier avec l'adoption de ses rapports à le commission et au Consell économique et social.

DEVELOPPEMENT EOCIAL — Terminent en sessione

Consell économique et social.

DEVELOPPEMENT BOCIAL. — Terminent sa session fin janvier, la commission du développement social a adopté une déclaration (par 22 voix contre I — Etats-Unis) sur la situation sociale dans is monde, qui souligne que malgré certaines tendances positives do nombreuses régions « sont actuellement la prote d'una crise grave ». La commission a décidé de maintenir, malgré l'opposition de plusieurs pays industrialisés occidentaux, une référence à la charte des droits et devoirs économiques des Etats. Trois projets de déclaration sur la jeunesse, la participation populaire dans le développement et les trovailleurs integrants ont aussi été adoptés.

POPULATION. — Au cours de sa dix-huitième session réunie du 18 au 28 février, la commission de la population a essentiellement traité des suites à donner à la conférence mondiale de Bucarest sur

la population.

ENVIRONNEMENT, — Une réunion intergouvernementale sur la protection de la Méditerranée a ou lieu du 28 janvier au 1 février à Barcelone, sous l'égide du Programme des Nations unies pour l'environnement (P.N.U.E.). Les participants se sont entendus sur sept projets d'accord pour combattre la pollution.

D'autre part, une réunion sur l'information et l'environnement a été organisée fin janvier à Natrobi par le P.N.U.E., avec le participation de représentants de l'UNESCO. de l'O.M.S., de la C.E.E. et d'experts de plus de soizante pays.

NON-PROLIFERATION DES ARMES NUCLEAIRES.

NON-PROLIFERATION DES ARMES NUCLEAIRES.

— Au terme de sa troisième session à Genère, le 14 février, le comité préparaioire de la conférence des parties au truité de non-prolifération des armes nucléaires a décidé que la conférence s'ouvrira le 5 mai 1975 et qu'elle siégera durant quatre semaines. Outre les Etats parties an truité, ceux qui l'oni signé mais non ratifié pourront participer aux travaux sans pouvoir de décision.

ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE. — Le sous-c a m té juridique du comité de l'espace extra-atmosphérique a ouvert sa quatorzième session à New-York le 10 février. A son ordre du jour : un projet de traité sur le Lune, l'élaboration de prin-cipes gouvernant la diffusion de programmes télé-visés en direct par satellite et les conséquences juridiques de la télédétection.

RELATIONS AVEC LE PAYS HOTE. - Le comité des relations avec le pays hôte a condamné le 27 janvier les incidents qui ont eu lieu les 18 et 19 du même mois devant les bâtiments des missions de l'Ukraine, de la Biélorussie et de l'URSS, auprès des Nations unies, ainsi que l'atlaque dirigée coni re la mission égyptienne le 26 janvier.

RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS INTER-ATIONALES, — La conférence des Nations unie NATIONALES. — La conférence des Nations intieté-sur la représentation des États dans leurs relations avec les organisations internationales s'est ouverte à Vienne le 1 février. Elle doit prendre fin le 14 mars, avec l'adoption d'une nouvelle convention interna-tionale régissant le statut et les conditions des missions et délégations gouvernementales auprès des organisations internationales.

UNIVERSITE DES NATIONS UNIES. - Le Conseil de l'université des Nations unies, qui a siégé à Tokyo àu 20 au 24 janvier, a approuvé les règles de fonctionnement de l'université. Il a aussi décidé qu'elle devra mettre l'accent, dans ses activités, sur les problèmes de le faim, le développement humain et social et les règles d'utilisation et d'administration des ressources naturelles.

REFUGIES. — Un nouvel appel à la communauté internationale a élé lancé le 20 janvier par la haut commissaire des Nations unies pour les réjugiés ajin d'abtenir 9 300 000 dollars supplémentaires pour Chypre au cours des quatre premiers mois de 1975. — Le haut commissarial à d'autre part annoncé l'inauguration fin janvier d'un nouveau pont aérien au Laos pour permettre à quelque 11 000 personnes déplacées de regagner leurs villages d'origine dans la plaine des Jars.

# Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine

L'évolution de l'économie en 1974 P EUNI à Santiago-dn-Chili le 15 janvier, le comité d'experts de la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine (CEPAL) a procédé à l'examen de l'évolution de l'économie des pays latino-américains et des Caraïbes en 1974. D'après les données encore incomplètes recueillles par les services de la Commission, il se confirme que le PIB a atteint, en 1974, la même taux de croissance que l'année précédente, à savoir 7,3 %. Le maintien de l'expansion économique du sous-continent semble trouver son explication dans les faits suivants : 1° En déhors des pays de l'Amérique centrale et de l'Urugnay, durement atteints par la récession, les pays dont le poids économique est le plus déterminant dans l'évolution de la région n'ont pas été particulièrement touchés (à l'exception du Brésil et du Chill) par la hausse du prix dn pétrole, leur production couvrant la plus grande partie de leurs besoins ; 2° Les effets favorables sur l'écouomie des pays exportateurs de pétrole du redressement soudain de son prix ; 3° Les entrées substantielles de devises de bon nombre de pays qui ont bénéficié de la hausse soutenue des cours des produits primaires dont ils sont exportateurs.

L'évolution de l'économie des pays latino-américains et des Caralbes a présente, en 1974, quelques traits inhabituels. Parmi ceux-ci il faut précédente, à savoir 7,3 %. Le maintien de

méricains et des Caraïbes a présenté, en 1974, quelques traits inhabituels. Parmi ceux-ci il faut souligner, en premier lleu, le comportement généralement favorable de l'agriculture, dont la croissance s'est située entre 5 et 6 %, le taux le plus élevé de ces dernières années. Le secteur industriel, en revanche, a enregistré une perte de dynamisme par rapport à l'année 1973 (+ 8 % au lieu de + 9 %). Le problème de l'inflation s'est sérieusement aggravé, rendant encore plus fragile l'équilibre économique de la plupart des pays. Enfin, les disparités des prix des produits d'exportation a accentue les écarts entre les pays. A l'exception, eu effet, des pays exportateurs de pétrole — Venezuela, Bolivie, Equateur, Trimité et Tobago, — les termes de l'échange ont continué à se déteriorer, aggravant souvent le déséquilibre de leurs balances commerciales.

### F. A. O.

Mise en place du conseil mondial de l'alimentation

des Nations unies, s'est entretenu à Rome le 11 février avec M. A.H. Boerma, directeur général de la F.A.O., afin de prendre de nouvelles dispositions pour permettre au conseil mondial de l'alimentation, créé récemment, de diriger la grande offensive conjuguée des gouvernements et des organisations internationales du système des Nations unies contre la faim et tous les aspects du problème de l'alimentation dans le monde. Une première discussioo sur ce sujet avait déjà eu lien entre ces deux personnalités au siège des Nations unies à New-York le 10 janvier. M. Waldheim avait alors annoncé la nomination de M. John A. Hannah (Etats-Unis) comme chef provisoire du secrétariat du conseil M. Hannah a participé aux discussions qui viennent de se tenir à Rome.

Le conseil mondiel de l'alimentation a été créé officiellement par l'Assemblée générale de cree officialement par l'Assemblee generale de l'ONU eo décembre dernier, sur recommanda-tion de la Conférence mondiale de l'alimen-tation (C.M.A.). On sait qu'il doit constituer un organe de coordination permettant d'apporter une attention soutenue aux actions ainsi qu'aux politiques concernant la production, la outrition, la sécurité alimentaire, le commerce des ali-ments d'istale alimentaire, le commerce des aliments et l'aide alimentaire, qui ont été recom-mandées par la C.M.A. et approuvées par l'Assemblée générale. Les réunions du conseil se dérouleront à l'échelon des ministres ou des ministres plénipotentlaires.

ministres plénipotentlaires.

Au cours des nouvelles discussions de Rome, il a été couvenu de nommer M. Hannah directeur exécutif du conseil mondial de l'alimentation. Il sera placé sons la responsabilité directe du secrétaire général des Nations unies et son secrétariat sera établi à Rome, dans des bureaux fournis par la F.A.O. M. Sartaj Aziz, de la F.A.O., a été nommé directeur exécutif adjoint du conseil. Il aura pour tâche de mettre toutes les connaissances techniques de la F.A.O. au service du conseil mondial de l'alimentation.

L'industrie invitée à aider davan-

tage les pays pauvres Le directeur général adjoint de la F.A.O., M. Roy I. Jackson, a demandé à l'industrie de se montrer à la mesure de la crise alimentaire mondiale actuelle en accordant aux projets des mondiale actuelle en accordant aux projets des pays en voie de développement plus d'attention et de ressources qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent. Cet appel a été lancé devant plus de cent représentants des principales sociétés agro-commerciales qui participent au programme de coopération F.A.O.-industrie. Le groupe a tenu à Rome, du 9 au 12 février, une conférence consacrée exclusivement à la planification de ses futures activités, conformément aux résolutions adoptées par la conférence mondiale de l'alimentation de novembre dernier. Les participants au programme ont approuvé une proporaimentation de novembre dernier. Les parti-cipants au programme ont approuvé une propo-sition formulée par M. Orville Freeman, ancien sacrétaire américain à l'agriculture et actuelle-ment président de la Corporation internationale du commerce, proposition qui « préconise que le programme F.A.O.-industrie accentue son rôle d'intermédiaire ou d'honnète courtier entre les pays en voie de développement d'une part, les experts en investissements et les capitaux des sociétés internationales d'autre part ».

FANNEAUX DERIVES DU BOIS. — La capacité mondiale de production des panneaux dérivés du bois a atteint 168 millions de mêtres cubes en 1973, soit une augmentation d'environ un tiers par rapport à 1970, indique une récente étude : Capacités mondiales de cantreplaqué, de panueaux de particules at de panneaux de fibre 1970-1975, publiée par la FA.O. La production el jective en 1973 a été de 96 millions de mètres cubes. On s'attend à ce que la capacité mondiale augmente encore considérablement et atteigne près de 123 millions de mêtres cubes en 1974-1975.

Cette étude a été présentée lors de la consultation.

1974-1975.
Catte étude a été présentée lors de la consultation mondiale sur les pannéaux dérivés du bois arganisée à New-Delhi du 6 au 16 février par la F.A.O. et la gouvernement de l'inde. Elle précise que le secteur le plus récent de ce groupe industriel — et celui-ci connaît l'expansion la plus repide : l'industrie des pannéaux de particules — dévreit presque doubler sa capacité entre 1979 et 1975 et euregistrer un laux d'expansion de plus de 14 % par an.

d'expansion de plus de 14 % par an.

FROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — Le Programme alimentaire mondial ONU-F.A.O. (PAM) va journir des rations alimentaire d'urgence à trois ceat mille cultivateurs du Mozambique qui rentrent chez cuz après avoir été internés dans certaines zones par les autorités portugaises ou après s'être réjugiés en Rhodézis ou au Malavi. L'aide est estimée à 2,2 millions de dollars. U'autre part une aide alimentaire d'urgence d'une valeur de 1,9 million de dollars doit être accordée aux victimes de la sécherasse en Somalie. Cette mesure d'assistance est la troisième en faveur de la Somalie depuis novembre darnier et porte ainsi à 4 millions de dollars la valeur tatale de l'aide d'urgence accordée à ce pays.

### Santé

Cinquante-cinquième session da conseil exécutif

Conseil exécutif

L é la santé (OMS.) a terminé le 3 ferrier
les trevaux de sa cinquante-cinquième session,
qui s'est tenue à Genère pendant deux semaires.

Il a adopté un certain nombre de recommandations qui seront examinées par l'Assemblée
mondiale de la santé au mois de mai. Le conseil
a ainsi recommandé l'adoption d'un budget pour
1976 d'un montant de 131 885 000 doilars, soulignant les responsabilités de l'O.MS. dans la
coordination des programmes nationaux et
internationaux de lutte contre le camer. Il a
aussi approuvé un projet de classification des
pesticides en fonction des dangers qu'ils prèsentent, ainsi qu'un programme de recherche
biomédicale tendant à promouvoir de nouvelles
méthodes de prévention, de diagnostic et de
traitement des maladies tropicales transmissibles.

traitement des maladies tropicales traismis-sibles.

Le conseil a également étudie les problèmes liés an contrôle de la qualité des produits pharmaceutiques et examiné les conséquences de la politique d'apartheid sur la santé des populations non blanches d'Afrique du Sud-Enfin, un compte spécial pour les désastres et les catastrophes naturelles, qui sera alimenté par des contributions volontaires, a été créé. NOMINATION. — Le Ur Hector R. Acuta (Merique) a succèdé fin janvier au Dr Abreham Horniz (Chill) au poste de directeur du bureau régional de l'O.M.S. pour les Amériques.

de l'O.M.S. pour les Ameriques.

LUTTE CONTRE LE CHOLERA. — L'O.I.S. L'
organisé d'Madrid, du 18 au 20 février, une consullation sur la lutta anticholérique dans les pass du
bussin méditerranéen. Firmialent à l'ordre du joules problèmes découlant des vojages internationeux
(travailleurs migrants, touristes), les problèmes liés
au commerce international des denrées alimentaires
at les implications sur le plan économique de la
lutte anticholérique.

### Organisation des Nations unies pour le développement industriel

Avant la conférence de Lima; le e groupe des 77 > propose un plan d'action

d'action

UNE réunion ministérielle du « groupe des UT? » s'est tenne à Alger du 15 au 18 février pour mettre au point trois projets de résolutions qui serviront de document de travail à la deuxième conférence de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) qui se tiendra à Lima du 12 au 16 mars. L'une des résolutions porte sur la réforme de l'ONUDI; la seconde est un plan d'action du développement et de la coopération, principalement dans le domaine des transferts de technologie, et la troisième traite des contrats et des arbitrages entre pays en voie de développement et firmes des pays industrialisés.

Une idée a dominé les travaux de la réunion ministérielle: la réorganisation de l'ONUDI en quelques années pour en faire un organisme spécialisé des Nations unies au même titre que l'UNESCO ou la F.A.O.

Les délègués se sont séparés avant d'avoir termine l'élaboration des textes une commis-

Les delegués se sont séparés avant d'avoir terminé l'élaboration des textes; une commission de quinze membres a été chargée d'en parachever la rédaction au siège de l'ONUDI à Vienne.

• ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE. — L'Organisation des Nations vuies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a accordé, ac début du mois da féorier, une aide technique et l'inancière d'un unontant de 40 000 dollars à le conférence des agences d'information africaines et arabes, qui devait avoir lieu à Tunis àu 24 février au 2 mars. — Grenada est devenu, le 17 février, le cent treute-sizième Etet membre de l'Organisation.

sixème Etet membre de l'Organisation.

• TRAVAIL. — « Le nambre des personnes sans emploi dans les villes du tiers-mande peut être estimé entre 60 et 90 millions », a déclaré récemment M. Blanchard, directeur du Burcau international du travail (BIT), devant l'Institut national indien du travail (BIT), devant l'Institut national indien du travail de New-Delhi. Il a ajouté que le création d'emplois et de revenus pour ces mullions de personnes nécessite la mise en place d'une stratégie globale comprenant non seulement la promolion d'emplois productifs mais aussi l'abolition de la pauvreté (530 millions de personnes ont un revenu par lète inférieur d' 5 dollars par enl et une réduction des inégalités qui, dans de nombreux pays en voie de développement, ne laissent que 10 % du revenu aux 40 % des plus pauvres.

— L'évolution des exigences en matière de formation des gens de mer a été examinée au cours de la réunion d'une commission conjointe de l'Organistion interpouvernementale consultative de la navigution maritime (OMCI) et du BIT è Genève du 2 au 31 janvier.

— Vinst et un experts ont varticipé du 4 au 31 janvier.

— Vingt et un experts ont participé du 4 au 13 février à Genève, à un colloque consacré aux méthodes et aux techniques d'éducation ouvrière pour les travailleurs ruraux.

NAVIGATION MARITIME. — L'Organisation intergouvernementale consullative de la navigation maritime (O.M.C.I.) a nommé, le 27 janvier, M. Hacouley (Sierra-Leone) au poste de conseiller régional pour l'Afrique. Il s'agit de la première nomination de ce genre faite par l'Organisation.



Un Paiais des 28 000 personnes ; Vingt salles de capacités diverses vingt salles de capacités diverses production simultanée ;

Au centre de la Côte d'Asur, desservie par un aéropori interoational, des liaisons ferrovisirea, routières et maritimes le reliant é toutes les

Capitales
EN TOUTES SAISONS
NICE EST LA VILLE
IDEALE DES CONGRES

OFFICE DE TOURISME SYNDICAT D'INTITATIVE SYNDICAT D'INTITATIVE Sôtel-des-Postes — Tél. 85-25-25/25 Téles : Accuell Nice: 460-42

**VIENT DE PARAITRE :** 

# LE RÉGIME MATRIMONIAL LÉGAL DANS LES LÉGISLATIONS CONTEMPORAINES

Introduction comporative par Jeon PATARIN et Imre ZAJTAY.

D'éminentes personnolités étrangères et françoises ont rédigé des orticles fort documentés sur le régime matrimonial légal actuel de quarante pays, y compris les pays sociolistes.

EDITIONS A. PEDONE, 13, rue Soufflot, Paris-5°. Tél.: 033-05-97.

grant
seraient ponse di dont les institutio respecte Sous-tene l'égalité gouverne Une s dent exis présents c n'a de tion donn Tous det M. Kissir

( ~ ·

₹.

gue nėgi volu Sud Rėpi

ment

se : L'art

ment

L'artic tions

،-vingt

farmai tripart

tions n

vietnar entier l'abject

PEUT

terme d'e sous des c Paris. Le tion de c faisait rem

GHRAQU DÉ Griffen vertier bei fein Her & Severapese

# 

### Fonds monétaire international

Onze opérations au titre du mécanisme pétrolier

NZE pays members du Fonds monétaire international (F.M.L) ont effectué le 3 février dermier, au titre du mécanisme pétrolier du Fonds, des achats équivalant à 152 57 millions de droits de tirage spéciaux (D.S.T.): Bangiadesh: 11 110 000 D.T.S.; Chill: 77 030 000; Chypre: 1 720 000; Corée: 10 000 000; Madi: 1 000 000; Nouvelle-Zélande: 23 820 000; Islande: 1 700 000; Kenya: 3 970 000; République malgache: 2 070 000; Tanzanie: 3 150 000; Yougo-slavie: 18 200 000.

CREDIT STAND-BY A ISRAEL. — Le F.M.J. a accordé le 14 jévrier à laraël un crédit « stand-by » équivalent à 32,5 millions de D.T.S. an monneies étromaires

### Groupe de la Banque mondiale Prêts à la Roumanie, à l'Egypte et

à la Tunisie

QUATRE prêts de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (groupe de la Banque mondiale ou BIRD) ont été accordés le 29 janvier aux pays et organismes suivants:

 Banque pour l'agriculture et les industries alimentaires de Roumanie : deux prêts d'un montant total de 100 millions de dollars pour aimentaires de Roumanie: deux prêts d'un montant total de 100 millions de dollars pour promouvoir le développement de l'agriculture; 70 millions de dollars (d'une durée de vingtcinq ans et à 8 % l'an) pour la réalisation d'un vaste projet d'irrigation dans la partie méridionale de la Roumanie et 30 millions de dollars (pour une curée de vingt ans et au taux d'intérêt de 8 % l'an) pour le financement partiel de quarante projets de production agricole individuelle dans le Sud-Ouest du pays;

— Egypte: 40 millions de dollars à la Société des Ciments de Tourah pour l'angmentation de sa capacité de production annuelle;

— Tunisie: 28 millions de dollars destinés à financer l'amélioration des réseaux d'égouts de la ville de Tunis ainsi que la création d'une administration nationale des égouts.

### Crédits de l'Association internationale de développement

De son côté, l'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale, a annoncé l'octroi d'une série de

- 15 millions de dollars, le 29 janvier, au Sénégal pour la réalisation d'un projet d'amé-lioration de l'enseignement; - Deux crédits d'un montant de 145 millions

- Deux crédits d'un montant de 145 millions de dollars à l'Inde, le 13 février. Le premier, qui s'élève à 45 millions de dollars, financera partiellement la construction d'un harrage sur le fleuve Godavari dans l'Estat d'Andhra-Pradesh; le second, soit 100 millions de dollars, permettra d'accroître la production de huit cent cinquante entreprises industrielles de petits et moyenne importance;

— 13,3 millions de dollars au Maki, le 13 fé-vrier, pour contribuer à favoriser l'élevage qui a bequeoup souffert de la sécheresse en 1972 — 25 millions de dollars au Zaire, le 12 février, pour la remise en état du réseau routier;
— 33 millions de dollars au Bangladesh, le
18 février, pour la construction d'une usine d'engrais dans les environs de Dacca.

> Investissement de la S.F.I. en Grèce

La Société financière internationale (S.F.I.), filiale de la Banque mondiale, a investi le 21 février 115000 dollars dans la société Hellenic Food Industries, une société nouvefinent constituée. Cette opération a pris la forme d'une prise de participation de 150000 dollars et d'un prêt d'un montant de 1 million de dollars.

OPERATION CONJOINTE DE LA BANQUE MONDIALE ET DE L'IDA AU BANGLADESH. — Un grêt
de consolidation de la BIRD, assorti d'un crédit de
consolidation de PIDA, a été consenti le 21 février
an Bangladesh pour l'aider à assumer certains palements effectivés dans la tadre de prêts de la BIRD
et de crédits de l'IDA accordés antérieurement eu
Pakistan et qui ont financé des projets eu Bengladesh, projets achevés avant l'indépendance. Le grêt
de la BIRD s'élève à 54 800 000 dollars (pour trente
ans et à 6,15 %); le crédit de PIDA, d'un montant
de 37 500 000 dollars, ne porte pas intérêt mais une
commission de 0,75 % l'an est perçue pour couvriles frais administratifs de l'IDA.

### Banque centraméricaine d'intégration économique

Prêts au Costa-Rica et à El Sal-

LA Banque centraméricaine d'intégration d'economique (B.C.I.E.) a accordé au début du mois de janvier deux prêts au Costa-Rica: 400 000 dollars, le 3 janvier, à l'entreprise Asufror de Guanacate pour l'aider à réaliser son projet d'exploitation des gisements de soufre dans la province de Guanacate et 100 000 dollars, le 5 janvier, à la Corporacion costarticense de desarrollo, pour financer des études en vue de l'installation d'une usine productrice d'aluminium près des gisements de bauxite de la ville de San-Isidro-del-General.

D'autre part, le 3 janvier, 3 mélions de dollars ont été attribués à la société Torre del Sol d'El Salvador pour la construction d'un hôtel de grand luxe à Costa-del-Sol-del-Estero. Ce projet prévoit aussi l'implantation d'équipements collectifs qui constitueront le point de départ d'une pouvelle zone urbaine sur le Pacifique.

# Banque européenne d'investissement

Prêts à la Turquie, à la France et à la Grande-Bretagne

LA Banque européenne d'investissement (BEL) a concin le 29 janvier avec la Turquie un contrat de prêt d'un montant de 19 millions d'u.c. (environ 22 millions de dollars, pour une durée de trente ans et au teux de 2,5 %) pour financer la mise en exploitation d'un gisement de lignite à Elbistan et la

construcțion d'une centrale thermique d'une puissance de I 200 megawatts.
D'autre part, en février, la B.E.I. a annonce l'octroi de trois autres prêts:

— Un prêt à la France d'une contre-valeur de 172 millions de francs français (22,3 millions d'u.c.) le 5 février pour la modarnisation et le renforcement des télécommunications internationales dans ce pays. Ce prêt, d'une durée de douss ans au taux d'intérêt de 10,5 %, a été accordé à la Caisse nationale des télécommunications à Paris; il sera mis à la disposition de Fadministration des postes et télécommunications;

de l'administration des posses et télécommunications;
— Deux prêts d'une contre-valeur totale de 23,4 millions de livres (45 mélions d'u.c.) le 28 février pour la construction de deux centrales nucléaires au Royaums-Uni; 15,6 millions de livres ent été octroyés au Somin of Scotland Electricity Board pour la construction de la centrale nucléaire de Hunterston dans l'Ayshire et 7,8 millions de livres uni été accordés à l'Electricity Council pour la centrale nucléaire d'Hartispool. Ces deux prêts ent une durés de douse ans et portent intérêt à 9 7/8 %.

EMPEUNT EN DOLLARS DES ETATS-UNIS.

De contret relatif à l'émission d'un emprunt obligations de 30 millions de dollars sur la marché international des capitants a été signé à Luxembourg par la Banqua la 7 février dernier. Les obligations, d'une durée de dix ans, portent intérât à 9,50 % payable ensuellement et on; été offertes au public au prit d'émission de 100,5 %.

Cet emprent a été pris ferme par un syndicat international de banques placé sous la direction de la Banca Commerciale Italiana; il est remboursable en dix trasches annuelles par rachat d'obligations sur la marché lorsque les cours ne dépasent pas le pair. La Banqua curopéenne pourra rembourser par anticipation apec prime dégressive, à partir de 1930, la totalité des obligations en circulation. ABAISSEMENT DU TAUX D'INTERNT DES PRETS ORDINAIRES DE LA BANQUE. — Au cours de sa réunion du 18 février, le conseil d'administration de la Banqua européenne d'investissement a décidé d'abaisser de 5/8 % le teux d'intrêt des prêts ordinaires de la Banque et de la jiver à 9 7/2 %, quelle que sott la durée des prêts.

# Corporation andine de développement

Le conseil de direction prend une série de décisions

Série de décisions

L ORS de sa dernière rémion tenue à Caracas du 13 au 20 janvier, le conseil de direction de la Corporation andine de développement (CAF) a approuvé un programme de mesures visant à la méation d'une compagnie andine du comperce extérieur et a firé à 95 700 dollars le montant des ressources affectées au financement de ce programme. Au cours de la même session, une seconde émission de bons à court terme de la CAF a été décidée pour accroître les moyens de financement du conseil : d'un moutant de 25 000 000 de dollars elle sers entièrement achetée par les banques centrales des pays membres. Le conseil a également accepté qu'un emprunt en yens convertibles, jusqu'à concurrence de la somme de 10 000 000 de dollars, soit souscrit auprès de l'Export-Import Bank du Japon.

Enfin le conseil a annoncé l'octroi d'une série

Bank du Japon.

Enfin le conseil a annoncé l'octroi d'une série de prêts d'un montant total de 8 280 000 dollars en faveur des organismes suivants: Entreprise Monomeros Colombo-Venezolanos, S.A. (5 420 000 dollars); firme Vina Undurraga, S.A. du Chili (2 000 000 de dollars); Fabrica de envases de papeles de aluminio, S.A. du Chili (550 000 dollars) et Empresa minera peruviana du Pérou (290 000 dollars). Il a également approuve une sèrie d'amendements au statut du Fonds spécial pour la Bolivie, destiné au financement de projets industriels dans ce pays.

PINANCEMENT DE PROJETS INDUSTRIELS EN EQUATEUR. — Le 3 janvier dernier, la Corporation audine de développement et l'Ojice pour le développement industriel (CENDES) de l'Equateur out signé un accord portant sur le jinancement de la première tranche des cinq grands projets industriels décidés par la Commission de l'accord de Cartagena.

• BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPE-MENT. — La Banque interaméricaine de développe-ment a accordé le 13 février un prêt de 30 millions de dollars (pour quarante ans à 1 % l'an pendant les dix premières années et à 2 % ensuite) à El Sal-vador pour l'amélioration des réseaux d'adduction d'eau desservant la capitole de ce pays. — La Banque a, d'autre part, annancé le 3 février qu'elle apait consent en 1974 einquante-trois prêts d'un montant total de 1 111 millions de dollars pour promouvoir le développement économique et social

promouvoir le développement économique et social de l'Amérique latine. C'est le chifre annuel le plus élevé jamais attoint depuis la création de la Banque.

de 179 987 tonnes, alors que le rythme atteint au milleu de 1974 était de l'ordre de 200 000 tonnes. Les expéditions effectives des quatre pays au cours du mois de décembre dernier se sont élevées à 180 192 tonnes et les programmes d'enlèvement au titre de janvier 1975 s'élèvent à 179 212 tonnes.

### Association latino-américaine de libre-commerce

Au comité exécutif : bilan des négociations collectives

négociations collectives

E comité exécutif permanent de l'Association
latino - américaine de libre - commerce (ALALC) s'est réuni le 20 janvier à Montevideo. Chargé d'adopter pour 1975 un nouveau programme d'action en vue de l'accroissement et de l'harmonisation des activités douanières des pays membres du traité de Montevideo, d'émettre des avis sur les moyens de fadiliter le tourisme dans la région et de définir, enfin, des normes communes sur la réglementation douanière applicable aux bagages des voyageurs, le comité a consacré sa session à un premier examen de ces questions. Les textes qu'il arrêtera feront l'objet des décisions de la quinzième session ordinaire de la conférence, convoquée à Montevideo pour le 10 novembre prochain.

Le comité exécutif a aussi examine le bilan des trois négociations collectives menées an cours du second semestre de l'année écoulée, et dont la troisième avait été ajournée le 11 novembre, faute d'accord entre les délégations. Il a fixé la date des prochaines négociations collectives du 2 au 30 juin.

### Groupe andin

La réduction des droits de douane se poursuit

Se poursuit

I N application du Programme de libération

des échanges à l'intérieur du Groupe andin
(chapitre V de l'accord de Cartagena), la
quairième réduction automatique des droits de
douane entre la Colombie, le Chili, le Péron et
le Venesnela est intervenue le 1<sup>st</sup> janvier. Cette
nouvelle étape dans le démantèlement de
l'arsenal douanier des frontières touche plus
de la motté des 2370 positions et sous-positions
de la nomenclature douanière de la sous-région.
Elle porte à 40 % le moutant de l'abaissement
des droits frappant les échanges entre les
quatre « grands » du Groupe andin.

Commencé le 1<sup>st</sup> janvier 1972, le processus
de libération du commerce intérieur de la sousrégion — qui s'opère, on le sait, par réductions
automatiques annuelles de 10 % — sera achevé
le 31 décembre 1980.

Pour ce qui concerne les deux autres pays

le 31 décembre 1880.

Pour ce qui concerne les deux autres pays membres du Groupe andin, la Bolivie et l'Equateur, qui bénéficient d'un régime spécial, le processus suit des rythmes différents : les importations des quatre «grands» en provenance de la Bolivie et de l'Equateur ont bénéficié d'un système de dérogations accélérées (40 % en 1971, 30 % en 1973) et sont exemptes de droite depuis le 21 décembre 1973. En revanche, les exportations des quatre «grands» ne bénéficieront du système de réductions automatiques annuelles à leur entrée sur les marchés de ses derniers pays qu'à partir

tions automatiques annuelles à leur entrée sur les marchés de ces derniers pays qu'à partir du l'éjanvier 1978.

TARP EXTERIBUB COMMUN. — Une nouvelle réunion des experts des six pays sur les questions relatives au taril extérieur commun (TEC) s'est tenus du 18 au 20 janvier à Lima. Les experts gouvernementaux out arrêté un ensemble de mesures qui seront sounises au conseil du commerce extérieur du Groupe endin. à l'occusion de se réunion en mars prochain, à Santiago-du-Chill. L'adoption du projet de tarif extérieur commun par la commission de l'account de Cartupena est prévue pour l'année en cours, et ses dispositions deviendront effectives la 31 décembre 1976.

VERS LA CREATION D'UN FONDS COMMUN DE

VERS LA CREATION D'UN FONDS COMMUN DE RESERVES, — Le conseil monétaire et des changes du Groupe andin, réuni à Cali (Colombie) du 4 au du Groupe andin, réuni à Cali (Colombie) du 4 au 6 janvier, a pourtuiri l'exanten des politiques menées dans ses donnaines par les six pays, ginst que du texte d'un projet élaboré par le comité (la Junia) et institulé: Bases pour l'harmonisation de la politique manétaire et des changes de la sous-région. Le conseil a précorisé la création d'un jonds commun de réserves en application des dispositions du chapitre XII, article 89, du truité de Cartagena. Ce jonds, dont les ressources permettront aux six pays de juire jacs aux déséquilibres temporques de leurs balances des paisments, devre constituer l'instrument privilépié da l'équilibre monétaire de la sous-répion. En même temps, les pouverneurs des banques centrales des pays du Groupe audin se sont réunis à Cali. Ils ont rousert trois dossiers qui avaient déjá juit l'Objet de préedentes réunions: les méconismes financiers dans la sous-répion, l'offre monétaire, le crédit bancaire et la promotion des exportations.

# 

### Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

Vers une organisation des marchés mondiaux des produits de base?

T A commission des produits de base de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a tenu sa builième session à Genève du 10 au 21 février. Les quatre-vingt-sept pays productaurs et consommateurs qui composent la commission ont fixé le cadre d'une organisation des marchés mondisux des produits de base, adoptant, à partir de propositions présentées par le secrétaire général de la CNUCED, une résolution qui définit un a programme intégré a destiné à faciliter la recherche de « solutions justes et équitables aux problèmes des matières premières et des produits de base, y compris premières et des produits de base, y compris agricoles ». Ce programme porte sur quatre points principaux: I) étude des possibilités de création de stocks régulateurs et d'adoption d'autres mesures de régulation des prix; 2) étude des problèmes posés par le finance-ment de ces stocks; 3) étude des possibilités d'engagements multilatéraux en matière de commerce international; 4) étude de l'impact sur l'économie des pays en voie de dévelop-pement des importations de matières premières dont ils ont besoin.

# GATT

Reprise des négociations commerciales multilatéroles

Les négociations multilatérales, connues sous les deux appellations de « Nixon round » et de « Tokyo round » et qui avalent débuté en septembre 1973 à Tokyo, ont repris le 11 février ES négociations multilatérales, connues sous

à Genève.

A l'origine, ces négociations avaient été conçues dans l'espoir d'améliorer, pour les quatre-vingt-huit pays qui y participent, les possibilités d'accèder aux marchés. A l'autonne possinires d'acceder aux marches, à rautomir dernier, par suite de l'évolution économique mondiale, une vision nouvelle était apparue chez de nombreux participants : l'accès aux marchés, sans perdre son importance, était néanmoins supplanté par le problème de l'accès

aux approvisionnements.
D'autre part, bien qu'elles aient été ouvertes en 1973, les négociations commerciales multi-latérales prennent maintenant leur vrai départ, latérales prennent maintenant leur vrai départ, puisque ce n'est que tout récemment que le Congrès américain a approuvé le « Trade act », le mandat de négociation de la délégation des Etats-Unis. Jusqu'à présent, à part la réunion d'ouverture, les négociateurs n'avaient pu avoir que des contacts « techniques », qui avaient certes permis de faire le point sur les questions à débattre et de préciser les positions, mais non d'entreprendre des pourpariers véritables.

La première séance a été consacrée à des déclarations des principales délégations concernées : Etats-Unis, Communauté européenne, Canada, Pologne, Brésil, Japon, qui constituent autant de « discours programmes ».

# O.C.D.E.

Réunion du comité directeur de l'Agence internationale de l'éner-

A U comité directeur de l'Agence interna-du 5 au 7 février, les représentants des dix-sept pays membres de l'Agence ont pris comais-sance de la proposition américaine de fixer un a prix-plancher a pour le pétrole, inférieur an tarif actuel, mais d'un nivean suffisant pour assurer la rentablité des recherches pétrollères hors des pays de l'OPEP et des investissements engagés pour la découverte et l'exploitation de nouvelles sources d'énergie. Les dix-sept sont parvenus à un accord sur une politique comparvenus à un accord sur une politique com-mune d'économies d'énergie (l'ensemble des mesures à prendre devant être déterminé par chaque pays en fonction de critères nationaux)

et ont fixé pour 1975 des objectifs précis de réduction des importations de pétrole; elles devront être « inférieures à la fin de 1975 de 2 millions de barils par jour à ce qu'elles auraient êté si aucune mesure d'économie n'apait été engagée »; chaque pays membre présentera avant le 31 juillet des propositions de consom-mation de pétrole pour 1876 et 1977.

Le comité directeur a également mis au point une déciaration de principe affirmant que les pays de l'Agence sont favorables à la mise en œuvre d'une politique coordonnée de développement de nouvelles sources d'énergie. D'autre part, l'Agence s'est déclarée favorable à la tenue d'une printipe principalité à la letteure d'une printipe principalité à le à la tenue d'une réunion préparatoire à la conférence entre pays producteurs et pays consommateurs d'énergie.

PROJET D'ACCORD POUR UN FONDS DE SOLI-DARTER. — Le conseil de l'Organisation de coopé-ration et de développement économiques (O.C.D.E.) a décidé, le 21 fanvier, de orier un groupe ad hoc chargé d'élaborer un projet d'accord pour l'établis-sement d'un jonds de rolidarité de 25 militaris de dollars, conformément à l'accord réalisé au seta du « groupe des Dix », lors des réunions du Ponds monétaire international de janvier dernier à Washinston.

AIDE AU DEVELOPPEMENT. — Le Finlande est devenue membre du comité d'aide au développement (CAD) le 23 fanvier. INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS

INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS. —
Trois cents lonationnaires des pays membras da
l'O.C.D.E. se sont réunis d'Paris, du 4 eu 6 lévrier,
pour étudier l'évolution des politiques en matière
d'injormatique et de télécommunications, autour de
quatre thèmes principaux : les incidences sociales
des systèmes de télé-injormatique, l'allocation de
ressources, les dispositions institutionnelles et les
aspects internationaux.

RECENTES PUBLICATIONS Furions et politique de concurrence: Analyse des conséquences des fusions sur la structure de l'industrie et sur les résultats économiques, 52 pages, 1974.

 La politique egricole du Luxembourg,

# Conseil international du blé

Nouvelle prolongation de l'occord international sur le blè

L'a soixante-douzième session du Consail international du blé, qui s'est tenue à Londres du 13 au 14 février, a été principalement consacrée à la prolongation de l'accord international sur le blé qui devait arriver à expiration le 30 juin 1975. Une réunion spéciale sur ce sujet a établi le texte de deux protocoles provogeant les deux conventions de l'accord jusqu'au 30 juin 1973; les protocoles seront ouverts à la ratification des gouvernements.

jusqu'au 30 juin 1973; les protocoles seront ouverts à la ratification des gouvernements entre le 25 mars et le 14 avril.

Le 22 février 1974, la date d'expiration de l'accord international sur le blé avait déjà été repoussée du 30 juin 1974 au 30 juin 1975.

Le Conseil a également charge un groupe spécial d'examiner le problème de la négociation d'un nouvel accord international qui remplacerait l'accord de 1971. Ce groupe tiendra sa première réunion ce mois-ci et rendra compte de ses travaux à la prochaîne session du Conseil international du bié an mois de juin.

# Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre

L'application de la politique de contingentement des exportations DANS le cadre de la politique de contingen-tement des exportations arrêtée les 13 et 19 novembre 1974 à Paris par la conférence des ministres du Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre (CIPEC), le comité spécial sur la commercialisation a pro-cédé début février à un examen des mesures prises par les quatre pays membres de l'organi-sation. Les contingents adoptés par les ministres pour la période de six mois commençant le 1" décembre 1974 représentent pour l'ensemble des quatre pays un total mensuel d'expéditions

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

l'énergie souriente d'une jeune cité qui, dans un élan sans relâche, coustruit son evenir ELLE VOUS OFFRE



LE PALAIS DES PAPES: LE PONT SAINT-SENEZET, popularisé à travers le monde par la légende et la chanson ses hombreux éditices civils et reigleux;

 LES TRESORS DE SES MUSEES;

 DE MAGNIFIQUES EXCURSIONS A TRAVEES LA PROVENCE;

 SON FOLELORE (danses et vieilles tradi-

ON PESTIVAL DRAMATIQUE (15 juillet -15 soft) Théâtre, chorégraphie, cinéma, mu-

IS soft; Theatre choregraphe, cinama, musique;
DES SALLES DE REUNION;
DES SERVICES REGULIERS DE TRAINS
autoa-couchettes aller et retour au départ
de FARIB, STAPLES (Le Touquet), BOULOGNE, LIEGE BRUNELLES AMSTERDAM,
DUSSELDORF, HAMBOURG, KARLSEUER;
SON IMPORTANT MARCHE QUOTIDIEN DE
FRUITS ET PRIBIEURS;
OES SATISFACTIONS GASTEONOMIQUES et
des vim de grands ords (Châteauneuf-duPape, Côtea-du-Rhône, Gigondes, Tavel, etc.);
LE PALASI DES EXPOSITIONS avec con
fequipment pour toutes les manifestations et
conférences, de restaurant, son im me u se
parking.

parking. Visitez AVIGNON » La Sonneuse de Joic !...

Benseignements Masson du Tourisme, sours Jean-Jaurès





ACCORD DIS COOPERATION SCIENTIFIQUE AVEC L'UNESCO. — On accord de coopération scientifique

a été coneju le 15 janvier à Lima entre le Secréta-riat exécutif de l'accord Andrés Bello (SECAE) — paraphé, en le sait, par les ministres de l'éducation du Groupe andin le 31 janvier 1970 — et la Centre latino-américain de physique, organisme relevant de la compétence de l'UNESCO. Il porte sur un vaste programma c'échange d'informations et de docu-mentation, sur la formation de spécialistes et sur mesures d'assistance technique.

. OBGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS DE PETROLE. — Les experts de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) se sont ren-contrès à huis clas à Vienne, à partir du 8 février, pour préparer les conférences ministérielles de l'Organisation, réunies d Vienne fin lévrier, et le mmet a des cheis d'Rtat ouvert d Alger le 6 mars.

autres pays consommateurs. Cela suppose un approvisionnement exterieur diversifié et sûr, ainsi qu'une consultation et une concertation sur les investissements réalisés et projetés.

Accord sur les prix agricoles

Accord sur les prix agricoles.

Fidèles à une solide tradition, les ministres de l'agriculture des Neuf sont parvenus, le 18 février à 7 h 30 du matin, après une longue séance de nuit, à se mettre d'accord sur les nouveaux prix applicables pour la campagne 1975-1976 à une vingtaine de produits agricoles soumis à organisation du marché.

Il leur a felln quatre sessions de négociations depuis le 10 décembre 1974 pour parvenir à fixer des prix de campagne un peu plus tôt que les autres années (entre mars et mai) mais en retard sir ce qui avait été promis aux agriculteurs.

Les nouveaux prix agricoles fixés pour la cam-

Les nouveaux prix agricoles fixés pour la campagne 1976-1976 représentent une hausse moyenne de 10 à 10,5 %. Ils s'accompagnent, d'une part, d'ajustements monétaires et, d'autre part, de subventions directes, aux éleveurs de bovins notamment.

Les ajustements monétaires consistent, en pratique, à réduire de 2 % en Allemagne fédérale et de 0,7 % au Beneliux les nouveaux prix de campagne pour tenir compte de la revalorisation des monnaies de ces pays.

A l'inverse, les nouveaux prix bénédicieront d'une majoration supplémentaire dans les pays à monnaie faible : 1,5 % en France, 2,5 % en Italie.

En outre, les montants compensatoires moné-taires qui taxent les exportations dans les pays à monnaie «faible » seront réduits de 1,25 %, à monnale « faible » seront réduits de 1,25 %, ce qui facilitera l'exportation.

Dans le secteur de la viande bovine, pour tenir compte du fait que les montants compensatoires sont calculés sur le prix d'orientation, ces montants pourront être réduits par la Commission européenne dans une proportion qui n'a pas été fixée, al les prix du marché n'atteignent pas le prix du marché n'atteignent pas le prix du marché n'atteignent pas le

> Accord entre les Neuf et les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.)

Neuf heures après l'expiration de la convention d'association eurafricaine de Yaoundé (31 janvier 1975 à minuit), la C.E.E. a conclu, le le février à Bruxelles, de nouveaux accords avec les quatante-six pays sous-développes d'Afrique, des Caralbes et du Pacifique, qui porteront l'appellation officielle de « convention C.E.E.-A.C.P. de Lomé », lieu de la signature officielle, le 28 février.

officielle, le 28 février. Il a fallu dix-huit mois de négociation, dont la dernière séance, au niveau ministèriel, a duré exactement vingt-quatre heures, pour aboutir à ce résultat sans précédent dans l'hissoiter à le resultat sain preceque dans l'ins-toire du Marché commun. Toute l'Afrique au sud du Sahara (à l'exception des pays sous domination blanche), l'archipel des Caralbes presque au complet et trois îles du Pacifique appartenant au Commonwealth ont accepté de nouer avec la Communauté européenne un ensemble de liens économiques originaux destinés

ensemble de liens économiques originaux destinés à accélérer leur développement.

Ceux-ci reposent essentiellement sur :

1º Un accès privilégié, et sans contrepartie, au marché européen pour les marchandises exportées par les A.C.P. qui, dans leur quasitotalité, seront exemptées de droits de douane.

2º Une caisse de stabilisation qui indemnisera les A.C.P. en cas de baisse des recettes qu'ils tirent de l'exportation d'une dousaine de produits de base (depuis le caçao jusqu'au mineral de fer, en passant par le café, les bananes, le coton, le cuir, les déagineux et le bois).

3º Une aide financière totalisant pour cinq ans plus de 4 milliards de dollars.

pius de 4 milliards de dollars.

4º Une coopération industrielle tendant à favoriser la répartition internationale du travail au profit des A.C.P. 5° Des institutions communes (conseil des mi-

nistres et comité d'ambassadeurs) chargées de veiller au respect des accords. L'accord prévoit, en outre, que la Communauté européenne s'engage à acheter annuellement 1,4 million de tonnes de sucre aux A.C.P. et à garantir nour set 1.4 million de tonnes de sucre aux ACP, et à garantir, pour cet approvisionnement, un prix qui, quel que soit l'état du marché, sera au moins égal à celui garanti aux producteurs européens. C'est la première fois que les pays industrialisés consentent à indexer ainsi sur l'évolution de leur propre coût de la vie le prix d'une deurée achetée sous les tropiques.

LES PREMIERS CONTACTS OPPICIELS ENTRE LE MARCHE COMMOUN ET LE COMECON. — Une délégation de la C.E.S. conduite par M. Wellenstein, directeur général des relations extérieures à la Commission de Bruxelles, s'est rondus à Moscou du 5 au 7 février pour insugurer les contacts officiels entre le Marché commun et le COMECON et y préparer le voyage que M. François Ortoli, président de la Commission, doit y effectuer. De nouvelles rencontres pour fixer la date de ce voyage. La délégation du COMECON a été invitée à se rendre à Bruxelles.

L'ITALIE NE PUIERRA PAS ENCORE DANS LA 
TIRRIBE COMMUNAUTAIRE ». — La GrandeBretagne ne recourte pas au contingentement des 
importations pour sortir de ses difficultés et l'Italis 
ne fera pas appel, du moine pous le moment d la 
« tirelirs communautairs » de 3 milliards de dollars 
pour financer son déficit de la balance des paicments. ments. Ce sont les résultats essentiels de la très courte réunion des ministres des finances des Neut (Alle-

magne, France, Italie, Grande-Bretagne, Belgique, Lazembourg, Hollande, Irlande et Danemark) le 17 février à Bruxelles. II février à Bruxelles.

Le commissaire suropéen chargé des questions économiques et l'inancières a proposé trois sujeit de réflexion aux ministres :

1) Comment éviter une surenchère entre les pays de la Communauté européenne dens la course que débouchés, notamment en ce qui concerne les orédits A l'expretation : à l'exportation;

2) Les mesures actuelles de recyclage des pétro-dollars sont-elles suffisantes?

3) La convergence des politiques économiques dans la Communauté européenne est-elle suffisante? la Communauté européenne est-elle suffisante?

LES MINISTRES DES NEUF CHARGES DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT ont décide le 21 fanvier à Bruzelles d'apporter une nouvelle contribution de la C.E.E. s'élevant à 100 millions de dollars, à l'aution des Nations unies en faveur des pays en voie de développement dont l'économis est menacée par le renchérissement du pétrole. Sur ce total de 100 millions, 32 millions seront versés directement au Fonde spécial des Nations unies, le reste sera dirigé blatéralement vers les pais désignés par l'ONU.

LES NEUF SONT TOMBES D'ACCORD SUR LA LIBRE CIRCULATION d'iel diz-huit mois des cinq cent mille médecins de la C.E.E. sur l'ensemble des territoires de la Communauté.

### CECA

Chute brutale des commandes et des prix de l'acier

«L E niveau des commandes d'acier, anorma-sans doute pour rejoindre celui, plus élevé, de la consommation réelle d'ocier. Il serait toute-jois illusoire d'escompter ovant la fin de l'année une activité comparable à celle, exceptionnelle, du prémier semestre 1974. » Cette déclaration de M. Jacques Ferry, président de l'Institut international de l'acter, justifie et limite en même temps le pessimisme des sidérurgistes européens.

européens.
Tous sont pratiquement touchés par la vague actuelle de mévente. Dans tous les pays de la Communauté des hauts fourneaux sont éteints, des journées de chômage obligatoire instaurées, des horaires de travail réduits. En France, l'un des deux hauts fourneaux du complexe de Fos (près de Marseille), le plus moderne du pays, a été arrêté, tandis qu'à l'autre bout du territoire, près de Dunkerque, Usinor multipliait les journées de chômage obligatoire à Denain et Trith.

La raison de ce marasme, qui a pris d'amples proportions — imprévues il y a encore deux mois. — est l'effondrement soudain des commandes qui a entraîné celui des prix. An cours des deux derniers mois de 1974, les commandes d'acier laminé reçues des pays du Marché commun par les six créateurs de la CECA n'ont été que de 4 430 000 tonnes en moyenne, contre 1994 000 durant chacum des deux promiers mois téé que de 4430 000 tonnes en moyenne, contre 7 034 000 durant chacum des deux premiers mois de la même année; soit une chute de 37 % dans l'exercice. Moins spectaculaire, le recul de la demande provenant des pays tiers a néanmoins été sensible: — 24 %. Du coup chacum des groupes sidérurgiques de la Communauté a réduit son taux de marche, particulièrement en Belgique (— 18 %) et an Royaume-Uni (— 6 %).

L'écart entre les deux séries de chiffres traduit la politique de stockage relatif qu'ont
acceptée les fdrges européennes, pour ne pas
trop réduine leur taux de marche. Mais il est
clair que si la mévente devait se poursuitre
— voire s'aggraver, — les actéries de la Communauté devraient ralentir davantage leur
production. Dès à présent, ce mouvement s'est
traduit par un effittement sérieux des prix
la baisse la pins spectaculaire a touché les prix
à la grande exportation (de l'ordre de 30 à
50 %); mais la réduction s'est fait sentir aussi
sur le marché communautaire, par l'introduction de rabais temporaires ou par alignements
sur les prix les plus bas.

Aussi M. Spénelli, commissaire responsable
des problemes industriels, n'a-t-il pas demandé
la prolongation de la décision que la Commission avait prise le 22 mai 1974, de porter de
deux à quinze jours le délai nécessaire entre
la dérât d'un hermes de pris décessaire entre L'écart entre les deux séries de chiffres tra-

deux à quinze jours le délai nécessaire entre le dépôt d'un barème de prix sidérurgique et sa date d'application; cette décision a cessé ses effets le 31 janvier.

Préparation de la politique charbonnière commune

charbon. Ce plan, adopté dans son principe par les Neuf le 17 décembre dernier (voir notre numéro de janvier), doit en effet être assurti de dispositions pratiques permettant d'assurer le parallélisme des politiques énergétiques des pays du Marché commun.

Sur plusieurs points les discussions du conseil des ministres et des membres de la Commission estrutiones en décimients en la

Commission européenne en février ont cepen-dant permis d'avancer la réflexion : · Les stocks de charbon dans les centrales thermiques : ces stocks devront à tout moment assurer une production d'électricité d'an moins trente jours. Pour les centrales alimentées al

lignite ou à la tourbe, le gisement qui les

# TOTALIUR (TEED) ETELORISTATION EN ELECTRICALISTATION ELECTRICALISTATION ELECTRICALISTATION ELECTRICALISTATION E

# Marché commun

La « renégociation » de l'adhésion britannique

LA Commission des Communautés euro-péennes a rendu public, le 30 jauvier, le texte du mécanisme correcteur qu'elle a mis au point à la demande du dernier « sommet» de Paris pour éviter aux Britanniques — et acces-soirement à d'autres Etats membres en difficulté d'avoir à payer plus que leur part au budget du Marché commun.

du Marché commun.

Selon le schéma proposé par la Commission, deux sortes de conditions doivent être réunies pour que le Marché commun rembourse à un Etat membre une partie de sa contribution nette au budget européen.

D'une part, l'Etat en cause — qui peut aussi bien être l'Italie que le Royaume-Uni — doit se trouver en état d'infériorité. Celle-ci serait capatéricée par

caractérisée par :
— Un P.N.B. par tête inférieur à 85 % de la

moyenne européenne;
— L'absence d'un taux de croissance plus rapide que dans les autres Etats membres (autrement dit, l'absence d'un rattrapage).
Celui-ci est exprimé dans le document de la Commission par un e taux de croissance réel du P.N.B. par tête inférieur à 120 % du taux de croissange moyen dans la C.E.E.;

— Un déficit de balance des palements

rice

nėg volu Sud Rėpi fren Thie de

men Creek

L'ort

Etats

lers

oměri

ment L'artic

tions

yingt-

format

rèconc

tripori

tions i mis e

entier

l'abiect

PEUT

I grai seraient

ponse d

dont les

institutio

respecte

sous-tenl'égalité gouverne

Une s

dent exis

présents :

cun un st

tion donn Tous dex M. Kissir

ni l'un ni sous des « Paris. Le vietnamier

directemen tion de c faisait rerr

GR

RAOU

DE

— Un déficit de balance des palements courants.

Deuxième condition : le pourcentage du budget européen à charge de l'Etat membre doit être supérieur à 10 % à sa part dans le PIB européen (cela serait le cas en 1980 si les prévisions de M. Wilson se réalisaient).

Si toutes les conditions sont réuniea, un remboursement sera accordé à l'Etat membre, mais il sera limité à trois types de plafond, le moins élevé devant nécessairement être choisi : l'a Le remboursement ne devrait pas dépasser les deux tiers de l'excédent de cotisation de l'Etat membre ;

2º Le remboursement ne pourrait dépasser le montant provenant des recettes de la T.V.A. affectées au budget de la C.E.E. On évite ainsi de rembourser à un Etat membre les droits de douane perçus sur des produits importés et les prélévements agricoles pour assurer la préférence communautaire. Ce mécanisme correcteur n'a qu'un caractère transitoire (sept ans au total) et perd sa raison d'être lorsque la convergence des écreponies des les presents serales des les produits membres serales des écreponies des les produits membres serales des les produits membres serales des écreponies des les produits membres serales des écreponies des écreponies des écreponies des les produits membres serales des écreponies des écreponie total) et perd sa raison d'etre lorsque la conver-gence des économies des Etats membres sera

### Gruetnouse réunion des ministres des affaires étrangères

Après avoir commencé lentement leurs tra-vaux, le 10 février à Bruxelles, les neuf ministres des affaires étrangères ont mené tambour bat-tant les deux principaux points de leur ordre du jour : le problème britannique et ceiul de la réunion préparatoire de la conférence sur

Pour le premier, centre sur la mise en œuvre d'un mécanisme correcteur des contributions budgétaires à partir du projet de la Commis-sion, les Neuf, il est vrai, en ont renvoyé l'exasam, les Neul, il est vial, en unit envoye les a-men à leur prochaine réunion du début de mars. Entre-temps, le comité des représentants permanents dévait préparer les modifications à apporter au projet de la Commission sulvant les objections des uns et des autres.

les objections des uns et des autres.

Pour le second, en revanche, « tout s'est admirablement bien passé » suivant l'expression du ministre français, M. Jean Sauvagnargues. En un tournemain, la Grande-Bretagne a accepté de réintégrer les rangs communautaires alin de permettre à la Communauté de « parler d'une seule voir » à la réunion préparatoire de la conférence sur l'énergie, puis les Neuf sont tombés d'accord pour e'en tenir à la « liste Yamani » pour les participants et pour confier à la France la présidence technique de la réunion, prévue pour la fin mars à Paris. réunion, prévue pour la fin mars à Paris.

Paradoxalement, c'est un sujet qui n'aurait pas dû préter à discussion que celle-ci a été la plus longue et, probablement, la plus délicate : la préparation du Conseil européen des 10 et 11 mars à Dublin.

Certains, l'Irlande notamment, sont revenus sur les décisions préses en dernier a sommet à sur les décisions préses en dernier a sommet à

sur les décisions prises au dernier « sommet » en décembre, pour demander une organisation « lourde » du conseil avec participation de délée lourde » du conseil avec participation de délégations étoffées. La France s'y est opposée. Elle a eu gain de cause et seuls les chefs de gouvernement accompagnés de leurs ministres des affaires étrangères, avec le président de la Commission, partiperont au conseil. Ce dernier aura donc bien le caractère d'un conseil des ministres national où l'on peut s'exprimer très librement, sans public, comme les Neuf en étaient convenus en décembre pour améliorer le fonctionnement de leurs institutions.

L'accord sur la conférence préparatoire de l'énergie

Les Neuf ont donné, le 10 février, le c feu vert » à la conférence préparatoire sur l'énergie sous le co-parrainage franco-saoudien à la fin du mois de mars à Paris.

dn mois de mars à Paris.

Les points d'accord portent sur :

1º La représentation de la Communauté en tant que telle à la conférence préparatoire qui sera assurée par le président du conseil des ministres de la C.E.E., l'Irlandais Garret Fitzgerald, assisté du président de la Commission européenne, M. François-Kavier Ortoli, et d'experts des différents pays membres.

2º Les thèmes devront être concentrés pour l'essentiel sur les problèmes du pétrole, ainsi que les incidences eur les pays en voie de dèveloppement. La C.E.E. adopte toutefois une attitude flexible à l'égard des problèmes des matières premières soulevés par les pays en voie de développement.

3º Le achèma de représentation à la conférence

voie de développement.

3º Le schéma de représentation à la conférence préparatoire sera ceiui prévu par la « liste Yamani », c'est-à-dira, pour les pays producteurs de pétrole, l'Arable Saoudite, l'Iran, l'Algèrie et le Venezuela et, pour les pays consommateurs, les Etats-Unis, le Japon et la C.E.R.; enfin, pour les pays en voie de développement, le Bresil, l'Inde et le Zaire.

Lors de la discussion, l'Irlande a soulevé le problème d'un possible élargissement à d'autres pays, notamment le Canada, au titre des pays consommateurs.

4º La réunion préparatoire sera centrée sur les questions de procédure et les propositions d'ordre du jour pour la conférence proprement dite.
5º La France assurera la présidence technique de cette région préparatoire.

# La C.E.B. veut réduire sa dépen-

dance énergétique Les ministres de l'énergie des Neuf se sont mis d'accord, le 13 février à Bruxelles, sur les moyens à mettre en œuvre pour réduire, d'lei à 1985, de 63 à 40 % la dépendance énergétique à l'égard de l'extérieur. Le texte de la résolution qu'ils ont adoptée a

toutefois un caractère très général et per contraignant. Il énumère simplement les priorités pour chacun des grands secteurs énergé-tiques de la C.E.E.

Dans le domaine nucléaire, les Neuf se pro-

Dans le domaine nucléaire, les Neuf se prononcent pour le développement d'une capacité
industrielle propre. Pour assurer l'approvisionnement en combustibles nucléaires, les Neuf
devront développer les ressources internes de
la Communauté européenne, avoir une industrie
capable d'opérer sur le marché mondial, coopérer
avec les producteurs d'uranium naturel et développer l'innovation technologique.

Dans le secteur du charbon, le maintien de la
production à son niveau actuel nécessite à la
fois une garantie d'écoulement à des prix rentables pour les producteurs ainsi que la mise
sur pied d'une politique des stocks.

Enfin, dans le secteur pétrolier, la politique
d'approvisionnement devra s'appuyer sur une
coopération avec les pays producteurs et les

# REPUBLIQUE POPULAIRE DU BANGLADESH

(25 janvier 1975)

Président de la Républiquo et ministre de la défense : Chasat Mujfour Rahmon; vice-président, ministre du plan et de la commission du plan : M. Syed Nosrul Islam; premier ministre, ministre de l'intérisur, de s communications, de c P.T.T., de la marino et de l'aviation : M. Mansoor All; commerce : M. Khonda-ker Mostaque Ahmed; industris : M. A. H.M. Kamaruszamen; administration des terres et réforme agraire : M. Muhammadullah; agriculture : M. Abdus Samad Asad; travall, bleu-ôtre social, attaires culturelles et sports : M. Yusu; All; gouvernement local développement urbain : M. Mahammad Sohrab Hossain; santé et compératives : M. Phani Majumder; travaux publics et développement urbain : M. Mahammad Sohrab Hossain; santé et contrôlo des naissances : M. Abdul Manam; contrôle des eaux, irrigation et énergie, forêts, pêches et bétail : M. Abdur Rab Sernesbat; justice, afaires pariementaires : M. Monoranjan Dhar; all-mentation et ravitaillement, aide et réinstallation : M. Abdul Momer; industrie du jute : M. Asaduzsaman Khan; information et radiodifusion : M. Korban All; finances : M. Asiaur Rahman Mal-(25 janvier 1975)

# Calendrier des fêtes nationales

- 16-31 MARS 17 IRLANDS 23 PARISTAN 25 GRECE
- Saint Patrick Fête nationale Fête de l'indépendance 26 BANGLADESH Fête nationals
- 1=-15 AVRIL Fête nationalo Fête de l'indépen-HONGRIE TEGAL

# ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

DANEMARK (Elections législatives du 9 janvier 1975) (Elections législatives du 9 janvier 1975)

Nombre d'électeurs inscrits : 3477 621;
votants : 3068 302, soit 88,2 %; suffrages
valoblement exprimés : 3049 452.

Eépartition des voix et des sièges entre
les différents partis : Sociaux-démocrates : 913 155 voix, 53 sièges; radicaux :
216 553 voix, 13 sièges; conservateurs
populaires : 168 164 voix, 10 sièges ; georgistes : 54 095 voix : socialistes populaires :
150 963 voix, 9 sièges; communistes :
127 837 voix, 7 sièges; démocrates cantristes : 66 316 voix, 4 sièges : chrétiens
populaires : 162 734 voix, 9 sièges : libéraux : 711 293 voix, 42 sièges ; socialistes
de gaucho : 65 579 voix, 4 sièges ; progrossistes : 414 219 voix, 24 sièges ; divers :
539 voix.

(Gonvernement formé le 13 février 1975)

Premier ministre : M. Anker Jorgensen; ministre des sifaires étrangères : M. K.B. Andersen; finances : M. Enud Hebrasen; affaires économiques : M. Per Hackkerun; travail : M. Erling Dinasen; affaires de l'économie extérieure et des affaires nor-diques : M. Ivar Norgand; protection de l'environnement et du lagement : M. Holge Nielsen; intérieur : M. Egon Jensen; travaux publics et affaires culturelles : M. Niels Maithiasen; affaires nationale : M. Et Bjerregand; impôts ot taxes : M. Svand Jakobson; cultes et Grosnland : M. Svand Jakobson; cultes et Grosnland : M. Jorgen Peder Hansen; agriculture et M. Jorgen Peder Hansen; agriculture et

(10 décembre 1974)

(16 décembre 1974)

Premier ministre : M. Tubeo Múti; vicepremier ministre : M. Tubeo Futuda;
justice : M. Osmu Incha; affaires étrangàres : M. Etichi Miyasama; finances :
M. Masayoshi Ohire; éducation : M. Michio Nayai; santé publique : M. Masami
Temaka; agriculture et forèts : M. Shintaro Abe; commerce international et
industris : M. Toshio Romato; transports : M. Mutuo Etmura; P. et T.:
M. Isamu Murakami; travail : M. Takashi
Haseyawa; construction : M. Takashi
Haseyawa; derivati : M. Ichilaro Ide
(secrétaire général du gouvernement),
Mitranori Ueki (directour général du
burrau du premier ministre et de l'Agence
de développement d'Okinawa), Yuso Matsuzama (directour général de l'Agence
de l'Agence des forces de défense),
Yashitaka Sasahi (directour général do
l'Agence do l'environsement) et Shin
Ecmanaru (directour général de l'Agence
foncière nationalo).

KOWEIT (\$ février 1975)

(3 février 1975)

Premier ministre : Cheikt Jaber Al-Ahmed Al-Jaber Al-Sabat; président du consen et ministre de l'information : Cheikt Al-Ait Al-Salem Al-Saba h; éducation : M. Ehaied Al-Maronk; habitat : M. Hamed Moubarak Al-Fa; travanz publics : M. Tousse! Al-Monda!; silaires sociales : Cheikt Salem Al-Sabat Al-Salem Al-Sabat Al-Salem Al-Sabat Al-Salem Al-Sabat Al-Salem Al-Sabat Al-Salem Al-Sabat Blandal; communications : M. Soleman Hamoud Al-Zeid Al-Khalid; affaires étran-

gères : Chelich Subah Al-Ahmed Al-Jabir Al-Sabah; fimances : M. Abdel Rahman Al-Attibi; santé publique : M. Abdel Rahman Al-Attibi; santé publique : M. Abdel Acia Guasell des ministres : M. Abdel Acia flussin ; Justice et affatres islamiques : M. Abdullah ibrahim Al-Mofarrege ; électricité et esux : M. Abdullah Youssef Ahmed Al-Ghanem; pétrole : M. Abdel Muttaleb Al-Husaim Al-Kazemi; commerce et industrie : M. Abdul Wahab Youssef Al-Nefessi.

TURQUIE (17 novembre 1974)

TORQUIE

(17 IOVEMBRE 1974)

Premier ministre: M. Irmak: ministres
l'Hat: MM. Bogkera, Ozgunes, Fer et
l'Add:: ministre de la justice: M. Mumruogiu: défense nationale: M. Sonocr:
intérieur: M. Oztekn; affaires étranpères: M. Esenbel: finances: M. Gursoy; éducation nationale: M. Reisogiu;
travaux publics: M. Tank; commerce:
M. Cillor; santé et sasistance publique:
M. Tuncer; agriculture; M. Akten; communications: M. Ozbek; travail: M. Esener; industris et technologis: M. Golhan;
intergie et ressources naturelles: M. Isli:
tourisme et information: M. Estispaogiu;
construction et habitat: M. Habitogiu: affaires ruralea: M. Agénogiu;
forêts: M. Sactriogiu; jounesse et
sports: M. Balogiu; culture: Mme Neftci: sécurité sociale: M. Side.

EEPURLOUE ABAUE D.

REPUBLIQUE ARABE DU YEMEN (26 janvier 1975) Premier ministre : M. Abdulariz Abdul-phani; vice-premier ministre pour les affaires étrangères et économiques : M. Yahya Jaghmane; vice-premier mi-nistre pour les affaires intérieures : M. Abdallah Barakat; ministra des tra-raux publics : M. Abdallah Alkhourchomi; communications: M. Abdulatif Daifallah; finances: M. Mohamed Algonad; edministration locale: M. Abdulmalek Altugeb; affaires étrangères: M. Abdullah Alasnof; information: M. Ahmed Dahmach; développement: M. Abmed Dahmach; développement: M. Abdulkarist Alistoni; justice: M. Ali Samman; blans religieux: M. Mohamed Almisbahi; économio: M. Ali Louif Althor; approvisionnement: M. Said Mohamed Alhackimi; éducation uationale: M. Hosseis Almackami; municipalités: M. Mokaha Almackami; municipalités: M. Mokaha Almackami; straires sociales, iravallet jeunesse: M. Abdullah Hossein Alhalai; intérieur: M. Yahya Almotawakei; agriculture: M. Mohamed Alkladem Alwaih; ministres d'Etat: M. Ahmac Abdo Said, Abdelkarim El-Ansi, Salah Almassi et Amine Abouras.

A VENDRE Province de Québec (Canada)

Terre privée: 500 acres ... \$ 200,000 Terre privée: 125 acres avec maison ... \$ 128,900 Tetre privée ; 50 acres bolsé. \$ 30,000 Possibilité de réservoirs pour élevage de truites en autres eaux non poludés. El désiré, terrains de 150 x 100 pour \$1,500, droit d'accès à deux rivières et un lac. Canton touristique, chasse de petit et gros gibier, pêchs à la truite; 70 kilomètres uord-est de Montréal.

Pour renseignements, s'adresser M. Clément MiRON rue Droiet, Montréal, Québec

TOL: 276-5238

CECA

alimente pourra être considéré comme stock à condition que la livraison des quantités per-mettant la poursuite des fournitures d'énergie électrique pendant trente tours soit garantie même si des difficultés surviennent dans même si des difficultés surviennent dans l'approvisionnement en combustibles des centrales thermiques; la Commission organisera une consultation entre les Etats membres à l'issue de laquelle elle établira, avec l'accord de ceux-ci, les prélèvements qui pourraient être optrés dans ce cas. Les Britanniques ont émis des réserves qui retardent encore l'adoption de ce point.

● Rapports de priz entre les différentes sources d'énergie: à la suite de la proposition américaine d'établir un prix-plancher du pétrole, M. Simonnet, le commissaire européen chargé de l'énergie, a lancé l'idée de prix de référence pour les autres sources d'énergie, prix qui devraient être tels que la rentabilisation de ces proposes soit essuirés.

sources soit assurée.

• Prix du charbon: Bruxelles a entrepris des consultations avec les producteurs pour assurer, dans toute la mesure du possible, les amortissements nécessaires des houillères et couvrir leurs coûts de production. Les aides publiques accordées depuis de longues années à l'industrie charbonnière et aux utilisateurs industriels de charbon, devront, en effet, céder peu à peu la place à l'autofinancement des houillères et à l'appel par elles au marché des capitaux. Le politique commune doit en outre apporter un élément de sécurité aux consommateurs de charbon, sur les critères qui serviront à fonder l'évolution des prix du charbon.

LE SIXIEME EMPRUNT PART PAR LA CECA AUX ETATS-UMB a été lancé en février; 0 s'élève à 150 millions de dollars et vient à échéance le 15 février 1983, ses obligations sont émises à 95,5 % avec un taux d'intérêt de 3 3/8 % et un rendement de 8,46 %. Il sera ujiecté ou financement de la construction de centrales électriques à base de charbon et d'une partie des projets de modernisation de la production charbonnière et sidérurgique des Neuj ainsi qu'eu réemploi de la main-d'auvre à l'intérieur de la CECA.

LA PRODUCTION DE COEE DE FOUE de la CECA a diminué de 0,7 % en 1974. Cette baisse résults uniquement des pertes de production en Royaume-Uni (— 13 %), mais dans les autres pays membres, la progression de la production (+ 0,6 %) n'a été d'aucune communs mesure apec l'accroissement des besoins: Cela a entreiné une reprise sur les atocks dans les cokeries; les atocks ont, pour l'ensemble de la Communauté, diminué de 12 milions de tourse et ne représent n'un que troje lions de tonnes et ne représentent plus que trois semaines de production.

semaines de production.

AUTORISATION DE CONCENTRATIONS. — La Commission européenne a autorisé en février deux concentrations. La première est l'acquisition de la Société marsellaise de colefaction MARCORE par les trois actionnaires de la SOLMER : la SOLLAC, USINOR et Thyssen. MARCORE établira d'Fossur-Mer une cokerie avec ses installations annexes, dan s le but d'assurer l'approvisionnement de SOLMER en coke sidérurgique. Ses possibilités de cokéjaction sont évaluées à 1,2 million de tonnex de coke pour 1973, soit environ 3 % de la production communautier ; cette production sera entièrement destinée d'étre livrée d'SOLMEE au prix de revient. MARCORE, bien que juridiquement séparée, constituers donc économiquement une division de SOLMER d'iaquelle elle journira le coke destiné d'la labrication de la jonte de cette dernière.

La seconde concentration autorisée concerne l'achat, par le groupe Hugo Stinnes, de la patite société de négoce en gros de condustibles soides Hohendahl, de Wiesbaden (Allemagne). La Hohendahl a un écoulement annuel de quelque 50 000 tonnes de combustibles soides.

UNE HAUSSE DE 9 % DES CHARBONS FRANÇAIS

UNE HAUSSE DE 9 % DES CHARBONS FRANÇAIS est prédue pour le 1st corû. Les Chardonauges de France l'estiment insuffisante pour compenser la Ruisse du fuel concurrant (out a été entre deux et trois fois plus forte depuis dix-huit mois) et pour

assurer d l'entreprise les moyens financiers de son déseloppement. Les houillères françaises ont extrait, en 1844, 34,5 millions de tonnes de charbon (- 2,5 millions, dont 1 pour faits de grèce) et espèrent en librer à peu près autent cette année, l'objectif étant de produirs en moins 21 millions de tonnes en 1980.

### Parlement européen

Pour le président de la Commission, 1975 doit être l'année de la politique commune de l'énergie

L'EUROPE doit reconquérir sa souveraineté en réduisant sa dépendance sur le plan à la fois économique et politique : telle est la ligne de force du « discours-programme » prononcé le 18 février devant le Parlement européen de Brasbourg par M. François-Xavier Ortoli, président de la Commission de la C.E.E.

Pour M. Ortoli, l'Europe doit être maîtresse de son destin, et l'année 1975, a assuré le prési-dent de la Commission de la C.E.E., doit donc être celle de la politique commune de l'énergie. Sur le plan interne, la Communauté doit réta-blir l'équilibre économique et social de l'Europe grâce à un nouveau schéma de croissance et à une relance de l'union économique et monétaire

Le président de la Commission explique que le « plan Werner » de réalisation par étapes de l'union économique et monétaire est mort. Il faut lui substituer une nouvelle approche basée sur une coordination plus poussée de la basée sur une coordination plus poussée de la complémentarité des économies nationales et la création de nouveaux instruments communs, comme une banque européenne d'exportation ou un institut économique de prévision à moyen terme, et surtout une nouvelle unité de compte européenne. M. Ortoit a attaché une « valeur capitale » à la création de cette nouvelle unité de compte qui doit préparer la voie à l'union rounétaire.

Cette nouvelle unité de compte, basée sur un panier de monnaies C.E.E., sara un des princi-paux points à l'ordre du jour du prochain conseil des ministres des finances des Neur la 18 mars à Bruxelles.

### Association européenne de libre-échange

Paible augmentation du volume des échanges en 1974

des échanges en 1974

L'accrétariat de l'Association européenne de l'Ihre-échange (AELE), signale que pendant les neuf premiers mois de 1974 les importations totales de l'AELE, se sont accrues en valeur de 40,7 % par rapport à la période correspondante de 1973, en raison de l'angmentation (en valeur) des achats effectales dans les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Les exportations totales ont, quant à elles, progressé (en valeur) de 33,9 % et les exportations interrégionales de 41,6 %. Mais ces augmentations interrégionales de 41,6 %. Mais ces augmentations interrégionales de 41,6 %. Mais ces augmentations interrégionales de échanges ne correspondent cependant qu'à une très faible expansion du volume de ces échanges, étant donnée la hausse générale des prix à l'exportation (en particulier le relèvement des prix du pétrole et des produits pétroliers) et la baisse du taux de change du dollar.

que la question palestinienne concernait toute l'Afrique et pourrait donc être soumise à un prochain « sommet » de l'O.U.A. Les pays afri-cains ont d'autre part demandé à leurs parte-naires arabes une aide plus substantielle pour leur permettre de faire face à la hausse des produits pétrollers.

# Ligue des Etats arabes

Les gouverneurs des banques centrales demandent un nouvel ordre monétaire

R EUNIS à Bagdad du 22 au 24 février dernier, les gouverneurs des banques cemtrales arabes ont demandé l'établissement d'un nouvel ordre monétaire international pour tenir compte du rôle que les pays en voie de développements — en particulier les pays exportateurs de pétrole — assument désormais sur le plan international. La réforme souhaitée devrait faire davantage de place à l'aide au tiernande dans l'utilisation des réserves monétaires et les droits de vote qui lui sont accordés dans les instances dépendant du Fonds monétaire et de la Banque mondiale devraient être augmentés, sans allourdir leurs charges financières. D'autre part un fonds monétaire arabe a été institué pour fournir une assistance aux Etats membres qui rencontrent des difficultés de balances des palements. ordre monétaire international pour tenir con

# Conseil de l'Europe

La Cour européenne des droits de Phomme statue dans l'affaire

L a cour européenne des droits de l'homme coposant un ressortissant britamique, M. Sidney opposant un ressortissant l Golder, au Royaume-Uni

Golder, an Royaume-Uni.

M. Golder, qui purgeait une peine de prison
à Farkkhurst, avait demandé, le 20 mars 1970.
à consulter un avocat afin d'intenter une action
contre un des gardiens de la prison qui l'avait
accusé d'avoir participé à la révolte des prisonniers en octobre 1969. Sa demande ayant été
rejetée par le ministre de l'intérieur, le 6 avril
1970 M. Golden admande alors une alleite descrit 1970, M. Golder adressa alors une plainte devant la commission européenne des droits de l'homme, qui constata dans son rapport la violation per le gouvernement britannique de deux articles de la convention européenne des droits de l'homma. L'affaire fut alors portée par le Royaume-Uni devant la Cour européenne le 27 septembre 1973.

27 septembre 1972.

Dans son arrêt, la Cour constate (par neuf voix contre trois) que le rejet de la demande de M. Golder par le ministre de l'intérieur viole l'article 6, § 1 de la convention qui garantit un droit d'accès aux tribunaux en matière civile, et constate (à l'unanimité) que ce rejet, qui privait M. Golder de la possibilité de correspondre avec un avocat, constitue « la jorme la plus redicale d'ingérence (...) dans l'exercice du droit au respect de la correspondance » et viole donc également l'article 8 de la convention. En conclusion, la Cour constate à l'unanimité que les décisions qui précèdent « constituent par elles-mêmes une satisfaction équitable sujisante » pour M. Golder.

Session de l'Assemblée parlemen-

La situation à Chypre et la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe ont été les principaux thèmes des débats de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe réunie à Strasbourg du 21 au 29 janvier, L'Assemblée, qui a tenu une réunion commune avec le Parlement des Communautés européennes, a president des communeutés européennes, a president des communeutés des médicies européennes. rarement des comminantes europeemes, a aussi entendu le rapport du comité des ministres ainsi qu'une allocution de M. Minic, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères de Yougoslavie, qui s'est déclaré favorable à la politique de non-alignement et à la coopération de son pays avec le Conseil de l'Europe sur certains plans techniques. l'Europe sur certains plans techniques.

En ce qui concerne la situation à Chypre, l'Assemblée s'est prononcée pour un accroissement de l'aide humanitaire aux populations touchées par la guerre ainsi que pour une relance de la vie économique dans l'île. Les pays membres se sont engagés à contribuer pendant une période de quatre ans à un fonds de secours pour un moutant équivalant à un dixième de leur contribution au Conseil. Bien que le débat sur la situation au Portugal ait été ajourné, l'Assemblée a chargé son président d'adresser au gouvernement portugais une lettre exprimant les inquiétudes des parlementaires européens, et lui demandant de normaliser la situation en garantissant les libertés démocratiques fondamentales. Europe sur

sanctions contre Cuba, a su lieu du 8 au 12 no-vembre 1974 à Quito, et non à Lima, comme nous l'avons indiqué par erreur dans notre numéro de décembre 1974.

Au cours d'un débat public, l'Assemblée parlementaire a également procédé à l'ouver-ture solennelle de l'Année européenne du une sugamene de l'Année européenne du patrimoine architectural. Une délégation parlementaire grecque parti-cipait aux travaux de cette session, la Grèce ayant été réadmise au Conseil de l'Europe le 28 novembre 1974.

AFFAIRE IRLANDE CONTRE BOYAUME-UNL — Les délégués de le commission européenne des droits de l'homme ont procédé du 13 au 25 janvier, d Sola (Novège), à la dernière audition de témoins dans l'affaire interétatique Irlande contre Boyaume-Uni, portant ainsi à 115 le nombre de personnes inter-rogées.

CHARTE SOCIALE. — Un comité d'experts a exa-miné, du 6 au 3 février à Strasboury, l'étet d'appli-cation de la charte sociale européenne dans neuf pays, dix ans après son entrés en vigueur. RELATIONE AVEC LA C.B.E. — Le Conseil de l'Europe a ouvert, au mois de janvier à Bruxelles, un bureau de liaison avec les communautés euro-

o UNION DE L'EUEOFE OCCIDENTALE. — Le comité des présidents de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) e arrêté, su cours d'une réunion à Paris le 17 février, le détail des manifestations qui marqueront le vingitème anniveracire de l'Assemblée au mois de mai. Réunie le même jour, la commission politique a procédé à l'examen des projets de rapports sur l'union européenne et l'U.E.O., la coopération avec les États-Unis, et les activités politiques du conseil de l'organisation; ces projets seront soumis d la session plénière de l'Assemblée qui aura lieu d Bonn en mai. Le lendemain, a cu lieu le colloque annuel réunissant la commission de déjense de l'Assemblée et les présidents des commissions de déjense de l'Assemblée et les présidents des commissions de déjense de l'essemblée et les présidents des commissions de déjense de l'essemblée et les présidents des commissions de déjense de l'essemblée et les missiles tactiques (anti-navires, surjace-air et anti-chars) actuele et juture.

CONESIL NORDIQUE. — Le Conseil nordique s tenu sa vingt-troisième session, du 15 au 20 février, à Beykjarit (Islande).

a Reskjanik (Islande).

• ORGANIBATION DU TRAITE CENTRAL. — Le ringtième anniversairs de la création de l'Organisation du truité central (CENTO) a été celèbré la 24 février d'Ankara.

— Les félépries des cinq pays membres du CENTO ainsi que de hauts jonationnaires de leurs gouvernements se sont réunis à Ankara, du 19 au 21 février, pour examiner le programme économique de l'Organisation et en délinir les activités jutures. Les trapaux seront soumis au comité économique qui dott se réunir au mois d'avril.

— Le conseil scientifique du CENTO a défint, au cours d'une réunion tenue d'Téhéran du 16 au 18 février, le programme d'activités de l'Organisation dans ce domaine pour le premier semestre 1975.

COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. — M. Guy Motha a étà nommé à la direction du programme de développement économique de la Commission du Pacifique sud (C.P.S.). Il succède d M. Alan Harris, qui a occupé se poste pendant six ans.

en a occupé ce poste pendant six ans.

• RECHEBCHES SPATIALES. — Cent cinquante personnes venant d'une trentaine de pays ont participé, du 12 au 14 février, à un symposium sur la radiodiffusion directe par estellite, organisé d'Rome par l'Organisation européenne de recherches spaticles (ESEO). Les débats ont porté sur les possibilités techniques et opérationnelles d'un système de radiodiffusion visuelle et sonors directe par satellite, sénsi que les espects économiques d'une éventuelle réalisation.

— L'ESRO a décidé d'équiper le programme du laboratoire Spacelab de vingt-deux ordinateurs stitra-15 de la Compagnie internationale pour l'in-formatique (C.I.I.). Quaire de ces ordinateurs équi-peront les modèles de vol du laboratoire.

e TRANSPORT AFRIEN. — L'Association du transport aérien international (IATA) et l'Organisation mondiale du tourisme (O.M.T.) ont organisation mondiale du tourisme (O.M.T.) ont organisation internationale sur le tourisme et le transport aéries. Un certain nombre de recommandations visant de assurer la coordination entre le développement du tourisme et du transport aérien ont été adontées.

ont ete adoptees.

CHOLK-BOUCH. — Le président du consect anécutif du C.I.C.R. a confirmé le 9 février, dans un télégranme sdressé au chef du gouvernement militaire provisoirs en Ethiopie. l'offre de services faite par le Comité lors de l'éclatement des troubles d'Asmara, en Erythrés. Le gouvernement éthiopien examine cette offre ainsi qu'un rapport établi par une mission de la Crotx-Roupe éthiopienne sur la situation et les besoins humanitaires dans cette ville. ville.

— L'assemblée du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) a procédé, su mois de jan-vier, à la nomination de trois nouveaux membres : MM. Jakob Burcketardt, Thomas Fletner et Alexandre

Hay.

— La conférence diplomatique sur le réaffirmation et le développement du droit international humanitairs appliqué dans les conflits
armés, organisés par le pouvernement suisse (dépositaire des conventions de Genève), a ouvert
su deuxième session è Genève le 3 février. On trouvera, dans le prochain numéro du Monde diplomatique, un bref résumé de ses trupquis.

e ORGANISATION INTERNATIONALE DE POLICE CRUMINELLE. — Uns centains de policiers venus de trents-sept pays ont perticipé, us début du mois de février d'autre d'autre de police criminelle (O.I.P.C. ou Interpol), sur le problème des prises d'otages (modalités d'alerte et de direction des opérations, attitude d'adopter face aux commandos et conditions de mise en place des groupes d'interpention).

e ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME. —
La tréation de l'Organisation mondiale du tourisme
(O.M.T.), organisme interpouvernemental qui a
succédé d'Union internationale des organismes
officiels de tourisms, a pris effet furidique le
1st novembre 1974. Au 1st février 1975, cinquantequatre pays avaient rutifié les statuts de l'O.M.T.,
dont l'objectif est de « promouvoir et de développer
ls tourisme en vue de contribuer à l'expansion internationale et à la paix ». Son secrétaire général
est M. Robert Lonati (Italie).

# 

# Urganisation de l'unité africaine

La vingt-quatrième session du conseil des ministres

L A vingt-quatrième session du conseil des ministres de l'Organisation de l'unité afri-caine (O.U.A.), qui s'est déroulée à Addis-Abeba du 13 au 21 février, a recommandé l'établisse-ment de relations diplomatiques avec le Portugal en raison de l'attitude adoptée par Lisbonne 2 l'égard de ses territoires africains et de sa volonté de démanteler son empire en Afrique, A la suite d'une proposition du ministre algérien des affaires étrangères, M. Bouteflika, algérien des affaires étrangères, M. Bouteflika, devant les « manocuvres diplomatiques de l'Afrique du Sud qui ont pour but de diviser l'Afrique », les ministres ont décidé de réunir au mois d'avril en Tanzante un conseil ministèriel extraordinaire consacré à l'examen de la situation en Afrique australe et à la coordination des politiques diplomatiques de leurs pays vis-à-vis de l'Afrique du Sud.

Les ministres ont également exprimé leur préoccupation après la nomination, à Washington, de M. Nathaniel Davis, ancien ambassadeur des Etats-Unis au Chili, au poste de
secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires africaines; un communiqué publié à l'issue de la
rèunion précise que « dans l'intérêt de la
compréhension et de la coopération afro-américaine, il est du devoir du consell des ministres
de l'O.U.A. de soutigner que, en raison du passé
bien connu de M. Davis et en particulter de son
engagement dans la politique américaine de
« déstabilisation politique » en Amérique latine,
les gouvernements africains sont fondés à
s'interroger sur ce que peut augurer cette aomination pour la politique américains en Afrique a.
Le communique ajoute que l'objectif de l'O.U.A.
étant de liquider les vestiges du colonialisme,
du racisme et de la domination étrangère en
Afrique, cette organisation « condamnera et
résistera très fermement à toute initiative de
quelque pays que ce soit qui viserait à importer
en Afrique l'odieuse pratique de la « déstabilisation politique ».

Au chapitre des relations avec les pays arabes,
les Elitz africains cort donné leur acceptation

Au chapitre des relations avec les pays arabes, les Etats africains ont donné leur acceptation pour la convocation d'un «soumet» des chefs d'Etat arabes et africains, et ils ont reconnu

# THÉORICIEN, PRATICIEN, ORGANISATEUR, DIPLOMATE

# L'œuvre exceptionnelle d'Amilcar Cabral =

U sein d'un tiers-monda où les directions politiques, à quelques exceptions yrès, notamment au Vistnam et en Chine, se sont caractérisées par leur logomachie révolutionnaire, Amilicar Cabrai est une figure à part. Considéré d'emblée après son intervention à la conférence tricontinentale de La Havane (1966) comme un dirigeant hors pair, son prestige n'a cessé, depuis, de grandir. Les deux tomes da ses œuvres (1) contribuerent à donnar toute sa dimension au plus remarquable des dirigeants révolutionnaires de l'Afrique contemporaine. L'évolution de la pensée, la manière d'aborder les problèmes de la lutte en Guinée-Bissau, transparaissent admirablement à travers les tertes choisis et agencée avec soin par Mario de Andrade, qui fut son ami de longua date. Artisan de l'indépendance de la Guinée-Bissau et, indirectement, plus que tout autre, de la chute du fascisme portugais, Amilicar Cabral (1924-1973) se distinguait par une personnaiité à la fois originale et pluridimensionnelle. Tout d'abord, et contrairment à beaucoup d'antres distinguait par une personnaiité de la contrairment à beaucoup d'antres de la contrairment à beaucoup d'antres dell'écontrair de contrairment à beaucoup d'antres dell'écontraires de la contrairment de l'enteres dell'écontraires de la contrairment de l'enteres dell'écontraires de l'enteres de la contrairment de l'enteres dell'écontraires de l'enteres dell'écontraires de l'enteres de la contrairment de l'enteres dell'écontraires de l'enteres de la contrairment de l'enteres dell'écontraires de l'enteres de la contraire de l'enteres de l'enteres de la contraire de l'enteres de la contraire de l'enteres de la contraire de l'enteres de l'enteres de la contraire de l'enteres de la contraire de l'enteres de la contraire de l'enteres de l'enteres de la contraire de l'enteres de l'enteres de l'enteres de l'enteres de l'enteres de rd, et contrairement à beaucoup d'au d'abord, et contrairement à beaucoup d'antres dirigeants, il avait une connaissance effective du terrain : ses premières enquêtes, en tant qu'agronome, l'avait amene, lors du Recense-ment agricole de la Guinée (1953), à saist-coucrètement les conditions de vie de la paysan-neris de son pays. Son Rapport au comité spécial des Nations unies (1962) montre avec quelle acuité il avait appréhendé les spécificités du fait

colonial portugais ; tandis que son analyse de la Structure sociale (1964), qui servit da base à la lutte, recèle une appréciation fins des réalités ethniques et sociales de la Guinée-Blasau à par tir desquelles la stratégie du P.A.I.G.C. (Parti africain pour l'indépendance de la Galmée et du Cap-Vert) a été élaborée et mise en puzique.

de villages ». Enfin, una pédagogie directe et adaptée aux conditions locales, souplement articulée entre une ligne théorique ferme et un grand pragmatisme tactique comme en témoignent les textes de la Pratique révolutionnaire. En tant que théoricien (l'Arme de la théorie, 1966), dans la sillage du marxisme, Cabral, de

Por GERARD CHALIAND

En second lieu, Cabral aura été un organis En second lieu, Cabral aure été un organisa-teur remarquable : patiente construction du parti, des 1955, d'abord dans les centres urbains, puis, après la répression portugaise de 1959, réorganisation en prévision de la lutte armée à la campagne; préparation des cadres moyens et mise en place, da 1968 à 1963, d'uns infra-structure politique elandestine qui permettra d'emblée de créer des nones libérées. Sur le plan stratégique, pas d'eneurs aux effets tregiques à l'instar du « foco » de Gusvara, mais au contraire l'accent sans cesse mis sur le caractère politique de la inite et, par conséquent, sur politique de la futte et, par conséquent, sur l'importance de l'infrastructure su sein de la population, rapidement organisés en « somités

façon créatrice, aura contribué à mettre en lumière l'ambivalence de la petite bourgeoine dont une fraction constitue, en tant que bureaucratie, la direction des pays à projet rév naire, ainsi que des rapports, dans certaines sociétés, entre histoire et classe.

D IPLOMATE, Cabral Paura été; dans ses relations avec le a pays africains aux régimes souvent réticents à son égard, comme dans sa façon de demeurer, su sens striet du terme, un u non-aligné » qui ne permettait à personne de dicter su P.A.I.G.C. ce qui devait être fait (notamment dans le cadre du conflit sino-soviétique). Il le fut aussi par sa espacité, de par le moude, à gagner des alliés à sa cause, aux Nations unies, en Scandinavie, en Grande-Bretagne, en Allemagne fédérale et au sein des milieux libéraux d'Amérique du Nord. Seule la milient ilberaux d'Amerique du Nord. Seule la France lui interdisuit le droit de séjeur. En revanche, à la tête des représentants des colonies portugaises, il était reçu, en 1970, en audience, par le pape Paul VI.

Il y avait enfin l'houme Cabral, inséparable du militant politique tertes, mais plue particulièrement envert aux problèmes culturels (Culture et libération nationale, 1970) et à la posétie.

Les projets qu'il nourrissait en matière d'Indé-Les projets qu'il nourrissait en matière d'indé-pendance et de dévaloppement pour son pays étaient le produit de sa réflexiou personnaile et de sou intime connaissance des sociétés gui-néennes et d'une appréciation incida des rapports de force régionaux et internationaux. La qualité de ceux qui poursuivant son œuvre rend l'expé-rience de la Guinée-Bassau exemplaire — dans ses succès comme dans ses limites. L'assassinat d'Amilear Cabrai à la veille de l'indépendance transforme son personnage en mytha; comme transforme son personnege en mytha; comme cela arrive très rarement, ce mythe n'est pas

(1) Amilear Cabral, Unité et lutte, l'Arme de la théorie (tome I, 384 pages, 45 F); la Pratique répolutionnaire (tome II, 352 pages, 45 F), Masparo, Paris, 1975.

Par JEAN-PIERRE FAYE \*

N juillet 1973, le plus grand théo-ricien de la acience du langege, Noam Chomeky, se risquait é une prédiction. Citant les discours d'un grand massacreur de la guerre du Vietnam, William E. Colby, Il annonçait que celui-ci était « actuellement sur le point de diriger la C.I.A. -. Un mois plus tard, en acût 1973, la prédiction directeur de le C.I.A., sans doute mances au coure de l'Opération Phostembre 1973, dans la nult, l'Opération nous savons maintenant, deputs sep tembre 1974, le rôle qu'y joua la C.I.A. de William Colby (1).

Vietnam-Chili, Ce sont les deux pôles de l'espace qu'explore, evec une véhàmence admirable et une violenta sobriété, la livra de Noam Chomsky Bains de sang - - Bloodbaths in faci

et sa récente parution en traduction française (2), ces jours-cl, un événement singulier e'est ajouté é son contenu : le fait qu'il a été frappa par la censure dans le paya qui ce

Que signifie ce fait de censura? Comment est-il construit? Peut-être faut-il le décrire en détail, avant d'entrer dans le livre interdit. Tout d'abord, parce qu'il semble peu croyable è blen des esprits. Même les emis de Noem Chomsky, en France, ont peine à croîre qu'un livre du savent demières ennées alt pu être, dans son propre pays, frappé d'interdiction Mais celle-ci donne is mesure des enleux mondiaux dus ce livre e dé-

A la fin de 1973, le linguiste américain Carlos Otero noue apprenaît le parution imminente des Bloodbaths. Nous evens exestôt téléphons à Noam setion d'en publier un fragment dans notre revue. A travars une écoute apprenait d'une volx tranquilla que la livre était frappé de « censorahin » -mela le dois avouar que j'al elors entendu ce mot en un sens quasi métaphorique. Peu après, le recevais de lul la lettre publiée en février 1974, dans Change 18. Le 8 mers 1974, Carlos Otero, qui venait de faire paraître une traduction espagnole du premier ouvrage théorique de Chomsky, Structures syntaxiques, m'interrogealt à le fin d'une lettre eur les langages tota-Bloodbeths, avec yos commentaires sui le destin eingulier de ce livre - le Etets-Unis (the most blatant case of USA censorship)... Pourrait-on faire quelque chose en France pour com-battre cette conspiretion? - Enfin, le 22 Janvier 1975, Noam Chomsky écriples en France, Mitsou Ronet, en apprenant la sortie de le traduction française : « Je sule heureux de voir paraitre le bloobethe book, finalement, même si les Etats-Unia aont le lieu où ils devraient être lus (et où lis ne

Les lois de l'enfer

QUEL est dono ce livre extra-ordineire, objet d'un el extraordineire achemement? Qu'est-ce qu lui veut le dangereux privilège de

« il nous apparaît comme une vérité évidente et élémentaire que le leadership eux Etats-Unie, par l'effet de sa position dominante et de ses efforts contro-révolution naires accomplis à une échelle planétaire, tut le seul é être, dans une telle proportion, l'instigateur et l'administrateur des bains de sang les plus terribles, ou leur soutien matériel et moral, eu cours des ennées qui ont suivi le

Réplique fulgurante é l'apologie de John von Neumann.

Le méthode : elle semble native loi de l'alfiance entre Chomsky le lin-

Grèce et par la Thailande, les Philippines et le Corée du Sud, par le - nouveau - Cambodge de Lon Noi et par la - viellie - Chine de Tchiang Kal-chek Elle s'arrête un moment sur un exemple terrible : l'Indonésie. L'ex-premier ministre d'Australia, Harold Hoth, assurera qu' - avec cinq cent mille ou un million de sympaterre, je pense qu'il est raisonnable d'admettre qu'une réorientation e vraiment ou lieu «. Volta une excelente manière de manifester son allégeance à ce que Chomsky appelle sobrement l'idéologie impériale (3). Une double justification est donnée dans le contexte d'un tel discours. D'une part, - ce pays de meurtre da masse et d'immenses cemps de concentration devenalt un paradis pour ectionneires étrangers -, et une conférence da presse tenus à Well Sireet dans les bureaux de l'international Nickel en prenaît ecte Joyeu-eament eu cours da l'été 1970. D'eutre part, le général Maxwell Taylor, dont le livre d'Helberstam (4) e montré la rôle décisif evec Walt W. Rostow dans l'escalade de la guerre du Visinam, epporte le mot de la fin : « l'indépendance de l'indonésia sujourd'hui - doit ătre attribuée, - pour une très grande part à ce que nous avons accompil au Vietnam du Sud ». Tout se tient donc dans l'Empire - dens l'archipel du - bloodbath -. On est tout prêt à

demander comme Feust : l'enfer même L'escatade dans la puissance de feu ne ve pas sens l'ascalade dans le langage. Ainsi des discours tenus par l'élite impériale eu sujet des « viotimes de le réforme agraire » eu Vietnam du Nord, dans les ennées 50. En 1969, Nixon évoque à ce sujet le chiffre de cinquante mile morts. En 1970, il passe à « des centalnes de demi-million, selon une estimation au bas mot . En fait, une estimetion International Relations of East Asia, en s'appuyant sur les chiffres présentés par le gouvernement Diem lui-même en 1959, eltue les faits réels entre hult cents et deux mille cinq cents. - Chil-

" Maltre de recherche au C.N.R.S., animateur du collectif e Change ».

Noam Chomsky: lettre sur la censure (1)

ARNER MODULAR est une branche de la Warner Publishing Company, elle-même une branche de la Warner

mérat incluant Warner Brothers, Mottons Pictures, Warner Records, Warner Cable TV et autres, Warner Modular a été constitué comme une maison d'édition indépendante. C'est avec elle que nous

» Quelques jours avant la date prévue pour la publication de notre monographie, un directeur de Warner Publishing Company

tomba sur un communiqué publicitaire, demanda à voir le manu-

scrit et ordonna à l'éditeur d'en interrompre la publication. Plus tard, se rendant compte de l'effet produit si la nouvelle était connue du public, il en permit la distribution, mais à la condition

qu'une autre monographie soit publiée pour «équilibrer» le tableau.

Il insiste également pour qu'aucune publicité ne soit faite sur noire analyse. Une annonce parut dans la New York Review of Books

avant que tout cela n'ait lieu, mais depuis lors aucune autre

publicité n'a été faite. Le formule apparue dans la New York Review

a été modifiée depuis, dans les parutions utérieures, notre étude

entrès en contact avec Ithiel Pool pour lui demander s'il voulait

bien les laisser publier plusieurs articles de lui sur l'Indochine, et

exposèrent le fait comme venant « équilibrer » le nôtre. Franchement, bien qu'un peu stupéfait par cette tentative de censure, je n'étais pas opposé à l'idée de voir paraître la chose de Pool. Pool est un

apologiste de la violence impérialiste travaillant dans le cadre de

apprograde de la académique, et je considérals ses articles comme un appendice venant illustrer notre monographie. Autant que je le

sache, ils ont donc entrepris la publication des articles de Pool

» Arrivé à ce point, capendant, le directour de Warner Modular reçut tout simplement l'ordre d'arrêter entièrement toute l'opération.

Lari et la plupart des membres de son équipe furent licenciés, et à

présent Warner Publishing Co. tente de vendre le fonds de Warner

2 Sur ma suggestion, les directeurs de Warner Modular sont

s'y trouvant remplacée par quelque chose d'autre.

en guise d'antidote aux nôtres.

(1) Change, février 1974, nº 18, page 163.

Communications Inc. Cette dernière est un vaste conglo-

ires importants », juge Chomsky, qui ne fait pas bon marchà de is vie et de la mort. Mais plus important encore est le fait que cat agrandissement mythologique du prétendu - bloodbeth -, attribué à l'adversaire, servait à justifie elors au nom du - monde libre -. C'est le procédé décrit par la mètorique classique sous le nom dangereux de métaetase. Dans les mêmes années, l'ensemble du territoire vietnamien était cribié de vingt-six millions da troue de bombes ou d'obus.

Le discoure sur les baine de sang ettribués à l'autre et plus génàrale ment l'ensemble du discoure Impérial, voilé ce qui va rendre ecceptables les plue grande messacres commis depuis le fin de la seconde guerre mondiale. Le point culminant de ce processus — et du livre — est stieint avec le langege de William E. Colby, l'homma de l'Opération Phoenix. Etrange non terreur sélective — et aveugle », qui « démontre la fecilité avec laquelle les programmes américains sons absorbés dans un système de chantaga ou de rackets, de tortures et sainets alnsi que la propension de le bureaucratia politico-militaire des Etets-Unis à soutenir et à organiser les eyatèmes les plus berberes et les plus brutaux de le terreur ».

Sous le sigle de C.Q.R.D.S. - prociviles et au développement révolution naire «, devenu ultérieurement le « Développement rural = (alc) - Colby se donne alors à lui-même le tâche de protéger le peuple vietnamien contre le terrorisme » et d'apporter « le sécurité - eux paysans. Devant un comità du Congrès, Colby déclerare n'avoir - jameis été complètement satisfait par les résultats «, tout en assurant que « les choses s'améliorent régullèrement... . Phosnix e - réellent amélioré le qualité de la contreterreur... par son souci du rensaigne-ment adéquat et la soin qu'il consacre à une justice sévère «. Les dizaines de millers de civils « suspects d'être ennemis - et mie é mort par Phoenix, eelon le gouvernement Thieu lui-même, témolgnent de cette sévérité. Tel est « ce charnier que les Etats-Unis ont bâti au Vietnam du Sud «, et où cette méme guarre se pourault toujours, sous

le couvert des accords de paix signés Pas plue que de le terminologie lin

quistique, le démerche chomskienne nulle Illustration plus éclatante des revant — et même déjà par Hegel dans sa Philosophie du Droit, paragraphe 246 - que celle de ce livre dont le titre initial était Violence contre-rá volutionnaire. Les interventions d'I.T.T. au Chill, démasquées par l'amau Chill, demasquees par l'am-bassadeur Armando Uribe, se jolgende é celles de la C.I.A., dévoilées par le député démocrate Harrington, comme à l'impérialisme eu sens téniniste se rella le capitalisme monopoliste. Si l'analyse chomskienne n'use guère de ces mots, c'est que les mensonges sia-liniens les ont privés d'une partie de leur vertu. Ainsi, à la veille de la mort de Staline, le prétendu « complot des médecins », des « assasaux - impérialistes anglo-eméricains -(5)... Si Chomsky et Herman évitent en cours d'analyse la référence explicite é ce type de discours, c'est bien évidemment pour ne pas âtre amenés er gone - le stalinisme. S'engager dans cette problématique, c'eût été se détourner de ce qui, pour chacun, est le tâche le plus urgente : penser les contradictions de son propre pays. A Maurice Blanchot et Merleau-Ponty d'écrire leure manifestes contre la guerre d'Algéria. Et à Roy Medvedev Herman de rendre visible l'évidence la plue ectuelle et le plus redoutable : - L'ecceptabilité de cette forme de atrocités, de tele bains de seng doi-vent être « intégrés « dans l'etfort lle doivent être partie intégrante du fait de « pacifier » une nation étrangère, pauvre et pratiquement sans

défense, mais refusant obstiném collaboration. Ainsi, eu moment où l'Occident s retourné les révélations terribles de l'archipel du Goulag en opérations commerciales, il est urgent d'ouvrir les yeux en priorité sur la proliférations gigantesques de l'Archipel Bloodbath — qui pour autent n'altèrent en n'en bable bonne conscience du monda libra. Ce que le dossiar final du livre, constitué à l'automne 1974, alsse maintenant percevoir, c'est que l'homme du Phonix Program et de l'opération Pinochet est pratiquement, eprès le secrétaire d'Etat, le numéro 2 du = Comité 40 » : de l'instance soprême où se décident les interventions camouflées et, pratiquement, la politique impériale dans la tiersmonde. « Avec des ressources illimitées dans l'ecte de tuer - - et aussi dans « le nature des arguments appor-tés pour justifier les bains de sang ». Il est arrivé à un grand écono de faire intrusion dans l'histoire de son

maire de Louis-Napoléon Bonaperte et le Guerre civile en France. L'intrusion d'un linguiste de génie dans l'histoire mondiale, dans la critique de la politique en ecte et de son langage sous le forme d'un livre interdit - se nomme Bains de sang.

(1) Cf. le Monde du 24 novembre 1974. 1974.
(2) Bains de sang, de Roam
Chomsky et E.E. Rerman, précédé de
l'Archipet Bloodbath, traduit de l'amèricain par M.O. Faye, éd. Sechem/Laffont, coil. « Change », Paris 1974, 200

font, cell. « Change », Paris 1974, 200 pages, 29 P.

[3] Change 15, mai 1973: Les experts en légitimation ». Ed. Seghers/Laffont, Paris, 224 pages, 20 P.

[4] The best and the brightest, de David Halberstam (« On les disait les meilleurs et les pius intelligents »), itaduit de l'amèricain par Jean Rosenthal. Laffont/Hachetts-Littérature. Paris 1974, 582 pages, 68 F.

[5] Roy Medvedev, le Stainica, Seuil, coll. « Combats », Paris 1972, 688 pages.

La reison en est évidente, Ce livre démonte, avec une rigueur brève et implacable, l'immense mechine mondiele de répression qu'est devenue l'idéologie impériale de le démocra-

deuxième querre mondiale. »

de la République Impériale dans la tradition de Raymond Aron, II est décisii qu'elle vienne du plus grand esprit de le ecience américelne contemporalne, celui auquel la théoria de 1960 le statut de science rigoureuse, comme la théorie économique, quinze ans plus tôt, avec les trevaux

guiste et Herman l'économiste. A calui-ci peut-être faudrail-il attribuer une certaine « économie » des matériaux percevoir le circulation entre les divers porte-parole de le « politique impé-riale » : généreux, politiques, experts, idéologues de l'Université et de le presse. A celui-là, la façon de laisser eu plège de ses propres règles cachées dans sa rhétorique. Encore faut-il tout de suite préciser ou'à eucun moment le lecteur de Beins de sang ne linguistes ou des économistes faire écran entre lui et l'objectif visé, qui est de montrer avec elimplicité comment les choses ont pu en vanir là. Que le première démocratie de l'histoire moderne, après evoir libéré l'Europe occidentale du joug nazi, soit devenue exportatrice de tascismes dans le tiera-monde, vollà qui fait probléme, si I'on se souvient d'Engels lorsqu'il disait du modèle américain de démocratie politique décentralisée : « C'est ce qu'il nous feut avoir de même. -L'enelyse circule par divers lieux du monde jusqu'eu moment d'en arriver au point central : le Vietnam, Auperavant elle passe per le Guatemale, Saint-Domingue ou le Brésil, par la

# Cet Indien qui ne veut pas mourir

ATENT depuis plusieurs années, le réveil indien est devenu une

réalité.

Le jait le plus marquant est le « rassemblement » qui s'est tenu au Paraguay connu sous le nom de « Parlement indien d'Amérique du Sud », dont les résultats ont pris la jorme de « conclusions » exposées dans un long document. Pour la première jois dans l'histoire contemporaine du continent, trente-deux représentants de on 2 e « nations indigènes » (maquiritare, quechua, aymara, guaraut, chulupi, toba, kolla, mapuche, pai-tavytera, partai et matacas), venus de cinq « Etais nationaux » (Argentine, Bolivie, Brésil, Paraguay et Venezuela), se réunissaient à San-Bernardino, près d'Asuncion, du 3 au 14 octobre 1974, pour discuter de leurs problèmes spécifiques.

Aucune personnalité blanche n'était

Aucune personnalité blanche n'était admise aux délibérations. Mais la rencontre s'est tenue sous les ausptces de l'Association indigéniste du Paragung et du Centre d'études anthropologiques de l'Université catholique du Paragung; elle bénéficiait de l'appui du Programme de lutte contre le ratisme du gramme de lutte contre le racisme du Conseil cecuménique des Eglises et de la Fondation interamericaine ; la Fraternité nationale de l'Indien, du Cona-da, y participait à titre d'observateur. Cette a réunion des chefs indigénes de la foret tropicale » s'inscrit dans la suite d'autres rencontres plus res-treintes, mais aussi significatives. C'est le cas en particulier des Indiens quechuas et aymaras qui, en 1973, publiaient le « manifeste de Tiahuanacu s, du nom d'une localité struée près du lac Titicaca, dans les Andes boliviennes. De son côté, la commission indigène de l'Association des paysans de Colombie rendait publique, au terme du congrès national de l'Association en août 1974, une déclaration pour préciser la place des Indiens dans le mouvement paysan (1).

RÉVEIL DE PEUPLES OPPRIMÉS

Des paysans

A U-DELA des particularités régio-A nales et nationales évidentes, ces différents documents expriment une réalité commune: l'Indien est écono-miquement exploité, culturellement et politiquement opprimé, et la voie de sa libération passe par l'affirmation de sa condition paysanne et par une organisation indigène à l'échelle conti-nentale.

nentale.

Si l'on note que la population indigène latino-américaine représente un
groupe social de 20 à 25 millions d'inditidus et si le révell indien se confirme
dans les années qui viennent, il y a là,
sans aucun doute, un élément important de l'évolution du continent.

« En tant que peuple indien, nous
avons une personnalité propre et une
conscience de race. Nous sommes les
héritlers et les mandataires des valeurs
culturelles de nos peuples d'Amérique.

culturelles de nos peuples d'Amérique indépendamment de notre condition de

citoyen dans chaque Etat. » (Conclusions du Parlement.)

La revendication fondamentale est, pour eux, celle de la dignité. Elle est étroitement liée oux valeurs culturelles

Par YVES MATERNE

constitutioes de la vie d'un peuple. Parce que les Indiens ont été victimes d'une volonté de destruction systématique, ils en sont venus à être, selon leurs propres termes, des a strangers lears propres termes, des a strangers dans leur propre pays ». Ils sont d'autant plus sensibles à leur originalité culturelle qu'ils sont convaincus de l'apport spécifique de leur civilisation pour l'édification d'une société nouvells. Le témotpnage de Francisco Servin, ca Parlement indiem, exprime dans sa simplicité émouvents cette revendication de dignité : « Nous sommes derenus de vrais parlas depuis que les agringos » sont arrivés. Ils croient que nous sommes bêtes et ignorants... Un jour viendre où ils se rendrunt compte que nous sommes leurs racines. »

cines. 2

La terre est, pour les Indiens, plus qu'un bien économique. Moyen de travail et de subsistance, elle est égalevall et de subsistance, elle est égale-ment le centre de leur conception du monde, le fond de leur organisation sociale ainsi que la source de leurs traditions et coutumes : « L'Indien et la terre ne font qu'un. L'Indien est le maître de la terre, avec ou sans titre de propriété. » (Conclusions du Parlement.) Aussi le voi de leurs terres est. Il la première supliation condussant est-Il la première spoliation conduisant inéluctablement à l'ethnocide. Ils ajoutent : « Nous sommes fatigués d'être

victimes d'une telle injustice. »
C'est la perception du lien étroit
existant entre la terre et l'Indien qui
caractérise l'éveil de la conscience pay-

sanne latino-américaine. La revendication de la terre comme milieu culturel
est à la base de l'effort actuel : « La
révolution paysanne n'est pas faite,
elle est à faire. » (Manifeste de Tiahuanacu.) La politique paysanne de
libération, pronée par les Indiens, n'est
pas retour au passé : « Pins que la
réaction contre l'extinction prochaine,
c'est sujourd'hui la croissance et le
téveloppement qui sont notre objectif,
dans le cadre d'une nouvelle société
qu'avec les autres opprimés du pays
nous espérons édifier. » (Manifeste de
Colombie.)

Un programme

Les luttes sanglantes du passe Le contre les conquistadores sont là pour prouver que les peuples indigénes sont toujours disposés aux plus grands sacrifices quand il y va de leur existence et de leur authenticité. Les conflits qui périodiquement, se produisent entre populations indiennes des Andes et grands propriétaires terriens ne sont que la partie apparente de l'iceberg.

Aufourd'hui le réveil indien prend plus projondément la forme d'un effort d'analyse systématique de la société actuelle : critique des étéments destructeurs de leur civilisation que représentent pour eux l'école et le système politique occidental; exigence d'équipements sanitaires et de sécurité sociale; constitution de partis paysans, soit proprement indigénes, soit intégrés Aujourd'hui le réveil indien prend

au mouvement paysan; récupération des terres perdues et ses corollaires : pratique de la propriété collective, de la coopération et de l'autogestion. Tels sont les principaux éléments d'un pro-gramme qui s'élabore progressimement par le blais des différentes rencontres entre les « nations indiennes ».

Un mattre mot revient sur toutes les lèvres des participants à ces ren-contres : Forganisation. Seule une contres : l'organisation. Seule une alliance entre les groupes indigénes peut permetire de lutter efficacement contre l'oppression : « Le pouvoir économique et politique constitue la base de la libération culturelle. » (Manifeste de Tahuanacu.) L'objectif immédiat est la constitution de conseils indigènes régionaux, structure de base qui permettra la création de fédérations nationales et continentales. A ce titre, la présence d'un représentant de la Frateratté canadienne de l'Indien au Parlement du Paraguay étatt des plus significatioss.

Fermeté dans l'affirmation, riqueur dans l'analyse, chaleur dans la démonstration: telles sont les caractéristiques qui se dégagent des prises de position des divere groupes indigènes d'Amérique du Sud. Le souci de moderniser et de technicieer leur passé sans touté jois rompre avec lui est déterminant chez ces hommes qui, depuis des siècles, lutient contre le colonisateur.

(1) Ces différents documents ont été publiés dans leur intégralité par D.I.A.L., 170, Bd du Montparnasse, 75014 Paris.

omėr ment L'orti tions sonn ie rėcono

1

PEUT gro seraient ponse d dont le instituti respecte SOUS-ten l'égolité Une dent exit

présen :s cun un s:

tion done Tous de

M. Kissii

ni l'un n terme d'i

sous des

mis a

vietno

l'objec

ment à 1 Paris. Le vietnamier

GR

RAOL

DÉ



# de la dictature à la démocratie

PLUS de sept mois après la chute du régime des colonels, la Grèce panse encore ses plaies. Le rétablissement des libertes publiques et individuelles, l'élection d'un Parlement au suffrage universel, l'abolition de la monarchie, n'ont pas permis de normaliser la situation. Il n'est pas aisé d'éffacer en quelques mois les traces laissées par une dictature qui aura sévi pendant sept ans.

Comme l'a démontré le coup d'Etat avorté du 24 février dernier, la Grèce n'est toujours pas à l'abri de nouvelles aventures militaires. L'armée, jorgée dans la lutte anticommuniste à l'ère de la « guerre froide », demeure un bastion pour les officiers

dans la lutte anticommuniste à l'ere de la c guerre froide », demeure un bastion pour les officiers d'extrême droite et, partant, constitue une menace permanente pour le régime démocratique. L'épuration risque fort d'être une tâche difficile et pérlleuse, à supposer que l'on veuille ou que l'on soit en mesure de la conduira jusqu'à son terme. En jait, c'est l'ensemble de l'apparell étatique qui est atteint du mal de la dictature. Des nostalgiques du régime des a colonels » neuvert les administrations.

du régime des « colonels » peuplent les administra-tions et à tous les échelons. Des lois très peu démo-cratiques subsistent, tout autant que des pratiques

arbitraires héritées du passé. De projondes réformes s'imposent dans les domaines les plus divers, notam-ment dans l'enseignement, la justice, au sein même

Le régime militaire a encore lègué à M. Cara-manlis une situation économique catastrophique; une inflation galopante, un taux nul de croissance du revenu national, de sèrieux déficits dans les balances du commerce et des paiements, une lourde dette extérieure, dont le volume a quintuplé en huit ans

Le gouvernement d'Athènes affronte simultanèment des problèmes complexes relevant de la politique étrangère. Il lui jaudra épurer le vaste contentieux qui l'oppose à la Turquie, régler le conflit de Chypre, nègocier le retrait de la Grèce de l'organisation militaire de l'OTAN, dégager enfin le pays de l'emprise américaine, afin de l'intégrer pleinement à l'Europe occidentale.

Autant de défis qui viennent s'ajouter à celui, redoutable en soi, que pose la transition de la dictature à la démocratie.

# Difficile transition vers le parlementarisme

# Une politique étrangère axée sur l'Europe

N des plus proches callabora-teurs de Métaxas (le dictateur des armées 1930) avoit l'habitude de dire : « Notre régime ressemble à un château de curtes : il suffit de souffler dossus pour qu'il s'écroule. Mais, voilà, il n'y pas de souffleur! »

C'est exactement cette image d'édifice croulant que donnait la dictature des colonels dès le début de 1974. Et, en juillet, le « souffleur » se présenta — et ce furent les dictateurs eux-mêmes, avec leur coup d'Etat criminel contre Mgr Makarios, qui fournirent le prétexte à l'Invasion turque tont décriée — provoquant ainsi leur propre chute. Mais avant que le « château » dictatorial ne s'effondre, les « généroux » avalent réussi à ruiner le la guerre. Et c'est dans ce désert que le gouvernement « d'unité nationale », formé par M. Cara-manlis le 23 juillet, devoit bâtir non seulement une vie démocratique mais aussi un Etat, après la catastrophe provoquée par la plus odieuse et la plus stupide des dictotures. Les Grecs ont occueilli le « changement » comme une « libération », avec un enthousiasme bien compréhensible, mais aussi avec optimisme. Tous les partis (sauf la gauche) n'étaient-ils pas représentés dans le gouvernement? Cette satisfaction fut renforcée par l'attitude ferme des nouveaux dirigeants grecs dans l'affaire de Chypre et, surtout, par le retrait de l'organi-sation intégrée de l'OTAN — un geste qui répondait aux sentiments violemment anti-américains du peuple, donnatt satisfaction à son sens de la justice et justifialt sa conviction que l'alliance atlan-tique ne profitait pas au pays, mais lui était nuisible.

# Le sens d'un double vote

manlis le plus grand pourcentage de voix jornais obtenu par un parti grec : 54,7 %. Sa « Nouvelle Démocratie » dispose pour la première Assemblée post-dictatoriale de deux cent vingt députés sur un total de trois cents. Certains observateurs étrongers ont expliqué ce vote vers la droite ». La vérité est toute

as yet mound

Par MARIOS PLORITIS \*

Mals les désillusions n'ont pas tardé à se manifester. En premier lieu, au sujet de ce que les Grecs considèrent, non sans raison, comme le fondement de leur démocratie renaissante : la punition des dic-tateurs, l'assalnissement de la mochine étatique par le renvoi de tous les collaborateurs et des « fasci-sants », enfin la rénabilitation des victimes de la tyrannie. Si le retard mis à épurer l'armée pouvait se justifier jusqu'à un certain point (les novaux de la junte n'avaient pas disparu et les rumeurs de minicoups d'Etat circulaient souvent), l'indulgence dont le gouvernement faisalt preuve dans les autres secteurs, en mettent tout simplement plus en vue (ministres de la dictaparut complètement injustifiée voire suspecte dans certains milieux et provoqua une grande indignation. Beaucoup estiment qu'il auralt follu frapper sons pitié les nostalgiques du régime militaire, les renvoyer de l'année, les « neutraliser » de sorte que le danger d'un « retour des chars » soit éliminé.

Autres raisons de mécontentement : la lai électorale de la « proportionnelle renforcés », qui, de toute évidence, avantageait les grands partis oux dépens des petits, ainsi que l'attitude de M. Caramonlis sur un autre sujet capital : le référendum sur le régime. Son ferme refus de prendre position sur ce point a dégu bon nombre de ses partisons qui auraient considéré une manifestation anti-rayaliste de sa part comme une preuve qu'il s'était détaché définitivement de l'ancienne droite ainsi que des mi-

CEPENDANT, décus ou non, les différente : le vote du 17 novembre Grecs ont donné à M. Cara- n'était pas conservateur mais démocratique. La preuve en est que le résultat du référendum du 8 décembre éclaire celui des élections législatives. Les 30 % que la mo-narchie a pu arracher (malgré la propagande déchaînée des « came lots du roi », renforcée por un pactole d'argent... person) montre les véritables dimensions de la droite « classique » et impénite

# DANS CE SUPPLÉMENT

POLITIQUE INTERIEURE : Deux partis communistes forgis par la persecution et Pezil, N. Svo-romos (P. 22). — Fin de l'article de Mario Ploritis (P. 23).

DIPLOMATIE : La zone de paix des Balkans, Marc Marceau (P. 24). — Fin de Particle de Constantin Calligas (P. 24). — Les beses américaines, étément de discorde, général A. Siapharas (P. 25). pour le monde arabe,

EDUCATION : Le système original d'une société dépendante,

RELIGIGN: Une Eglise affaiblic et discréditée, C. Yannaras

JUSTICE : Regrouver la confiance des citoyens, A. Floros (P. 27). ECONOMIE: Une réforme radicale des structures s'impose, S. Papaspiliopoulos (P. 28).

CULTURE: Le cinéma au seuli d'une nonvelle époque, J. Ba-coyannopoulos (P. 29).

Mals caux qui n'appartiennent pos à la réaction scièrosés, qui ont donné leurs suffrages à la « Nosvelle Démocratie »; n'ont pas voté un retour à la droite, mais pour un chef politique qui affrait, croyoient-ils, la meilleure garantie pour l'établissement d'une certaine

Bien entendu, les autres partis aussi s'étaient prononcés en faveur de la démocratie, plus « pure » et plus progressiste. Mais la scission, au sein tant de la gauche que du centre, les difficultés éprouvées par ce dernier en raison de sa participation au gouvernement « d'anité mationale », l'extrémisme varbal et les acrabaties idéologiques du

mique = (PASOK) de M. Andréas Popondréou, ont affaibli le pouvoir de persuasion et le crédit de ces partis. Les Grecs ant donc préféré, en tenont compte des réalités, opter pour le concret.

(Lire la suite page 23.)

. " Journaliste et écrivain, éditoria-liste du quotidien d'Athènes Vinc. Réfugié à Paris à la suite de la distature, il a enseigné à l'université

amées de régime militaire et la crise suscitée par l'invasion de Chypre par la Turquie ent profondément modifié les options fondamentales de la politique étrangère greque.

La disparition du régime des coloneis, en juillet 1674, a mis fin à l'état de dépendance exclasive de la Grèce à l'égard des Etats-Unis. La nouvelle diplomatie d'Athènes met plutôt l'accent sur une politique acuvelle orientée vers l'Europe que le gouvernement grec considère comme l'espace naturel et vital de l'hellénisme et la garantie de sa securité. Cependant, la polisa securité. Cependant, la poli-tique extérieure du pays est encore loin d'être définitivement établie. Son orientation dépen-dra de l'Issue du conflit chyturques.

Profondément traumatisée par Profondément traumatisée par la sangiante guerre civile qui suivit la fin du deuxième conflit mondial, la Grèce avait, à l'époque, essayé de garantir sa sécurité et son indépendance nationale en adhérant à l'alliance atlantique et en établissant des relations spéciales avec les États-Unis. Ces rapports avaient cependant dégénéré rapidement en liens de dépendance à l'égard de Washington. Les dirigeants grecs de l'époque accordèrent

### Par CONSTANTIN CALLIGAS \*

aux Américains plus que ne l'exigeaient les obligations découlant de l'alliance atlantique. Les forces armées greques devinrent largement tributaires des EtatsUnis pour leur armement et leur équipement, tandis que l'économie du pays devint de plus en plus dépendante de l'aide américaine. L'influence des EtatsUnis se fit également sentir dans le domaine de la politique intérieure.

Après le coup d'Etat du 21 avril 1967, le régime des colonels trans-forms graduellement le pays an protectorat américain et ser-vit aveuglément les intérêts de la politique des Etats-Unis; il

CEST ainsi que les Grecs ont constaté avec amertome que les rapports spéciaux avec les Etats-Unis servaient des buis dia-métralement opposés à ceux qui nitralement opposés à ceux qui étaient censès constituer leur rai-son d'être. La fidélité incondi-tionnelle à l'allié américain, qui fut longtemps la pierre angu-laire de la politique d'Athènes, disparut à l'épreuve des réalités mises à nu par la dictature mili-taire. Les Grees comprirent

ne réussit pas, cependant, à entraîner sur cette voie le peuple grec et ses dirigeants tradition-cels. Ces derniers avaient espéré envers les usurpateurs da pou-voir, une attitude pour le moins qu'on puisse dire compiaisante. De même, l'OTAN, dont l'atti-tude a été nettement favorable à la junte, paraissait, aux yeux du peuple grec, trahir les principes énoncés dans sa charte.

# La tragédie chypriote

vite que les alliances ne constivite que les alliances ae consti-tuent pas des valeurs métaphy-siques, ni un but en soi, mais des moyens placés an service de certains intérêts dans une conjoncture donnée. En consé-quence, ils se détachèrent de l'alliance atlantique dès qu'ils purent se rendre compte que celle-ci ne servait plus les inté-réts de leur pays.

Cepeadaat, ce revirement d'attitude à l'égard des Etats-Unis et de l'OTAN n'a pas entraîné un mouvement de pen-dule en direction du camp adverse. Il ne s'est point traduit adverse. Il ne s'est point traduit par un accroissement de l'influence soviétique dans le pays. Bien au contraire, l'attitude, jugée apportuniste, de Moscou aussi bien à l'égard da régime des colonels que sur le plan mondial, a suscité des doutes aa sein même de l'extrême gauche grecque naguère inconditionnellement pro-soviétique.

Le ressentiment des Grecs à l'égard des Etats-Unis et de l'OTAN a pris de l'ampleur à la suite du rôle joué par Washington dans la tragédie chypriote. ington dans la tragédie chypriote. Il est certain, en effet, que le régime militaire d'Athènes r'aunatt jamais osè organisé un coup d'Etat à Nicosie sans le feu vert de Washington ou tout au moins de certains services américains spécialisés, tels le Pentagone ou la C.I.A. Dans les jours qui suivirent le putsch du 15 juillet 1874, le gouvernement américain fut le seul qui se montra disposé à réconnaître éventuellement le gouvernement fantoche mis en place à Nicosie. Les Etats-Unis étaient également les seuls qui auraient pu empêcher l'invasion turque à Chypre du au moins la contenir dans certaines limites. Ils ne l'out pas fait. Bien au contraire, le gouvernement amélls ne l'ont pas fait. Bien au contraire, le gouvernement américain s'est employé activement à retarder la suspension de l'aide militaire à la Turquie.
L'UR.S.S. a'a rien fait non plus pour dissuader la Turquie d'envahir Chypre.

Cependant, la diplomatie soviétique a fait une démarche en janvier auprès de Washington, Londres, Athènes, Ankara et Nicoste, en manifestant son oppo-sition à toute division géogra-phique à Chypre.

(Lire la suite page 24.)

# entre la grèce et nous c'est une histoire d'amour... AIR-GRECE DES VOYAGES EN GRÈCE

LE SEUL SPÉCIALISTE

Car il faut s'en souvenir : AIR-GRECE est né d'une idée généreuse. En 1952, il y a plus de vingt ans, une jeune équipe créa pour la première fois en FRANCE « Les Voyages Indépendants » vers la GRECE, pour permettre aux nombreux Grecs de FRANCE de revoir la

Ces voyages indépendants, exécutés à l'époque par trains et bateaux eurent un succès foudroyant. Les Français, bientôt, furent plus nombreux que les Grecs. Poussé par sa clientèle, AIR-GRECE s'étoffa, développa ses services sur place : circuits, séjours, croisières, excursions, mais l'esprit de son équipe restatt le même : enthousiasme, dévouement, tandis que sa compétence s'affirmait.

Pendant ce temps, l'aviation faisoit aussi des progrès : le D.C.-6 à hélices, qui mettoit six heures pour rejoindre ATHENES, fit place à l'avion à réaction, qui n'en mettait plus que trois. C'est alors qu'AIR-GRECE auvrit, audocieusement, et le premier de tous, une ligne de charters entre PARIS et ATHENES. En 1960, le premier D.C.-8 offrété par une agence française atterrissait à ATHENES.

AIR-GRECE, qui regroupe quatre agences en France: OPERATOUR, PARIS-ATHENES, LE VOYAGE EN GRECE et OPERATOUR/LYON, est présent en permanence à ATHENES, depuis 1959, au cœur de la ville, rue Omirou. Un personnel parlant françois accueille, transfère, accompagne les touristes françois qui ne sont ainsi jamais isolés ni perdus. Tout récemment, AIR-GRECE vient d'ouvrir un département hôtellerie : « GRECE-HOTELS », représentation exclusive des principaux hôtels helléniques.

Ainsi, AIR-GRECE, le premier et le seul en France, offre à chaque Français la possibilité de de France une chambre en GRECE au tarif afficiel, sans la moindre majoration.

# BREF, POUR VOS PROCHAINES VACANCES, LA GRÈCE VOUS ATTEND

LE VOYAGE OPERATOUR ER GRECE 38, bd des Italiens 75009 PARIS Tél.: 245-72-08

ATHENES

17, t. d'Antin 75002 PARIS Tél.: 742-23-70

LYCK

OPERATOUR/

# Deux partis communistes forgés par la persécution et l'exil

E mouvement ouvrier grec s'est organise politiquement de façon assez récente, en raison de la faiblesse numérique et structurelle de la classe ouvrière, conséquence du retard du développement industriel du pays. Les quelques associations ouvrières qui se forment à partir du dernier quart du dix-neuvième siècle u'ont, en effet, qu'un caractère corporatif. Il s'agit plus de confréries ou d'amicales d'aide mutuelle où les ouvriers côtolent les patrons paternalistes que de véritables syndicats. Aussi les quelques organisations de que de véritables syndicats. Aussi les quelques organisations de caractère socialiste qui apparaissent à partir de cette même époque ue groupent qu'un petit nombre d'adhérents, intellectuels, étudiants, petits - bourgeois et quelques rares artisans et ouvriers animés par une idéologie confuse, mélange de socialisme utopique et d'anarchosyndicalisme colorés d'un humanisme chrétien.

Ce u'est qu'à partir du début du vingtième siècle qu'on peut parler d'un mouvement véritablement influencé par la théorie du socialisme scientifique marxiste et qui commeuce à preudre une allure politique et à s'intéresser à l'organisation d'un mouvement syndical et politique au niveau national. En effet, les efforts pour l'unification des organisations socialistes et syndicales, entrepris dès 1911, aboutissent à la création, en octobre 1918, de la \* Fédération générale des ou-vriers grecs », et. un mois plus tard, du « parti socialiste grec ».

Les luttes internes entre la tendance réformiste qui suivait la II. Internationale et la tendance révolutionnaire se soldent, en 1920, par la victoire de cette der-nière : le parti socialiste adhère d'abord à la Fédération commn-niste balkanique, puis à la III

Internationale. Organisé à partir de 1924 sur le modèle bolche-vique, il prend le nom de « parti communiste de Grèce ». D'emblée, le mouvement politique de la classe ouvrière grecque se présente comme une formation d'extrême gauche.

La faiblesse numérique d'un prolètariat industriel, les hittes des tendances et des fractions sur des questions plus théoriques que pratiques, la rigidité née du souci de sauvegarder la pureté de la doctrine révolutionnaire contre toute déviation, et, enfin, les persécutions que mênent systèmatiquement tous les gouvernements grecs font que l'activité du parti communiste pendant l'entre-deux-guerres de me en re marginale. Ce n'est qu'à partir de sa réorganisation en 1931, de l'élaboration d'un programme social et national plus pragmatique

(1934), de la politique du Front populaire suivie depuis 1935, et de ses luttes contre la dictature imposée par le roi et Métaxas en 1936 que l'influence du P.C commence à compter sérieusement dans la vie politique grecque. C'est à partir de ce moment que ce partir atteint se maturité que ce parti atteint sa maturité et se prépare à jouer un rôle

Les persécutions avaient certes diminué ses forces et la police secrète avait rêussi à écraser ses organisations clandestines et à semer la confusion grâce à la création d'organes de direction à son service. Elles n'étaient pas parvenues à enrayer l'implantation de plus en plus profonce dans les couches de plus en plus larges de la population, qui atteindra son point culminant pendant l'occupation de la Grèce

### La résistance armée

sons et des camps de concentration lors de l'effondrement du
gouvernement grec qui prirent
l'initiative d'organiser una résistance massive contre les occupants. Ils créent le Front populaire de libération (E.A.M..
27 sept. 1941) et le premier noyau
de la résistance armée qui formers, à partir de février 1942,
l'Armée populaire grecque de
libération (ELASI. Pour la première fois peut-être, la politique
d'un parti répond aux sentiments
profonds de toute une nation,
d'où l'adhésion de l'immense majorité des Grecs à ce mouvement.
Le refus de la plupart des représentants des formations politiques
bourgeoises d'y participer laisse la

C E sont en effet les cadres communistes évadés des prisons et des camps de concentration lors de l'effondrement du gouvernement grec qui prirent l'initiative d'organiser una résistance massive contre les occupants. Ils créent le Front populaire de libération (EAM. ... 27 sept. 1941) et le premier noyau de la résistance armée qui formers, à partir de février 1942, l'Armée populaire grecque de libération (ELASI. Pour la première fois peut être, la politique d'un parti répond aux sentiments pants et constitualt un « Eint libre », avaient cimenté des liens durables entre la population et le parti communiste par l'internédiaire de l'E.A.M.

munistes inquiétait sérieusement la Grande-Bretagne, les partis politiques bourgeois et la gouvernement royal en exil Les autres mouvements de résistance, la « Lique nationale-sociale de libération » (EKKA) de tendance modérée et l' « Armée grecque démocratique nationale » (EDES) malgré l'appui de Londres, n'artidémocratique nationale » (EDES) malgré l'appui de Londres, n'arrivaient pas à contrebaiancer la puissance de l'EAM. C'est là l'origine des événements tragiques qui se déroulent en Grèce après la guerre et où le facteur étranger joue un rôle prédominant. En effet, sur le plan international après le partage des Balkans en zone: d'influence, la Grèce entrait dans la sphère d'influence de la Grande-Bretagne remplacée à partir de 1947 par les Etats-Unis; sur le plan intérieur, il est vite devenu évident que, par la voie démocratique, la victoire des forces polliques conservatrices ou modérées était impossible immédiatement après la libération, très modérées était impossible immé-diatement après la libération, très aléatoire par la suite. L'élimina-tion, donc, des formations de gauche, et particulièrement des communistes, fût-ce par la force, fût-ce an prix d'une guerre civile, est devenu l'objectif majeur de la politique de la Grande-Bretagne,

### La rupture

M ALGRE les persécutions à grande échelle qui suivent cette défaite militaire et le départ en exil dans les démocraties populaires d'un grand nombre de cadres communistes, ce parti commence à reconstituer les forcommence à reconstituer les forces de gauche qui restent en
Grèce avec la création, en 1952,
de la « Gauche démocratique
unifiée » (EDA) et à retrouver
progressivement son influence
(24 % des voix aux élections de
1958), tandis que la majorité de
la direction du parti communiste
installée dans les démocratics
populaires s'éloigne de plus en
plus des réalités grecques et crée
dans les organisations communistes grecques de ces pays un
climat de pur style stalinien. Ce
climat commence certes à changer après le vingtième congrès du
P.C. soviétique mais les divergences de vue entre la direction
renonvelée du parti communiste à
l'étranger et les dirigeants restés
dans le pays ne cesse pas pour dans le pays ne cesse pas pour autant. La crise s'aggrave après le coup d'Etat militaire de 1967.

La décision unilatérale d'una partie du comité central établi à l'étranger, en l'absence des membres vivant dans la clandes-

puis des Etats-Unis et de leurs protégés Grecs.

Dans ce jeu complexe, dont toutes les données ne sont pas encore éclaircies, une chose reste certaine: ! P.A.M. et le parti communiste, se sentant très forts à l'intérieur, n'ont pas pour objectif de s'emparer du pouvoir par la force; ils ont en effet tout intérêt à l'instanration d'un régime qui leur permettrait de mettre en œuve leur programme par la voie démocratique. Face à

règime qui leur permettratt de par la voie démocratique. Face à des adversaires résolus, alors que leurs alliés natureis à l'extérieur gardent une attitude équivoque, ils ne peuvent pas fixer une ligne de conduite cohérente. Leur politique oscille entre des comprants inconsidérés et des durnissements qui conduisent à des actions relevant plus du défl que d'une stratègle élaborée de sang-froid. C'est le cas de la politique qui aboutit à la résistance armée contre les Britanniques et le gouvernement qu'ils avaient imposé après la libération (décembre 1944). C'est surtout le cas de la guerre civile (1946-1949) contre la terreur institutionnalisée d'un Etat policier, à laquelle met fin l'intervention directe des Etats-Unis (1949).

tinité en Grèce, de destituer la motifé des membres du bureau politique, consomme la rupture. Il existe aujourd'hui en Grèce deux partis communistes se rè-clamant da la doctrine marxiste-léniniste. Le P.C. dit « de l'extéléniniste. Le P.C. dit « de l'exté-rieur » semble perpétuer les tra-ditions dogmatiques qui ont mar-qué pendant longtemps le P.C. grec et s'aligne sans réserve sur la politique de l'Union soviétique, en approuvant même l'intervention en Trhécoslovaquie ; il est appuyé par la plupart des partis frères, y compris le P.C.F. Le P.C. dit « de l'intérieur », sans abandonner en rien la doctrine, veut être animé par un esprit de renouveau en préconisant l'instauration d'une véritable démocratie intérieure dans le parti et dans toutes ses formations, l'indépendance vis-à-vis des autres partis communistes is des autres partis communistes l'élaboration de son programme et cherche une voie grecque vers le socialisme dans l'esprit ani-mant les P.C. des pays capitalistes occidentaux. Il est recomm par les partis espagnol, Italien, you-goslave et roumain.

NICOLAS SVORONOS,

# **Trente** d'histoire

1946-49 - La exerce civile se solde par la défaite de l' « armée démocratique » animée par les

1955 (octobre) : M. Constantin Caramanlis succède au maréchal Papagos à la présidence

1960 : Accord d'association entre la Grèce et la C.E.R. (entré en application en 1962, il est e gelé » après l'Instauration de la dictature en 1967.

1963 (23 mai): Assassinat à Salonique du député de gauche Lambrakis, suivi de grandes

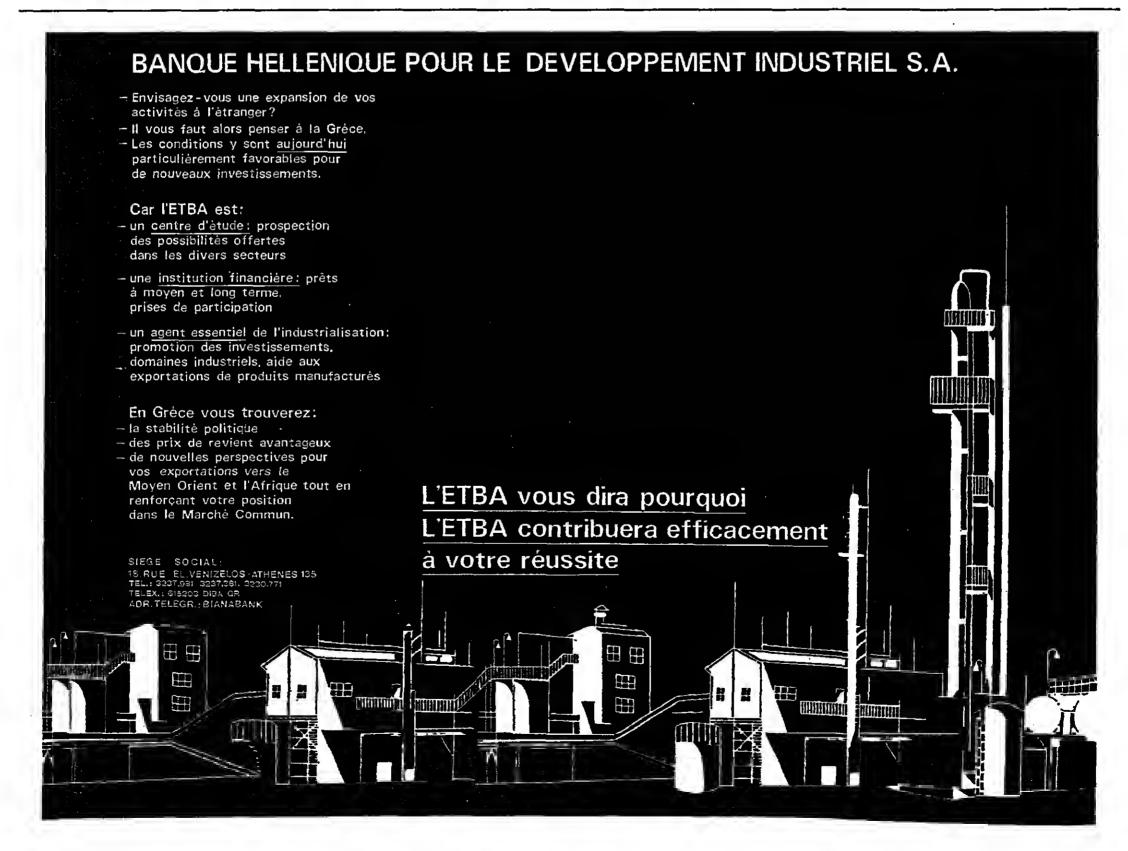
1963 (11 juin); Démission de M. Caramanlis.

1964 (15 février): L/Union du centre de M. Georges Papan-dréon obtient aux élections 52,72 % des voix et 171 des

1964 (6 mars): Mort du roi Paul Per, Son fils, Constantin

1965 (15 juillet) : Le roi Constan-tin contraint le premier ministre G. Papandréou à démis-

1967 (21 avril) : Conp d'Etat militaire dirigé par le colonei



amér ment L'arti tions sonnie ving tfarma réconc triport mis e vietno entier l'abjec

PEUT gra ponse c dont le: instituti respecte sous-ter l'égalité gouvern Une : dent exis présen 's cun un s

กเป็นกก terme d' directeme faisait ren

> GI RAOL

tion done

Taus de

M. Kissii



Supplement Grèce

### INTÉRIEURE POLITIQUE

# ans

# mouvementée

1967 (13 décembre): Le roi Constantin se réfugie à l'étran-ger sprès l'échec d'un coup d'Etat fomenté par des officiers

1968 (1st novembre): Aux ob-sèques de Georges Papandréou, oinq cent mille Athéniens ma-nifestent contre la junte.

1969 (12 décembre) : La Grèce se retire du Conseil de l'Europe, lequel s'apprétait à l'exclure.

1970 (23 septembre) : Les Etats-Unis annoncent la reprise des livraisons d'armes à la Grèce (en réalité raienties, maigré un

1972 (7 février) : D'importantes e facilités portunires > sont accordées à la VIª flotte amé-

1973 (1ª juin) : Proclamation de la République.

1973 (I4-17 novembre): Révolte des étudiants de Polytechnique, auxquels se joignent d'autres étudiants et des ouvriers. La répression coûte la vie à plus de cent cinquante personnes.

1973 (23 dovembre): Le général Papadopoulos est chassé du pouvoir par une junte dirigée par le général Ghizikis.

1974 (15 juillet): Coup d'Etat contre Mgr Makaries à Chypre fomenté par la junte d'Athènes.

1974 (23 juillet) : Reteur de M. Caramanlis au pouvoir après l'effondrement de la dictature.

# Difficile transition vers le parlementarisme

(Suite de la page 21)

ils ont opté pour un gouvernement qui assurerait la transition de la dictature à la démocratie, sons audoces, mais aussi sons aven-

Si l'on compare le résultat des élections avec celui du référendum, il est clair que les Grecs, après l'effondrement de la junte, ont établi une échélée de voleurs : ils ont d'abord écarté ce qu'ils ne vaulaient pas avant d'exprimer ce qu'ils souholtaient. Ils ne voulaient ni du retour des blindes, ni de l'autocratie monarchique, ni d'une scission politique ou sein du peuple grec. Ces trois négations avalent un dénominateur commun : la démocratie, un « non » catégorique à Constantin, un « oui » mitigé à M. Caramonlis.

le déficit budgétoire, suscitant un toux d'inflation supérieur à 30 %; sociaux, provoqués par la hausse du coût de la vie, le châmage, le sous-emploi, l'insuffisance du réojustement des salaires. M. Caraomt été gouvernés par la droite, manis doit encare reconstruire

Une Constitution contestée

UN projet de Constitution, déposé voir exécutif let surtout celul du par le gouvernement à l'As-semblée fin décembre, occroît ces inquiétudes. Il vise en effet à un blissement de l'Assemblée élue. En

faire de Chypre demeure explosive et pourrait conduire à une nouvelle guerre entre la Grèce et la Turquie. Il reste à définir de nouvelles rela-tions avec l'OTAN et les Etats-

autres problèmes prédominent : la nouvelle Constitution et l'épuration. mesure où la République ne peut être fondée que sur l'assainissement gouvernement à cet égard ne mon-que pas de susciter de sérieuses

Bien sûr la procédure pour traduire en justice les « chefs » de la dictature est enfin en marche oprès une pause qui oura duré six mois. Mais de nombreux collaborateurs de la junte, militaires ou civils - et Cependant la Grèce affronte des des postes-clefs ou, après leur limo-loin d'être épuré des tenents de

loquelle a eu recours tout à la fois un droit de veto pour faire barrage aux lais adoptées par les élus du l'appareil de l'État, régénérer les ou parlementarisme et à la réforces armées, réformer le système pression pour perpétuer son poujudiciaire, celui de l'éducation, dévolr. Ils s'inquiètent dès lars de naturés sous la dictature. Il faudrait voir que les principaux mécanismes qu'il révise les contrats scandaleux, de l'oppression sont maintenus de type colonial, conclus avec des compagnies multinationales. L'af-M. Caromonlis.

l'état de siège, de dissoudre le gou-vernement et le Parlement, la nouvelle Constitution ferait du futur président le « patron » tout-puis-

Porollèlement, la possibilité de dissoudre les portis politiques, le mointien des décrets fois datant de la guerre civile, la législation cons-titutionnelle de la déportation des membres de l'apposition, l'interdicrenforcement considérable du pou- confiant au chef de l'État des pou- tion de la grève pour raisons poli-

voirs non seulement exécutifs mais

oussi législatifs, en lui octroyant

peuple, la foculté de proclamer

tionnement de la presse limitent singulièrement les libertés individuelles politiques et syndicales.

On verra blen dans les prochains mois si le gouvernement entend ins-taller un État de droit ou un État de la droite. Cependant, il est bien possible que ces préoccupations intérieures s'estompent devant les inquiétudes suscitées por la situotion internationale, Les Américains n'avalerant pas si facilement le retrait de l'organisation intégrée de l'OTAN et l'affaiblissement du flanc sud-est de l'alliance, M. Kis-

singer, dit-on, attise les ambitions

turques à Chypre. Le pétrole de la mer Egée — pomme de discorde entre Athènes et Ankaro — est utilisé por Washington comme une arme de chantage contre la Grèce. En outre, l'évolution du conflit en Proche-Orient pèsero lourd sur la conjoncture en Grèce et en Médi-

> Malgré ces nuages, les Grecs demeurent confiants. Ils tirent leur optimisme de l'expérience séculaire d'un peuple qui a connu de longues

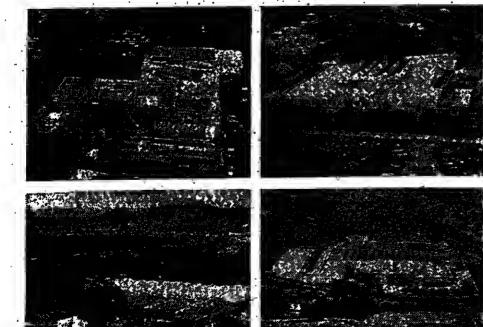
> > MARIOS PLORITIS



MANIFESTATION EN FAVEUR DE M. CARAMANLIS A LA VEILLE DES ELECTIONS. La meilleure garantie pour l'établissement d'une certaine démocratie.

# FIEL S.A.

# La plus importante industrie de coton en Grèce s'impose au marché européen.



PIRAIKI-PATRAIKI S.A. est aujourd'hui la plus grande industrie de coton en Gréce, produisant filés, tissus et tissus de maille à un chiffre d'affaires qui atteindra à la fin de l'année 1974 le montant de Frs 350.000.000.

Vu son chiffre d'affaires la société se place parmi les 150 plus importantes

industries textiles du monde. PIRAIKI-PATRAIKI S.A. constituée en 1919 dispose aujourd 'hui des capitaux et réserves de l'ordre de Frs 128,000.000

Le volume de ses exportations durant l'année en cours en filés et tissus s'élevera à Frs 117.000.000 environ. Ses exportations s'étendent surtout aux pays du marché communautaire européen.

20.000 tonnes de coton fil, soit le quart de la totalité consommée au pays, coton de toute première qualité et d'origine grecque sont travaillés aux usines de la PIRAIKI-PATRAIKI S.A. annuellement. Ses produits tant les files que les tissus figurent du point de vu qualité au premier rang du marché grecque et ont été également appréciés comme tels par les pays du marché commun en Europe vers

Le programme d'investissement de la PIRAIKI-PATRAIKI S.A. pendant les années 1974-1976 comprendra des installations de filature et tissage et atteindra le

-	1962	1973		
Capitaux actions - réserves	Frs 27.000.000	Frs 106.700.000		
Chiffre d'affaires	<ul><li>83,000,000</li></ul>	<ul><li>293,200,000</li></ul>		
Exportations	» 8.700.000	» 84.200.000		
Appointements employés	<b>&gt;</b> 17.000.000	<ul> <li>52,100,000</li> </ul>		
Employes	3.887	4.020		
Force motrice HP totale	7.650HP	27.000HP		
Investissement (1974-1976) -	Frs 230,000,000			

# La zone de paix des Balkans

N coup d'œll sur une carte permet de saisir les evantages male aussi les servitudes qu'entraîna pour la Grèce sa position dans la péninsule balkanique il permet également de comprendre pourquoi les rapports avec les voielns du nord ont toujours été un secteur très important de la diplomatie et

de la politique helléniques. La Grèce a régulièrement participé aux tentatives faites pour que la rémentée, casse d'être une source de ce réciproque. Les profonds chan-gements de structure économique et ociala qui sont en train de se produire au sein des pays balkaniques sont considères à Athènes comme de bon augure, puisqu'ils coîncident de l'Indépendance nationale, La Grèce est prêle eu premier moment etatut dans les repports entre Etats une décennie l'on ne pouvait même de le région. L'échtquier balkanique pas imeginer.

### Dégel avec Tirana

C'EST ainsi que la Grèce a mis pratiquement un terme è la situation extravagente qui la maintenait en état de guerre, sur le plan jurieucun treile de palx n'ayant élé

Après de multiples sondages et quelques timides tentatives qui ne donnérent rien de concret, les deux pays, le 6 mai 1971, décidérant de « geler » les problèmes les plus déll-cats et de rétablir des relations ditiques. Athènes el Tirana eyent edopté une attitude plus soupla mals eurtout plus réaliste, le climat de méfiance se trouve dissipé et les

gue nég voit Sud Rép tren Thie

lers

omér

L'orti

tions

vingt-

forma

récond

tions i

mis e

entier l'objec

PEUT

E gra

ponse c dont le:

instituti

respecie

Sous-ten l'égolité gouvern

Une

dent exi:

⊂un un s

tion donr

Tous de

M. Kissi

ni l'un n

terme d'

sous des

Poris. Le

viemomie

directeme

falsait ren

GI

RAOL

**Présents** 

**4**..

an 1953, lore da la signature du pacte balkanique » à Ankara, prototype des accords qui demeurent

Même rédult é sa plus simpla expression, coopération politique, économique et culturelle, — le - oacre canique - ne fut jamals efficace. tion avec Parlement à Salonique. crevèrent les uns après les autres comme des bulles de savon.

La Grèce a tiré les leçons de cet échec, elle ne croit pas que les conditions nécessaires à une nouvelta tentative d'organisation régtonele solent rempiles et préfère pro-céder par étapes, développer tout d'abord les repports bilatéraux. Dens des solutions réalistes et pretiques. Cette politique e'est révélée payante,

velopper une fructueuse coopération dans divers secteurs. Sur le plan politique, Athénes et

Tirane ont des raisons identiques de se préoccuper des perspectives d'évolution en Yougoslavie. Les deux capitales peuvent se poser des quesment du centre de grevité de le politique soviétique dans les Balkans. Ces demléres semaines, la certe velles alliances et laissant une marge de manœuvre restreinte aux dirigeants de Tirana, ces demiers ont manifesté teur désir da collaborer

Albanais comme les Grecs ont tout Intérêl à voir la Yougoslevie des tluence de Moscou. Les dirigeents athéniens suivent donc avec une crétion, l'évolution de ce pays traditionnellement ami. Tout en conservant leur pleina liberté d'action dans des domaines où laurs positions cont divergentes, la Grèce et la Yougos-

### L'amitié roumaine

Un richa patrimoine commun de culture et de civilisation, de nombreux liens affectifs, font que la Grèce et la Roumenie ont toujours entretenu des relations particulièreamicales. Durant le guerre froide. Athènes se médie sans doute d'un pays sous la coupe de Moscou, coneidéré comme une des courroles da transmission de la politique soviétique dans les Balkans, mais depuie que les dirigeants de Bucarest sulvent une politique netionale,

Ces demières ennées, les échanges entre la Grèce et la Roumanie n'ont cessé de se développer dans tous ciaux ont augmenté. La coopération technique, scientifique, culturalie, est contacts entre dirigeants cont fréquents et diverses commissions, qui se réunissent périodiquement, assuration de plus en plus concrète.

les relations entre les deux capitates

cont cans nuages et dégagées de

lités nationales « ont également prie et les séquelles d'une longue méfience e'estompent de plus en plustance entre le mer Egée et la frontière gréco-bulgare est inférieure è 30 kilomètres, mais cette donnés brûlants qu'autrefois, L'amélioration progressive des reletions, amorcée en 1951, quelque peu précisée en 1955, accentuée è partir de 1960 et spectaculeirement eccélérée é pertir de 1968, est aussi importante pour les Balkans que la réconciliation francodentale. Le pleine normalisation des

alayle n'ont lamais cessé de déve lopper leur cooperation eur le plan ratifs nationeux. Cette politique rés liste permet de trouver une solution équitable aux problèmes en suspens, comma celut, par exemple, de la zone franche de Salonique.

rapports, le développement des ration technique et scientifique plus te plus élevé, permettent aux deux pays de réduire les causes de malen-

ti en altait de même avec la Tur sastre militaire qui devait marquer ta fin de l'heilénisme d'Asle mineure, alors qu'une reprise du conflit n'était pas exclus, un grand homme d'Etat, Eleuthère Venizélos, eut le réconciliation. Son attitude lui valut da furieuses attaques et critiques, mais Il trouve en Turquie une autre figure légendaire, Kemai Atatürk, qui réalisa, lul aussi, que les intérêts blen compris des deux pays impodouloureux. Et. en 1925, furent atonés à Ankara les premiers accorde qui blir, puis de développer, les relations entre les deux pays.

Le 6 novembre 1974, à Heraldion, Constantin Caramantis, a'adressant eu peuple crétois, évoqua le souvedéclara qu'it fallalt s'en Inspirer pour aborder le crucial problème posé gréco-turcs. La tragédie chypriote, l'Intervention militaire dans l'île martyre, ont ajouté à la gravité des protre les deux pays. Le fossé est profond qui aépare les Grecs et les Turcs et, pourtant, il devra être comblé. Les Grecs sont dieposès è reprendre le dialogue, el pénible soit-il. Maie ils entendent que laure

MARC MARCEAU.

# Une politique étrangère axée sur l'Europe

(Suite de la page 21)

La question, aujourd'hul, se pose de savoir si cette démarche annonce un changement d'attitude réel ou n'est qu'une nouvelle prise de position platonique. L'affaiblissement de la accexistence pacifique » entre les deux super-grands aurait-il comme effet de « durcir » les positions de Moscon? En tout cas le goude Moscon ? En tout cas, le gou-vernement d'Athènes ne compte pas sur une intervention concrète de l'U.R.S.S. et ne croit pas non plus que cette dernière mettrait en danger ses relations avec les Etats-Unis pour préserver l'inté-grité et l'unité de Chypre.

L'attitude de Washington et de l'OTAN à propos de Chypre et les réactions qu'elle provoque en Grèce ont entraîné le retrait de Grèce ont entraîns le retrait de l'armée grecque de l'organisation militaire de l'alliance atlantique des le mois d'août 1974. Le Grèce reste cependant membre de l'organisation politique de l'alliance. Le premier ministre, M. Constantin Caramanlis a, depuis, affirmé à maintes reprises que le retrait des forces armées grecques de l'OTAN était irréversible et que le statut des bases américaines en Grèce devrait être reconsidéré afin de les placer sous le contrôle national grec. M. Caramanlis estime que la Grèce fait partie du monde occidental. Cette appartenance n'est cependant pas tenance n'est cependant pas inconditionnelle et exclusive. Pour kut la Grèce doit s'intégrer dans une Europe unie, ce qui lui a s s u r e r a i t son développement assirerait son developement economique et social et lui garantirait en même temps sa sécurité nationale « en la diapensant du besofn d'avoir des profecteurs particuliers ». L'allusion aux Etats-Unis est claire. L'orientation vers l'Europe constitue la nierre angulaire de la constitue la pierre angulaire de la

politique extérieure de la Gréce dans la phase actuelle. Accessoi-rement, Athènes cherche à développer ses relations avec les pays balkaniques et le monde arabe, dans des limites relativement modestes. Athènes considère que seule une Europe unie, érigée en seule une autope une, ergee en troisième super-puissance, peut combier le vide existant entre les deux super-grands actuels et évi-terait ainsi aux nations euro-péennes de tomber sous la tutelle des Etats-Unis ou de l'URSS. dans le cadre d'un nouveau par-

dans le cadre d'un nouveau par-tage du monde.

La forme définitive que prendra la politique étrangère de la Grèce dépendra de plusieurs facteurs liés en particulier an problème chypriote et au soutien que les Etats-Unis accorderaient a ux ambitions hégémoniques de la Truppie dans la région. Une ambitions hegémoniques de la Turquie dans la région. Une solution de problème chypriote fondée sur le partage de l'île en deux Etats — qui ne pourrait être réalisé que par un diktat du vainqueur — risque fort de se solder par une rupture entre Athènes et les Etats-Unis, la Turquie, et peut-être aussi la Grande - Bretagne. Au gran d détriment des intérêts vitaux de l'Occident dans la région névralgique de la Méditerranée orientale, dont la stabilité dépend de l'entente gréco-turque. Si de l'entente gréco-turque. Si Chypre venait à être divisée en deux Etats, elle serait vouée à tomber tout entière sous la domi-nation de la Turquie.

nation de la Turquie.

Dans pareille éventualité, il est vraisemblable que Mgr Makarios, soutenu par l'ensemble des Hellènes, demanderait le rattachement de la partie grecque à la «mère patrie». Ce qui ferait de Chypre un foyer de vives tensions, dont les conséquences ne sont dont les conséquences pas difficiles à deviner.

CONSTANTIN CALLIGAS.

→ (PUBLICITÉ)

# UN COMMERCE ORIENTÉ VERS L'EUROPE LES ÉCHANGES FRANCE-GRÈCE : UN PROBLÈME D'ÉQUILIBRE

Par tradition, le commerce extérieur de la Grèce a toujours été orienté vers les Etats européens et notamment vers les pays de la Communauté économique. Plusieurs facteurs y ont contribué: l'identité des civilisations, le volsinage, les rapports amicaux au niveau des peuples et aussi le caractère comptémentaire des économies respectives. Ces liens ont été renforcès dans le temps par la conclusion de conventions de commerce qui trouvèrent leur parachévement dans l'Accord d'association de la Grèce à la C.P.R., signé à Athènes et mis en vigueur

Le développement économique international très rapide et la libération des importations après la guerre ont contribué à l'accrolssement des échanges commercieux de la Grèce avec l'Europe. D'autre part, l'expiration au 1° uovembre 1974 de la période transitoire de douse années marque une étape considérable dans la réalisation de l'union doua-nière prèvue dans l'Accord d'association. En effet, la Grèce, depuis cette dets, a antièrement aboli ses droits de douane sur près de 70 % des produits importés de la Communauté ; et elle a consenti une réduction de 36 % de teur taux sur les autres importations en provenance de la C.E.E. Par silicurs, elle applique le Tarif extérieur commun pour la ptupart des produits importés des pays tiers. La Communauté, de son côté, accorde depuis longtemps une exemption des droits d'importation sur

prodults grees. Ce régime de désarmement douanier, accompagné d'une liberté presque totale des échanges, a eu pour résultat le développement eucore plus grand des relations commerciales Grèce-C.E.E. Ces dernières aumées, on a aussi enregistré une modifi-cation des structures du commerce extérieur grec dans le sens d'un accroissement des courants

d'échange avec les pays de la Communauté. C'est ce qui ressort du tableau ci-aurès:

# COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA GRÈCE AVEC LES PAYS DU MARCHÉ COMMUN en millions de dollars (Source: Service National de le Statistique)

	1962	%	1971	%	1973	%	1973	%
Importations CDP (bateaux exclus) Exportations FOB	279 89	44,6 35,8	815 319	47.4 48.2	1 077 425 652	50.2 48,8	1 447 678	44.8 47.5

Le pourcentage des importations de 1973, en balese par rapport aux années précédentes, n'est pas dû au fléchissement de la marche ascendants des importations à partir des pays de la Communauté, importations a pateir des pays de la Communaute, mais à l'augmentation du prix de certains produits (céréales, viande, pétrole, matières premières) importée, l'an passé, de pays tiers. Le tableau cidessus fait ressortir le caractère fortement déficitaire, pour la Grèce, de es balance commerciale avec le C.E.S. De grandes possibilités existent ancore pour combler ce déficit. D'abord li y a les facilités tarifaires accordées par la Communauté aux produits grecs. Ensuite les besoins des pays du Marché commun pour des articles similaires à ceux exportés par la Grèce sont loin d'être satisfaits.

Les entraves aux produits grecs Afin de couronner de succès les efforts en vue d'augmenter le pourcentage des produits grecs dans l'ensemble des importations de la Communanté, le soutien et l'assistance de ses pays membres es révèlent nécessaires pour l'élimination de certaines entraves, surtont dans le domaine des produits agricoles. Le principale entrave est l'assimilation de la Grèce, dans l'application des règlements de la politique agricole, à un pays tiers : ce qui a pour effet une possibilité de taxes compensatoires sur oduits agricoles grecs, lors de leur importation dans les pays de la Communanté, ainsi que l'application des clauses de sauvegarde, comme l'interdiction des importations. L'Accord d'association prévoyait pourtant que les produits agricoles mentionnés dans son Annere III ne pouvaient pas. en raison de leur intérêt spécial pour le Gréce, être frappés par de telles meaures de restriction. De ce fait, de nombreux facteurs ont fait obstacle au développement des exportations des produits agri-coles vers les pays de la Communauté : t'imposition satoires, à différentes reprises, sur

les exportations de pêches, la fixation de primes importantes pour les tabacs communantaires de la variété Burley, la détermination de prix de référence élevés pour les vins grecs et l'interdiction de

passé, sur les concentrés de tomate. La réalisation de l'harmonisation agricol par l'Accord d'Athènes et qui a subi un retard de plusieurs années à cause du egel de l'Association » pour des raisons politiques, constitue le moyen unique et le plus efficace pour faire face aux problèmes touchant les exportations de produits agri-coles grecs vers le Communauté. Ces problèmes, en plus de leurs conséquences financières, ont aussi des implications politiques et provoquent des sen-timents d'amertume, notamment parmi les classes productrices du pays. Il est à espérer que les pays membres de la Communauté, tors des procheins pourparlers pour l'harmonisation agricole, feront preuve de compréhension et accorderont leur appui effectif à le Gran qui fait ann rator au sein de effectif à le Grèce, qui fait son retour au sein de l'Europe démocratique. A cot égard, on ne doit pas oublier que par l'Accord d'Athènes la gouvernement grec avait accepté le sacrifice de la production industrielle de son pays en contrepartie d'avantages qu'il obtiendrait pour les produits agricoles de ses paysans. A ce jour, ces avantages

La signature du Protocole additionnel d'extension de l'Accord d'Athènes envers les nouveaux mem-bres de la Communauté élargira les possibilités de développement des échanges commerciaux avec

Relations commerciales Grèce-France Les liens amicaux entre les peuples français et gree, le caractère souvent complémentaire des économies des deux pays, ont créé entre eux une longue et fécande tradition d'étroits rapports com-merciaux et financiers. L'Accord d'association de la Grèce à la C.E.E. a été une étape historique dans les relations commerciales de la Gréce avec la France, à qui revient d'ailleurs la paternité de

t'idée de Communautés économiques suropéennes. Les facilités tarifaires et autres réciproquement consenties par l'Accord d'association ont donné un nouvel essor aux échanges commerciaux de la Grèce avec la France, comme le prouve le tableau

# COMMERCE DE LA GRÈCE AVEC LA FRANCE

	En millions de dollars (Source : Service National de le Statistique)							
	1962	1971	1972	1973				
Importations grecques de la France (hateaux axclus)	46,2 13,2 33	140 62,1 77,9	191.4 78.8 120.6	257,2 94,6 162,6				
Pourcentage de couverture des importa- tions par les experiations	28,6 %	44,4 %	36,9 %	36.8 %				

Ainsi peut-on constater, d'après les éléments de pleau, que le développement des échanges perciaux entre la France et la Grèce, après l'association de cette dernière au Marché coi rasponation de ceute termiera au marche commun, n'a pas été équilibré. Bien au contraire, le déséqui-libre des échanges, au détriment de la Grèce, u'a fait que s'aggraver. La Grèce exporte surtout en France des produits agricoles : tabace, raiains sees, citrons, jus et conserves de fruits, coton. Les cuirs bruts, les fourrures, les chaussures et les produits de l'artisanat sont également importés de Gréce pour la Prance. Il convent de préciser qu'au cours des dernières années les exportations d'aluminium de chaussures, de produits textiles et de matières plastiques ont contribué à l'augmentation des ventes de produits grecs à la France et à l'amé-lioration de teur structure.

### Les problèmes des échanges franco-grecs

La Grèce, d'autre part, importe de France des produits manufacturés et des articles d'équipement, An total, li sziste certains problèmes dans les relations commerciales des deux pays, dont la solution tions commentales des deux pays, dont la solution surait susceptibles de faciliter le progrés des expor-tations de la Grèce en France. Ces questions se rapportent su secteur très sensible des produits agricoles grecs. La Grèce a fait preuve de compré-hension, en le matière, en tonant compte des causes profondes, à l'origine de ces problèmes, comme la similarité de production pour certains produits spricoles

Il est évident qu'une collaboration des autorités compétentes des deux pays, dans un esprit de comprehension reciproque, permettrait de trouver une solution satisfaisants à ces questions, tant à titre provisoire, sur une base bilatérale, que dans le cadre des futures négociations avec la Commu-nauté en vue de l'harmonisation agricole.

De pareils problèmes subsistent pour les tabaca indépendamment du volume atteint par les achate du SETTA, qui ont été, selon le point de vue grec, blen inférieurs, pour la période allant jusqu'en 1970, au niveau conventionnel. Le continuation de la présence du SETTA sur le marché grec revêt une grande importance. Sur ce point, on enregistre avec satisfaction que, durant l'année en cours, le SEITA a sensiblement élargi ses achats en Gréce

En ce qui concerne les conserves de pêches, bien qu'elles solent librement exportables par les Grecs selon les dispositions de l'Accord d'association, leur introduction en France u'a pas été sans entraves. C'est pourquoi leurs possibilités d'écoulement sur le marché français u'ont pas été suffisamment exploitées. Pour les concentrés de tomate, le France continue à appliquer des restrictions sur la quantité, accordant annuellement à la Grèce un contintre, actoruses annuement au Greet de consequent d'importation. Pourtant, il avait été décidé qu'à l'intérieur de la sone de la Communauté ce produit pouvait être librament importé.

Four ses vins, la Grèce espère une compréhension des difficultés qu'elle éprouve, ainsi que des efforts qu'elle déploie pour leur exportation vers les pays nou vinicoles de la Communauté. On peut aussi not vinicoles de la Communauté. On peut aussi souhaiter que la France, lors des prochains pour-pariers sur l'harmonisation agricole; et appréciant leur importance pour la Grèca, déploiera tous ses moyens pour trouver uns solution aux problèmes que ces négociations vont poser.

# Les possibilités d'avenir

Il existe beaucoup de possibilités pour le déve-loppement des exportations grecques en France, si l'on considère le pouvoir d'absorption du marché français et le fait que les importations de produits grecs en France ne constituent qu'un très petit pourcentage du volume total des importations de ce pays en produits similaires. Les progrès réalisés au cours des dernières années dans le domaine de au cours des dernières années dans le domaine de la production agricole et industrielle grecque et les la production agricole et industrielle grecque et les efforts déployés pour l'expansion des produits importés de Grèce sur le marché français contribuent à la mise en valeur de ces possibilités. Il est certain que, si les autorités françaises accordent leur appul et une certaine préférence aux produits greca, dans les limites de la libre concurrence, la balance commerciale entre la France et la Grèce aux considérablement amélionés. sera considérablement améliorée.

Enfin. les investissements français en Grèce, qui es poursuivent et vont en augmentant, les grosses commandes de l'Etat hellénique à des firmes francommences us l'asse maneraque a use minera que les calses, ainsi que les ouvrages techniques qui leur sont conflès, créent de bonnes conditions pour le dévaloppement mutuel des échanges commerciaux

> Ministère du Commerce, Direction Générale du Comme



# DIPLOMATIE

# Les bases américaines élément de discorde

pres forces armées, des bases mi litaires non soumises à l'OTAN Au cours de la décennie 1950-1960, tant en reison de la poli-tique américaine en Méditerrané: A situation de la Grece, par rapport aux continents européen, astatique et africain, et la position cruciale qu'elle occupe en Méditerranée en font 1960, tant en reison de la politique américaine en Méditerrané: orientale que du fait de l'atitude des Etats-Unis à l'égard de le cause nationale grecque de Chypre — l'histoire des peuples en offre peu d'aussi claires et d'aussi justes — le peuple grec a commence à éprouver de la réticence à l'égard des Etats-Unis, et à douter de leur bonne foi dans les principes de liberté et de justice. Il s'est ainsi trouvé contraint à envisager, puls à exiger une révision de la politique du pays envers Washington et l'OTAN, organisme que, pour l'essentiel, ils dirigent. Les Etats-Unis s'en sont alors inquiètès et, plutôt que de rechercher la cause du phênomène, ils se sont dévoyés en internes de la Grèce, de façon d'abord camouflée puis, en avril 1967, totalement à découvert.

Les concessions militaires faites par la Grèce à l'OTAN sont les suivantes; occipe en Méditerranée en font un pays dont chaque en per-puissance cherche à obtenir le contrôle. Aussitôt après la se-conde guerre mondiale, le bloc oriental a tenté de s'assurer cette maîtrise. Sa tentative a été com-battue et repoussée par la Grèce, avec l'aide politique de ses alliés occidentaux et le soutien éconoavec l'aide politique de ses atilés occidentaux et le soutien économique des Etats-Unis d'Amérique. En 1952, la Grèce a adhéré au pacte atlantique. Auparavant liée aux Etats-Unis pay des accords bilatéraux. Dès les premiers jours des relatione militaires et apparaument des relations des respectations et apparaument des relations et apparaument des relations et apparaument des reseaux un considerations et apparaument des relations et apparaument de jours des relatione militaires gréco-américaines est apparu un phénomène couramment observé dans les relations étroites entre deux pays lorsque l'un est petit et faible, l'autre grand et puissant. Pour le pays faible, il se traduit par une « surconfiance » à l'égard du grand partenaire ami qui imhibe toute initiative et engendre l'inertie; pour le pays puissant, il s'exprime par une tendance croissante à faire valoir sa suprémaite et à mettre en vellleuse toute autre considération. Ainsi, avec une constance qui ne s'est jamais démentie, les Etats-Unis se sont efforcés d'installer des bases militaires en Grèce. L'aide militaire qu'ils allouatent à Athènes pour la couverture de besoins résultant des missions as-

couvert de l'OTAN et tantôt au nom des accords bliatéraux, se mirent à acquérir, pour leurs pro-

par la Grece a l'Olan sunt les suivantes; Sur la base de certaines pro-cédures simplifiées et de routine de l'OTAN, la Grèce accorde aux membres de l'Organisation l'usage de ports d'aérodromes, de com-munications, de dépôts, ainsi que du site de lancement de missiles de Crète

● La Grèce place à la disposi-tion de l'OTAN, de façon structu-rèlle on sur sa requête, la plus grande partie de ses forces armées (terrestres, navales et aé-

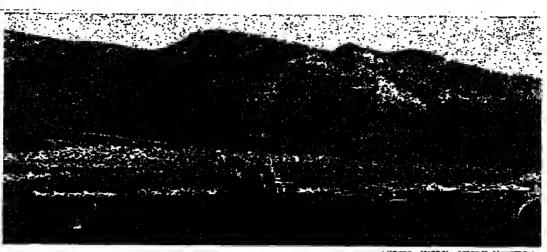
riennes)

O Des officiers grecs des armées de terre, de l'air et de mer servent sous les commandements allés de l'OTAN

Les Etats-Unis ont acquis dans l'espace grec, sur le plan militaire, les principaux privilèges que voici.

à Athènes pour la couverture de besoins résultant des missions as-signées dans le cadre des plans de défense collective de l'OTAN était octroyée de telle sorte qu'elle servait les Intérêts stratégiques de la politique américaine, tandis qu'étaient négligés, quelque essen-tiels qu'ils fussent, les besoins stratégiques de la Grèce. De plus, les Etais-Unis, tantôt sous le couvert de l'OTAN et tantôt au voici :

1. — Bases et autres tacüttés :
ce chapitre comprend les bases



aériennes et navales, les dépôts, les centres de communications, des facilités d'information, les postes de radiodiffusion, etc. 2. — Le libre usage, après ac-complissement des formalités sim-plifiées. d'ordre purement techni-que, de certains ports, aérodromes, centres de communications, dé-

centres de communications, dépôts, ainsi que du site de lancement de missiles de Crète.

Par l'acquisition de ces bases,
les Etats-Unis, outre les droits
sonverains dont ils disposent à
l'égard de la Grèce, tiennent sons
la menace d'armes stratégiques
offensives une immense région,
dans un rayon de plusieurs milliers de kilomètres. Cette situation
suscite automatiquement des
adversaires et des contre-offensives, et incite peuples et pays à
l'hostilité à l'égard d'Athènes, qui,
en temps de paix, accorde l'« hospitalité » à des armes stratégiques
offensives.

Ce de sont pas là les seules

Ce ne sont pas là les seules conséquences des interventions américaines dans l'espace grec. L'Amérique a au sei favorisé l'invasion de Chypre par la Turquie et les crimes commis sous le fallacieux prétexte de la défense d'une minorité de 18 %, que personne ne menaçait. A cette entreurise turque ent coocette entreprise turque out coo-peré, par des opérations militaires perè, par des opérations militaires et par leur politique, les Etats-Unis et l'Angieterre. Ces trois pays qui ont en commun attenté aux droits de Chypre et de la Grèce sont membres de l'OTAN, pays alliés de la Grèce et, de plus, en ce qui concerne l'Angie-terre et la Turquie, garants, avec-

POBTE-AVIONS AMBRICAIN DANS LS PORT DU PIRÉE.

Une immense région tenue sous la menace.

Athènes, de l'indépendance et de l'intégrité de l'île.

Ces faits ont empli l'âme des Grècs d'emertume, de colère et d'indignation contre l'Amérique et L'intervention d'une super-

puissance dont la Grèce a ainsi fait l'expérience, peut se produire pour n'importe quel pays. Cette situation affecte la vie et l'avenir de tous les peuples libres d'Europe et doit inciter à une action col-iertive européans. lective europée

Les deux guerres mondiales, dans lesquelles la Grèce a joué un rôle important, furent en réalité des conflits internes européens. Un fait historique familler à tous les Européens, les guerres médiques, illustre clairement l'importance de la Grèce pour la défense de l'Europe : chacun sait que l'objectif des assaillants était, par-delà l'invasion et la conquête de la Grèce, la domination de l'Europe. La défense des Grecs à Salamine comme à Marathon fut dans son essence la défense de Les deux guerres mondiales salamine comme à Marathon lui dans son essence la défense de l'Europe contre l'invasion. Si les moyens techniques sont aujour-d'hni tout autres, let grandes voles de passage, maritimes et terrestres, sont les mêmes. L'attachement des Grecs à la liberté demeure tout aussi ferme.

GÉNÉRAL ANDRÉ SIAPKARAS, Inspecteur général honoraire de l'armée.

# -Des sympathies actives pour le monde arabe-

Grèce, centrée sus une amitié treditionnelle et des liens étroits dans tous les domaines, s'explique par un contexte historique tort ancien des affinités qu'illustre une diaspora qui tut des olus entreprenames el parlois trop sensible — comme en Egypte — aux iniluences occidentales, ce qui lui valut des déboires Les communautés grecques q u l, pour des reisons historiques, e'intégrèrent dens le contexte socio-économique de leura peys d'adoption, comme en Syrie et en Jordanie, purent, en revanche, échepper eux aléas due à l'évolution générale de cas pays et préservent une image de marque qui permet é le mére nations d'accueil- des rapporte particullèrement confiente et

D'une taçon générale, et des le lendemein de le seconde guerre mondiale, le Grèce e adopté une politique de rappro-

tion avec les pays erabes qui effirmèrent leur Indépendence C'est ainei qu'en 1948 les dirivers ces pays et emorcèrent des contacts qui devalent ee muitiplier Le roi Paul rendit une visite d'emitlé au Liban et diverses personnatitée grecques imitièrent son exemple De même, en 1947, la Grèce vota contre le partege de la Palestine et, bien que membre de l'OTAN, elle suivh une politique de neutra-Orient En telt, tout en mein-tenant d'excellentes et loyales relations evec Israāl, elle se montra, sans ambiguité, bien dieposée è l'égard des pays arabes. Ainsi, elle entretimt des rapporte avec l'Etat hébreu sans lameis le reconneitre de jure, Plue rècemment. le criee chypriote a mis en relief le complémentarité des intérêts evec le monde

lopoet. Plus de trole mille étu-

les universités grecques, dont huit cents Jordaniene é celle de Selonique et quatre cente à celle d'Athènes. De même, cent cinquante Jordaniens sont formés dans les écolee militeires grecques et cinq cents Libyens sont inscrits dans les différentes A l'université d'Athènes, une chaire de littérature erabe est contiée à un protesseur égyp-

existe divera projets de coopération et d'investissements erebee en Gréce. Les dirigeants ethédévelopper cette collaboration et encouragent les pétrodollars è s'investir dans l'industrie et le tion de créer une banque erabo-

entre la Grèce et les pays arabes est rigoureusement encouragée per les ermeteurs propriétaires de tankers et liés eux pays producteure de pétrole.

MOPE UILIBRE



Créations de modèles grecs, modernes, chics et élégants, en étoffes tissées et au style personnalisé.



chaque gorgée, un souvenir du soleil resplendissant et des mers de saphir,

# CONSEIL HELLÉNIQUE POUR



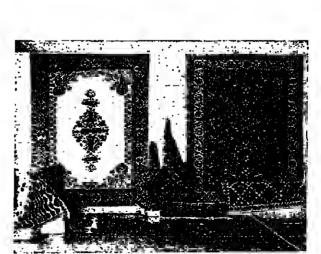
Pour toute question concernant tant les exportations helléniques que les listes d'exportateurs grecs, vous pouvez vous adresser au Conseil Hellénique pour la Promotion des Exportations.

24, rue Stadiou - Athènes (132)

Téléphone: (021) 3226-871-78 Télex: HEPC GR 216852 Adresse télégraphique : ELEXPROCO



Bijoux raffinés et élégants, modèles de fourrures présentant un choix très large.



Les tapis grecs faits à la main ou à la machine se distinguent par leurs coloris fascinants, dessins pour tous les goûts et qualité supérieure.

RELIGION



fils de paysans — petits cultiva-teurs dans leur écrasante majo-rite — représentaient 30 % des

étudiants alors que la paysannerie formait 55,8 % de la population active (France 6,2 % et 20 %).

occidental: commerçants, ingé-nieurs, médecins, evocats, admi-nistrateurs, prêtres (grecs ortho-doxes), en provenance de la campagne qu'ils quittaient après que l'éducation leur eut fourni les fondements idéologiques de leurs fonctions d'auxiliaires de la grande hourseoisle gracque com-

grande bourgeoisle grecque com-

pradore.

Cette tradition extrêmement

tenace, et que n'a pu extirper la bourgeoisie endogène en dépit de

# Le système original d'une société dépendante

ENSEIGNEMENT supérieur en Grèce présente les particularités d'un système d'éducation tout à fait original, caractéristique d'une société dominée et dépendante.
En voici les traits les plus frappants (1):
1) La rapidité exceptionnelle du développement de la scolari-

du développement de la scolari-sation dans l'enseignement supé-rieur. Entre 1955 et 1965, la Grèce, figurant déjà auparavant à un niveau très élevé, est à la tête de l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. quant au rythme d'accroissement de ce taux de seolarisation.

larisation.

2) En ce qui concerne l'origine sociale des étudiants, le degré le plus réduit en Europe de discrimination à l'égard des enfants des classes populaires, et ce, malgré les bantatives repétées de l'oligarchie grecque pour instaurer des barrages efficaces. En 1961 les fils d'ouvriers représentaient 10,3 % des étudiants alors que le classe ouvrière atteignait à peine 20 % de la population active (en France, les chiffres active (en France, les chiffres équivalents étaient respective-ment de 6,4 % et de 37 %); les

### Le drainage des cerveaux

CES caractéristiques sont, pour une large part, explicables par la dépendance complexe qui relie la Grèce eux pays haufement industrialisés.

Une des nouvelles formes de cette dépendance est en le selt.

cette dépendance est, on le sait, le drainage de cerveaux, le « broin-drain », par lequel les centres de l'impérialisme accapa-rent à bon compte une mainrent à bon compte une main-d'œuvre hautement qualifiée à formation très coûteuse pour les pays dépendants. Ce phénomène est d'ailleurs un cas parmi d'eu-tres dans le phénomène général de déplacement de la force de travail des pays dominés vers les pays dominants, qui accompagne l'exportation du capital en sens il parse La Grèce est un pays où l'exportation du capital en sens inverse. La Grèce est un pays où l'èmigration atteint des proportions considérables. Dans le cas prècis qui nous occupe, elle est l'un des pays qui ont le plus durement éprouvé l'hémotragie de leurs effectifs hautement qualifiés. Entre 1961 et 1965, la proportion des émigrations définitives parmi les diplômés de portion des emigratoris defini-tives parmi les diplômés de l'université s'élève à 13 % et etteint 21 % si l'on y ajoute les émigrations dites temporaires. Le haut pourceutage des diplô-

€.

tions

vingt-

record

tripar

mis e

vietno

entier l'objec

PEUT

gro seraien ponse c

dont le

instituti

respecte

sous-ter l'égolité

Une

dent exi

CUN un s tion don Tous de

M. Kissi ni l'un n sous des

ment à l

Vietnamie

GF

RAOL

més en droit et en sciences so-clales est dû an gonflement, tout clales est dû an gonflement, tout à fait disproportionné par rapport an développement du pays, de l'appareil et de l'administration de l'Etat; grand pourvoyeur de places : c'est là un cas typique du phénomène plus général de la bureaucratie d'Etat de pays dépendants où l'introduction et le développement du capitalisme se sont faits sous l'égide du capital ètranger (capitalisme « dij'orme ») avec l'intervention décisive de l'Etat, ce qui a pour conséde l'Etat, ce qui a pour consé-quence dans ces pays des distor-sions caractéristiques des rap-ports sociaux internes.

orts sociaux internes.
On retrouve cette dépendance dans certaines transformations actuelles du système d'éducation, notamment à travers les tentatives de développement de l'enselgnement supérieur technique. Dans la phase présente d'internationalisation de la production, la structure de dépendance peut fort bien ne pius se limiter à la coupure traditionnelle entre pays industrialisés d'une part et pays coupure traditionnelle entre pays industrialisés d'une part et pays agricoles et pourvoyeurs de matières premières de l'autre, mals c'accompagner d'une industrialisation, très particulière, de certains pays dépendants; phénomène qualifié d' « industrialisation périphérique » à technologie inférieure cantonnée dans l'industrie légère, et dont le processus de travail est étroitement contrôlé par le capital étranger (multinationales).

tionales).

Mais ces raisons ne suffisent pas à expliquer l'ampleur remarquable de la propension à l'éducation supérieure. Il faut également tenir compte de facteurs propres à la société grecque. Au tout premier chef, le poids d'une très vieille et longue tradition d'orientation des ressortisd'une très vieille et longue tradition d'orientation des ressortissants des classes populaires vers
les communautés grecques des
Balkans et surtout du bassin
méditerranéen oriental. En effet,
dans ce dernier cas, la pénétration du capitalisme dans les pays
de l'empire ottoman, en Egypte,
au Soudan, et même en Ethiopie,
s'est largement effectuée par le
canal d'une petite bourgeoiste
grecque qui a littéralement colonisé le pourtour méditerranéen
pour le compte du capitalisme

(1) Sources: Les nombreux rap-ports do l'O.C.D.E. sur l'enselgne-ment supérieur; UNESCO: l'Ensel-gnement supérieur en Europe, 1972; Adams et Rieben: l'Exode des certeaux, Lausanne, 1968.

ses efforts ultérieurs, e'est prolongée de façon originele dans les
structures de la dépendance
actuelle. L'un des caractères de
cette dépendance consiste dans
les distorsions, au sein même des
pays dépendants, entre la ville et
la campagne : campagne où les
rapports pré-capitalistes e on t
rapidement éliminés, en libérant
une force de travail qui, étant
donnée l'inégalité de développement propre à l'industrialisation
périphérique, ne trouve pas d'emplois dans le secteur industriel
urbain. Cela donne naissance,
dans les pays dépendants, au

dans les pays dépendants, au phénomène souvent saisi sous le terme erroné de « marginalité » :

une immense population suhur-baine et sous-proiétarisée s'entasse dans les bidonvilles autour des grandes agglomérations, vivant d'expédients et de menus services. Si le phénomène ne se rencontre Si le phénomène ne se rencontre pas en Grèce sous cette forme, ce n'est pas seulement en raison de l'exode par l'émigration. A la place, on trouve le vaste profé-tariat intellectuel d'enfants de paysans diplômés d'université, promis à diverses formes de chô-mage direct ou camouflé.

formalt 55,8 % de la population active (France 6,2 % et 20 %).

3) L'orientation préjérentielle pers les sciences humaines, notamment le droit et les sciences sociales: parmi les pays européens, la Grèce présentait récemment encore le pourcantage le plus has d'étudiants inscrits dans les sciences enactes et l'enseignement technique, et le plus élevé en droit et en sciences sociales. Cette « surscolarisation » exceptionnelle des enfants d'origine populaire dans l'enseignement supérieur n'est pas du tout le fait d'une politique et d'un effort financier de l'Etat. Le pourcentage, dans le P.N.B., des dépenses publiques pour l'éducation était, entre 1960 et 1965, à l'exception de l'Espagne, le plus bas d'Europe: les bourses universitaires sont pratiquement inexistantes. Les dépenses sont assumées par les étudiants eux-mèmes, très souvent salariés, et par leurs familles en grande partie modestes. Situation explosive s'il en est. A quoi il faut ajouter la structure parfattement archafque et féodale de l'enseignement supérieur grec, où la discipline à la prussienne des étudiants et du corne enseignement autour de corps enseignant autour de quelques grands « maitres » ac-compagne un terrorisme intellectuel de type « guerre froide ». Or ces « maîtres », dans leur majorité, ont, d'une façon ou d'une autre, collabore avec une junt: fasciste qui n'a feit qu'accentuer le caractère réactionnaire

centuer la caractère réactionnaire des universités.

Ces raisons parmi d'autres expliquent les longues luttes héroiques de l'ensemble des étudiants grecs contre la dictature militaire, notamment pendant les événements de l'Ecole polytechnique. Leur ampleur était sans précédent dans les mouvements démocratiques d'étudiants sous des régimes dictatoriaux en Europe, et cele sonna le glas du régime. Ces raisons expliquent enfin et surtout le profond retentissement populaire de ces intres et la liaison étroite, en Grèce, des étudiants evec le peuple.

NICOS POULANTZAS CONSTANTIN TSOUCALAS, enseignants à l'université de Poris-VIII.

# Une Église affaiblie et discréditée

période dictatoriale de sept ans avec un épiscopat divisé en autour de l'archevêque Séraphim constitué après le « chute » da Hiérotement evec loannidis et ees séides. sucun de ceux-ci n'a résisté acti-vement au régime de violence et de tyrannie infligé pendant copt ans au peuple. Pour le première fois dans l'histoire de l'Eglise hellénique, dans s'est politisé en se soumettant. Cette réalité ne semble pas influer d'une taçon notable sur la croyance religleuse populeire. En Grèce, et d'une façon plus générale eu sein de l'Orthodoxie, l'Eglise se contond avec le subsiste vivante dens le peuple. Un fossé n'en e pas moins été

Or, même el l'on eccordait aux évêques grecs le bénéfice de quelques circonstances atténuantes pour leur collaboration avec la dictature, eux n'e soupconné la perfidie du jeu mené eux dépens de l'Eglise?

Le camp de l'archevêque Hiéronynos a été utilisé par le régime de Georges Papadopoulos comme un exemple spectaculaire du « changement - et de l' - épuration - de la vie ecclésiastique. Avant l'instauration de la dictature, l'Eglise de Grèce avait connu une longue période de des évêques et à divers scandales. De ce fait, elle était tombée dans

ment étranger à l'espril de l'orthopleté populeire était devenu erchede violations des canons de l'Eglise Manifestant un état d'esprit proche

lança dans une partie dont, mandes reil administratif el de l'activité phifinancière et administrative. Il tente de mettre en valeur l'énorme



DANS UN VILLAGE CRETOIS.

versité, connaissant plusieure langues étrangères, Mgr Hieronymos a nommé et rassemblé eutour de lui des écoles ecclésiastiques à la tutelle évêques jeunes pleins d'ardeur apos- du ministère de l'éducation nationale.

### Un renouveau laīcisant

E N délinitive, c'est ce « renou-veau » laïcisant qui provoqua le renversement de Mgr Hiéronymos.

entretenir en Grèce une Eglise Impuissante et déconsidérée, ainsi ne pouvalent que s'inquiéter devant l'éventuellé d'une Eglise financière-ment eutonome faisant monter le niveau de vie du clergé et le formant dans le cadre de son propre système éducatil. La chute de Mgr Hieronymos n'e tenu ni à des crilères ecclésias-

tiques et théologiques ni aux exi-gences propres de l'orthodoxie et des traditions. Il e été abattu par la peur de voir un jour l'Eglise se Le même régime dictatorial qui evall installé Mgr Hiéronymos sur le trône archiépiscopal se tança assez vila dans une polémique perfide contre lui, l'obligeanl en fin de

ment après le coup d'Etat de novem-bre 1973, le groupe de loennidis choisissalt comme archevêque le métropolite de Jannina, Mgr Séraphim, doni le personnalité est à l'opposé de celle de son prédécesseur. De formation élémentaire, brutai dens ses façons, les milleux ecclésiastiques ne l'estimalent guère. Il sembleit choisi pour discréditer totalement l'Eglise aux yeux du peuple. Son premier acts edministratif e été de rendre au ministère de l'éducation nationale le responsabilité de l'éducation religieuse et de paralyser le réorga-nisation administrative et financière tentée par Mgr Hiéronymos, revenant de la sorte aux schémas du passé. Grace aux pouvoirs exceptionnels qui lui avaient été conférés per le régime. Il eut le temps de déposer douze évêques du camp adverse et de sacrer une vingtaine de prélate qui lui sont attachés, obtenent de le sorte le majorité au sein de l'épiscopat. Ainsi, les sept ans de dictature ont

mie gravement en danger la vie de l'Eglise. Le régima a d'abord imposé un archevêque qui représentait un risque réel d'altération de l'orthodoxie et de la conscience spirituelle de l'Eglise grecque. Il l'a ensuite remplacé par un eutre qui l'e désor-ganisée et discréditée. Ce demier exerce toujours ses fonctions : non seulement II n'a pas été inquiété par le gouvernement de M. Caramaniis, mais II e vu sa positio consolidée par des décrets-lois qui ont ratifié son programme de désorganisation. Cele signifie que isa lorces qui ont placé sur la trône l'archevêque Séraphim contrôlent toujoura eussi étroitement ce secteur

L'Eglise représente en effet pour le peuple grec un domaine de as vie aussi important sinon plus que l'éducation nationale. C'est dans l'orthodoxie, son cuite, es spiritualité, ess icônes et son architecture que prend corps le conscience historique et culturelle du Grec modarne. Il s'agit de t'ultime différence spé-cilique qui pourrait le sauver de consommation, l'unique fondement d'une vie politique at culturelle propre

CHRISTOS YANNARAS, Directeur d'étude au Centre de recherches philosophiques.

vols directs: orly/athènes, orly/corfou\* prenez l'avion qu'il vous faut Pour vos vacances ou pour vos affaires, pour découvrir tous les coins de la Grèce, cette année encore partez d'Orly sur un Boeing Olympic. OLYMPIC AIRWAYS K, 65000 LILLE 16L.; 64 08 26 Henriot, 65002 LYON TH. 37 44 97 M, 44000 NANTES TH. : 73 84 77 LISTING V do Suidde, 05000 NICE TH. : 87 43 36 \* à partir da 29 Juin 1975.

liffe.



Supplément Grèce =

# JUSTICE

# Retrouver la confiance des citoyens

rables. » Le régime né du coup d'Etat du 21 evril 1967 ne pou-veit pas — blan évidemment laisser une justice indépendante. Le pouvoir judicieire, de par le cipe de le séparation des pou-voirs, est fun des principeux critères qui distinguent un regime libéral d'un gouvernement l'asservir où de le neutraliser. C'est pourquoi le dictature e pro-mulgué une « législation » pour les juges (dépret-loi 962/971, dit code des magistrats). Ce texte éteit désestreux. Certes, il est applique sous contrôle judiciaire. reconneitre que, dans les pays libéraux, cette survelllance doit s'exercer dene des limites étroites afin que l'indépendance des décisions de le justice ne solt pas effectée. Cette indépenexclusive du juge à le Constitution et eux lois en l'ebsance de toute Interférence du poudans le hiërarchie, et ce pour une attaire précise. Car, sans le garantie de l'indépendance des décisions du juge, il ne peut y evoir de justice indépendanie. Toutefois, la loi en cause ne respecte pas cas principas. Elle Installe un réseau de surveillence des juges (article 122, para-grephe 1 B) et énumère une

Ainsi, on pouvait considérer me feute pouvant entraîner juge contraire à « l'intérêt de tature (article 149-107, para-graphe 1). En outre (article 62, paragraphe 1), tout magistrat déporté — par une décision concertée du ministère de le justice et du ministère de l'ordre public - était eutometic

### Des goulets d'étranglement

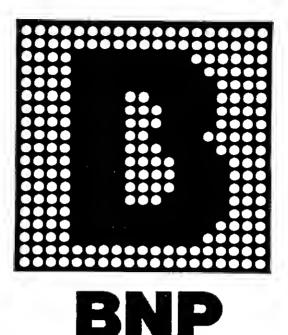
U N c o m h & constitutionnel avait proposé un code de introduisait une rétorme de le procédure, dite « institution cation se code sane formir les bases indispensables à te Deux ans plus lard le réforme e été abolie, male le désordrecausé par son mode d'application

le code pénal, toutes les dispositions concernant le circulation les tribunaux militaires d'excep-

après la chute de la dictatura, le publication d'un ecte consti-tutionnel qui rétablisseit le légalité, a constate que le logallo avait « lésé le justice indépendante grecque ». L'acte constitutionnel abolit le code de procédure civile qui evait supprimé juges destitués dans leura fonc-tions et reconstitue leur cardémissionner. Les juges qui ont etteint l'âge de la retraite alors qu'ils étaient destituée par le dictature se voient etiribuer le grede qu'ils euraient dû obtenir et qu'ils détlennent désormals é titre honoraire. Il est fait exception, toutefole, de caux des ma-gistrets qui ont accepté des fonc-

Quant à l'épuration, le loi prévoit le saule révocation des le Cour de cassation, sinsi que du président et des vice-prési-dente du Consell d'Etat, auxquels ll e été procédé après le 21 avril tions particulières » da ces pro-motions. Enfin, la toi prévoit la comparution devant le conseil de fait prauva d'attitudas « Incompatibles avec leurs fonctions eentiments de haine et de vengeance elin que le justice puisse jouir de le confience tolale des citoyens et d'un prestige intègre. Sens cele il ne peut y evoir de

ANTOINE FLOROS,



A ATHENES:

Bureau de représentation **BNP** 

15 rue de l'Académie

Banque d'Attique 19 El Venizelou Avenue



# BANQUE NATIONALE DE PARIS

Siège Social: 16, Boulevard des Italiens 75009 Paris

# En Grèce, il y a partout quelqu'un qui a envie d'etre votre ami.



Qui sera-t-il?... Spiros, le pêcheur de Corfou... Yannis, le muletier de Rhodes... Caterina, sans âge, qui brode chaque jour au pied du Parthénon... Dimitris le musicien... ou Nikos, à Olympie, qui vous offrira les plus

beaux raisins de sa vigne. Un renseignement, un sourire, une halte suffit à la rencontre.

Plus que jamais, le peuple grec est au rendez-vous de la Grèce. La Grèce est en fête, et ne demande qu'à la faire partager. Et la Grèce est belle toute l'année.

DE GRECE EN GRECE, DECOUVREZ LES GRECS

Office National Hellénique du Tourisme 3, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS

# Une réforme radicale des structures s'impose

ANS le cedre de la crise mondial, la Grèce affronte de ctement de le dictature miliptongé à la suite de la politique de dépendance qui fut celle de la mondiale et qui a amené la dictature nomique conduite par le junte, n'e été qu'une forme extrême du mo-Unis, Imposé au paya depuis 1952 (1).

La pelitique économique de la dictature militaire, qui e servi les inté-rêts des milieux d'effaires : banquiers, egents d'entreprises étran-

tions, les désordres et les déséquilibres structurels da la croissance économique, en reison, notamment, du caractère non productif des

Impulsion à l'émigration des travail-

(1) Voir notre article « Uoe áconomie du modèle oéo-libéral » ainsi
que celui de M. I. Yannakakis intitulé « Les conditions d'une véritable
démocratie », publiés dans le Monde
déplomatique d'octobre 1974. Le lecteur sa référera également à l'étude
de F. Nikiphorou : « Trente ans de
politique américaine en Grèce », lo
Monde diplomatique, mal 1974.
(2) Voir à ce sujet l'article du
professeur Karagiorgas, « Les conséquences économiques de la dictature » dans le revue Anti, n° 1.
7 septembre 1974, ainsi que l'article
du professeur A. Canellopoulos,
« Mythe et réalité dans le domaine
économique pendant les sept années » (de la dictature militairo)
dans Economicos Tachidromos du
5 septembre 1974 (tous les deux en
grec).

population en 1972 at en 1973, l'émigration, qui contribue eussi à l'heure actuelle, une sérieuse me

pour l'avenir du pays (3). c) Malgré les privilèges supplé Afranciare et aux firmes multinationales, aucune grande unité indus-triella de technologia avancée n'a

ště cráše dapula 1967. d) L'inégalità dans le partage du nu national a'est accentuée dant la période 1967-1973.

tifs, qui eugmentaient les revenus monétaires, sans àlargir la base productive de l'économie, ont suscité une inflation galopante : 30 % pour l'année 1973. Ce taux a étà ramenà à 11 % pour les huit pre-

f) Pour faira face eux pressions Infletionnistes, les importations ont été quadruplées, toujours pendant période 1967-1973. Le déficit de balance des transactions courantes élé de 1 175 millions de dollers

g) Etant donnà que les recettes invisibles et l'entrée de capitaux na

MALGRE la baisse des Importa-tions, le déficit de le balance délicit supériaur à celui qui avait élà enregistrá pendant le même párlode, erclale a àté de 2331,2 millions en 1973. Cependant, grâce à une de dollars pour le période de janvier entrée supplémentaire de capitaux de 260,1 millions de dollars, la balance à octobre 1974 (contre 2 260,8 millions des palements a étà excédentaire de 35,8 millions de dollars, contre un déficit de 162,8 millions de dollars de dollars de janvier à octobra 1973). A cause de la diminution des recettes Invisibles provenant du tourisme et des émigrés, le déficit de le balance des transactions coupour le même période en 1973 (5). L'approvisionnement en énergle pose égelement de redoutables prorantes pour les dix premiers mols de 1974 e été de 51,6 millions de dollars,

Dégager le pays de l'emprise étrangère

1996). A partir du 1er janvier 1975, eeront nécessaires annuelle pour le service de cette dette. h) Devant les risques d'une hyper imposé, vers le fin de 1973, una colitique déflationnists qui a eu comme résultat de diminuer sensi-

ment. La dette publique extérieure a'élevait, le 30 juin 1974, à quatre

lions de dollars le 31 décembre

daux cent mille en juin 1974. Quand la dictature militaire s'est effondrée, an juillet 1974, les gou-Athènes héritèrent d'une eituation structurels. « Gérer le crise » de vint ainsi une contrainte maieum

national a élà nul pour l'année 1974 seion toutes les indications, il en eugmenté de 10 % pendant l'année 1974, grâca à des conditions clila vie a subi une hausse de 12 % antre janvier et novembre 1974 (contre 27 % entre janvier et décembre 1973) et les dàpôts des particullers auprès des banques ont augmenté de 15 882 millions de hmes (4). Par contre, le déficit des finances publiques a àtà de 34 millierds de drachmes pour

600 à 800 millions de dollars. Des erreurs de planification en ce gul concerne la construction d'une Ptolémais, alimentée par les Isementa locaux de Ilgnite, ralentissent le production, infligeant sinsi una perte estimée à 150 millions de dollars par an (7). Quant aux gisements de pétrole près de l'île de Thassos, le Journal Economicos tachidromos e revalé que la pro-

duction pourrait atteindre trois cent mille barlls par jour, et non société américaine Oceanio. Celle-ci avait enlevé la concession à des conditions préjudiciables à la Grèce. L'Etat grec pourrait entreprendre l'exploitation de ces gisemente avec la participation de soarabes

Au-delà des domaines de

constitueralt après un éventuel éclatement du Marchà commun (auquel 1961). La C.E.E., en effet, n'a pas réussi à affirmer son indépendence da disparaître sous les effets de la

manils ne réussira pas à - gérer le crise = aussi longternos qu'il n'aura pas dégagé le Grèce de l'emréformer et réorganiser le système affairistes et eux puissantes entreprises internationales, sans restreindre le gespillage effréné et la nallon de prodults de luxe par la classe dirigeante, sans mobiliser et utiliser rationnellement le potentiel scientifique et technique du ans assainir l'enseignement et l'administration, atteints par la gancolère des possédants. D'évidence. les forces ecclales et politiques qui constituent un obstacle de taille à toute réforme radicale des structures

SPILIOS PAPASPILIOPQULOS, économiste ; ancien maitre de recherche à la Bonque agricole de Grèce et enseignant à Funiversité de Poris IX.

(3) Consulter à ce propos l'étude fort intéressante publiée eo 1974 par l'Union des Universiteires grees en Europe occidentale, sous la respossibilité du prafesseur M. Nikolioakos: « Développement économique et émigration en Gréca » (en gree).

(4) Revue Econokimi Poreia, 31 décembre 1974.

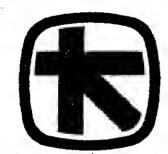
(5) Economiki Poreia, 15 décembre 1974.

(6) Les sources de la consomma-



PREDOMINANCE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE ET DES SERVICES DANS L'ECONOMIE Trop d'investissements improductifs ont accentué les déséquilibres.

Οταν σχεδιάζετε affaires μέτην Έλλάδα θυμηθητε αὐτό τό σημα\*



\* Quand vous pensez affaires, en Grèce, pensez à ce signe.

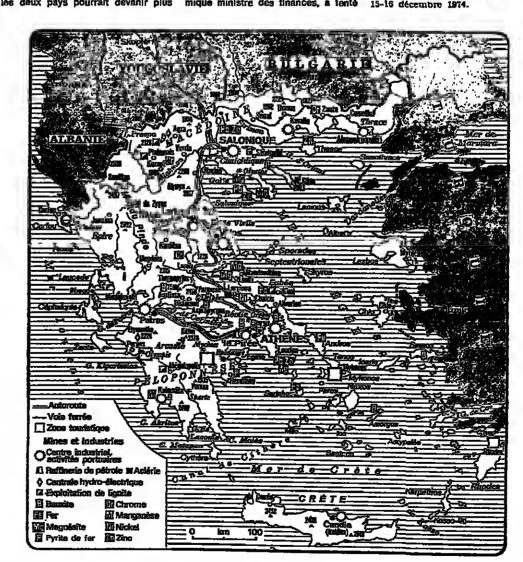
Il représente la CREDIT BANK de Grèce. Une banque qui a près d'un siècle de tradition (elle fut fondée en 1879) et un profil très jeune.

Une banque dynamique, efficace, ayant l' expérience des affaires internationales, un équipement moderne, un service d'actualité et des procédures

Aujourd'hui la CREDIT BANK rend service à 52 des 100 entreprises les plus importantes de Grece et dispose de succursales dans tout le pays. Si vous cherchez, en Grèce, une banque modeme ayant une tradition. prenez contact avec la CREDIT BANK.



Une nouvelle conception des services bancaires



S'étandant sur 131 944 kilomètres carrés, la Grèce compte plus de neuf millions d'habitants. La e-d'œuvre, en 1971, se répartissait de la manière suivaate : 37,3 % dens l'agriculture et la pôche, 38,1 % dans les services, 17,4 % dans l'industrie et 7,2 % dans le bâtiment et les travaux publics. La flotta commerciale totalisait, au 31 décembre 1974, 24 079 975 tannes ; elle compreneit 2 149 cargos,

entiellement agricolo, elle prodoit des céréales, du tabac, du coton, des alives, des du raisin. Ses industries — pour la plapart de modestes dimansions — fournisseat du ciment, de imium, des textiles, des filés du coton, des vêtements et des chaussures. Le produit intérieur brut per tëte d'habitant s'élevait, en 1973, à 1788 dollars

gut nës voli Suc Rép tren Thir lers omé: ment L'orti tions 50កក្ស vingt-forma récon tripor tions . mis e vietna

€.

PEUT gra seraien dont le instituti l'égalité Une présents

entier l'objec l'on s'

tion done M. Kissi ni l'un n

cun un s

GI



Supplément Grèce

# CULTURE

# Le cinéma au seuil d'une nouvelle époque

N partant d'un fait divers historique survenu avant la dictature de Metaras, en 1936, le cinéma grec déploie un modèle de la société bourgeoise en ce moment donné rongée déjà par un cancer social. Mais en plus, à travers un goramage de la dramaturgie, de l'action et des significations évidentes il nous oblige à une lecture distancée, à une projection contemporaine du modèle.

Evdokia (1971), d'Alexis Da-

modèle.

Evdokia (1971), d'Alexis Damianos, arrive anssi à une synthèse, mais tout à fait opposée. L'amour impossible d'une putain et d'un soldat est incarné dans un réalisme si charnel et forcené qu'il parvient au symbole.

Fandelis Voulgaris travaille au contraire dans l'intérieur du système bourgeois, en réaliste critique. Dans la Demande en mariage d'Anna (1972) ou le Grand Erotique (1973), il oppose toujours l'ancien et le nouveau, en retenant la complexité du monde dans l'intérieur et en dehors de l'homme, mais en renversant dans l'intérieur et en dehors de l'homme, mais en renversant continuellement les situations et en mettant en relief les crises des personnes et des institutions. Constantin Aristopoulos (Topos Kranion (1973) utilise le mytha du Christ en uno représentation jonée par des villagenis sur les montagnes de Mani, Vrai et faux, mythe et réalité, métaphysique tournée en matérialisme révolutionnaire, font un audacieux pari pas tout à fait abouti, Ainsi pour Tonia Marketaki et Jean le Violent, vaste et tragique confrontalent, vaste et tragique confronta-tion de l'individu et de la société

La prise de conscience que ma-nifestent tous ces films s'est ac-crue pendant la dernière année de la dictature.

A Athènes, le silence total règne sur la vie artistique pendant un certain temps. Cependaot le ci-

néma commercial jouit de ses dernières années do faste. Des collaborateurs » de la junte re-coivent de larges subsides et tous les moyens de l'armée pour réa-liser des films historiques tout à fait nuls. Enfin, la télévision est fait nuls. Enfin, la télévision est arrivée, et rapidement elle a sup-planté le cinéma comme diver-tissement populaire. Le nombre de spectateurs est passé de 128 millions en 1970 à 91 millions en 1972 et à 62 millions en 1973. Le chute continue at elle est vrai-ment vertigineuse quant aux

L'âge adulte

MAIS déjà une nouvelle génération de cinéastes se rassemble peu à peu, en réalisant des courts métrages, en discutant, en collaborant à une nouvelle revue synchronos kinimatographos. Tous de gauche, ils revendiquent un cinéma onvert aux tendances modernes mais en même temps résolument national, social et, si possible, politique. Ils se heurtent naturellement aux difficultés de financement. Théo Angelopoulos fut le premier à réaliser avec un budjet très restreint Reconstitution (1970), film très complexe et d'importance capitale.

A travers un meurtre commis A travers un meurire commis par une paysanne, il brosse le portrait social d'un village qui meurt à cause de l'émigration, avec les terribles contradictions qu'elle engendre, et il expose la monstrueuse politique du « centre », qui envoie seulement ses « juges aveugles et sourds » et ses gendarmes. Reconstitution est primé à Hyères, invité au Forum de Berlin, au London Festival. En prenant comme critère les prix prenant comme critère les prix des festivals, le jeune cinéma grec prouve qu'il entre dans son âge adults. En 1967, à Hyères, est primé Jusqu'au bateau. Lettre ouverte

films grees, qui ont perdu 80 % de leurs recettes. Pratiquement, le cinéma commercial est mort en 1974, la production se situant au niveau de dix films par au, dont la piupart sont des e mousanta-porno a.

En 1989 on relève pourtant deux films de qualité. Le Canon et le Rossignol, du dramaturge et scénariste très comu lacovos Cambanellis et Lettre ouverte, do Georges Stamboulopoulos, réexamen émouvant of un peu confus de toute une vio.

être le meilleur film grec par son ampleur et sa signification poli-

mours daminent en cette pre-mière période, assez vite infinen-cés par Hollywood. Certains conflits champètres prement la formo du western. Les comédies « s'enrichissent » en « pseudo-mu-sicals ». La production grossit ra-pidement ; 3 films en 1943, 31 en 1958, 110 en 1958. La fréquenta-tion monte en flèche ; 62 mil-lions de spectateurs en 1957. lions de spectateurs en 1957, 137 millions en 1968, année record.

reçoit une distinction à Locarno. Kierion est sélectionné à Venise par Chiarini en 1989. Jours de 36 reçoit le prix de la Fipresci à Berlin en 1973, la Demande en mariage d'Anna est primé au Forum de Benin en 1974, lequel, d'ailleurs, a été consacré en grande partie au cinéma gree.

Le deuxième film d'Angelopoulos, Jours de 36 (1972), est peutième in mellieur film cree par son

Le vrai début du cinéma grec se etime en 1942, pendant l'occu-pation. Comédies et drames de mours dominant en cette pre-

Les cinéastes de la seconde vague sont des « artistes » qui recherchent un style personnel et une culture ustionale-populaire (Cacoyannis-Koundouros). Mais

les sujets politiques sont bannis par une censure rigoureuse. En 1964, malgrà l'arrivée du centre

par une censure rigoureuse. En 1964, malgrà l'arrivée du centre démocrate au pouvoir, le documentaire de Dimos Theos, les Cent jours de mai, sur l'affaire Lambrakis est interdit totalement. Le premier changement, do portée plus générale, se manifeste eu l'estival do cinéma de Salonique en 1966. Face à face de Robby Manthonlis dépasse l'écueil do la censure en utilisant une forme satirique. Son héros, fils de la jéuération perdue dans les guerres fratricides, évite in exremits d'être alièné par la vitalité sensuelle do la bourgeoisie « en voie de développement » pour rejoindro la foule qui manifeste. Belat dans les yeux, do Panos Giycofridis, aborde enfin le sujet de la résistance de manière réaliste et sans faux héroisme. Jusqu'au bateau, d'Alexis Damianos, est, en raccourel symbolique, l'histoire tragique du Grec qui est descendu des montagnes vers la ville, puis a émigré. Takis Kaneopoulos dans l'Ercursion et Dimitri Kollatos dans la Mori d'Alexandre étalent une problématique plus existentelle. Lyrique et passionnée pour le premier, froidement clinique jusqu'au cynisme chez le second. cynisme chez le second.

Quolques mois seulement sécoulent et le prisch du 21 avril 1967 arrête tout mouvement. Koundouros, qui avait réalisé le Visago de la médus, sans avoir ou le temps de le projeter en Grèce, fuit en France; Manthoulis aussi (par la suite il réalisera des films documentaires près intéressents rour l'ORTE et très intéressants pour l'O.R.T.F. et Koundouros remaniera complôtement la Méduse pour arriver à Vortez, présenté au Festival do Berlin).

Plusieurs cinéastes prirent part aux événements de l'Ecole poly-



Le dépeuplement des villages, un thème qui revient fréquemment.

technique at filmèrent sous les balles. Quelques-uns ont été « in-terrogés » et détenus par la police militaire. Voulgaris a été déporté. Les films qu'ils ont préparés pres-que clandestinement durant cette année très dure ont été projetés publiquement seulement à cause de la libération do juillot. Les su-jets sont tous sociaux ou poli-tiques.

La contestation

DEUX documentaires de long métrage — Megara, de Mannistis-Tsemberopoulos (historique de l'âpre bataille qu'ont menée les villageois de Megara dépossédés de leurs terres fertiles pour qu'une société construise des raffineries polluantes) et Gazoros Serron (impere intime mais d'une instruse Enfin, les Coulcurs d'iris, de Nicos Panayotopoulos, ot Fontsa, de Costas Féris, introduisent eu Grèce des tendances du cinéma moderne, doute, satire, décons-truction et mystique. (image intime, mais d'une justesse admirable, d'un village de Macèdoine déserté pen à peu par ses habitants) — nous donnent enfin à voir le vrai visage du peuple grec. Kierion, de Dimos Théos, c'est une analyse d'un crime poli-

Au seuil d'une nouvelle époque, nos cinéastes sont très politisés et

prêts à remettre tout en question. Un peu comme les cinéastes fran-çais après mai 1968. Ils contestent l'organisation du Festival, le jour-nalisme et la critique, les appa-reils, la distributiou des films. Ils créent des groupes de cinéma militant qui, déjà, produisent des films en 16 mm ou même en 8 mm et organisent des projec-tions hors du système. tions hors du système.

Les professionnels se regroupent aussi pour dépasser les difficultés de financement. C'est un point crucial, car les films de qualité ont des résultats d'exploitation désastreux. L'aide de l'Etat. jus-qu'à présent, a été presque inexistante, et la législature doit être réformée totalement (d'ailleurs elle u'est pas appliquée)

De toute façon, le oouveau cinéma grec sera probablement politique et abordera les problèmes actuels d'un point de vue de classe. Au moins espérons-le, car nous en avons besoin,

JEAN BACOYANNOPOULOS, Journaliste à Khatimorini.

# **Banque Internationale**

PUBLICITE

pour l'Afrique Occidentale S.A.

KATAZTHMA AGHNON

S. A. au capital de 66.240.000 F Siège social: 9, avenue de Messine 75360 - PARIS

Tél. 766.52.70 - Télex 65339 A et B



La B.I.A.O., banque internationale installée dans 17 États d'Afrique et d'Europe, est la première banque française implantée en Grèce

Sa Succursale se trouve à :

ATHÈNES 8, rue Fillelinon

Tél. 324.18.31 à 34 - B. P. 118 Adresse télégraphique : BANQUAFRAN Télex 216714 B.I.A.O. GR

eschinu na nasarnamicututututututututututututututut (PUBLICITE) - enemasemaatikentainimmaanimmaa

# Les collines inspirées



riche. Cultivées evec soin, les collines de cette province do Macédoine étalent vertes. Les avatars de l'histoire, les guerres, le déclin, ont Iransformé ca pays en collines et vallées exsangues vouées à l'éternelle lachère. Comme la Belle au bols dormant, Halkidiki attendeit eon

Il c'est présenté, il y « onze ons,

sous les treits de John C. Carras, un

des représentants les mieux connus do l'ermoment grec, venu participer à la célébretion du millénaire de la fondation du Mont Athos. Passionné d'art ot d'hiatoire, nellonaliste de bon goot, il fit un rêve : ramener à la vie la belle endormie. Le songe est devenu défi. Il peut eujourd'hul restituer la beauté du paysage et rendre la bonheur é ceux qui vivent encore é Halkidiki. Dans ce pays, qui n'e pes encore resolu son hémorregle de cerveaux, de bras et de capitaux, qui voni silleurs chercher fortune, John C. Carras a toujours lutté à contre-courant, olors que la Grèce ne pieure même plus sa spiendeur trop lointaine. En 1955, Il fut l'un des premiers é refuser les psvillons de complaisance. En 1963, l'aboutissemant de o travaux du Comîté de Coopération de le Marine Grecque, qu'il préside, emène bon nombre de ses confrères é déleisser les pavillons de Panama ou du Libéria. Sur le plan de l'économie généralo, John C. Carras Intervient afin que d'importantes sociétés puissent

presqu'île de Sithonia, un des trois délivrés ainsi d'un délicat problème. doigts de terre que Halkidiki plonge L'exploitation agricole omploie oion. Premier objectif, le rénovation egricole. Le défrichage et l'assainissement des 2000 hectares du domeino, l'eménegement des collineo en terrassea, et la plentation de plueicurs milliere do plas destinés é prévenir l'érosion, ont justifié le création d'un réseau de 170 km de routes. Une sélection rigoureuse des espèces les mieux adoptées eu sol ot eu climel de cette région a abouti à le plantation do 52 000 oliviers et de 25 000 amandiors, qui opposent, au printamps, leur délicale floraison au parfum envoltant des 10 000 egrumes. Il y o sept ans, des ceps de vigne importés de France sont venus griffer le paysago, Sur cette superficie do 400 hectares, un million de pieds de sept variétés différentes ont élé mie en lerre, tandie que dix autres espéces étaient testées our des arpents laboratoires. Tout cele eous l'œll expert el vigliant du professeur Emile Peynaud, l'éminent cenologue français. Les premières récoltes ont été brillantes : do 50 à 70 hectolitres é l'hectare. Les vins, biancs ou roaés, sont bons. Le rouge s'apparente é certains de nos Côtes-du-Rhône,

Enfin pour compléter le cereclère pluridisciplineire de l'exploitation, un élevage expérimantal e été lancé : un troupeau de 100 vaches, une porcherie, des chèvrea et des moutons.

> La recherche de l'autarcie

Maio les structures ectuelles du commerce sont telles qu'une entreprise agricole ne peut affoindre son plus haut niveau de rentabilité qu'en essurant elle-même le conditionnement, la transformation de ses produits. Porto Carras e'est donc équipé de caves et de celliers géanta chaque jour, 15 000 bouteilles de Côles-de-Meliton peuvent être livrées à le consommetion. — d'un moulin é hulle très perfectionné qui sera bientôt doubla d'une conserverie d'olives de bouche et de chambres froidea d'une capecité de 10 000 m3. qui permettront de elocker les pro-

donner. La mise en valeur da le prises des pécheurs de le région,

Le plus proche village, Néos Marmaras, qui comptait naguère 600 hobitants, a vu sa population aextuples en sept ane. La région bruisse d'une ectivité nouvelle, Pour accroître le potential économique de Sithonia, pour diversifier ses activités, pour le pleisir aussi, John C. Cerres crée un villego tout neuf, les pieds dans l'eau claire de la mer Egée. Il ne s'agit pas d'une promotion immobilière clessiquo, d'une de ces marinas spéculatives. Afin de préservor le fonction primordiale do ce villege touristique, qui est de favoriser l'osmoae de cultures, de Iraditions et do mentalités différentes, le concepteur a fondé eon système sur la seule location et volontairement limité le nombre de lits à 3 000. Ce complexa touristique, d'une architecture non egressive, Inspirée de l'histoire, et parfaitement intégrée au paysage, offrire la gamme presque exhaustive de prestations attendues des touristes. Tout d'abord le sport, depute les activitée nautiques lusqu'eu superbe golf de 75 hecteres. La détenie et le bonne chére : le contre complera 26 restaurants. Enfin ol eurtout l'animation culturello, de l'intérieur et de l'extérieur. Un centre artisanal vise é régénéres el feire redécouvrir les traditione locales. Tandis que de nombreux concerts. lestivals et epectacles divers epporteront cette sctivité intellectuelle Indispensable à une véritable récréation, su sens étymologique du terme. Deux centres de congrès, dotés d'un équipement ultre-moderne, parmettront de maintenir tout le long de l'ennée un fort taux d'occupation. Il an ira de même des deux somptueux baleaux de croisière, « Daphné = et « Daneé », qui, bien qua dotés d'une vie propre extrêmement riche. ne manqueront pas d'Inscrire Porto Carras sur la liste de leurs escales les plus attrayantes, essurent einsi une activité presque continue au

Pure utopie ? Non. Seulement le volontà d'un homme qui a tous les movens de conduire à bien cette passionnante expérience d'aménage- ASTIR, Société Anonyme d'Assurances. - ETHNIKI, Société Anonyme d'Assurances. Société Anonyme Privilégiée des Magasi Généraux de Grèce

Elle dispose de 296 succursales qui couvrent tout l'espace

hellenique et elle couvre 60 % du crédit bancaire.

Banque Nationale d'Investissements Pour le Développement industriel S.A. Fondée à la fin de l'année 1963 par la Banque

Mutuels S.A. (capital mutuel DILOS).

Nationale de Grèce et par un groupe de banques de l'étranger, en tant qu'erganisme de finance-ment pour le développement industriel, elle e reusal à couvrir déjà 20 % environ des crédits banceires à long terme eccordés en Grèce eu secteur de la transformation et a été le piennier de l'attraction de capitaux étrangers et de la coopération entre entreprises helléniques et étran-

Actionneires principaux:

- Banque Nationale de Grèce S.A.

- Banque Lambert.

- Banque Nationale de Paris. - Chase Manhattan Overseas Banking Corpo-

- Crédit Commercial de France S.A.

- Crédit Lyonnais.

- Crédit Suisse. - Deutsche Bank A.G.

visi

gue voli Suc Rép trer This

Créé se L'er

€..

- Hambros Bank Ltd.

- International Finance Corporation, - Manufacturers Hanover International Bankin

- Mediobanca, Banca di Credito Finanziario S.P.A.

- Nordfinanz Bank Zurich.

Svenska Handelsbanken.

Toutes les actions priviléglées de la Banque, qui représentent le tiers du capital seclal, sont cotées en Bourse d'Athènes.

LES HOTELS ASTIR S.A.

La tradition de l'hespitalité hellénique dans une ambiance unique combinée avec le confort le plus

Aux environs d'Athènes

Hôtel Astir Palace & Bungalows, à Voullagmeni. Hôtel de luxe evec suites et bungalows, plages privées, eki neutique, tennis, minigoti, diners dan-

Astir Bungalows, Glyfada. Bungalows de luxe sur la plage. Jeux de plage, tennis, minigoti, diners dansants, sneck bar sur la plage avec erchestre de danse, nouveau restaurant, bar et salen dans Le Gelf à 18 trous de Glyfade est à proximité

Rhodes

Hôtel Thermal (catégorie A) au centre de le ville

Hôtels Elafos et Elafina: Chelets, eis à une hauteur de 800 mètres, dans une forêt de pins et cyprès, avec une vue mervellleuse sur le mer, disposant d'un espace de récréation peur enfants, terrain de tennis, bar, téléphones dans toutes les chambres et salle de télévision (4 canaux, Grèce, Chypre, Tel-Aviv, Le Caire). 74 chambres avec douche.

Hôtel Astir (cetégorie A) à irektion.

Ville d'eau de Kamena Yourla

Les Hôtele Galini (catégorie A), Radion (catégorie B) et Thronion (catégorie B), dans cette charmante ville d'eaux près de la mer, à 160 km

Alexandroupolis

Telex: 215797 ASCO GR.

Motel Astir (catégorie A) près de la mer et sur la route nationale vera la Turquie. La chasse en hiver et les bains en été.

Pour une documentation complète et tout renseignement, edressez-vous s'il vous plaît à: Les Hôtels ASTIR S.A., 12, rue Praxitelous, Athènes Téléphone (021) 322-5065 et 323-0228. Télégramme STAROTEL-ATHENS.

Vous pouvez facilement la contacter à Paris à l'adresse suivante: BANQUE NATIONALE DE GRÈCE S.A.

Bureau de Représentation 94, rue du Faubourg-Saint-Honoré Peris (8°)

Tél.: 265-19-20

Dans l'espace international, notre présence date de l'année 1896 à Londres.

Actuellement, nous disposons de 29 unités dans le monde entier.

**FILIALES, SUCCURSALES** ET BUREAUX DE REPRÉSENTATION:

**EUROPE** 

Grande-Bretagne : Londres Banque Nationale de Grèce 48-50 St. Mary Axe, E.C. 3 204 Tottenham Court Road W1 6-28 Queensway, Bayswater

Allemague : Frankfurt Banque Nationale de Grèce Gutleutstrasse 5 Düsseldorf

4 Düsseldorf Kaiserstrasse 24 Hellande: Rotterdam

Banque Nationale de Grèce Westblaak 25

Banque Nationale de Grèce Nicosie: 36 Macarion Ave. 64, rue Lidras Metaxa Square

Succursales locales : Limassol, Famagusta Paphos, Larnaca, Morphou.

New-York 10038

Amérique : Etats-Unis Atlantic Bank of New-York Siège central: 960 avenue of the Americas New-York, 10001 Succursale Downtown: 123 William Street

Succursale Astoria: 29-06/12 Ditmars Boulevard

Banque Nationale de Grèce Succursale de Chicago 168 North Michigan Avenue Chicago, Illinois 60601 U.S.A.

Canada :

Hellenic Canadian Trust 852 Jean Talon Street, West Montreal 303, P.Q. Park Avenue and Laurier Street Montreal, P.Q. H2V 463 N.B.G. Enterprises Ltd Montreal: 1405 Peei Street Toronto: 671 Danforth Ave.

AFRIQUE DU SUD

The South African Bank of Athens Ltd Johannesburg : Siège central : 103 Fox Street Succursale Downtown: Banket and Kotze Streets

Cape Town: 146 Saint George Street Durban: 20 Field Street Pretoria: 169 Esselen Street

**AUSTRALIE** 

Banque Nationale de Grèce 84, Pitt Street Sydney 2000

# BANQUE NATIONALE DE GRÉCE SA



Depuis 1841, la plus importante banque du pays

Siège Central ATHENES: 86, rue Aeoleu - Tél.: 3210411, 3210501 et 3210601 - Câbles: ETHNOTRAPEZA - Télex: (021) 4931-38 (8 lignes) - (021) 5385-86 (2 lignes).

-- × = or the case of America

. . . .

10 10 10 EV



# La vie quotidienne en France

# LA POUSSÉE DES CORPS

déhordu et il y aurait, ane fois eacore, au nouveau cinéma un France. La pou-vreté de l'étiquette attriste (son côté précipité, kâtif, révèle manifesrement une surprise), elle trahit une critique prise un dépourve. Pourtant, à surveiller de plus près le dehars mullarse de cinéma français, on aurait pu noter, depuis deux ans, que l'efflorescence de quelques films oxcentrés (Themroc de C. Faraldo, Lou Pais de G. Guérin, l'Homme qui dont de G. Perec) aunonquit cette effraction d'aujour-d'hai, qui commence à éventrer la croûte de bêtise sous laquelle c'ambayainit nettre claime.

Ces indices avaient été négligés ou mal avelysés. On attendait trop fébrilement l'émergance d'un outhentique cinéma politique; les regards restaient fixés sur les écrens d'Italie; chaque film de Rossi du de Petri a été vanté commo une matrice à imiter. Même la comúdia légère italienne, qui ne aéglige jamais la revendicatiou sociala, est uvancée commu modèle. Nous analysons dans cette pagn deux films

qui empruntent la voie italieone : Il plout toujours où c'est mouillé, aù J.-D. Simou, essayant de reconstituer les tensions que créent dans une petite ville des élections législatives, engages uspendant su fictios dans an schématisme trop réducteur; Dupont Lajoie, où Yves Boisset tente, pour la première fois, du couférer une dimension politique ao film comique français, mais se parvient pas à trouver un ton approprié. Ces films, qui répondent au vieux sochait des spectateurs français de voir leur cinéma ontrer dans la bateille politique, marquent ismites d'un tel objectif. Les films militants prennent d'aille les lamites d'un tel objectif. Les films mulitants prennent d'ailleurs la relais avec un etout d'importance, cer, ea ce qui les concurne, uncune fiction de sourait délayer leur signifié politique. C'est sans doute cette qualité qui leur persent adjourd'hui d'occèder aux solles et de quitter les circuits parallèles. (Le film militant Les prisons oussi, qui expose l'iniquité de la situation pénitentiaire un France, est projeté dans un cinéma d'art et d'essai) (1).

La vision de la province que nous donuent Pascal Thomas eu Robert Pouret est un autre aspuct conventionnei da ciaéma fran-cals ; le retour en force cependant du thème de le campagne (assimilée à la province) et le succès que ces films rencontrent aaprès du public

Trois films sortis en on mais enchaînent avec ceux dant nous portions au début et prouvent qu'un discours différent so tient unjour-d'hui dans le cinéma français. Le Voyagu d'Amélie de Puval, lo Coupe à 10 francs de Condroyer et les Doigts dans la tête de Doillau (surtour ce dernier) parlent le politique dans le carps mêmu des protegonistes (la mort pour une mêche de chuveux ; le renvoi pour une heure de sommeil). Situés pour ainsi dire en deça da réalisme, ces films réflél'écoute des pulsions durant ces moments avengles où les unges pas-sent ; ils nous imposent une lecture politique nou pas de la réglité, ni

sent ; us nous imposent une lecture politique noa pas de la réalité, ni du monde, mais du sujnt.

Cinéme da malaise, de la nousée, il iguere le héros positif et la fiction exemplaire ; par contre, il laisse s'aponaoir la poussée des corps nt travaille ciasi plus que toet autre à ruiner la plus élémentaire et la plus perniciouse de nos aliénatious.

(1) Cinema Le Marsis, 20, rue de Temple, Paris (4°).

# Cantonal plus que provincial

NE thématique oubliée ou inédite semble prendre dans un jeune cinéma français une place nouvelle : celle de la rusticité villageoise. Dans la période récente, plusieurs films nous ont conté de ces chroniques do village où le cadre privilégié de l'intrigue est le café, la belote, le marché, où les personnages clés sont le garde champêtre, le maire, le potvrot, les artisans ruraux (le menuisfer de village semble bénéficier d'une faveur particulière chez Pascal Thomas, Pleure pas la bouche pleine, et Robert Pouret, la Soupe froide).

Pouret, la Soupe froide).

Il faut sans doute rattacher ce courant naissant à une tendance déjà classique du cinéma français : le populisme, qui passe par Pagnol, Carné, ou même René Clair (Porte dee Lins). Mais on déplacement décisit s'opère : l'ancien populisme était citadin, faubourien ou banileusard (Hôtel du Nord, Porte des Lilas); le néo-populisme rural transporte au village ce petit monde de beloteurs, de patrons de bistrot et de bons prolétaires qui peuplait le cinéma français d'avant-guerre. Le film de Robert Pouret illustre presplat le cinema français d'avant-guerre. Le film de Robert Pouret illustre pres-quo caricaturalement cette déportation au village : les figures paysannes y sont campées par de vieux seconds rôles habitués depuis des décemies à jouer les Parisiens gouailleurs : Ray-mond Bussières, Hubert Deschamps,

Certes, on connaissait déjà un co-mique paysan de l'après-guerre (Clo-chemerle, Piédalu, etc.), mais le paysan y était présenté sous son aspect traditionnel, benêt et matois à la fois, cul-terreux et arrièré. Voici qu'il de-vient détenteur du secret de la vraie vie et des « vraies valeurs », bon sau-vare de nos contrées. vage de nos contrées.

L'émergence de ce genre cinémato-graphique renvoie sans doute à une

tendance plus globale de la société française, qui remet au premier rang de ses mythologies la rusticité, conque désormais comme porteuse d'humanité chaleureuse, de pureté, de nature. Dans le néo-populisme rustique, le microcosme villageois n'est jamais montré en soi : la situation initiale, le plus souvent c'est la retour su village du souvent, c'est le retour au village du citadin et la perturbation qu'il y introduit. Chez Pouret, deux Parisiernes s'installeut dans une ferme. siemes s'installent dans une ferme. Chez Pascal Thomas, ce sont les va-cances qui ramènent aux champs les citadins. C'est doac de la confrontation entre deux modes de vie qu'il s'agit, que ce retour soit vécu sur le mode do l'alternance (week-end, vacances) ou sur celui de l'alternative (retour à la terre).

sur celui de l'alternative (retour à la terre).

Dans ce courant, Pascal Thomas (au moins dans ses deux premiers films) occupe une place à part. Son cinéma se veut provincial, campagnard et même q cantonal » (la société de production a été intitulés significativement : Les Films du chef-lieu), Le regard posé sur le village est nostalgique, c'est-à-dire extérieur mais familier. Mais, surtout, la camèra, moins que sur une ruralité mythique et bienheureuse, se fixe sur un thème clé du cinéma français (de Vigo à Truffaut et Malle) : l'adolescence.

Les Zozos et Pleure pas la bouche pleine célèbrent les retrouvailles avec cet ailleurs familier : le passé proche. Le véhicule de cette plongée, la « time machine e utilisée, ce sont les vacances au village, échappée dans le temps et l'espace, emclave de passé introduite dans le présent, de l'ancienne vie dans la civilisation urbaine. En outre, c'estendent les vacances teures où c'instructure de la société rurale dans la civilisation urbaine. En outre, c'estendent les vacances teures où c'instructures de la société rurale dans la civilisation urbaine. En outre, c'estendent les vacances teures où c'instructure de la société rurale dans la civilisation urbaine. En outre, c'estendent les vacances teures où c'instructures de la société rurale dans la civilisation en la société rurale dans la civilisation urbaine. En outre, c'estendent les vacances et en la coutre, c'estendent les vacances et en la coutre dans la civilisation urbaine. En outre, c'estendent les vacances et tente en la coutre de la coutre

la civilisation urbaine. En outre, c'est pendant les vacances — temps où s'ins-taure provisoirement une vacance des règles sociales — que peuvent céder passagèrement les contraintes de la vie

quotidienne à la ville, que peut s'imposer le règne de la transgression, même bénigne.

Dès lors, les vacances sont aussi le temps ot le lieu privilégies de l'initiation adolèscente : au premier chef, les événements décisifs qui précèdent, entourent et suivent l'épreuve initiatique fondamentale du dépuoelage. Les zozos reviennent de leurs vacances suédolses avec une virginité intacte et des récits triomphants. Pleure pas la bouche pleine est peuplé de dragueurs de village et d'adnlescentes déjà nourries de fantasmes photo-romanesques.

La génération de ceux qui avaient seize ans en 1962 s'attendrit : la surprise-partie des zozos, avec danseurs maladroits, délaissés (es) « faisant banquette », fausse nonchalance de la cigarette ou mains croisées sur les genoux et, sur l'électrophone, « Only you » par les Platters; les rites et pratiques de cette micro-société do jeunes mâles, c la nique ot quasi archaique : le collège; le goûter campagnard : confidences des filles entre elles (« Michel, tu vois, c'est un centimental »).

Soudain, une autre scène : la tollette mortuaire d'une vieille tante, nue sur le lit, par les hommes de la maison ; gestes tranquilles, propos prosalques, fatalisme sans affliction mais non sans tendresse ; plongée dans un monde où est accepté le cours des choses, du temps, de la vie (c'est-à-dire de la mort), par opposition à l'univers urbain, aseptisé, niant quasi névrotiquement le vieillesse, la maladie, la mort. Ce « cinéma de chef-lieu », dans ses moments les plus heureux, fonctionne comme la madeleine proustienne : la madeleine de Thomas, dans Pleure pas la bouche pleine, c'est du chocolat rèpé sur une tartine de beurre.

CLAUDE FISCHLER.

# MIETTES DE RÉALITÉ

EPUIS quelques années, le regard des cinéastes, et par conséquent regard des spectateurs, e chengé : pour des raisons à lo fois techniques (l'aliègement du matériel de prise tion avec les pratiques du cinéme direct qui ont influencé presque tout le cinéma. l'ebandon, cans doute irréversible, du travall en studio au profit des lleux vrals) et sociologiques (l'influence incontestable de lo télévision qui rend insupportable une trop grande reconstruction du réel : le visage brut, eans apprêt, l'expression volontiere hésitante, les tâtonnements du film en train de se faire, « passent »

Il est une réalité composée, faite de fragments vrais qui, edditionnés et assortie d'un » point de vue documenté », perdent luur authenticité d'ensemble. Un cinéma politique français e longtemps fonctionné à partir de ce réel recons-truit — celui des filme classiques d'André Cayatte, ou des Assassins de l'ordre de Carné.

C'est à ce cinéma d'un eutre âge que se rettechent deux filme d'aujourd'hui, il pleut toujours où c'est mouillé et Dupont-Lajole.

Dans le premier cas, le tinalité est claire : Jest-Daniel Simon expose, é partir d'une anecdote située dans le milieu rural du Sud-Ouest equitain, le point de vue du parti communiste français. Sur fond de campagne électorale, un egri-culteur fait le difficile chemin de la prise de conscience de son aliénation, et choisit l'engagement sux côtés d'un groupe de militants. Tous les ingrédients que Simon e introduits dans son film sont pleu-

sont un peu trop conventionnelloment débonnaires, ou que le gsuchisma initiel do es jeuns institutrice sent l'imagerie ou le patronage) : c'est leur somme qui no l'est plus. Les porsonnages sont chargés de trop da connotations lourdes de sens (le pére du héros est resté pauvre explique la méfience de son fils é l'égant de la polidque), trop de coincidences les rapprochent ou les Informont (le héros passeit par la par hasard quend le responsable du C.D.R. diepensait l'ergent é ses nervis). Bref, c'est un cinéme où la thèse prend le pas sur la rés-lité : la cinéaste, assuré da son propos, anrichit lo réel (comme on enrichit de l'uranium) pour lui donner plus de poids. Jean-Daniel Simon : « J'ai donc, au contect de lo réalité, modifié pertaines données de le réalité locale pour respecter une certaine moyenne de la réalité rurale fran-

çaise (1). -Il se tromps : le - réalisme - d'aventguerre, le « néo-réalieme » d'eprès, fonctionnaient certes l'un et l'autre é partir d'une reconstruction de le réalité, que les epectateurs alors admettalent - mais Il feut edmettre (eu moins pour la film qui annonce le couleur, qui ee revendique politiqua) qu'un critére nouveau détermine nos jugements, celui de crédi-bilité : le spectateur sent qu'un mur est un mur et non une construction de studio, Il sent que c'est le vent qui bat un visage, et non le courant d'air d'un ventieur, il sent qu'il rencontre un être de

C'est cette crédibilité-lé qui feit défeut le récit très linéaire d'une ratornede eutour d'un camping dans l'eoût de le côte varoise, veut mettre les Frençais feca à eux-mêmes, face à leur recisme. Pour aincère d'efficacité, il e'est eppuyé sur les codes du epectacle populaire : l'emploi d'ecteurs familiers, dene des rôles qui sont ceux de le comédie « é le française », un dialogue où chaque répliqua peut être vrale (c'est-à-dire entendue au zinc d'un bistrot, eu hasard de l'eutoroula, ou le soir su campino), mala où l'eccumulation de ces répliques est fausse comma le théâtre da Boulevard.

Quand le film bascule dana la tregédia (tempérée encore per la caricature, par le connivence créée avec la exectateur eutour du personnege de l'animeteur de télévision), nous ne pouvons pas lo prendre au sérieux : la convantion détermino un menichéisme eussi factice. La raionnade, même si la sais qu'allo a eu lleu l'été dernier à Sainte-Maximo, ne m'est pas crédibla aur l'écran, parce que Jean Cermet, ou Pierre Tomada, ou Jean Boulse, ne me sont pas crédibles : ils portent les aignes du Françala petit-bourgeois,

C'est d'autant plus nevrant que la film de Boisset e'ouvrait sur un plen qui disait plus que les cent minutes qui aulveni : le long travelling qui accompagne un Algérien solltaire dans le marché de le rue d'Aligre, cadré en légère plongée, est

Si on edmot que le seul dévollement de io réalité est déjé un geste politiqua (c'est en cela que les Doigts dens la tête, ou le Coups à dix francs, sont des films politiques), on en errive à un paradoxe c'est parfois dans des films aans point de vua prèalabla, ou dans des file fonctionnent comme des spactecles tradipresque par surcroît. Dans Vincent, Fran-çois, Paul et les autres, de Clauda Sautet lleux et des êtres, bourgeols quinquagénaires minés par l'aga, par l'angoisse, par le ruine) est tella au hasard d'une séquence que c'est lout un rapport vilai (un mode de vivre, da communiquar, un mode de production ici eujourd'hul) qui est découvert comme maifaisant. Le malaise exprimé par Sautet et par les êtrea vivanta qu'il anime aur l'écran n'est certes pas directement mobiliaateur, mais li m'apprend plus sur le monde dans lequol je vie que les epectacles trop évidemment convenus proposes par Simon ou Da

JEAN-PIERRE JEANCOLAS.

# La dérobade au réel

PNTRE les Doigts dans la tête de Jacques Doillon et Mes petites amoureuses de Jean Eustache, le rapprochement n'est pas du au seul hasard des sorties simultantes. Tous deux rinscripts dans du au seul nasara des sortes simu-tanées. Tous deux s'inscrivent dans une mème marge étroite du cinéma français, ni cinéma militant, ni ciné-ma commercial à grande distribution.

Dans Mes petites amoureuses, c'est par le statut du personnage dans la fiction que le film va déraper dans l'idéalisme. Dans le scénario tel qu'on pourrait le raconter, tout échappe à Daniel de l'organisation de sa vie, de ses déplacements, de son « métier »; tout est surdéterminé par des circonstances comptabilisées par le récit : milieu social, situation familiale, marché du travail, cherté des études ; le désir de Daniel (de vivre chez sa grand-mère, d'aller au lycée ou de sortir le soir) n'est jamais pris en compte. Mais paradoxalement, dans le film tel qu'il fonctionne pour le spectateur, Daniel est un personnage souverainement libre, le seul même qui ne soit pas englué dans une réalité étriquée. Daniel traverse le film superbement détaché de l'univers provincial dont il est le spectateur toujours distant. Au moment même où il imite les autres, il a sur eux la supériorité de celui qui cite ou qui expérimente, une certaine marge de dégagement dans ses gestes. Il parle très peu aux autres personnages du film, préservant ainsi une image de lui-même énigmatique et fascinante, mais le monologue intérieur, en voix off, interpelle le spectateur sur le mode de la connivence, pour l'assurer que ce mutisme est le signe d'une intériorité dense, d'un dégoût aristocratique de la banalité du langage, d'un regard aigu sur les conventions sociales.

Par le relais de Daniel, le film entretient avec le réel un rapport Dans Mes petites amoureuses, c'est

Par le relais de Daniel, le film entretient avec le réel un rapport hautain, aristocratique, idéaliste, qui peut être redoublé et conjorté par le plaisir élitaire du speciaieur cinéphile. plaisir éliaire du spécialeur cinéphue.

Cette contradiction majeure entre le scénario et le film tient aux jeux de l'observation et de la séduction qui constituent l'essentiel du temps de projection : c'est le regard de Daniel, son désir, qui organisent le montage, le déroulement narratif. Son imaginaire du monde devient celui du film.

Cuel que soit le noids des circons-Quel que soit le poids des circons-tances, il conserve cette distance hautaines, il conserve ceute aistance mu-taine, aristocratique, qui le constitue en sujet d'une fiction où les autres personnages sont réduits au rôle d'ins-truments ou d'objets de son déstr. Avec les Doigts dans la tête, ce qui est mis en scène, c'est le rapport de jeunes ouvriers de dix-huit-viugt ans au langage, au politique, au sexuel, et ce rapport est donné comme évitement, fuite. C'est la description d'une stra-tègie complexe de dérobade. En cela, le film a pu apparaître comme démo-bilisateur, en regard d'un cinéma miliant porteur du désir d'affronte-

militant porteur du désir d'affrontement.

Ce film ne parle pas pour ne rien
dire mais, plus exactement, pour ne
pas dire. Le languge est presque toujours ludique, un peu régressif; sa
fonction est essentiellement sécurisante. Si les discussions n'en finiseent
pas tournent en rond ou en dérision,
c'est qu'avec un discours plus responsable c'en servit fini de l'illusion, déjà
précaire, de suspendre pour un bref
sursis les déterminations qui pèsent
sur le présent et l'avent. Liv, la
Suédoise, débarque d'une outre classe
sociale, d'une autre culture, avec le
goût appris des situations énoncées,
des problèmes formulés: à chaque fois
qu'elle veul faire le point, les autres
s'amusent de ses difficultés à parler
le français pour refuser le principe
même de son discours rhétorique. Leur
parole à eux n'est pourtant pas celle
d'une juite dans l'imaginaire. Le réel
est toujours prêt à affleurer: il n'est
pas forclos, mais suspendu.

est toujours prêt à affleurer: il n'est pas jorclas, mais suspendu.

Leur rapport au politique est du même ordre: leur stratégie transitoire contre la société d'exploitation, c'est l'évitement, le détour dans la solidarité affective du petit groupe de pairs. Rien à voir avec la solidarité combative des militants, bien qu'olle relève d'une solidarité de classe d'où Liv, en définitive, est exclue et sera rejetée après avoir figuré le mirage (un peu exotique dans le film) d'une autre culture de classe. Ce n'est pas non plus la marginalisation volontariste, la manifestation affectée d'une idéologie du u ras-le-bol ».

Le recours au syndicat est un fait

du u ros-le-bol s.

Le recours au syndicat est un fait de hasard: c'est surtout l'occasion d'entretenir l'illusion d'attendre quelque chose. L'affrontement avec le patron est délégué au syndicaliste, mais sans conviction, sans adhésion véritable: Christophe et Léon n'en reviennent pas de la somme dont le patron doit s'acquitter, qui leur paraît relever de l'utopie. Leur repliement dans la chambre n'a rien d'un acte de résistance (sinon ludique), c'est la figure même de leur dépossession. Ils figure mêms de leur dépossession. Ils sont dépossédes de la ville, tout autant que les provinciaux transplantés dont ils ne se sentent pas coupés.

Ils sont un peu déplacés par rapport aux grands secteurs de l'idéologie contemporaine: nt petits-bourgeois (bien qu'à l'horizon se profile le retour à l'ordre, le mariage, le pavillon de banlieue), nt prolétairee (ils travaillent épisodiquement chez des petits patrons), ne relevant pas non plus d'une marginalité codée (ni amateurs de pop ou de drogue, ni loulous de banlieue). Le spectateur a beaucoup de mal à ne pas référer le film à une idéologie déjà repérable, énoncée; d'où peut-être un malentendu assez général, une récupération par le marginalisme, l'idéologie du e rus-le-bol ».

On peut trouver une approche beau-

On peut trouver une approche beaucoup plus dialectique de cet espace tiéologique nouveau, flou, inconfor-table, dans les films collectife réalisés autour de Christian Zarifan à la Maison de la culture du Havre (On voit bien qu'c'est pas toi; Moi j'dis

qu'c'est bien...) et qu'l mériteraient une diffusion plus large.

Le rapport des personnages à la sexualité relève de la même stratégie du louvoiement, de la dérobade. Le récit avance selon les fluctuations, au jour le jour, des relations entre Christophe, Liv et Rosetie: c'est un jeu sans lois, une inscription légère du sexuel, où l'expérience n'est pas capitalisée.

Liv, d'ailleurs, ne laissera pas de marque: elle est le mirage d'une différence trop radicale. Le véritable enjeu, ce n'est pas elle, c'est la récupération des autres par l'idéologie petite-bourgeoise qui les assiège dis-crètement, patiemment, tout au long du film, pour pointer son vrai visage dans la dernière séquence où us vont chercher Rosette pour l'épouser, « si tout va bien avec ses parents »...

ALAIN BERGALA





(1) L'Humanité du 29 janvier 1975.

# MUTATION DE L'INDUSTRIE MONDIALE

Vivacité et réalisme vont marquer les débats de la seconde anférence de l'ONUDI, à Lima, da 12 au 26 mars. Vivacité, cor d'énormes intérêts sont en jeu, qui concernent à la fois une certaine coeception de la croissance dans les pays industrialisés, les modèles de développement du tiers-monde, us certain type de relations entre poys riches et pays pouvres, mais aussi entre les pays en voie de développement eux-mêmes. Réalisme, cor les producteurs de matières premières ont pris la mesure du moyen de pression dont ils disposent, mais ant aussi découvert les fortes résistances euxquelles ils peuvent se hearter, pendant que les pays industrialisés devenaient conscients de leur vulné-robilité.

Pour leur port, les poys en voic de développement, réaais au sain du « graupe des 77 », ant élaboré lears propositions à Alger du 15 au 18 février. Ils a'ignorent pos que le débat est essentiellement politique, dans la mesure aù il met en cause leur souveraineté effective sur les ressources naturelles dont ils disposent, sur les igrestissements qu'ils contrôlegt, sur la mainl'œuvre qu'ils fournissent, sur les plans d'industrialis ils sont seuls juges. C'est bien pourquoi, tout en réaffirmant leur valonté d'éliminer toutes les formes de calonialisme et de racisme, ils avanceat des revendications très concrétes touchant leur

La temps est possé où ils « sollicitaient » une nide, qui leur était plus ou moins parcimonieusement « octroyée ». Traitant sur nn pied d'égule souveraineté avec les pays prospères, ils refusent dane de se placer dans leur dépendance et accordent « la plus grande importance ou principe d'outosuffisance dans les efforts de développement qu'ils déploient pour tirer le meilleur porti assible de leurs ressources humaines et naturelles ».

lis misent sur leur « effort national propre » pour nhoutir à des stratégies de développement qui, tenant compte des condi-tions particulières à chaque poys, resservent les liens entre l'agri-culture et l'industrie et puissent satisfaire on priorité au pas les intérêts des firmes occidentales mais les besoins des popolations locales. En même temps, ils demandent aux poys développés un « portage des marchés » qui fasse so place à la production des pays sous-développés. Mais ils vont plus lain en préconisant que les poys industrialisés returdent l'accroissement de leur propre capocité industrielle pour le traitement des matières premières en provenance du tiers-monde, colles-ci devant de préférence être transformées sur place. Ils se préoccupent aussi d'empêcher les « sociétés transnationales d'entreprendre des activités que les

poys en voie de développement considèrent comme préjudiciable

leur bon développement ». En même temps, le « groupe des 77 n veut renforcer le rtion entre pays en voie de développement, dévelo l'action des associations de producteurs de matières premières ituer so pression pour necêder à la technologie avancé étendre so participation eux discussions sur le système monétaire

Chacune des mesures préconisées par le « groupe des 77 » tend à favoriser non seulement une redistribution industrielle mais aussi, bien entendu, la redistribution des pouvoirs qui la est intimement liée. Cetts préoccupation doit se traduire naturel-lement jusque dans les structures du Conseil de l'ONUDI, où les pays en voie de développement détiennent actuellement vingtcinq sièges sur quarante-cinq, alors qu'ils souhaitent en obtenir cinq sieges sur quarante-cinq, alors qu'us soutainent en obtenir quarante sur soixante. La repport entre le nombre de pays en voie de développement et le nombre de pays développés au sein de Conseil passerait ainsi de cinq pour quatre à deux pour un L'absolue nécessité, les chances et les difficultés de nouvelles

relations économiques plus harmonieuses dans le monde en crise apparaissent clairement à la lecture des articles que nous avons rassemblés.

# Une nouvelle croissance qui refuse les inégalités sociales et le pillage des pays du tiers-monde

B ON nombre de responsables estiment devoir faire face à une crise de caractère con/oncturel, et non à un changament profond et irréversible des relations entre les pays riches et les pays peuvres, avec, à l'intérieur de ces emlers, l'apparition d'un - quartmonde - dont les problèmes - notammant celul de la falm - risquent d'occuper dens quelque temps le devent de la scene. - Que les pays concommeleurs de pétrele présentent un front uni et le cartel da l'OPEP cédere. •

A l'eutre bout, d'eutres solutions eunt préconisées qui, el elles relèvent d'une enalyse correcta du rôle joué par les tioneles, négligent pariols cette àvidence : le tiers-mande s'est empere des lois du marchà et les e retournées contre ceux qui les utilisaient é son détriment depuis plus de vingt-cinq années. Par voie de conséquence, le type de croissance des peys industrielisés ve e'en trouver pro-fondément transformé, provoquant, ipso facto, conversions et reconversions, restructuration sinon disperition de telles ou telles industries. Le mode de vie de le société de consommetion, evec son cortège de gaspilleges jui-même moteur d'une croissance quantitative, va également se transformer, et les populations des pays nantis sont peu préparées é ces

S'Il existe des différences notables é l'intérieur des pays de l'OPEP, eu plan de la population comme é celul des régimes politiques, il faut, pour une analyse correcte, ebandonner toule idée un très faible prix de l'énergie et des matiéres premières : un tel - pillege n'est plus eccepté par un tiers-monde parvenu é sa meturité politique et écono-

Telle est l'anelyse partagée en gros par les syndicalistes du monde occidental : rien ne sera plus comme avant i Mais alors il reste à en tirer toutes les conséquences au plan des politiques socieles et économiques et des stratégles syndicales à mettre en couvre dane chaque pays, male bien plua encore eu plan européen. En sachant que reconnaître luci-

absoudre les erreurs commises par ceux qui gouvernent... ni evoir vocation de gérer la crisa » à l'Intérieur du capitalisme sans changer la nature et la répartition du pouvoir économique et donc

Par RENE BONETY \*

vingt-cinq ans, à résoudre les pro-blèmes structurels d'une économie en constant développement par la fuite en

Créer des emplols ? Qu'à cele ne centrage des efforts de l'Etat sur une politique systémetique de concentrations dre le problème posé par l'errivée des jeunes sur le marchà du travail, C'allleurs le crise de l'énergie et des metières premières vieni se greffer sur une crise structurelle du capitalisme mondial ; elle amplifia les besoins de restructuration que le crise financière rendelt déjé Inàlucteble pour les bourgeoisles d'Europe et des Etats-Unis.

Si les pays du tiers-monde produc-teurs de pétrole et de metières premières entreprennent de construire sur leur propre sol des induetries de transformation de ces metiéres premiéres echeminées, jusqu'é présent, vers les nations Industrielles. Il s'ensulvra nécessairement un bouleversement eu niveau des industries transformatrices des pays capitalistes, avec toutes les répercussions qui en dé coulent sur le niveau de l'emploi, le mabilità prafessionnelle et le niveau des ressources. Les garantles ectuelles en matiére de chômage ont àtà conçues hore des périodes de crises etructurelles greves : Il laut donc les edépter aux eltuations nouvelles prévisibles dans certaines branches.

(\*) Syndicaliste C.P.D.T., membre du Comité économique et social des Commu-nautés européennes.

Si l'Industrie automobile, par exemple,

l'expansion » qu'elle e été durant vingtcinq ans, Il est Indispensable d'en mesumême de pailler les déficits d'emplois consécutifs à ces restucturations ? Voilà un a... Nous n'avons pu, à le C.F.O.T., faire partager cette voionté d'une économie collectives lore des débats du VI° Plan. Les circonstances actuelles devralent favoriser cette réorientation amorcée par exemple par la faveur nouvelle dont semblent bénéficier les transports publics.

L'attitude syndicale ne consiste pes seulement à panser les plaies du déva-loppement industriel et de ses mutations. vention et de correction d'un jugement fondamental sur les responsabilités d'un système où le « pouvoir de l'investisseur prive ne se partage pas », y compris dans ses conséquences sur le type de croissance, et sur le niveau qualitatif de satisfaction retiré per les individus et les groupes concourant à la réalisation de la croissance.

Pour un développement planifié

ES propositions qui sulvent supposent que le maîtrise de l'investissement ne soit plus du seul domaine de l'investisseur,

Elles supposent une conception volon-triste de le planification, oul fait grand défaut é le France actuelle.

Elles supposent une conception nouvelle de l'entreprise et de l'informetion Elles supposent enfin l'ecceptation dé-

finitive du chengement des rapports entre pays riches et pays pauvres, ainsi qu'une voionté politique de l'Europa d'être, dans ce nouveau concert, l'élément moteur d'une etratégle de développement basée sur des liens de complémentarité et d'échanges.

Jusqu'à présent, l'Europe est passée de le fascinetion devant le géant amèricain

Cele signifie impérativement que, face st indispensable d'intégrer dans un plan tégie de développement acceptant le

Un redéploiement industriel résultant du seul conciliabule discret entre le ne rencontrerait, du côté syndical, qu'une attitude systématiquement oppositionnelle Les syndicats, face au - pouvoir concerté des masses patronales et du pouvoir politique », n'ont d'autre issue que la riposte défensive et offensive des travailleurs sur le terrain de l'emploi et des revenus. Le « droit à l'emploi » dans lutionnaire exprimant le refus d'un système économico-politique où l'avenir des hommes ne dépend que de le décision des puissants, en dehore de toute confron-tation avec les travailleurs directement

Les organisations syndicales doivent auriout compter eur le développement des net tente d'Imposer ses propres solutions : luttes contre les licenclements, luttes pouvoir d'achet, luties sur les conditions de travall. Le succès de ces actions exige que les travailleurs stoppent les mand vres patronales destinées é créer la divieion des travailleurs et que l'offensive ouvrière ne se limite pas au terrain des entreprises mais se poursulve partout où le capital s'efforce de consolider son emprise sur le société,

- y compris lorsque celui-ci exportait son inflation -- à le paralysie devant le pétrole araba. Les Implications de la crise sur le type de croissance des Neuf ont été peu dégagées, si ce n'est dans les tentatives multiples et les échece répétés d'une politique énergétique toujours é

Or les changements structurels à organiser ne concernent pas seul tel ou tel pays membre ; même si le dépendance énergétique est différente d'un pays é l'eutre, les échanges intra-communautaires sont à un tel niveau que toute modification structurelle importante de le croissance d'un pays rejaillit fatalement sur les eutres. Certes, le paralysia e'explique par l'absence de volonté politique, et par l'espoir égoïste des gouvernements nationaux de « s'en sortir seuls

pour ce qui les concerne -. C'est ble ià l'Illustration flagrante d'une Europe qui n'est qu'un simple marché envahi par les

Pourtant, l'ampleur des désordres intergle (système monétaire défaillant, pro-blème de la laim, inflation généralisée) des nouvelles finalités à assigner à la crolasance. A croire que le caractère ponsables européens d'une réflexion col-lective et de propositions concrètes à de la Communauté en vue de dàpasser les crises actuelles par l'inventaire et le mise en œuvre de finalitée quelitatives du dévaloppement, seules susceptibles de recueillir l'accord des populations pour une croissance nouvelle et réelle !

Autourd'hui le Comité économique et esisine en blanc du commissaire Hapterkampf aur le - restructuration industrielle ». Ce peut être l'occasion d'inventrielle de l'Europe.

Les embarras de l'Europe ne doivent pas être l'alibi des valses-hésitations du ment français depuia plusieurs mois, par exemple pour la politique énergétique, ou le politique des transports. Les léglé des enalyses sectorielles. Elles sont, notamment, l'un des rares endroits où les syndicalistes ont la possibilité de réagir à la stratégie industrielle élaborée par les a la arrategie industrielle discoller par les syndicats petronaux et l'administration. S'il était effectivement question de redéfinir la stratégie industrielle de la France au travers du VII° Plan, il conviendrait d'élargir les thèmes bonzontaux actuellement retenus pour passer à une analyse approfondle des chances et des risques des diffàrentes branches, sans omettre une agriculture qui pourreit bien, face so problème alimentaire mondial, constituer, dans les prochaines années, un etout essential de notre pays.

Da leur côté, les travaux de prospective é long terme sont Indispensables pour éclairer autant que faire se peut le cheminement d'économies en quéte de leur devenir. Tel est le cens de la création, sous les auspices du commissariet au Plan, d'un comité sur les finalités du développement dont le rapport - Pour une croissance réelle » vient d'être rendu public. De tels travaux contribuent à rendre é le planification tout son sens : où le « social » n'est plus un résidu de le croissance économique, mais une finalité qualitative fondamentale.

au premier stade du dévelopemment industriel

Enfin, dans lo mesure où les copocités de pré-

réduction du minerai dépasseront, pour des périodes porfois longues, les possibilités de trans-

formation sur place au stade de l'aclérie, la morge

disponible devrait trouver facilement un débouché

A nation d'industrie lourde est facilement associée à celle d'immobilité. Trop souvent, l'image de ces industries se forme por réféle sépare de la réalité du présent. Le regard, privé oinsi d'un point de repère essentiel, tend dès lors à voir des transformations radicales là où, en fait, s'ouvre seulement une nouvelle étape d'une évolution dàid en cours.

Pour opprécier plus justement les éléments nouveoux qui infléchissent aujourd'hul le développement de l'industrie sidérurgique dans le monde, il faut donc se roppeler que cette Industrie n'est restée figée ni dans ses techniques ni dons sa

Au cours de son histoire maintenant longue, elle a d'obord été l'oponage des régions ou des pays disposant de minerai de fer et de charbon de bois d'abord, puis de houille. Dans un passé plus récent, l'arrivée des gros minéraliers, qui ont donné une nouvelle dimension oux transports marítimes, a permis le développement rapide d'usines sidérurgiques dans des poys qui ne disposalent ni de l'une ni de l'autre de ces matiéres premières. Enfin, la volonté de nombre de pays neufs, soucleux avont d'outres de fonder leur développement industriel sur une Industrie de bose nationale, a conduit à la multiplication des centres de production d'acier. En 1940, dixneuf pays dans le monde produisalent plus de 500 000 tonnes ; en 1974, leur nombre avoit plus que doublé.

La processus de mondiolisation n'apparaît donc pas comme une explosion soudaine déclenchée por les événements pétroliers, mais blen plutôt comme un mouvement omorcé depuis plus d'une vingtoine d'années, qui connoît depuis peu une occélération notable et des farmes techniques plus différenciées.

Les prévisions des experts de l'Institut International de l'ocier nous onnoncent, en effet, que d'Ici à 1985 l'augmentation de la capacité mandiale de production sera assurée pour plus de 40 % par les sidérargies des pays neufs ou en voie de développement. Sons doute les copocités des pays traditionnellement producteurs sont-elles destinées à craître encore sensiblement, mals leur part relative lro en se réduisant. Une nouvelle

Vers une nouvelle géographie mondiale de l'acier étape de l'évolution de la géographie de l'acier est devant nous ; elle mérite qu'on en recherche les couses, les moyens et les conséquences prévi-

échanges mondioux. La couse principole est, à l'évidence, une politique volontariste des pays neufs, qui s'inspire de plusieurs préoccupations. Pour les uns, il s'agit de voloriser les ressources jusqu'à présent demeurées inexplaitées ou exportées en l'état. C'est la recherche d'une plus grande voleur ojoutée à incorporer dans les produits vendus. D'autres souhaitent voir une industrie implantée sur place satisfaire, pour partie ou moins, les besoins nouveaux llés à leur essor économique. Mais, partout, la décision procède d'une certaine conception du rôle de l'octivité sidérurgique ; celle-ci n'est-elle pas reconnue comme le fondement d'une politique de développement industriel por quoi posse le développement tout court, voire considérée comme un symbole de l'indépendance?

sibles pour les sidérurgies établies et pour les

A cette volonté des pays neufs sont venus s'ojouter d'outres facteurs qui, dans les pays

# Evolution technologique et souci de riqueur

D<sup>U</sup> point de vue des moyens, l'évolution de la technologie, en élargissant les possibilités de choix, permet une meilleure adaptation des proet des dimensions à chaque situation locale En effet, la grande usine sidéragique intégrée capable de produire 10 millions de tonnes d'ocier por an, telle que nous lo connaissons en France, à Dunkerque et à Fos, correspond rarement aux besoins ou aux possibilités d'un pays neuf dont la densité de population est souvent insuffisante et lo trame industrielle trop légére pour recevoir des unités aussi considérables. Les usines classiques d'une dimension plus réduite et les laminoirs traitant des demi-produits ont, ou cours des dernières années, représenté des types d'Installation frèquemment retenus en raison de leur coût moins produits ouxquels ces usines sont porticulièrement aptes correspond généralement aux besoins liès álevé et de leurs conditions de fonctionnement

industrialisés, militent en foveur du développe-ment sidérurgique en dehors de leurs frontières : d'abord lo hausse du coût des transports mon-times, qui amêne à réfléchir sur la rationalité de certoins couronts actuels d'échanges; l'analyse plus poussée fait opparaître que le transport sur de longues distances de matières premières pandéreuses, puis, en sens contraire, de produits lominés n'est pos, dons tous les cas, lo solution optimale lo plus évidente ; d'outre port, lo raréfaction ou Japon, aux États-Unis et dans certains pays européens, des sites optes à recevoir une usine sidérurgique moderne, ou occeptables por des opinions publiques mabilisées pour la préservation de l'environnement naturel, améne à envisager des implantations à l'extérieur des pays d'anglne dant elles deviendraient oinsi des ateliers déconcentrés. Enfin, le volume considérable des Investissements nécessaires pour construire les capacités au sythme commondé por la croissance des besoins d'acier dans le monde peut rendre souhoitable la contribution des ressources nouvelles dont disposent maintenant nombre de poys producteure de pétrale et de matières premiè

ouprès des entreprises sidérurgiques européennes ou joponaises, en se substituant pour portie à la ferraille. Il n'est donc pas surprenant que les programmes sidérurgiques de très nombreux pays donnent une place importante à ces procèdés: rôle complémentaire dans les pays déjá Industrialisés, râle principal chez ceux qui abordent la première étape de la production du métal. L'implantation d'une usine sidérurgique est une

d'un pays.

decision importante et pratiquement irréversible. Elle exige des études complexes quant à l'emplacement, la technologie, la dimension et souvent, plus encore, quant à son financement. Il serait donc surprenant que les gouvernements des pays neufs n'assument pas une responsabilité porticu-llère tant au stade des choix qu'à celui des moyens finonclers. Cette intervention ne saurait, por ellemême, être source de preoccupation. L'integration des prajets sidérurglques dans un pian d'ensemble Industriel et économique est conforme à la nature même de cette industrie. Si la craissance d'une industrie lourde ne peut pas être plonifiée rigoureusement dans une économie régie por les lois du marché et dans loquelle les biens de consommation tiennent une large place, la planification correspond souvent oux nécessités du « décollage » Industriel d'un pays neuf. L'élaboration d'un plan exige des études approfondies qui, seules, pennettent la fixation d'objectifs réalistes et la définition des moyens ó mettre en œuvre pour les atteindre; une telle démarche apporte danc les meilleures garanties d'éviter des erreurs coûteuses et la création de copocités qui, inadaptées oux besoins de l'économie notionale, pourraient chercher leur justification dans une concurrence sauvoge à l'exportation. Les informations qui ont pu être données sur un certain nombre de plons de

moins exigeantes. Mais c'est sans nul daute l'arrivée ou stade véritablement industriel des procédés dits de « réduction directe » du mineral qui consti-tue aujourd'hui le principol facteur d'une accélération décisive du développement sidàrurgique dans les pays neufs. Cette filière, à loquelle un certoin nombre d'unités existantes opportent lo confirmation opérationnelle, permet d'éviter le stade du hout fourneau et de troiter dans un four électrique les produits obtenus por préréduction du minerai, généralement ou moyen d'hydrocarbures. Le coût unitaire moins élevé de telles usines, leurs dimensions limitées et leurs capacités rela-tivement modestes leur assurent un chomp d'application très différencié. De plus, la nature des

Tous d∈

L'art.

sonni

vingt

formc

récon

tripar

tions

mis e

vietno

entier

PEUT grcseroien

ponse d

instilut

respecto

l'épolité

gouvern

Une

dent exi

présents

cun un s

l'abjec

M. Kissi ni l'un : terme d' Paris. Li vietnamie

4 .

GI RAO

# La migration des travailleurs est nuisible aux intérêts essentiels des pays d'origine

ont toujours accompagne l'évo-hution de l'humanité. S'installant dans de nouveaux espaces, l'homme remplace par de nouveaux systèmes de valeurs les systèmes politiques, demographiques et socio-économiques traditionnels ou dominants. Les formes et les directions des mouvements migratoires ont change, mais les rai-sons de fond sont restées les mêmes : créer, par un nouvel établissement, de mailleures conditions de vie et de travail.

travail.

Le trait fondamental des migrations internationales après la deturième guerre mondiale est le mouvement des travailleurs de la zone méditerranéenne vers les pays de l'Europe du Centre et de l'Ouest. Dans les pays méditerranésms, l'évolution e o c i a le depuis la guerre a renforcé le sentiment que l'abandon des activités agricules et l'exode rural comportent des avantages. Mais la croissance insuffisante de l'industrie et des villes, conjuguée avec un fort excédent des naissances, n'a pas permis d'absorber conjuguée avec un fort excédent des naissances, n'a pas permis d'absorber les nouveaux arrivants. D'en autre côté, l'expansion industrielle dans les pays développés de l'Europe du Centra et de l'Ouest, la baisse de la natalité dans ces pays, enfin la réduction du temps de travail effectif — allongement de la scolarité, diminution des horaires, abaissement de l'âge de la retratte, — ont contribué à créer des emplois, même pour les travailleurs étrangers.

etrangers.

Une migration massive se produisit dans ces conditions, des pays méditerranéens vens les pays d'immigration du centre et de l'ouest de l'Europe. Ce phénomène fut surtout notable à partir de 1960. Aujourd'hui, il concerne de 8 à 10 millions de travailleurs.

Ce nombre fut en augmentation constante jusqu'aux mesures de restriction prises par les autorités des pays d'immigration à la fin de 1973 et au début de 1974. Les perturbations économiques et monétaires sensibles dans les pays industriels européens out arrêté cette errissance. Le nombre totel de travailleure d'arres derre direit. out arrêté cette croissance. Le nombre total de travailleurs étrangers dimi-nue peu à peu, mais la pression que les travailleurs sous-employés de l'espace méditerranéen exercent sur le marche du travail des pays industriels européens s'est encore renforcée. Si l'on veut prévoir l'évolution possible et souhaitable de la migration

### Une coupure au cœur de l'Europe

A PART certains effets positifs a A court terme, les conséquences globales et à long terme de la migration pour les pays qui exportent leur force de travail sont nettenent négatives. La migration ne concerne pas seulement les travailleurs non qualifiés, sans travail ou ostensiblement sous-employès, comme c'est le cas dans les petites exploitations agricoles. Elle comprend une proportion élevée Elle comprend une proportion élevée d'ouvriers qualifiés qui ont quitte une place dans l'économie de leur propre pays, ou émigré une fois terminée leur formation, attires le plus souvent

par les salaires plus élevés des pays industrialisés d'Europe. Dans la majorité des cas, les migrants investissent de manière irra-tionnelle l'épargne constituée à tionnelle l'épargné constituée à l'étranger, la plupart du temps dans ce qui améliore le statut personnel ou familial, et très peu dans les activités économiques. Les transferts effectués par les travailleurs vers leur pays représentent un poste important de la balance devises, mais ils retournent pour la plue grande part dans le pays d'immigration, pour l'achat de marchandises très souvent produites par les travailleurs étrangers! (1).

quartick &

internationale dans les quinze années à venir, il est uécessaire de mesurer, même schématiquement, son impor-tance, pour les migrants, pour les pays d'origine comme pour les pays d'em-ploi. Ceci en ayant à l'esprit la nécessaire industrialisation des pays d'émigration insuffisamment déve-loppés.

Les migrants des pays méditerra-neens sont, pour la plupart, des tra-

### Par IVO BAUCIC \*

vailleurs jeunes, robustes et entreprenants, soigneusement sélectionnes; ils sont prêts à quitter temporairement leur pays pour trouver à l'étranger du travail ou des salaires plus élevés. Leur intention est de quitter après un certain temps leur emploi pour retourner dans leur pays; mais il y a un grand écart entre ce désir et les possibilités réelles de le satisfaire. En outre, le séjour dans le pays d'acqueil leur fait accepter, dans une certaine mesure, les valeurs de ce système ; la réintégration dans le système du pays d'origine devient difficile. Par exemple: les migrants qui ont quitté leur pays faute d'y trouver un travail, non seulement mettent comme condition à leur retour une garantie d'emploi, mais ils poussent à des taux de salaires qui dépessent ée loin la moyenne du groupe professionnel correspondant.

Beaucoup de migrants différent leur retour dans le pays d'acqueil, on ils y fondent un foyer. Bien que, par l'intégration progressive, leur statut social et juridique s'améliore à la longue, les migrants continuent à vivre dans une incertitude permanente et dans le provisoire. Sur le marché du travail, fis sont livrés anx intérêts unitatéraux des employeurs, qui ont toute latitude pour se séparer des travailleurs étrangers dont, pour une raison on une autre, ils ne sont pas satisfaits. Ainsi, les migrants constituent une fraction marginale de la classe ouvrière des pays industrialisés d'Europe, et ils doivent payer cher leur statut écomonique amélioré, compte tenu des espoirs de retour et de réintégration réussie dans le pays d'origine.

La valeur ajoutée par les travail-leurs migrants reste ainsi dans le pays d'empirel. Avec les profits, les employeurs peuvent créer de nouveaux emplois pour de nouveaux immigrants, et par la dégager des profits encore plus élevés. De cette manière, les migrants créent constamment de nou-veaux emplois pour d'autres migrants veaux emplois pour d'autres migrants.

comme pour ceux d'immigration. Mais les conséquences à long terme d'une telle migration sont négatives sans exception, et ceci principalement pour la population et pour le développement is population et pour le developpement économique et social des pays d'ori-gine. De tels transferts de travail ont pour effet d'aggraver les écarts de dèveloppement. Ils entraînent une c'upure préoccupante de l'Europe, encre le Sud et le Nord-Ouest; entre une Europe méditerranéeuse sous-

\* Directeur du Centre d'étude des mi-grations, université de Zagreb.

développée qui exporte sa force de travail, et une Europe industrialisée qui importe de la force de travail. qui importe de la force de travail.

Le développement industriel accéléré des pays européens depuis la dernière guerre mondiale s'est accompagné de l'importation continue de matières premières et d'énergie à bon marché, mais aussi de jorce de travail peu coûteuse. Cette concentration démesurée d'industries, de capitaux, de transports et de population — population qui comprend des groupes aux caractéristiques sociales et ethnoculturalles très différentes — a fait prendre conscience aux pays d'immigration eux-mêmes qu'un tel processus ne carrespond pas à leur intérêt à long terme, surtout dans la perspective ambitieuse de l'intégration européenne.

Aujourd'hul trois questions fon-

Aujourd'hul trois questions fon-damentales sont posées :

— La migration de travailleurs est-elle inévitable ? - Dans l'affirmative, quelles doi-vent en être les caractéristiques dans

- Comment assurer que les pays exportant leur force de travail obtien-

nent, par la migration, un développement économique accéléré?

Il n'est pas difficile de répondre à la première question: tant qu'il y aura de telles distorsions dans le développement économique et social de l'Europe, les taisons d'être de la migration subsisteront. La mobilité géographique des hommes est un trait marquant de la société moderne.

Il est sur que la migration n'aura un rôle positif que lorsqu'elle réduira les raisons mêmes qui poussent à de tels mouvements massifs de travailleurs: autrement dit, quand elle contribuera à réduire les inégalités de développement entre pays d'émigration et pays d'immigration.

Le nombre actuel de migrants doit être sensiblement abaissé. Cette réduction progressive devrait être obtenue grâce à l'amélioration des conditions de retour. Les migrants devraient se recruter principalement dans la population jeune et excédentaire des zones rurales. Ils devraient recevoir avant jeur départ une formation les préparant au travail dans l'industrie des pays d'accuell. La formation et l'expérience professionnelles acquises dans le pays d'accuell. La formation et l'expérience professionnelles acquises dans le pays d'accuell. La formation et l'expérience professionnelles acquises dans le pays d'accuell. La formation et l'expérience professionnelles acquises dans le pays d'accuell des pays d'origine, où les migrants sont appelés à passer la plus grande partie de leur vie active.

active.

Les gains du travail des migrants, qui activellement bénéficient presque exclusivement an pays d'immigration, devront dans l'avenir être partagés plus équitablement. Les deux catégories de pays doivent faire davantage pour la réintégration économique de ceux qui reviennent. Les pays d'ori-

gine devraient faire plus d'efforts que jusqu'à présent pour une réinsertion plus satisfaisante des migrants qui reviennent dans les programmes de développement locaux, régionaux et sectoriels.

A côté des connaissances et de

l'expérience retirées du séjour dans les entreprises modernes des pays euro-péens, il s'agit enfin de stimuler

chuternies modernes des pays enro-péens, il s'agit enfin de stimuler l'utilisation productive de l'épargne réalisée à l'étranger.

Il est impossible aujourd'bui de séparer la migration internationale des autres problèmes de l'humanité et des autres formes d'échange et de coopération internationale. Il n'est plus suffisant de considérer le travail migrant comme une composante de la politique internationale de l'emploi et de la division internationale du tra-vail. Il doit aussi devenir un élément fondamental d'une planification coor-donnée du développement démogra-phique, économique et régional dans les pays d'immigration unsai bien que dans les pays d'emigration. Une poi-tique internationale de la migration peut aujourd'hui sembler une utopie; elle sera demain une nécessité iné-vitable.

(1) On peut estuder que les quatre cloquièmes du produit net des migrants restent dans le pays d'emplot, et seulement un cinquième parvient an pays d'origine sous forme de transferts. En 1973 par exemple, les transferts des travailleurs maghrébins établis en France vers leur pays out attain 3.2 milliants vailleurs maghrebins établis en France vers leur pays ont atteint 3.2 milliards de francs; mais l'épargne investle en France par ces mêmes travailleurs (loge-ment, commerce...) serait volaine de 7 milliards de francs à la fin de 1974.

# Libéralisme, planification ou mutualisation pour financer les nouvelles localisations

'AUGMENTATION du coût da l'énergie et de certaines matières premières est en train de bouleverser la géographia das cepacités et des besoins de financement dans le monde. Un avenir tranchant evec l'évolution des vingt-cinq demières années se dessine déjà, différent seion les types d'économie. Les principaux pays producteurs de pétrole se lancent à corps perdu dans l'industrialisation, ce qui leur permet d'utiliser tout (Algérie) ou partie (Arebie Secudite) des excédents de fonds dont lle disposent désormals. Toru ensemble, ils dégageront une importante cepacité de prêt. De leur côté, les pays consommateurs pauvres, telle l'inde, voient s'eccroîtra leurs diffi-cuitée à assurer la croissance. La plupart des pays industriels, enfin, sont contraînts de réviser les termes de leur équilibre économique et les données de leur développement ; sauf à réduire fortement leur consommation, ils encourent d'importante déficits de balence des valements et ont le plue grand mal à financer leurs investissements. Or Il leur faul consacrer d'Importantes commes oux installations destinées à leur assurer une moins grande dépendance énergétique et aux équipements exportables vers les psys en voia d'industrialisation rapide.

vers un rééquilibraga général — et qui, d'ailleurs, ont donné lieu à de premières mises en œuvra en 1974 — ont fait l'objat de nombreuses études dapuis plus d'un an. Il s'agit, en premier lieu, d'investir le maximum da fonds dans l'industrialisation des paye qui les détiennent. C'est, par exemple, l'objectif du plan ira-nien. Il est, d'autre part, nécessaire de taires vars les pays qui en ont besoin, pauvres ou riches, eoit sous forme de prêts — à taux d'assistance ou à taux

Par JACQUES FERRY \*

de producteurs.

prises d'intérêt On peut enfin interposer des institutione internationales pour · péréquer · les eltuations — eu surplus prévisiblement variables - des emprunleurs et les risques pris par les prêteurs. Un nouvel équilibre global est-il possible dans ces conditions ? Sur le base d'hypo

### Par JEAN SAINT-GEOURS \*

thèses pleusibles, il n'epparaît pas hors d'atteinte. Si les revenus des pays exportateurs de pétrole ne s'accroli que modérément chaque ennée et el le développement de leurs économies et de leurs importations est, annuellement, de l'ordre de 20 % (an incluant eussi dans le calcul les revenus de leurs investis sements à l'étranger et un certain quantum d'aide de leur part, leur capacité de

250 à 300 milliarde de dollars (constants 1974) pour la période 1975-1980 et déclinerait ensuite (1). Cette somme repré-senterait 1,2 % du P.N.B. des pays de l'O.C.O.E., pour le même période, si leur croissance annuelle était de 4 %. Par comparaison, le déficit de le balance de palements des Etate-Unis e'est élevé à 0,8 % da leur P.N.B. entre 1971 et 1974.

financement extérieur s'établirait entre

Male ce calcul global, qui trace des perspectives edmissibles et non catastrophiques, ne nous renseigne pas sur l'essentiel : le jeu des mécenismes d'affectation des financements. Or, sur ce point, les difficultés sont telles que les chances de réaliser un équilibre général, lenant compte de toutes lea contraintes, paraissent felbles. L'explication de ces difficultés nous permettra, chemin falsant, de dégager les actions propres à

# Les limites prévisibles de la solvabilité

A plupart des pays de l'OPEP ris-quent, en pramier lieu, de ne pouvoir se développer rapidement et harmonleusement à partir des bases actuelles. L'industrialisation exige un contexte économique complet : équipements collectifs, etc., sous paine de déconvenues graves - errêt ou mauvals rendament des usines, dysfonctions, etc. Il n'est pas certain que les nouvelles installations seront compétitives, le faible coût de la main-d'œuvre ne jouant pas ou ne se perpétuant pas.

Il est donc douteux que, sur dix ans, par exemple, les importations de biens d'équipement des pays de l'OPEP soutiennent leur rythma. Ils peuvent, il est

Directeur général du Crédit Lyon-

vrai, être complétés ou relayée par des blens de consommetion.

Une condition frequemment mise par les promoteurs arabes d'usines nouvelles, la participation d'intérêts occidentaux, so heuriera, d'autre part, à le méfiance albitté de e'engeger.

Mais, surtout, l'exportation des cepitaux taires des pays de l'OPEP contrere de nombreux obstacles. La crainte d'un plecement mauvais ou aventuré joue déjà, par ignorance ou prise da conscience de l'inconnu. Que sera-ce larsque les bonnes accasions seront

(I) Etudes convergentes de l'O.C.D.E., de la Chase Manhatian Bank, de la Morgan Guaranty Trust et du Crédit Lyonnais. (Live la suite page 34.)

# et la coopération entre partenaires

développement sidérargique actuellement élaborés dans le monde ant, d'alleurs, permis de constater le souci de rigueur qui a généralement présidé à

Les pays neufs ne seront toutefois pas égaux devant les problèmes posés par l'importance des ressources nécessaires au financement de leurs projets. Les producteurs de pétrole doivent pouvoir degager sans difficulté les moyens nécessaires; d'autres, en revanche, rechercheront non seulement des crédits auprès de leurs fournisseurs, mois devront avoir recours à des sources plus différenciées — publiques au privées — de financement international. Dans les deux cas, des formules

leur préparation.

# Eviter les risques de perturbations majeures

ON vient ainsi d'aborder le troisième aspect de l'évalution en cours, c'est-à-dire celui des conséquences pour les pays Industrialisés. Il s'agit finalement de savoir si cette évolution accélèree canduiro à créer une situation de déséquilibre au détriment des sidérurgies établies ou bien à l'instouration d'un nouvel équilibre fondé sur des bases plus larges et, en dernier lieu, plus bénéfique pour tous. La réponse ne peut être aujourd'hui formulée avec certitude, mais un optimisme roisonné, fondé sur des données de fait, inciterait à considérer la seconde hypothèse comme plus proboble que la première. En réalité, les besoins mondiaux d'acier sont destinés, au-delà des fluctuations conjoncturelles, à croitre à un rythme moyen de l'ordre de 5 % par an, la croissance dans les pays en voie de développement étant d'ailleurs plus proche de 8 %; la satisfaction de ces besoins exigera un accroissement considérable des capacités de production, celle-ci devant posser de san niveau actuel de 700 millions de tonnes à 1 milliord de tonnes vers 1980, et proboblement à 2 milliards vers l'an 2000. Le financement des investissements mossifs qu'exigera cette croissance se heurtern à des difficultés dant les responsables de l'industrie sidérurgique mondiale avaient souligné l'importance dès 1973.

En termes globoux, les risques de voir se créet durablement un déséquilibre du à des excédents de copacité paroissent donc peu probables. De plus, l'industrialisation des pays neufs, à partir de la création d'unités sidéragiques, est elle-même un facteur d'accroissement de la consommation locale d'acier dont le toux est d'autant plus fart que les infrastructures font l'abjet d'un effort prioritaire. Sans doute les termes glabaux n'ant-ils qu'une valeur indicative, s'agissant d'une industrie dont les productions sont de plus en plus différenciées, une gamme très variée s'étendant entre les produits relativement « primaires » et ceux dont l'élaboration met en jeu des mayens d'une houte complexité, entre les ronds à béton ordipaires et les aciers destinés à l'industrie nucléaire,

juridiques appropriées peuvent auvrir des possibill-

tés d'association avec des copitaux provenant des entreprises des pays Industrialisés.

ments complexes que nécessite une unité de pro-

duction d'acier, même relativement modeste, ne pourront être fournis que par les nations industria-

isées chez qui la sidérargie a atteint un niveau

de développement avancé. Les pays neuts n'ont

pas seulement besoin de fournitures de matériels,

voire de crédits, mals également de pouvoir, des

le stade de l'étude, disposer de la contribution de

spécialistes ayant une expérience concrète de

Pour une longue période encore, les équipe-

pour ne citer que ces deux exemples. Il n'est certes pae impossible que l'arrivée au stade de la production de capacités Importantes dans les pays neufs puisse contrarier le développement de la fabrication de ces mêmes produits dans les pays industriels; mals, à la vérité, an assiste depuis une vingtaine d'années déjà à un changement profond dans les structures de la production sidérurgique de ces pays, où la part des produits de base diminue régulièrement au profit des catégories plus évoluées, ces transferts étant à la fois couse et effet d'un progrès technalogique générolisé. On peut prévoir que cette évolution — et, en même temps, celle de l'industrie sidérargique des pays industrialisés vers des formes encore plus avoncées — iro s'accélérant, Les modifications prévisibles de la géographie sidérurgique du monde ne devroit donc pas se troduire par un déplacement massif des centres de gravité, mais bien plutôt par une dispersion plus large en même temps que par une accentua-

tion de la spécialisation des différents groupes

Certes, il ne souroit être question de figer à terme la situation relative des pays industriels et des pays neufs en tentant d'arrêter l'évalution de ces demiers ou stade d'une activité sidérurgique élémantaire ; cette farme nouvelle de dépend ne sergit ni occeptable ni souhaitable. Il n'en demeure pas moins que les conditions permettant de faire fanctionner une sidérurgie avancée moîtrise de la technologie, environnement industriel, potentiel de recherche, mais aussi tradition professionnelle — ne peuvent se créer que pro-gressivement à partir d'un certain seuil du dévelappement économique et industriel ; l'avance que garderont donc nécessairement pour une période assez longue les sidérurgies établies leur donne ainsi les mayens d'assurer leur ovenir, d'abord dans le domaine de la production des aciers qui intégrero de plus en plus largement les moyens nouveaux apportés par l'énergie nucléaire puis dons celui de leur prolongement naturel, les industries de transformation, en particulier, productrices d'équipement, enfin dans celul de la copacité technologique.

Cet aperçu rapide de l'évolution prévisible de la géographie mandiale de l'acter au cours des décennies à ventr illustre par lui-même les chongements à attendre dans la structure des échanges intéressant l'industrie de l'ocler. Il me semble que l'expérience des vingt demières années devrait nous encourager à espérer que ces transformations importantes, ce redéploiement de l'Industrie sidérurgique, s'effectuerant sans perturbations majoures. Effectivement, les prémices du phéno-

mène de mondialisation que nous avons connues dans un passé récent n'ont pas empeché, en dépit de quelques ò-coups conjancturels momentanés et de certaines difficultés d'adaptation, l'industrie sidérurgique des pays traditionnellement producteurs de continuer à progresser dans des conditions généralement satisfoisantes. Si la dynamique de notre industrie se fonde essentiellement sur la croissance des besoins, elle bénéfice également du réalisme qu'enseignent les responsabilités liées à la gestion d'une industrie lourde et des leçons qu'apporte l'expérience du marché de l'acier. Celle-cl a, en effet, permis à tous les producteurs mondiaux, fussent-ils les plus actifs, de se convaincre qu'une entreprise ne pourrait espérer prospérer seule dans un contexte de déséquilibre et que les dérèglements de la concurrence finissaient par se retourner contre leurs auteurs autont

qu'ils nuisaient à l'ensemble. Cependant, il dépend de certaines conditions que l'avenir soit conforme à nos espairs : que les pays neufs sachent résister aux tentations de mettre leur industrie sidérurgique au service du nationalisme exacerbé et de faire un usage abuficient en ce qui concerne les matières premières et l'énergie; que les pays industrialisés sachent éviter une attitude rétroctée, un refus de coopéres et une résurgence du protectionnisme qui seroient autant d'erreurs lourdes de conséquences,

Les nouveaux contours de l'industrie sidérurgique ne seront trocès ni par des procédures de planification à l'échelle mondiale ni par une répartition des marchés que personne ne peut roisonnablement imaginer. Le nauvel équilibre qu'il est souhaitable d'atteindre s'établiro en revanche par l'Information mutuelle, la coopération la plus large, la liberté de circulation des matières premières, des produits, mais aussi des copitaux. A ce prix seront réunies les meilleures chonces outir à une division du trovoil plus évoluée et, finalement, d'assurer une nouvelle phase de progrès à une industrie dant les capacités d'adaptation maintes fois confirmées au lang de san histoire témoignent de la vitalité.

 Président de la Chambre syndicale de la sidé-urgie française, président de l'International Iron rurgie française, pri end Steel Institute.

nani on compte le durée des emprunts et des prêts. Elles sont, d'autre part, limipar la solvabilité de leurs dàbi-

Voltà le point le plus important. Au coure des prochaines années, le financement des économies de le plupart des pays développés butere sur l'insolvabilité prévisible des sociétés et même des

eccentuà que, dane ces pays, le problème de l'équilibre des àchanges extèrieure se doublera des difficultés d'une restructuration industrielle profonde. Certains sectaurs - l'eutomobile des branrythme de croissance ou régrasser. D'eutres, produisant des biene d'équipement par exemple, euront à consentir de giganbreux secteure ee trouveront plecés dans une situation aléatoire, en fonction des choix d'industrialisation opérés par las paye producteure de pétrole et des concur-

### Pour de nouvelles institutions internationales

I L est probable, en conséquence, que dans les pays développés les plue faibles l'État eura à intervenir pour répertir eu mieux les finencements à l'intérieur, eu besoin à des conditions préférentielles, et garantir les préteure extàrieurs. Pour la Frence, per exemple, cette orientation différenciée des financements industriels devrait constituer l'axe maisur des

eont tenues de respecter des ratios pre-

Sane doute des prises de participation des pays excédentaires peuvent-elles concourir à la solution de ce problème. Pourtant, cette contribution sera certaineprises par les paye développés. Les premiers, les Etats réputés les plus - libéraux », ont déjà réagi ; les Etsts-Unis (décleration de perticipation eu-dessus d'un certein pourcentage) et l'Allemegne fédérale (affeire Dalmier-Benz). Supposons que les principsux pays de l'O.C.D.E. ecceptent que 5 % des ections de leurs sociétés — ce qui pareit un maximum eolent détenues par les pays de l'OPEP : ceux-cl ne pourraient y învestir qu'environ 50 milliards de dollars sur la base de le capitalisation bouraière de septembre 1973, et environ 38 millierde eur celle de seplembre 1974.

Mals les Etats eux-mêmes pouvent se trouver incapables d'emprunter pour poursuivre leur développement. D'où la nécessité d'introduire des institutions interna boneles de finencement, evec le participation de tous les pays excédentaires, qui mutualisent les risques, étendent le surtece des emprunteurs, rassurent les prê-teurs et, surtout, qui soient garées en

relation evec l'edministration d'un système monétaire international etablisé. Das réalisatione de quelque envargure en ce domeine supposent de granda progrès

Cette soliderità devrait jouer per prio rilà en faveur des pays en voie de développement non détenteurs de pétrole ou de metièras premières velorisées : l'inde, le Pekistan, l'Egypte... Ce cont, en effet les principeles victimes de le nouvelle conjoncture. Certes, è l'intérieur du monde erabe comme à l'extérieur, les pays excédentaires sont en mesure de satisfaire certains besoins de financement, directement ou par le voie d'organismas internetioneux spécialisés, et cele peut eider du même coup à équilibrer les bad'équipement. Male II faudrait que ces contributions fussent massives et consenties à bas taux d'intérêt pour combier les hendiceps structurale et financer les besoine d'équipements collectifs et de réno-

Ainel, les plus grandes incertitudes merquent les relations entre les rapports de prix pétrale/praduits fabriqués, le nouvello géogrephie des capacités et des besoins de financement, et le répartition des tutures implantations industr

On doit s'Interroger en effet aur ce que seront et pourront être les stratégles des firmes - notamment les multinationales - et des Etata dene laura choix Industriele. Outre l'Incidence des optione politiques, ces stratégles euront à tanir compts d'éléments difficilement prévisibles eujourd'hul, tele que l'évolution des



LES BIDONVILLES DE LA FERIPHERIE DE CARACAS.

rapports de prix : d'une part, entre prodults concurrents pour estisfaire un même besoin ou des besoine proches : d'autre pert, entre des mêmes produits élaborés par des pays différents; cele en fonc-tion des mouvements probablement très contrastés des salaires, de l'ensemble des

prix et des composantes de le demande

finele seton les économies nationales. Fece eux edeptations rapides ou à long terme qu'il sera indispensable d'opérer. un dosage s'établira entre l'intervention planifiée et différenciée des Etats pour la négociation des contrats evec l'étrangar, la localisation des industries et la détermination des conditions de financement, et la soumission aux mécanismes de marché. Gageons que, en raison de l'impertance et du ceractère général de l'enjeu, des difficultés rencontrées et des contraintes sociales, les économies de tous les paye seront do plus en plus condultes », einon dirigées.

JEAN SAINT-GEOURS.

Pour une « restructuration industrielle » qui tienne compte du développement social. l'ordre politique et économique établi par les traités de paix de 1919 quo l'Allemagne a finalement traduit en termes politiques et qui a entraine une véritable impasse économique et financière dont tous les aspects sont maintenant bien connus. Le Japon, au cours de la même période, a été amené à chercher à régler par la force et dans une « sone de co-

prospérité » le problème des marchés pour son industrie naissante, en concurrence directe avec les puissances établies.

Il s'agissait là de phénomènes de réaction d'ordre politique liés à l'échec des tentatives révisionnistes visant à un partage plus équitable d'un volume production et de commerce consi-e comme limité.

### La confrontation n'est pas inévitable

I NSTRUITS par les précédents des deux guerres mondiales, on peut se demander si la revendication qui s'exerce maintenant à l'échelle planéserrere mantemant à l'echelle panti-taire pour une répartition plus équi-table des bénéfices potentiels de la production industrielle et agricole do caractère industriel ne risque pas également de se traduire finalement en termes de confrontation politique. en termes de confrontation politique. Ce danger existe. Il est ressenti comme tel par nombre de dirigeants actuels. Jusqu'à un certain point, et jusqu'à une époque toute récente, les dirigeants soviétiques avaient euxmèmes hésité sur la réponse à donner à cette question. Envisageait-on une certificate practicular une production une conference practicules de la conference practicular de la c à cette question. Envisagement une coexistence pacifique impliquant une certaine mesure de cooperation industrielle, commerciale et technologique, ou su contraire fallatt-il pousser plus avant une concurrence systématique avant une concurrence systématique dont l'objectif fondamental serait de saper les ressorts profonds des pays à économie de marché par une concurrence victorieuse sur leur propre-terrain?

Cette question a dominé sans aucun Cette question a dominé sans aucun doute les relations économiques mondiales de l'après-guerre jusqu'aux années toutes réventes. Elle n'est certes pas régiée, et particulièrement pour ce qui concarno la Chine. Mais l'idée semble acceptée que, sous une forme ou sous une autre, l'industrialisation de l'hémisphère Nord sera parachevée à un échelon élevé de luissance militaire et technologique. parachevee à un échcion élevé de puissance militaire et technologique dans les quelques années à venir, avec une solidarité de fait entre régimes socialistes et capitalistes, basée sur la complémentarité des systèmes logistiques et énergétiques.

C'est précisément cette hypothèse d'une consolidation à une écholle quasi globale du grand appareil moderne à haute technologie sous des formes capitalistes et socialistes plus ou moins modifiées et adaptées en vue d'une certaine complémentarité qui apparaît aux pays de l'actuel tiersmonde comme le défi fondamental.

Ces derniers perçoivent parfaite-ment que leurs forces de négociation actuelles tiennent au simple fait géographique quo certaines reasources minérales ou végétales, dont le monde super-industrialisé a encore besoin, se

trouvent situées dans leur zono de maîtrise politique.

A contrario, ils sont parfaitement conscients du fait qu'un hemisphère Nord plus ou moins émancipe de sa dépendance présente dans le domaine énergétique et do certaines matières premières n'aurait pas de motif réel d'accèder à leurs demandes et les laisserait trouver eux-mêmes avec leurs propres ressources leurs propres niveaux d'équilibre.

Cette crainte peut paraître exagérée. Une telle analyse relète de la même conception erronée de l'évolution économique et de la division internatio-nale du travail considérée comme statique et devant faire l'objet d'un partage dans des limites données à

un moment donné. Précisément, l'évolution positive des relations entre pays do l'Est et de l'Ouest au cours des dernières années, et compte tenu des incidents de parcours, a bien montré que le progrès des uns no s'effectuait pas aux dépens des autres dans la mesure où lo système de production met en œuvre des nouvelles ressources naturelles, des innovations techniques tendant à l'économie des moyens et à l'efficacité optimale des procèdés et, enfin et surtout, se fonde sur uno meilleure utilisation des capacités intellectuelles des pays en cause.

Yames,

Ce n'est pas la consommation ac-crue do manière indéfinie qui soutient cette coexistence à un niveau éleré, c'est plutôt l'égalisation progressive des capacités technologiques et intellectuelles. Les unités de décision réagissent de manière plus positive et créatrice aux défis qui leur sont laccés par les contraintes de l'extériour et l'extériour et de l'extériour et d par les contraintes de l'extérieur et ne s'en tiennent plus à une réaction pure et simple de défense et de

Il scrait certainement negatif d'en-Il scraft certainement negatif d'envissger dans la scule optique d'uno confrontation permanente les rapports de tous ordres qui devront s'établir entre les zones de production nouvelles et les zones de production industrielles et agricoles qui existent actuellement. La confrontation u'est inévitable que si la production des uns ne peut c'établir ou c'accroître

# Accepter une solidarité globale dans le temps et dans l'espace

N se posant la question de ce quo pourrait être un nouvel ordre conomique mondial, on présuppose que la situation de fait que l'on pose que la situation do fait que l'on décrit actuellement comme une « division internationale du travail » existe objectivement et est analysable comme telle. Cette conception n'est pourtant pas admise par tous. La situation des capacités industrielles en 1975 n'a pratiquement aucun rapport avec celle qui prévalait en 1945 à l'issue de la deuxième guerre mondiale et, bien entendu, trente ans auparavant, au moment do l'entrée des Etats-Unis dans la première guerre mondiale. guerre mondiale.

L'un des premiers, André Siegfried avait essayé de faire admettre aux Européens, et particulièrement aux Français et aux Anglais, que de nou-velles puissances industrielles, telles que les Etate-Unis, le Canada ot l'Australie, peut-être mêmo l'Inde, et certainement le Japon, aliaient boule-verser uno fois pour toutes les équilibres industriels et économiques qui semblaient résulter du premier sys-tème de la division internationale du travail, fondé sur une certaine base énergétique, celle du charbon, et sur une certaine modalité de transport. cello de la vapeur, sur terre et sur

Avec le recui historique des cin-quante dernières années, on peut affirmer que, sur lo plan national comme sur lo plan international, la répartition des capacités industriolles branche par branche, n'a cessé d'évo-luer en fonction de facteurs encore plus technologiques qu'économiques,

# Par PAUL-MARC HENRY \*

liés essenttellement à la nature et au prix de l'énergie utilisée et aux mo-dalités des systèmes logistiques sup-portant le commerce international dans l'espace ot dans le temps. Ce phénomène dynamique est lui-même en constante evolution.

Si l'on considère dans le tableau d'ensemblo les immenses capacités d'ensemblo les immenses capacités développées par le bloc socialiste soviétique, on peut constater que les économies planifiées ont déjà pratiquement bouleversé ce que les observateurs occidentaux ont trop tendance à considèrer comme une division internationale du travail acquise une fois pour toutes et qui serait fondés. fois pour toutes et qui serait fondée sur le caractère dominant de la tech-nologie occidentale et sur la maîtrise

Président du Centre de développement de l'C.C.D.E.

des instruments monétaires et logis-tiques par les économies de marché.

Il est raisonnable de penser que les facteurs qui ont joué au cours du dernier demi-sièclo continueront de jouer au cours des vingt prochaines années. Aboutiront-ils à un phénomène de rupture amenant en fait à une diminution provisoire mais sensible du volume global des productions?

La question la plus réaliste n'est pas celle do savoir si le bouleverse-ment des structures et des circuits actuels est incontrôle, mais philôt de se demandor si les phénomènes de réaction l'emporteront sur les phéno-mènes d'adaptation.

C'est d'ailleurs bien ainsi qu'était C'est d'ailleurs bien ainsi qu'était posée la question de l'ordre économique en 1914 et d'une certaine façon avant la deuxième guerre mondiale. Sans être la cause unique et directe du premier conflit planétaire, l'extraordinaire ascension économique de l'Allemagne et celle du Japon ont représenté un facteur déterminant de confrontation dans la mesure même où elles étaient considérées par les maltres de l'heure comme un défi fondamental à leur suprématie mondiale et à l'ordre étabil.

Entre les deux guerres mondiales.

Entre les deux guerres mondiales, c'est son incapacité à s'intégrer dans

# L'industrie électrique développe ses marchés

A construction electrique continuero d'occu-per dans l'avenir une position-clé dans une économie mondiale en expansion. Cette industrie restera un facteur d'Impulsion déter-minant de la croissance économique, en quantité comme en qualité. La variété des applications et les possibilités de transmission de l'énergie àlectrique ont créé les conditions pour un développement économique géographiquement étendu. Sans l'électricité, il n'y ourait pas de division moderne du travoil. De nombreux processus industriels ne peuvent être rationalisés et mécanisés qu'à l'oide de motorisations électriques. Au niveau Individuel, de multiples opplications de la technique n'existeraient pas en l'absence d'énergie électrique. Sans l'électrotechnique, notre vie moderne ne peut se

Les applications croissontes de l'électricité et le progrès technique intensif se sont conjugués pour susciter un besoin élevé de produits électrotechniques ovec, pour résultat, une forte expansion de l'industrie électrique dans tous les grands pays. Le grand essor o lieu oprès lo deuxième guerre mondialo: oujourd'hui, cette industrie emploie dix millions de personnes dans le monde — hult fais plus qu'ovant la guerre — et a folt, en 1973, un chiffre d'affaires d'environ 640 milliords de morks, soit vingt-quatre fois lo volour

d'avant la guerre. Le toux de craissance de cette industrie dans les dix onnées à vonir est estimé de 7 à 8 % l'on. Tout en restont les principoux utilisateurs de

motériels électrotechniques, les morchés des pays industriels occidentoux ne pourront ossurer la totalité de cette craissonce. Les pays de l'Est se situeront un peu ou-dessus de lo croissance moyenne. Ce sont les outres parties du monde qui progresseront bien ou-dessus de la moyenne, avec ou premier rang les pays exportateurs de petrole et de motières premières.

Les roisons qui expliquent la craissance de cette industrie ont égolement joué pour occroître sa place dans le commerce mondial. A la veille de lo première guerre mondiole, les produits électromerce mondiol. Aujourd'hui, lour part est de 7 %. Dans l'intervalle, le commerce de ces produits o progressé sept fois plus vite que le commerce mondial dans son ensemble.

L'industrie électrique o contribué beoucoup plus nettement que la majorité des outres branches ou progrès technique et économique. Elle devroit consarvar ce rôle de pionnier. Mois, on roison des conditions différentes du progrès dons les différentes parties du monde, elle oura à assumer des toches bion différentes selon les pays.

Le développement à venir est tout d'obord domine por un foit essentiel : le toux de croissance ottendu de la population mandiale jusqu'à l'an 2000. Les démographes estiment que la popu-lation actuelle, de 3,5 milliords d'hommes, aura à peu près doublé. Pour cette seule roison déjà, l'économie mondiale sera controlnte à la crois-sance oussi dans l'avenir. La plus grande partie de cette augmentation de population se fera dans les pays en voie de développement, tandis que la population de la plupart des pays Industrialisés stagnera ou montera moderèment. Celo signifie que, du fait de l'évolution démographique mon-

diole, la croissance économique o venir sera influencée en volume et en structure. Une conséquence en sera l'apparition de nouvelles locali-

sations pour l'industrie. Dans les pays en voie de développement, une industriolisation déterminée permettra d'élever les niveaux de vie restés le plus souvent très bas. Mals l'erreur serait de mettre en œuvre une Industrialisation non reliée oux conditions structurelles de ces poys:

# Croissance quantitative et qualitative

"INDUSTRIE électrique est, en premier lieu, massivement engagée dans la réalisation des Infrastructures dans les pays en voie de déve-loppement. Selon les Indications de la Banque mondiole, plus du tiers des contributions de lo banque et de sa filliale IDA va au secteur de l'énergie et des télécommunications dans ces pays. Dans lo phase suivante d'Industrialisation, la construction électrique pourrait devenir un secteur-clé, comme celo o été observé dans les pays

. La situation est de tout outre nature dons les pays industriolisés, où il s'agiralt, le plus sou-

vent, de répondre à un problème de penurie de main-d'œuvre; problème qui n'est en rien offecté par le chômage conjoncturel qui apparait oujour-d'hul dans de nombreux pays. Seule une rationalisation accélèrée permettra de poursuivre la croissance économique dans un marché qui grandit régulièrement. A cela, la construction électrique peut contribuer, pour sa port, por axemple por l'outomatisation des processus de production por des systèmes de commande. D'outres possibilités de débouchés sont créés par le rationalisation du secteur des services, secteur en croissance rapide dans taus les pays industrialisés.



M. Kissi ni l'un r sous des ment à Paris. Le vietnamie tion de

GI

RAO

gui nés voi Suc Rés trer Thi

omėi

ment L'ort

tions

vingt.

forme

rėcon

tripor

tions

mis c

entier

PEUT seraien

panse a

institut

respecti

SOUS-ter

Une dent exi présents cun un s n'o de

tion don Tous de

l'objec



qu'aux dépens de la production des autres. Toutes les appréhensions qui s'expriment à des degrés divers parmi les pays bénéficiaires actuellement d'une situation de puissance relative se fondent sur l'idée de limite absolue des ressources mondiales. Réciproquement, l'angoisse des pays en voie de développement, qui s'estiment à juste titre lesés par l'actuelle répartition géographique des centres de production bénéficiant de l'appui technologique et énergétique optimal est nourse par la conviction que la surconsommation de certaines zones paralyse en fait leurs efforts pour développer leurs propres ressources développer leurs propres ressources humaines et naturelles.

humaines et natureiles.

Il faut distinguer solgneusement entre les tensions qui résultent de l'exploitation inégale des potentiels de production à l'échelle globale et celles qui sont liées à une inégalité évidente des consommations. A la limite, et sans modifier à une grande échelle la distribution actuelle des industries productrices de biens d'équipement et de consommation, on pourrait d'ores productrices de biens d'équipement et de consommation, on pourrait d'ores et déjà contribuer à satisfaire de manière besuroup plus équitable les besoins des régions sous-industriali-sées, sans attendre que ces dernières soient en mesure précisement de répondre à leurs propres besoins.

C'est certainement le cas dans le domaine de la production agricole où une combinaison de la limitation des consomnations des pays grands pro-ducteurs et du maintien, sinon de l'accroissement, de leurs capacités de production, aboutirait à créer des production, auditant a creer des surplus susceptibles d'une redistribu-tion efficace vers les zones encore incapables de subvenir à leurs propres besoins, pendant le temps uccessaire pour établir les bases de leur propre

Tout en travaillant dans tous les domaines en voe d'un doublement de la production agricole des zones défi-citaires, il faut que les zones excé-dentaires s'organisent pour redistribuer

leurs surplus vers les zones déficitaires pendant une période qui risque de s'étendre sur une génération. Il est tout à fait probable qu'un doublement parallèle des capacités industrielles (se traduisant par exem-ple par un doublement de la produc-tion de l'auter qui previncatait entre pie par un couniement de la produc-tion de l'acter qui proviendrait essen-tiellement des centres de production nouveaux dans des zones actuellement sous-industrialisées) exigerait, pendant une pariode équivalente, des transferts massifs de capacités de production et de produits finie et semi-finis à partir des zones actuellement indus-trialisées.

trialisées.

Il ne peut donc y avoir d'industrialisation à grands échelle dans les sones
actuellement sous-industrialisées que
si les pays industrialisés accroissent
leur production et leur potentiel de
production sans pour autant accroître
leur consommation de manière proportionnelle.

Cela a été parfaitement démontré
dans le système soviétique qui s'enor-

dans le système soviétique qui s'enor-gueillit du fait que toutes les parties composantes du système voient s'accroitre simultanément leur production brute dans le domaine industriel, alors que leur niveau de consommation

alors que leur niveau de consommation ne s'accroît que plus lentement.

La rupture de fait entre l'empire soviétique et la Chine en 1980, au-delà des facteurs politiques immédiats, est due probablement à l'impossibilité qu'il y avait à réprimer pendant une période trop longue les exigences de consommation des pays occidentaux de la zone soviétique. Le financement et l'édification de l'appareli industriel chinois qui devait servir les besoins de centaines de millions d'hommes et rattraper un retard séculaire a pesé de centaines de millions d'hommes et rattraper un retard séculaire a pesé d'un poids trop lourd sur les parties européennes du système soviétique. Il semble donc qu'il faille une certaine mesure d'homogénéité et un certain degré d'acceptation d'objectifs communs de la part de tous les agents du système de productieu pour limiter délibérément les consommations immédiates.

### Transfert de ressources et paix mondiale

A question qui se pose à l'échelle mondiale est de savoir si les zones les plus avancées et qui out déjà eu accès à des standards élevés de consommation dans tous les domaines accepteront de continuer à produire et manuel des continuer à produire et manuel des continuers accepteront de continuer à produire accepteront de continuer à produire et même d'accroître leur production agricole et industrielle pour favoriser la croissance industrielle des pays sous-développés, sans que cet accroissement se tradulse par une élévation proportionnelle de leur niveau de vie. Le bénéfice à long terme, qui n'est rien moins que l'équilibre mondial et la paix, ne paraît pas clair à tous. En eutre il n'est pas garanti qu'il soit uécessairement atteint par de tels transferts de ressources. Cependant transferts de ressources. Cependant ces transferts représentent la condi-tion sine qua non de la paix et de la tion sine qua non de la paix et de la coexistence pacifique. En tout état de cause, les refuser comporterait également des choix difficiles sur le plan des productions et des consommations. Il est vrai que l'industrialisatiou accélèrée, des régions tropicales et

équatoriales ne peut être accomplie qu'à un niveau élevé et en voie d'accordissement constant des échanges internationaux de matières premières, de produits manufacturés, de biens de consommation et de services de tous ordres. Il est également vrai qu'un refus de cette industrialisation serait à la fois cause et effet d'une contraction générale du système des échanges à l'échelle planétaire. Il est possible que la cause profonde de la crise de 1974 soit précisément due au fait que l'expansion du com-

de la crise de 1974 soit précisément due au fait que l'expansion du commerce international, qui s'était effectuée à un taux sans précédent dans l'histoire de l'humanité, était basée essentiellement sur l'accroissement également sans précédent des consommations réelles des pays industrialisés. Elle a trouvé ses limites dans l'insolvabilité des pays en voie de développement incapables de financer leurs équipements et leurs infrastructures agricoles et industrielles.

"Le cas de l'Inde est évidemment «Le cas de l'Inde est évidemment

typique à cet égard puisque près de 600 millions d'habitants étaient incapables d'accroître en termes réels leur consommation au-dessus du niveau de la subsistance. Cette insolvabilité des deux tiers de l'humanité ne peut être transformée radicalement que par un transfert massif de ressources financrimesjeri mussij de ressources judin-cières prétées à long terma. Cela avait déjà été perçu dès 1966 par le rapport Pearson et au cours des années sui-vantes par le président de la Banque mondiale.

Il y a plus grave. La saturation évidente des marchés occidentativ pour

évidente des marchés occidentaux pour ertains biens de mobilité et de consommation, comme l'automobile, a été à la source d'une concurrence eté à la source d'une concurrence destructrice et d'une distorsion géné-rale des systèmes de production qui u'ont pas pu dégager sur la base de leurs profits des ressources suffisantes pour se rééquiper et se moderniser, et encore moins s'adapter à la satisfac-tion des besoins des vastes sones sons-industrialisées.

ous-industrialisées.

Il faut donc souligner que la récession généralement observée dès 1974 dans les pays d'Occident aboutit en fait à réduire la demande effective des consommateurs occidentaux sans pour autant décrets les consommateurs occidentaux sans pour autant décrets les capacités de pour autant dégager les capacités de production qui seraient indispensables pour effectuer les transferts en res-sources réelles vers les zones sous-industrialisées. L'angmentation du pouvoir d'achat de certains nevs due à une hausse

L'augmentation du pouvoir d'achat de certains pays, due à une hausse brutale mais peut-être temporaire des produits énergétiques et de certaines matières premières, ne suffit nullement à modifier cette situation. Une modification d'orientation et un accroissement des capacités de production réelles des pays actuellement suréquipés sont indispensables : pour fournir à des prix et dans des délais raisonnables les blens d'équipement et certains produits de consommation dont out désespérément besoin des milliards d'êtres humains coincès milliards d'êtres humains coincès entre la surpopulation et la sous-

production.

Parler, dans ces conditions, d'un nouvel ordre économique mondial signifie que l'on accepte le principe fondamental de la solidarité dans le temps et dans l'espace de l'humanité à l'échelle giohale. Cela signifie que l'on envisage sans réaction de crainte une répartition géographique totalement différente des centres de production et de puissance. Cela signifie en bref que l'on se prépare à une nouvelle mutation dans ce que l'on appelle improprement l'actuelle division internationale du travail et qui a déjà subi des mutations au moins eussi importantes, mais chacune insqu'ilci s'est accompagnée d'un conflit

eussi importantes, mais chacune jusqu'ici s'est accompagnée d'un conflit armé destructeur.

Rien ne permet de dire que les jeux sont faits. Rien ne permet de prédire avec certitude si l'humanité de 1930 sera industrialisée et développée de manière équitable selou le plan géographique. Rien ue permet non plus de prévoir qu'elle ne le sera pas. La réponse se trouve non dans les perspectives des technocrates mais dans la volonté des hommes responsables de 1975.

PAUL-MARC HENRY.

fait un inventaire détaillé de tous les éléments qui ee rattachent au processus de maîtrise de la technologie. En réalité. on constate que la gamme des services lisation est extremement vaste et dépasse le seul domaine des licences et brevets l'engeneering, le contrôle des réalisations. es essais de production, la formetion, l'assistance technique pendant un temps plus ou moins long de la période de démarrage des unités, le documentation technique, les recettes et le « savoirfaire -, etc.

Toutes ces prestations de services, Indispensables é la bonne utilisation des équipements industriels mis en pteça, atteignent, dans certains cas, presque tiers du montant total de l'investissement et constituent un ensemble de surcoûts qui pèsent lourdement eur l'ampleur des ressources à mobiliser, sur le rentabilité des ments et sur le masse des efforts à déployer pour concrétiser un

projet industriel.

Mais l'ecquisition des technologies ne constitue pas eculement une cherge et un handicap pour les économies des pays du tiers-monde. Elle est pour eux, et malgré eux, l'occasion de distorsions et de gaspillages de toutes eortes, notamment dans le choix et l'adaptation des technologies à leur contexte, c'est-àdire é leurs besoins, é leure capecités humaines ou é leura ressources naturelles. De ce point de vue, le débat touchant eu choix d'une technologie plu: ou moine avancée, pour des paye controntés eux préoccupations d'emploi et au nombre insuffisant d'hommes qualifiés, a été souvent abordé en termes tronqués. Révélateur d'arrièrepensées, il aboutissait trop facilement à ls recommandation de technologies rudimentalree devant rendre impossible une En fait, e'ils ne veulent pas organiser leur propre retard et perpetuer les mêmes cilvages économiques, les pays du tiers-monde sont condemnés é suivre, pour une grande part, é la fole les choix technologiques de l'Industrie mondiale et les gammes de produits qu'elle met an œuvre tout en étant conscients qu'ila participent, an ce domeine, comme en d'autres, é une stratégia Imposée en fonction d'autres intérêts et d'eutres préeccupetiens que

Le retard technologique des pays en voie de développement impose bien d'au-tres sujétions, dont certaines tiennent à la réticence profonde des détenteurs de technologies à se prêter eu transfert véri-teble de leurs compétences et acquie sciantifiques ou techniques. La rétention de l'information pratiquée par les firmes pri-vées at organismes publics, le rafus de laisser les candidats é une tormation eccéder é certains domaines de le technique et de l'organiestion industrielle, l'hésitation é livrer les éléments de méthede dens les contrats de réalisation industrielle sont autant d'obstacles qui se dressent sur la vole da l'industriali-

C'est sur fous ces problèmes et toutes ces contraintes qu'il faut se pencher pour leur trouver des solutions moins unilatérales, el l'on veut effectivement crass les conditions d'un mellleur partage des ectivités industrielles dans le monde.

### Une réponse interne à chaque pays

JUSQU'A maintenant, cheque peys cherche, dans son univers restraint, et avec ses opdons politiques et les movens dont il disposalt des colutions pour réaliser, dans les meilleures conditions, le transfert des techniques nécessaire è son industrielisation. Les uns ont tondé de grands espoire eur l'apport des investissements étrangers qui e vite montré ses limites. D'autres ont espéré que les eccords de coopération sntre Etats de niveau de développement différent pouvalent résoudre leurs problèmes. D'autres enfin tentent aujourd'hul d'imposer é leurs partenelres industriels des contractuels qui les contraignent à des obligations de résultats qui supposent réalisé le transfert de

Il est évident que les solutions de fond. malheureusement de longue haleine, ne peuvent résulter que du développement lui-même, de l'intensité des efforts qu auront été menés dans cheque pays peur diffuser largement le formation eclenti-fique et technique et effronter, à travers l'ection volontairs d'industrialisation, les tâches techniques et concrètes qui conduisent à maîtriser le technelogie de netre

A long terme, le réponse eu défi technologique ne peut être qu'interne à chaque pays et procéders des résultats qu'il aurs concretisé dans le construction d'une économie et d'une société modernes. Nous avons, effectivement, le responsablitté de nous organiser pour dépasser le stade d'acheteur éternel et trouver dans et moyens techniques principaux de sa sion. Nous avons effectivement à devenir des constructeurs d'usines, des créateurs de techniques, des gestiennaires d'Installedons de production, des formateurs d'hommes compétents, des organisateurs d'ensembles industriels. La constitution de cette base technique autonome est certainement, pour les peys du tiers-monde, l'enleu stralègique d'un développement véritable et libéré de toute forme de domination.

A court at moyen terme, il reste que, par-delà l'action Interne menée au niveau de chacun des pays du tiers-mende, le coepération Internationale peut trouver, dans le transfert des techniques, un champ d'Intervention cà il lul est possible è is fois d'apporter une contribution permettant de hâter le moment eù l'Insuffisance des compétences et connaissances techniques cessers de hendicapor les pays en voie de développement et, en même temps, de donner plus de chance à une meilleure répartillon des activités industrielles dans le

Il Importe dana cat esprit que le droit pour les pays du tiers-monde d'obtenir le transfert des techniques à des conditions favorables solt reconnu et organisé. La technologie doit cesser d'être une merchandise vendue eu prix tort. Les pays sous-développés ont déjà lergement payé pour elder é créer les conditione favorables au développement technologique qui s'est opéré dans les pays industrielisés, et eur blen des points is sacrifice demendé é ces demiers n'équivaudrait qu'é renoncer à quelques super-

profits. Des formules doivent être recherchées pour desserrer toutes les entraves que conneît le communication des informations et compétences techniques, pour emener les « constructeurs d'usines » à leisser, eprès eux, quelque chese d'eutrs que des masses de béton et d'ecier evec un mode d'emploi rudimenteire, pour enfin elder effectivement à feire face eux be-seins massifs de formetion technique que

euppose l'industrielisation, Qu'il s'agisse d'aménager des conditions moins mercantiles à le fourniture des bravets et licences, de rassembler les informations eciendfiques et techniques pour les rendrs eccessibles é tous, d'organiser plus efficacement le fermetion des es, eu de conceveir des types de contrats de réaliestion industrielle répondant à le naturs des problèmes du tieremonde, dans tous ces demeines des Ini-

Il faut ici souligner que les mécanismes et les règles neuvelles qui peurralent être mis en place pour améliorer les conditione de transfert des techniques ne constituent pas des eventages à esns unique que consentiralent les pays nantis. La contrepartie existe, ne serali-ce que par l'em pleur que pourraient prendre alers les

Une technologie moins chers, l'eccès plus facile su fonde de conna accumulées et un concours véritable à le constitution d'une base technique na tionele, tels paraissent àtre les trois aspects essentiele sur lesquele l'effort d'imegination et l'esprit de coopération delvent e'exercer al l'on veut réellemen fsire evancer, dans l'ordre international, les solutions eu problème fondamenta que pose le parlage du monde en pays

ricbes et pays pauvres. S'Il n'est pas réorienté, rationalisé et facilité, le processus de transfert des technelogies tel qu'il est pretique de nos joure ne contribuera qu'à perpetuer, fût-ce sous d'eutres formes, cet éternel clivage tions d'inégalité dont li ne faut pas s'étonner, elera, qu'un jour à l'eutra, eigus.

K. ABDALLAH-KHODJA.

(1) C'est, entre autres, la signification qu'it faut attacher aux contrate de réalisation e produit en main » pratiqués par l'Algérie.

# Nouvelle vision du transfert des techniques

(Suite de la première page)

Pour utiles que de telles emerces puissent être, elles ne cerrespondent pas à catta industrielisation dont veulent les pays du tiers-monde et qui don assurer la mis en place d'un tissu industriel diversifié et cohérent, seul capable d'établir les assises d'un développement réel, généra-

Oi ce n'est que dans ce cadre, et avec une telle vision, qu'une nouvelle répartition internationale des ectivités industrielles (et l'enrichissement des échanges qu'elle induit) peut prendre tout son sens. Quoi qu'il en soit, ces démarches, par tielles ou plus systématiques, impliquent que les conditions solent réunles pour que pulsse, effectivement, e'opèrer un Isrge transfert des techniques des pays industrialisés qui les détiennent vers les pevs en voie de dévaloppement qui en ont un besoin impératif pour réaliser leurs embitione d'industrialisation et, plus généralement, de progrès économique.

C'est un fait que, durant les décennies écoulées, les pays du tiers-monde n'ont pas reussi, dans l'ensemble, é diminuer l'écart technologique qui les sépare des pays riches et à ecquarir les capacités scientifiques et techniques suffisantes leur permettant de valeriser le plus rapidement, dans les mellleures conditions et sans sujétions extérieures, leurs potentialités éconemiques et humaines. L'acculsitien de la technologie et la maîtrise de ses processus et de son progrès resarquees du même sceau des rapports inégaux qui caractérise les relations économiques International

Les conditions dans lesquelles sont aujeurd'hul ecquises les techniques et les compétences industrielles constituent, en réalité, autant de freins à l'industrialisation réalte et rapide des pays en voia de

Longtemps transférée gratuitement au cours de l'histoire, le technologie est devenue aufourd'hui une marchandise vendue à un prix excessif per un groupe de pays dominents qui exerce pretiquet en le matière, un véritable monopole. En 1970, sur les copt cent mille brevets ayant fait l'objet d'un dépôt dana le monde, 60 % appartiennent é un groupo de sept

Considérée comme une marchandise négociable sans autre timite que le rapport des forces du marché, les brevets et licences cédés aux pays du bersmonde sont, en fait, source de profits le plus souvent inespérés parce que les recherches euxqueiles lis ont donnà lieu ont délè été amorties sur les ectivités qu'ils ont suscitées dans les pays indusrialisés. La vento de ces brevets et licences eux pays en voie de développement se trouve sinal alimenter la constiution de super-bénéfices ou les fonds des recharches nouvelles qui vont conso-Ilder le demination technologique des paye riches et des trop puissantes firmes multinationeles. Déjà, voilà cinq ens, le coût des importations de technologie par les pays en voie de déveleppement étalt estimé à 1 milliard et demi de dollars. On avence, pour le fin de le décennie, des dépenses d'Importation de ca chef qui pourraient etteindre ou dépesser 20 milliarde de dollers, du fait à la fois du volume des investissementa ettendus dans ces pays et de l'élévation continue

La polds des charges subies par les pays du tiers-monde pour le transfert des techniques epparaît plus clairement et l'on

du coût des prestations.

# et ses investissements à l'étranger

Par PETER VON SIEMENS \*

Mais l'industrie electrique ne doit pas être seulement considérée comme un moteur de croissance quantitative. Certes, celle-ci est nécessaire pour que les grandes tâches de l'Etat et de la société puissent s'accomplir. Mais — et cela tra-duit un changement de conception — la croissance pour lo craissance ne peut plus être lo devise d'une politique industrielle consciente du futur. Avec raison, M. clenry Ford II, petit-fils du fondateur et actuel président de Ford, saulignoit que les onnées 50 avaient êté consacrées à reconstruire les économies ruinées par le guerre et à rattraper les retards accumulés. Les années 60 ont amene un bien-être jamais atteint pour de larges couches de population, accompagné cependont de menaces préaccupantes sur l'environnement. Les années 70 et 80 oppellent une consolidation de l'ecquis, mais, en même temps, exigent la réalisation des grandes infrastructures qui peuvent procurer à notre existence un environnement plus sain et plus vivable, et une meilleure qualité de vie. Pour cela, ce n'est pas tant des impôts plus élevés ou une burequaratle plus étendua qu'il fout, que de nouvelles innovations industrielles, c'est-à-dire de nouveaux procédés et des nouveaux produits pour les besoins individuels et

L'industrie électrique o pris en charge spécia-

lement les tâches correspondant à sa vocation. Citons seulement de nouveaux projets de tronsports respectant l'environnement, les innombrables travaux dans le domaine de l'automatisation, des techniques de mesure et d'analyse pour l'approvisionnement en eau potable, le contrôle de qualité des eaux, les installations de commande de recycloge des eoux usées et des déchets industriels et leur régénération, ainsi que le contrâle et la

suppression de la pollution de l'alr. Les fabrications modernes de l'Industrie électrique exigent des marchés étendus, Pour le fabricotion de pièces unitoires hautement techniques absorbant beaucoup de copital — centrales électriques complètes, erdinateura géants, systèmes de télécommunications — le constructeur paut ne pas se limiter ou seul marché Intérieur, mais peut intervenir à l'échelle mondiale. Les dépenses élevées de recharches-développement (R-D) obligent l'entreprise à se tourner vers un grand nombre de pays. Ainsi, pour développer de nouveaux systèmes de télécommunications, il fout Investir plusieurs centalnes de millions de marks, des budgets de R-D du même erdre s'imposent dans l'Informatique ou l'énergie nucléoire. Ces coûts ne sont couverts que pour un volume de production qui, en règla générole, dépossa nettement le besoin d'un seul marché. De leur côté, les techniques

avancées de production, bien évidemment, extgent de grands morches. Dans de nombreuses productions de masse, la production optimale excède lo capacité d'obsorption du seul marché

Pour toutes ces raisons, l'orientation internationale et l'implontation extérieure s'imposera pour de larges secteurs de l'industrie électrique. L'expérience a montré que l'activité Internationale ne peut reposer sur la seule expartation. La maitrise des marchés exige d'autres formes d'oction et, en premier lieu. l'installation d'unités de production à l'étranger; ces dix darnières années. L'industrie électrique o été emenée à des investissements accrus à l'étranger. Dans la futur, les marchés étrangers donneront une importance grandissante aux politiques d'investissements.

Les investissements des entreprises internation nales présentent un ovantage pour les pays d'accueil, et particulièrement dans le cas des pays en voie de développement, dans lesqueis ce n'est pas seulement le copital qui manque, mais oussi le sovoir technique et l'expérience industrielle. A la différence de l'aide financière bilatérale ou multilatérale, les investissements directs des entreprises internationales ne se réduisent pas à l'importation d'équipoments, mois comportent en outre le transfert de technelogie, lo formation et l'emploi de personnels notionaux, y compris l'encadrement technique, enfin l'insertion de la production et de la vente dans un réseau d'entreprises opérant à l'échelle mondiale. Por là se trouve favarisée l'Industriolisation reconnue comme Impérative de ces pays, mais oussi leur intégration dans la moderne division internationale du travail. Dans beoucoup de poys d'Amérique latine ou d'Asie, il n'existerait encore aucune industrie électrique significative si les firmes étrangères n'en avalent créé les premiers fondements, assurant ainsi les conditions pour une industrialisation outonome.

Du fait de l'interpénétration sans précédent des pays et des continents, le déveleppement futur de l'industrie électrique dépend plus que jamais du fonctionnement efficace de l'économie mondiale. Celo suppose ovant toute chose que soient surmontées les sévères difficultés qui se monlfestent dans lo confrontation accrue entre poys exportateurs et pays importateurs de motières premières, pinsi que dans la désintégration des marchés. Très porticulièrement, l'éclatement du Marchè commun européen oureit des conséquences très dommageables pour l'industrie électrique, ainsi que pour bien d'outres branches industrielles. Les gouernements devroient, pour cette raison, ne rien ménager pour souvegarder de libres relations économiques dons le monde.

Président du Conseil de surveillance de Biemens

Dans co récit d'une a expérience politique »,

Kominform (burean d'information des partis communistes d'Europe orientale, de France et d'Italie) devatt avoir à sa tête un homme de poids et d'expérience. Togliatti, qui avait long-temps travallié au Komintern (la III 'Interna-tionale), avait les qualifications requises pour

occuper le poste. L'intéressé fit la sourde oreille. Togliatti, L'intéressé fit la sourde oreille. Togliatti, affirme sa compagne, Nilde Jetti, dit qu'il se refusait à reconstituer l'internationale parce que, pour le meuvement ouvriet, « les voles devaient uécessairement être différentes ». Bref., selon ce témoignage, dès 1950, le leader italien croyait à la nécessité du polycentrisme qu'il aliait défendre publiquement six aus plus tard, à la faveur de la déstallaisation. De plus, le climat de l'époque devait inciter à la prudence un dirigeant aussi avisé que lui. Le Keminform uvait alors pour tàche première, sinon unique, de dépister et de dénoncer les titistes ou préteudus tels. Togliatti n'avait certes aucune sympathle parti-Togliatti n'avait certes aucune sympathie parti-culière pour Tito. Les deux hommes s'étaient violemment heurtés, directement ou indirecte-ment, au sujet de Trieste ou encore à propos de la politique des communistes Italiens. Lors de la première session du Kominform, les délégués rougoslaves avaient accusé les communistes occi-dentaez d'avoir failli à leur devoir en ne saisissant pas la chance de révolution qu'offrait la libération. Les dirigeants communistes français requrent la réprimande sans trop broncher mais

Por BERNARD FERON

bime Desanti évoque naturellement ses états d'ame. Toute antobiographie est subjective. Regie-t-elle an passage quelques comptes avec des personnages qui, Jadis, lul en imposèrent on la traitèrent uvec désinvolture? Plusieurs portraits gardent sans doute des traces de ressen-timent. Du moins la mémorialiste s'efforce-t-elle de tenir la passion à l'écart du jugement, de bros-ser un tablean nussi nuancé que possible d'un période et d'un meude qu'elle pourrait être tentée de rejeter d'un bloc. Elle essaie de com-prendre aujeurd'hul pourquol des esprits froide ent admis l'urationnel, justifié des théories scientifiques qui n'ent rien à voir nvec la science mais que l'autorité suprême déclarait irréfutables

V d de l'extérieur, en pleine guerre froide, le bloc communiste paraissait monolithique et l'homme communiste, tont d'une pièce. La diversité, pour la plupart des ebservateurs, est venne lorsque Khrouchtehev a commence à dire que tont n'allait pas pour le mieux. Le chet de l'U.R.S.S., en 1956, n'a pas créé les contradic-tiens; il les a d'abord déveilées. Le livre de Mme Desanti moutre comment, du temps de Staline, les divergences n'étaient guère moindre qn'anjourd'bul. Des affaires éclataient : la rébellieu de Tito; l'épuration de nationalistes eu de sionistes à l'Est, l'exclusion de Marty et de Tillon en France. Ces tempètes étaient d'au-tant plus spectaculaires qu'on ne sentait pas le vent qui souffiait le reste des jeurs.

Mme Desanti détruit une autre idée reçue, à saveir que tous les dirigeants, sinon les militants, étalent parfaitement au courant de tout, qu'ils étaient dans le secret de Staline et que, au melus jusqu'au moment où certains d'entre eux s'étalent décidés à rompre, ils appliquaient consciemment la stratégie définie au Kremliu. L'ancienne journaliste de l'Eumanité indique que, même à l'écbelon le plus éleré, les posi-tions étaient beaucoup plus variées. Rares étaient les chefs qui connaissaient plus généralement, ou étaient en mesure d'apprécier, les desseins de

punes vol Suc Rep trer Thi

amér

ment L'ort

tions

vingt-forme

récon

tripar tions

mis e

entier

l'abject

PEUT

E graien ponse nstitut

rospect sous-ter l'égalité

Une

dent exi présents cun un s

tion dans Tous de M. Kissi

ni l'un r

sous des ment à Paris. Le vietnamie

directeme

tion de faisait ret

GI

RAO.

D

€,.

P LOS révélateur encore est le parallèle des P deux T — Thorex et Togliatti — que fait l'auteur. En apparence, les chefs des deux partis cemmunistes les pins puissants d'Europe occi-dentale ent counu le même destin. Ils ent vécu à bloscon quand leur parti était claudestin. Ils ent été au pouvoir à la même époque et en ent été chassés à pen près en même temps et ils sont morts l'un et l'antre pendant l'été de 1964. Mais là s'arrête la ressemblance. Le « fils du peuple s. Farrex, s'epposait à l'intellectuel Toglizti. Le Français dirigeait le parti le plus solidement erganisé, l'Italien, le plus nombreux. Le premier plaisait à Staline, le second l'intriguait. Jamais personne ne songea à écarter le secrétaire général du parti communiste français. Le ébef du parti communiste Italien était contesté par les siens. A ce propos, Mme Desanti a rassemblé les témeiganges parfels discordants qui ent été publiés sur l'épisode curieux de Togliatti et du Keminferm. Arrivé à Moscou en décambra 1950 pour se solgner, le sentétaire général du parti Italien rencontra Staline. Le dictateur soviétique expliqua ce qu'il attendait de lui. Le

fis n'oublièrent pas l'eutrage, Ainsi s'explique, probablement, l'ardeur avec laquelle ils se lan-cèrent dans la bataille antititiste lorsque, de donneur de leçons apprenve par Staline, Tite fut relègué au banc des excommuniés. Togliatti réagit avec plus de retenue. En tout cas îl avait le souci de ne pas figurer parmi les chasseurs

Surtout il devina d'emblée la portée de la manœuvre. Sous prétexte de lui confier d'exception-nelles responsabilités internationales, on voulait l'éleigner de l'Italie. « On », c'était Staline, bien l'élegner de l'Italie. « On », c'était Staline, bien sûr, qui sans dente s'irritait de laisser le premier parti communiste de l'antre eamp aux mains d'un homme insuffisamment contrôlé. C'étaient uassi la plupart des dirigeants italiens de l'époque qui fureut consultés et firent pression sur leur chef pour qu'il accepté la proposition de Staline. Le « vienx s eut le sentiment que ses camurades ne seraient pas mécontents de la débarrasser de la let.

C ETTE affaire éclaire la suite des événements et l'attitude des partis français et italien lors de la grande crise de 1956. Dès le printemps lors de la grande crise de 1950. Des le printemps de cette aunée, les militants du parti communiste italien étalent mis au courant de la dénoneiz-tion du « cuite de la personnalité ». Togliatti savait qu'il était vain de garder le secret sur savait qu'il était vain de garder le secret sur les crimes de Staline. Therez, lui, était indigné par l'attitude de Khrouchtchev, qui avait jeté de la beue « sur nous tous ». D'autre part, le secrétaire général du parti communiste français u'attendait rien de bou du polycentrisme : « S'entendre dans la diversité comme le demande-Togliati, c'est un art que l'Eglise connaît. Elle a deux mille ans alors que ueus sommes à peine a deux mille ans alors que ueus sommes à peine majeurs. » Les événements de Pologne, et plus encoro de Hongrie, allaient accroître les divergences. L'Unita publia le premier discours pronoucé par M. Gomulica après son retour an pontoir. L'Humanité ne le fit pas, parce que « plusieurs passages de ce discours se trouvent en coutradiction evec les thèses de notre XIV congres ». Les dirigeants français condamnèrent « le mouvement contre révolutiennaire » ut contre révolutiennaire a à Budapest. les Italiens déplorèrent le drame et regrettèrent l'intervention soviétique qu'ils ju-geaient pourtant « inévitable ».

Ces troubles appartiennent déjà à l'histoire uncieune. Ceux qui en souffrirent le plus — pour la plupart des intellectuels — ont quitté le parti. Ils l'ont fait avec d'autant plus de déchirement qu'en s'engageant dans le mouvement ils avaient di in s'englagent dans le mouvement les avaient fait le vide autour d'eux. En revanche, affirme Mme Desanti, la majorité des adhérents des années 70 « gardent nu parti commu-niste français l'attitude « normale » des adhérents des nutres partis (radical, socialiste P.S.U.) envers l'apparell ». C'est une histoire ancienne, certes, mais qui a laissé des traces toujeurs visibles. Cetui qui l'Ignore risque de mai comprendre les attitudes et réactions diverses des partis communistes aux événements qui,

(1) Dominique Desanti, les Staliniens, une expérience politique, 1944-1951. Ed. Fayard, Paris 1975, 385 pages, 49 F.

# LE TÉMOIGNAGE DE JEAN PASQUALINI

# L'univers pénitentiaire chinois et la pensée de Mao

Parisonnier de MAO, que nous avous brièvement commenté dans sa version anglaise, vient de paraître aux Editions Gallimard (1). C'est l'occasion de revenir sur un sujet controversé : les prisons et les camps de travail en Chine populaire.

Né d'un père corse et d'une mère chineise, l'auteur, Jean Pasqualiul, fut arrêté en 1957 à Péirin, où il avait toujours vécu. Il fut reisché en 1964 après l'établissement de relations diplomatiques entre la France et la Chine. De centres d'interrogatoire en cellules et en femmes d'Etat, il décrit ses éprenves et nous introduit dans l'univers pénitentiaire chinois.

Nul n'attendra qu'un ex-prisonnier en fasse une peinture idyllique, et certains passages uniront à l'image de marque du régime maoïste. Bien des lecteurs occidentaux trouveront choquante la rigueur avec laquelle sont punis l'adultère et l'homosexualité. L'utilisation des prisonniers comme cobayes pour tester des caliments de remplacement » suscitera un sentiment semblable (2). ment semblable (2).

La parution de ce îlvre, notons-le toutefois, s'inscrit dans un contexte équivoque. Après trois années d'exotisme politique où il fut de bon tou d'encenser la Chine, la dénigrement est de

à 5 % le nombre des Chinois opposés au socia-lisme. Comme îl y a sept cents millions de Chinois, ils avancent le chiffre de trente-cinq millions de détenus. Le régime aurait alors réussi à emprisonner tous ses adversaires.

Rappelons que tous les textes officiels chineis Rappelons que tous les sexus dificies chineis posent en principe intangibla que seule une e infime poignéa » de gens doit être réprimée. Constatons néanmoins que, sur co sujet comme sur d'autres, en ne donnant aucune informa-tion, les autorités de Fékin laissent le champ libre aux accusations de leurs pires ennemis.

A sinologie française fait encore pâle figure

à côté de son bomologue américaine et
même de sa voisine britannique. Notre retard
en ce domaine tient peut-être à la domination
longtemps exercée par diverses sommités que la
révolution de 1949 laissa orphelines. La guerre
froide et le conflit sino-soviétique curacinérent
des attitudes hostiles, et les études chinoises
mirent des années à se dégager d'un incroyable
échevean de préjugés et d'idées fausses.

Alain Penne retressait purples lament le circu

Alain Bouc refuserait probablement le titre de sinologue. Il n'en a pas moins joué un rôle personnel important dans cette évelution. Ses articles du Mondo out rendu la Chine familière

Par JEAN DAUBIER

neuveau à la mode. D'autre part, le succès des œuvres de Soljenitsyne a rendu le public réceptif au thème de l'univers concentrationnaire. Certains tentent dene — comment s'en étonner ? — d'exploiter commercialement cette sensibilité. Découvrir un Soljenitsyne chinois, quelle aubaine

M. Pasqualini est probablement exempt de ces arrière-pensées. Il a simplement voulu témelguer. C'est pourquei, au-delà eu en dépit des calculs et des manœuvres qui en accompagnent la publication, son livre n'est pas accabiant. L'au-teur est sans amertume, le style est serein. Parfois, délicatement, la suggestion afficure que l'épreuve a fait de lui un bomme nouvean et peut-être blen, somme tonte, au sens où l'entend le maoisme. M. Pasqualini admet, d'autre part, le maoisme. M. Pasquauni admet, d'autre part, la validité des accusations portées coutre lui par ceux qui l'arrétèrent. Anssi l'ouvrage atteint un scali de crédibilité supérieur à ceiui des récits de réfuglés que des scribes américains composent

L ES communistes chinois prennent très nu sérieux la rééducation des détenus. En prisou comme ailleurs, le travail idéologique, la refente de la pensée sont des objectifs premiers. La torture n'existe pas, ul même les insultes. Contrairement à co qui se passe dans le mende concentrationnaire soviétique, let gardiens ne concentrationnalire soviétique, let gardiens ne sont pas corrompus. Sur tous ces points, la Chine sontient avantageusement la comparai-son avec bien des pays. Seleu l'auteur, c'est la faim que le prisonnier ressent le plus durement. Il fant cependant souligner qu'une grande partie de la détention de M. Pasqualini se place entre 1958 et 1962, années de restrictions générales dans

Contrairement à ce qu'on lit sur la conver-ture, les autorités chinoises ne nient pas l'existence de lieux on de camps de détentien (il s'agit souvent de fermes gérées par le ministère de la sécurité) en s'effectue la « réforme par le travail manuel » (Lao Kal). Celle-ci conrévolutionnaires et des criminels de droit commun à l'issue d'un jugement --- mais, selon M. Pasqualini, le procès n'est qu'une fermalité.

Il existe ensci une e rééducation par le travall manuel » (Lao Jiao) qui touche des cisifs en des gens tenus pour indisciplinés. Ceux-ci sont astreints au travail pendant de brèves périodes, mais sans jugement. Leur cas est moins grave et Us ne perdent pas leurs droits civiques. Toute personne ayant vécu en Chine est au courant de ces pratiques. Des lois les réglementent. Elles eut été publiées très officiellement dans le Quo-tidien du pouple, le 26 août et le ? septembre 1954, ainsi que le 4 août 1957.

Dans quelles conditions s'exerce ce travail Dans quelles conditions s'exerce ce travall ebligatoire? Le récit de Jean Pasqualini fournit des éléments de réponse dans les limites de tout témolgnage individuel. Combleu de personnes y sout soumises? On l'ignere. Pésin no publie aucune statistique. En 1957, l'ONU diffusa le chiffre de vingt-cinq millions, mais sur la foi d'un document de Taipeh. Certains Américains s'appuient sur une déclaration de Mao qui estime

aux Français. Il a su également meutrer l'originalité de ses structures sociales et de sa poli-tique. Il public aujourd'hui un livre consacré à Mae Tse-toung qui apporte nne nonvelle contribution à la connaissance du socialisme

L'auteur retrace d'abord la vie du président. Avec son personnage, il remonte minutiensement l'histoire de la révolution et nons offre un bon-précis. Car, sérieuse et appliquée, cette première partie ne saurait suffire à distinguer ce livre de la foule de ses semblables.

Alaiu Bouc donne sa vraie mesure dans la seconde partie, où il analyse la philosophie de Mae Tse-toung. On remarque le style limpide des pages consacrées à ces concepts fondamentaux du maoisme que sout la contradiction, le peuple, la démocratie, la dictature. Elles tran-chent agréablement nvec le jargen gauchiste et plus encore avec les textes pâteux de Pékin-

« Un cadre doit rester un bomme du peupls, sortir de son bureau, Cette idée, Mao Tre-toung l'a défendue teute sa vie. » L'auteur insiste justement sur co trait fondamental de la pensée du fondateur de la Chine nenvelle. Ce rappei n'est pas inutile si l'en souge à l'ardeur maniaque que mettent certains à le présenter comme le chel omnipotent d'un régime bureaucratique. Il attire aussi l'attentien sur l'importance que revêt la morale communiste à ses yeux. Ce trait nous paraît également fort caractéristique. Accompagné de citations inédites, de tertes et d'encadrés blen choisis, co livre est capable de rivaliser avec les nombreux ouvrages en anglais que Mao Tse-toung a déjà inspirés.

Sur un peint qui n'est pas mineur, il décoit pourtant. Dans l'introduction, Alain Bonc annonce qu'il ne s'interrogera pas e aur tout ce qu'a dit ou fait Mao Tse-toung, mais sur ce qu'il a dit et fait qui peut intéresser les Occidentaux s. On espère alors une large analyse de ce qu'il y a de particulier et d'universel dans la révolution et mineire. L'anteur per la particulier peut interesser le particulier et d'universel dans la révolution et mineire. L'anteur per la particulier peut la la révolution et mineire. lein. Le sous-chapitre intitulé L'Occident et la guarre populaire esquisse bien une possible ana-logie entre les maquis français et la guerre du penple en Chine, mais, eutre que les différences devraient être souliguées, il ne dit pas comment et pourquoi la référence uux théories maoistes de la guerre pourrait enrichir les enseignements historiques de la Résistance.

Pour un envahisseur, en effet, la perspective de se heurter au soulévement massif de la population n'est-elle pas la dissussion suprême? Et l'Europe est-elle à l'abri des invasions? Ce débat méritait au meins d'être amorcé.

(1) Prisonnier de Mao, par Jean Pasqualini, uvec la collaboration de Rudolp Chelminaki, colloction Témoins, Gallimard, 339 pages, 45 F.

(2) Même si cela eut lieu en 1960 sous la pression d'une grave disette qui avait poussé les scientifiques chinois à créar des ersatz, comme le précise le livre. le précise le livre.

(3) Mao Tse-tonng on la Révolution appro-foudle, par Alain Boue, Editions du Seuil, collec-tion Combats, 266 pages, 35 F.

● L'ambassadeur des États-Unis et Mme Kenneth Rush ont donné une réception le 11 février dans les salons de leur résidence.

● A l'occasion de la clôture de l'exposition ∘ l'U.R.S.S. et la France, les grands moments d'une tradition », M. Stepan Tchervonenko, ambassadeur de l'Union soviètique, a offert une réception le 17 février.

● M. Louis Joxe, président des Amis

eception le 17 tevrier.

M. Louis Joxe, président des Amis de la République française, a donné une réception le 19 février en l'honneur du corps diplomatique.

L'ambassadeur de Nouvelle-Zélande et Mme Paul Gabitas ont cottest une pécution le 21 février en contract une contract offert une réception le 21 février en l'honneur de M. Rowling, premier mi-nistre de Nouvelle-Zélande.

 A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur du Koweit et Mme Fai-sal S. Al-Mutawa ont offert une reception le 25 fevrier.

 A l'occasion de la sixième session du Comité gouvernemental yougoslavo-

Particulier vond eu VESINET (proximité R.E.R.) BELLE DEMEURE XIX' siècle 12 pièces Aménagement intérieur de qualité grand standing Porc boisé de 3 500 m2 Pavillon gardiens Garage 2 voitures Tël, (le matin): 966-17-63

français de coopération économique, industrielle et technique. M. Nijez Disdarevic. ambassadeur de la Répu-blique socialiste fédérative de Yougo-slavie, a donné une réception le 25 fé-

NECROLOGIE

Nous avons appris le décès de
M. Roger Lescot ancien ambassadeur de France, survenu le 3 février à Paris.

Le Département

des Relations

de Citroën

Champ-de-

Internationales

Mars, 6/10, rue de

la Cavalerie, 75015 Paris,

Filiale de Ventes directes

Citroën créé, particulièrement,

de la S.A. Automobiles

Dans les revues..

El LA NOUVELLE REVUE SOCIALISTE comsacre son cinquième numéro aux relations internationales. Organs politiqus et entiurel du parti socialiste, elle manifeste ainsi, avec un intérât asses nouvean pour la politique étrangère, que calui-ci n'entend pas se laisser absorber par la seule politique intérieura. Le doctrine, du moins les grandes orientations, sont expoéses dans une intervention de M. F. Mitterrand. Mais il ne s'agit, dans ce numéro, de rien de moins que

d'une véritable théorie, la « probléma-tique » des relations internationales étant posée en introduction nux études particulières qui forment un vaste pano-rama actuel, développé du Fortugal à la Palestina. Ce dernier problème est le plus largament traité avec deux articles d'Alsin Touraine et surtout, reproduit et com-menté par lui, un important entretien qu'il u en à Beyrouth avec deux respon-sables palestiniens (n° 5, mensuel, 8 eu 16 F - 12, cité Malesherbes, Paris).

à l'intention de Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et des Organismes Internationaux. se tient à

leur entière disposition pour tout renseignement

qu'il leur plairait d'obtenir.

CITROËN CHAMP-DE-MARS S.A. Télex:TT CTTRO-24833 - Tél. 567,99.20 - 783,52,76

CITROEN \*

POLITIQUES MEDITERRANGENNES POLITIQUES MEDITERHANERNES, nouvelle publication de la Scolété africaine d'édition de Dakar, traitsra chaque mois, sous forms d'articles de fond ou de dossiers, des graude prohièmes politiques, économiques ou sociaux des pays du basein méditerranéen. A noter dans ce premier numéro un important dossier sur l'algérie présenté par Bruno Etlenne (n° 1, janvier 1975, mensuel, 28 F – 32, rue de l'Echiquier, Paris).

El Sous le titre « Energie : qui décide en Belgque », LA REVUE NOUVELLE, éditée en Belgqua, consacre son numéro de février 1975 à de solides études qui traitent du pétrole, du gaz, du charbon, de l'électricité et de l'énergie annésire semble de la société belge (tome LNI, nº 2, février, Meusuel, 25 F - 365, avenue Van-Velxem, Brurelles).

AFRIQUE DIPLOMATIQUE affirme, iams son premier numéro, sa vocation de mensuel d'information international plus médicalement company aux relations de mensuel d'information international plus spécialement consacré aux relations de aux organisations interafricaines. M. Euri Waldheim y commente le rôle des Nations unies face aux grands problèmes de l'époque (nº 1 et 2, février-mars 1975, mensuel vendu uniquement par abonrement. B.P. 313, Le Lignon, Suisse, publié en français et en anglais).

en français et en augiais).

5] c Revue socialiste de culture négrocaticaine », ETRIOFIQUES vient de faire
paraître sa pramière livraison où M. Léopoid Sédar Sanghor, président du Sénegal.
chantre de la négritude, expose la vocstion de cette uouvelle revue africaine qui
s'adresse en premier lieu à tous les Africains, uoirs et biancs, et aux membres
de la disapora noire. Les problèmes du
monde noir y seront traités à la fels sous
l'angle politique, éconemique et culturel.
Au sommaire du premier numéro, un
article de Samir Amin sur « l'Autogestion
yougoslave et le dévaloppement africain »
(n° 1, janvier 1975, 23 F - Grande Imprimerie de Dakar, R.P. 262, Dakar).

-

7 7 7

1 Secret

ومعينه

# A L'ORIGINE DE NOMBREUX DÉCHIREMENTS

# L'Asie, les illusions de Roosevelt et la synthèse de Yalta

Y ALTA a toujours constitué un débat occidental, centré sur l'Europa. Et pourtant, Yalta fut blen une eyn-thèse globale intégrant l'Asie orientale dans les accords secrets et les ententes tacita a auxqueis parvinrent les Trois Grands en tévrier 1946. Il faut réintroduire le perspective asiatique pour ealsir toute la algnification historique de Yalta. Pour comprendre sussi is orise permanente, depuis trente ans, dans les relations entre les Etats-Unie et l'Asia de l'Est.

Yalta, où se nouèrent les dilemmes de la politiquo des Etats-Unis, fut, en effet, un double échec pour le président Roosede cooprospérité asiatique «, instaurée par l'impériatisme japonais, par una nouvella tion colonials devait trouver une solution progressive pendant que la Chine accéde-Bien que le protocole da Yaita sur la tutalla eit exclu toute référence précies

européennes avaient au cours de la guerre perdu le contrôle, la question indoc fut blan à l'ordre du jour, te 9 févriar 1945, veit et Staline (1). Elle fut aussi l'objet qui rejeta énergiquement la proposition faite par Roosevelt d'Instaurer un Conseil do tutelle internationale sur la colonia française. Staline, qui considérait déjà l'indochine comme une région très importante, approuva sans réserve le projet niqua, la protocole de Yalta eur la tutella ne se référait plue qu'aux territoires alore sous mandet, à ceux qui devaient être pris é l'ennemi é la suite de la guerre, rement sous le système de la tutelle par les Etats responsables de laur administration . Ainsi, si l'Indochina devait être placée sous un régime da tutella inter-nationale, c'était é la France de le pro-

La limite de l'anticolonialisme américain

CETTE décision da Yaita devait avoir des implications politiques d'une portée considérable sur l'avenir de l'Asie du Bud-Est. Car ce fut précisément autour du statut futur da l'Indochine qua se nous alors la question coloniale. Et si la colonialisme allait eurvivre, ce fut par le biels de l'Indochina. Le problèma n'aurait plus mérité da débat ni de réflexion si les Etats-Unis n'avaient pas pratiqué durant la querre une certaine politique enficolonialiste, si Roosevelt jui-même n'avelt pas attachà une importance particullére à l'indépendance da l'indochine, at si enfin les Etats-Unis, de par laur prééminence incontestée, n'avaient pas été en posidon d'influencer da manière décieiva la coure des choses dans cette Après Yaits, ràpondant le 23 février 1945

à une question da le presse eur le statut da l'Indochine, Roosevelt résuma einsi l'état da le question : « Pendant deux années antiéres, la ma suis terriblement trecassé à propos de l'indochine, J'en al parlé à Chiang au Caire, à Staline à Téhèran, lia aont tous deux d'accord avec moi. La France sa trouve en Indochine depuie queiqua cent ans. Il y a un sentiment qua les indochinois devraient accéder à l'indépendance, mais qu'ils na sont pas prats pour cela. Jal suggéré à Chiang composée d'un Françaia, d'un ou daux Indochinois, d'un Chinois et d'un Russa, côte (pacifiqua), peut-être un Philippin et vn Américain — pour préparer les indochinoie é l'Indépendance. Cele nous e pris quinze uns pour le faire aux Philippines. Staline aimait l'idée, le Chine aussi. Maie les Britanniques ne veulent pes an entendre parter. Cele pourrait faire écladevelent a'occuper de leurs affaires et, éventuellament, obtenir laur Indépendance. les Birmans demanderaiant la même chose à l'Anglalerre. Les Français ont manifesté leur intention de reprendre l'indochice, maie ils n'ont trouvé aucuce embarcation pour y achaminer leure troupes. Cela doit rendra les Britanniques fous furieux... Mieux veut na pas bougar en ce moment = (2)

Si les Intantions de Roosevelt n'avaient rien da très précis, la projet da tutella sur l'Indochine e'inscrivait, suivant l'optiqua américaine, dans le cadre du système général de la tutelle internationala concu pour résoudre de manière progressive la question coloniala, aussi blen que du prola Corée. Appliquée é l'Indochine, le tulalle devalt étre una formule test, alnon exemplaire, da ce nouveau système. Préperé par la aoue-secrétaire d'Etat Sumner Walles, co-auteur de le charte atlantique, dés la printamps 1942, le projet de la tutello internacionale avait fait l'objet de convarantions interalliées auccessives. mais aussi de l'opposition continue des Britanniques. Car, en Asie du Sud-Est. le projat américain sur l'Indochine risquait de taire écleter tout l'édifice colonial des

pulesances européennes. C'était le raison pour laquelle, selon Patrick Hurley, détenseur zélé de la politiqua asiatique de çais et les Hollandale se coalisaient pour prévenir l'établissement d'une tutelle Inter-

En luttant pour les positions françaises en Indochine, les Britanniques ne défendaient pas seulement leur ampire chancelant, dont la brècha avait été ouverte par le panasiatisme japonais. Ils étalent conscients de défendre encore et surtout l'équilibre européen en vole da rupture par l'effondrement des puissances tradnelles et par la pesanteur grandissante de l'Union soviétique sur le Vieux Conti-nent. Churchill, dont Rooseveit disait souvent qu'il avait « l'allure même du statu quo «, savalt, par ses leçons d'histoire, que la France représenteit toujours le darnier barrage en Europe devant la montée des périls. Il fallalt absolument restaurer le France, considérablement affaiblie par le guerre, dans eon statut permanent de grande puissance et donc défendre le teuration de eon empire. L'indochina traditionnelle et coloniale.

Cependant, à la place d'une vaine rechercheit an fait un partaga des res-ponsabilités et des zones d'influence avec les Etata-Unis. Projetant un long règne de stabilité en Asia orientale, avec l'extension du contrôle américain sur le Pacifique, Il souhaitait engager les Etats-Unis eur cette région avec la Grande-Bretagne en acceptant, seion Antony Eden, «les memes responsabilités que celles des Européens et l'abandon de tous les projets da tutella Internationale sur les colonies européennes (4). Une entente tacite était-elle scellée, autour de Yalta, entre Britanniques et Américains eur la dallmitation des zones d'influence eur cette partia du monde ? Una sorte de « deal « qui donnerelt aux Etets-Unie l'influence majeure sur le Jepon, la China et la Pacifloue occidental, en échange de l'influence prépondérante de la Grande-Bretagna sur

Toujours est-il que la décision prise é Yalta da laisser é la France la responsabilité discrétionneire de décider de l'in dépendance de l'Indochina montrait les limites de l'anticolonialisma des Etata-Unis et ouvreit le voie é l'abandon de ta politique da Roosevelt. D'allieura, les conceptions de Roosevelt sur la question coloniale, qui procédaient d'un anticolonielisma é le fois Infantile et paternaliste, conforma aux traditions da l'Amérique. n'étalent pas exemptes de faiblesses. A aucun moment les aspirations des Vietnarôle essentiel dans l'élaboration de la politiqua Indochinoise des Etata-Unis. Aux yeux da beaucoup de responsables américains, les assurances données par lo France de - promouvoir en Indochina un

Par THAI QUANG TRUNG

tions - justifialent l'assouplissement de la position américaine. Après la mort de Roosevelt les contradictions de la politique anticoloniale des Etats-Unis ne résistalent pas aux couvelles données mondiales. Le choix de l'Amérique se portait sens difficulté sur l'Europe traditionnelle de Churchill, aux dépena des Deuples Colonisés. Truman reconnut, en mai 1945, le souveraineté française sur l'indochine. Comme devait l'expliquer le secrétaire d'Etat Cordell Hull, « les Etats-

pulssances européennes en Asia et recher-cher leur coopération en Europe = (6). A le fin da la guerre, le problàma asiatiqua de lolo la plus important était celui du statut de la Chine. A ceuse des litusions américaines et des contra-dictions chinoises, il fut réglà à Yalts l'équilibre asiatique.

Bien que l'entrée en guerre de l'Union des négociations secrètes entre Roosevel et Staline sur l'Extrême-Orient, c'est, en définitive, le sort de la Chine qui fut réglà à Yalta. Pressé par les chef milttaires qui voulaient obtenir le concours soviàtiqua dans la guerre du Pacifiqua, Roosevelt était prêt à eatisfaire les demandes soviétiques de primes territoriales et d'autres concessions en Asie du Nord-Est. L'accord secret se fit donc sans peine le 9 févriar 1945 et prévoyait golle-Extérieure, la restauration des droits da la Russie en Mandchourle, violés par à l'Union soviétique du sud da Sakhaline, da l'archipel des Kouriles, le rétablissement du ball da Port-Arthur, l'Internationalisation du port de Dalren eous réserve da la sauvegarde des intérêts prédominants de l'Union soviétique et, enfin, des chemins da fer de l'Est chinois et de la Mandchourie. Staline insista aussi sur la nécessité pour Rooseveit d'oblenir en et d'encouragar la conclusion d'un traité eoviéto-chinois evalisant ce qui fut décidé en secret é Yalta. En contrepartia, l'Union soviétiqua était prête à soutenir l'effort des Etats-Unia en vue da réunifier la Chine, par le retrait de l'appul soviétique au gouvernemant communiste de Yenan, et é conclure un traité d'assistance mutuella evec le gouvernement nationaliste chinole (7).

Rarement accord fut aussi déséquilibré. Le prix de l'entrée de l'Union soviétiqua dans le guerre du Pacifique devait être l'écroulament à terma da la polidque chinoise des Etats-Unis.

Las Etats-Unis poursuivalent un double objectif en Asie de l'Est. Dans l'immédiat. Roosevelt souhaltait voir la China rempli sur le front extrême-oriental le même rôla soviátique en Europa. Par allieurs, la préeldent américain projetait, à la place d'une puissance iaponalse militariste et exclueive. la perepective rassurante d'una China restaurée et unillée, garante da la stabilité en Asia de l'Est et réceptive é la politique américalne de la « porte ouverte ». Aussi falleit-il conférer é la Chine la etatut da grande puissance la reconnaître comma membre de la coalition combattante des Nations unies. Roosevelt avait donc pris una série d'initlatives - comma sa rencontre avec Tchiang Kai-chek à Téhéran, en novem-13, et la conférence da Chungking entre le vice-président H. Wellece et la généralissime en juin 1944 - destinées é renforcer la position internationala de la Chine et é affermir la coopération aino-

Or it tallett aussi compter sur l'aptitude da Tchlang Kai-chek à jouer la rôle incontesté de granda puissance. Le tâche était immense, et c'était attendre beaucoup du le détermination du peuple chinoie à combattre l'agresseur Japonais. Tchlang Kaidilemmes. Il dissit lul-même que « les Japoneis étalent une maladia de la peau, dors que les communistes sont una maladie du cœur «. En effet, en 1945, les comblament un Etat dans l'Etat. Le leader nationaliste n'avait alors qu'une seula obsession: se maintenir au pouvoir et survivre à la paix. Les Américains n'étaient pas sans savoir que renforcer la Chine en aidant exclusivement le Kouomintang était une proposition sans espoir. Il fallait donc soutenir une nouvelle ocalition en Chine. D'ailleurs, à Téhàran, Roosevelt e'était employé é persuader la génératissime da la nécessité da faire antrer les tes dans son gouvernement, et Tchieng Kal-chek accepts a condition d'avoir des Etats-Unio la garantio que l'Union soviétique respecterait le fron-tière de le Mandchourie et lâcherait le gouvernement communiste de Yenan - (8). Cependant, malgré eon acceptation des médiations américaines, le généralissima faisalt evorter tous les projets de gouvor-

Par ailleurs, les Américains étaiant convaincus qu' « !! àtait inutile d'amener Tchiang Kai-chek & le coalition, ai on ne pouvait pas compter sur les communistes, et on ce pouvait compter aur les communistes que al l'on pouvait compter sur le Russie = (9). Roosevelt n'était pas seulemeni à la recherche d'une entente entre communistes et nationalistes chinois, il souhaltalt aussi une entente dens l'équilibre entre la Chine et l'Union soviétique, ca qui assurerait le stabilité de l'Asie orientale. Les Etats-Unis n'antendalent pas e'engager directement sur la contine asiatique et es retrouver face à face evec de l'équilibre asistique était troublée par le fait, Insalsissable pour les Amàricains. que Staline pretiqualt une politique chi-noise ambivalente, alnon intentionnelle-ment ambigué. Selco H. Hopkins, Stalina a'était engagà « à faire tout ce qui était an son pouvoir pour réaliser l'unità de la car aucun chai communiste n'était essez fort pour la réaliaer lui-même = (10). En réalité, Staline, qui se méfiait des com-munistes chinois, se comportait à l'égard devait pas avent longtemps sortir de la division et émerger en tant que puissance viable. Il entendait pousser ausst loin que possible la puissance soviétique en Asia orientale, estimant que la China allait fluence américalna. Et, à la perspective américalne d'uno Chice uniffée, jouant le

ròle stabilisateur d'una structure d'équi Ilbre en Asia oriantale, Staline préférait la réalità d'une entanta américano-sovié-

Staline n'avait pas attendu Yalta pour engager les Etats-Unis dans cette vole. avalt obtenu da Harriman un accord secrel quant au partage des influences an Asia du Nord-Est. Cet accord fut réaffirmà à Yalta per Bialine et Roosevelt. On aurait pu attendre plus d'engagement da la part chinols. Male il est vrai que Staline, qui Kaï-chek et du désir d'apaisement de Roosevelt, détensit en définitive lo clef da Dans ce marchandage pour le moins inégal, Stalina échangselt la pailla contre le grain, car il ne cédalt que ce qu'il était décidé é laissar da toute lacon. L'équilibre asiatique par le restauration de le plue conforme aux Illusions da Roosevell qu'au réalisma da Btaline.

ES dilemmes de le politique asiatique des Etats-Unis se nouérent à Yaita. Alors que les accords secrets da Yaita consacraient incontestablament la prééminence américaine, l'énorma puissance des Etets-Unle ne se traduisait pas par une influance proportionnalia dans modelage de la paix.

Les accords de Yalta retetifs à l'Asia orientale e'intégraient dans une synthèse globale reflétant moins un partaga du monda qu'une reconnaissance des réalités politiques et militaires qui a'étalent progressivement affirmées avec les opportunités da la guarre. Mals, plus qu'un systèma é trols, la synthèse da Yalta consa-Asie-Pacifique, elle deveit garantir à le puissance américaina, outre les bases du Pacifique, una influence prépondérante eur continent aslatiqua et eur la Chine, et la contrôle quasi axclusit du Japon. L'océan Pecifique devenalt una orbite américaine, consacrant le suprémalie de le pulssanca meritime des Etats-Unis. Le secrétaire à la guerra Henri Stimson déclara le 16 julilet 1945 que « les accords da Yelle, dans le mesura où lis étalent interprétée de menière consietanta avec le politiqua tra-Chine, ne devalent causer eucuna préoccupation du point da vue de le sécurité. assurant que les Etats-Unis conserveraient toujours lermement le contrôle sur les îles du Pacifiqua ». Et, par politique tradition-nelle des Etats-Unie vis-à-vis da la Chine, Samson se référait « naturellement à le Ainsi le sécurité par la suprémette garantisselt eux Etats-Unis le bien-èire par la l'économie américaine, devanue dominante à la fin da la guarre. Tella est la première dimansion da la synthèse da Yelta concer-

D'autre part, la synthèse da Yalta ne comportalt pas la agula dimension da le politique de pulssanca. Ella correspondat una tendance profonda da le politique américaine, celle du moralisme démocretique. Les sarvitudes da la démocratia américaine, qui, selon G. Kennar était la plue égocantriqua en tempa da guerre, imposaient à Roosevell d'énormes limitations. Non seulemant le président américain avait à « vendre « à son peuple le programme d'engagaments extérieurs nationalisma des Nations unles et en présentant l'Union soviétique evec una auréola d'espoir, mais encore il se sentalt obligé de pratiquer souvent une polltique d'apaisement vis-à-vie da Stalina et de Churchill an vue da rechercher

L'universalisme de Roosevelt n'avait pas eguloment una lonction mobilisatrice voqué de faux espoire parmi les laec asiatiques, qui regerdalent les Etate-Unis. dans la même perspective rooseveltienna, comme un recours à la défense de leur

Le gouvernement de Yenan, dont les relations avec Stalina avaient étà mises à rude épreuve, après la signature du pacte da neutralité soviéto-japonais, manifestalt dapule août 1942 ses diapositione à traicommunistes chinois croyelent à la possi-bilité d'un débarquement allà en China au milieu da 1945 et àtalent convaincus que la querre se terminarait avec la suprél'aida soviétique, Mao Tse-toung estimait qua - les Etats-Unis àtaient la seule puissance capable de participer pleinement au développement de la China après le guerre. Et tant que les Etets-Unis entrepranaieni une politique constructive et dàmocratique an China, l'Intervention américaine n'était pas une mauvelse chosa « (12). Aussi avait-il toujours maintenu ouvertes les perspectives de coopération entre Amàricains et communistes chinols et avalt-li accepté toutes les médiations américaines an vue da l'unification de la Chine.

Ho Chi Minh se trouvait dans les mames dispositiona d'esprit vis-à-vie des Etats-Unis. Le leader de la résistance vietnamienne, qui avait dès janvier 1919 fall eppel au progressisma affirmà dans la

### Le globalisme de Roosevelt et les réalités asiatiques

déclaration an quatorze points de W. Wilson, voyait en 1945 dans l'Amériqua le lar recours à la défense du droit à l'autodatermination de l'indochine. Il n'ignorait pas qua la politiqua indochil'effondrement de l'autorité française er Indochine après le coup da force leponals l'époque dans una altuation d'laolement diplomatique total et n'evelt mame pas l'appul de l'Union soviétiqua, Ho Chi Minh charchalt donc la soutien des Etats-Unis. Durant touta l'année 1945, toutes les démarches parsonnalles de Ho Chi Minh

Malgré les ouvertures répétées da la part des leadars asiatiques, les Etats-Unis poursuivalent leur politiqua globaliste. Roosevelt continuait é croire à sa politique d'epaisemant é l'égard de Staline et à ménager Churchill. Les Asialiques durent se résignar é se rendre é l'évidance. L'amertume était grande, Patrick Hurley rapporta le 28 mei 1945 qu'il existati une opinion grandissante é travers l'Asia que l'Amérique lavorisait plus l'impéria-

A le fin de 1943, John Davies, un diplomete américain an Chine, evalt informà Harry Hopkins des dangers da la politique de soutien exclusif à Tchiang Kal-chek, en l'evertissant qua « les Elats-Unie devalant éviler de se retrouver é la fin de le guerre Kouomintang et da lantoches dégénérés contra une coatition populaire qui euralt les sympethies soviétiques » (14). Si les sables américaina avalent pria au sérieux cel avertissement. Roosevell n'aurait sens doute pas atà prisonnier de le politique d'obstruction du généralissime Paut-être la politique chinoles des Etats-Unis aureit-elle étà sauvée, at un équilibre mellleur aureit-il été instauré en Asia oriantale. Per ailleurs, a un conseil da tutalla aur l'Indochine devell étra la seula solution pour taire échac au rejour Chi Minh, guidé par son réalisme, aurait sana douta saisi cette occasion da eecond best - pour laire avancer au moindre coût le mouvement d'indépendance de l'Indochine. Peul-être la dreme crual auralt-il été épargnà eu peupla

Mals l'histoire, hélas, n'est pes lelte de -ei -. Ce qui est certain, c'est que le globalisme da Roosevelt n'allait pas man quar da provoquar bien des désillusions da la part des responsables amàricains, à commencer par Roosevelt lui-méma à la fin da ses jours. Il devait condulre é da greves malantendus à propos de la nature de la synthèse de Yalta et da l'entente données essentialles da la « quarre froida e en Europe et en Asia, Surtout Roosevelt ouvreit le vois é dos conflits inévitables.

(1) Foreign Relations of the United States (FRUS), The Conferences at Malta and Yaita, 1945, Wash. GOP. 1955, p. 170.
(2) COLE, A. 6d. Conflict in Indochina and International Repercussions: a Documentary History 1945-1955, Ithaca. 1958, p. 48. p. 48.

(3) Mültary Situation in the Far East, Hearings before the Committees on Armed Services and Foreign Relations, UB. Senato Stad Congress, lat Session, Wash. GOP. 1951, pt. 4, p. 3890.

(4) Eden to Churchill, January 8, 1945, PREM 4, 31/4, cité par IRIYE Akira, The Cold War in Aria, New Jersey, Prentice Hall, 1974, p. 38.

(5) COOPER, Chester L., The Lost Crusade, Londres, Mc Gibbon and Kee, 1970, p. 38. p. 39.
(6) HULL Cordell, The Memoirs of Cordell Hull, New-York, Macmillan, 1948, vol. II, p. 1569.
(7) FRUS. The Conferences at Malta and Yalfa, op. cit. pp. 769 et sulv.
(8) ROOSEVELT Ellict, As He Sam, New-York, Duell, Sloane and Pearce, 1945, p. 199. (9) FRUS, Diplomatic Papers, 1945, GOP, Wash, 1960, vol. VII, p. 323. (10) SHERWOOD Robert E. Le Mémorial (11) FRUS, Dipiomatic Papers, 1945, op. (12) FRUS, United States Relations with Chine, Wash. GOP, 1940, p. 2378.
(13) Military Situation in the For East,
op. cit. p. 920. (14) Davies to Hopkins, Dec. 31, 1943, Roosevelt Papers, cité par IRIYE Akirs, op. ctt. p. 83.



# en republique populaire de chine

du 9 juillet au 31 juillet ( PEKIN - CHEKIATCHANG - LINSHIEN TCHANGHA - CHAOCHAN - KOUEILIN - KOUANGTCHEOU )

du 8 octobre au 30 octobre ( PEKIN - CHEKIATCHANG - TACHAI - SIAN - CHÂN -GHAI - KOU ANGTCHEOU )

94 rue Notre Dame des Champs - 75008 Paris - tel 325 00 09 et 633 77 78 - ouvert de 10 b 30 à 19 h -

Par YVES FLORENNE

D'UN ambassadeur à l'autre et d'un siècle à l'eutre, ces Mémoires d'outre-Rhin s'euvrent par une phrase très « d'outre-tombe »: « Dès ma nais-

ces Mémoires d'outre-Rhin s'euvrent par une phrase irès « d'outre-Rhin s'euvrent par une phrase irès « d'outre-Rhin s'euvrent par une phrase irès « d'outre-tombe »: a Dès ma naissance, l'Allemagne s'est installée dans ma vie. » La suite, le « je» lui-même, sont très différeuis et d'une naturelle modestie : il u'y a point, comme chez Chatcaubriand, l'ombre d'un « Napoléon et mol» ni la constante consclence d'avoir fait l'histoire. Il reste que Bl. François Seydeux s'est trouvé le témoin — souvent agissant — d'un demi-siècle d'histoire allemande ; et témoin aussi, en ce qui concerne la dernière des quatre Allemagnes qu'il a connues, et par conséquent l'Europe, de la pensée du général de Gaulle.

La phrase initiale fait allusion à la naissance de l'auteur à Berlin. Tentes les pages suivantes sout un hommage d'edmiration et de tendresse filiales à Jacques Seydoux : mais, par là même, une évocatien vivante, vécue, des rapports franco-allemands et des interférences européennes, puis américaines, à la veille et au lendemain de la première guerre moudiale. Lui-même, d'ailleurs, entre très tôt en scène — il a tout juste vingt ans — pour jeuer evec talent ce qu'on appelle au théâtre, très proprement, les utilités : mais c'est à Berlin même. Il est vite appelé à des rôles plus importants, entre dans la Carrière, et ses Mémeires sont bientôt emplis des personnages de Phistoire qu'il a vus à l'œuvre, près desquels il s'est tenu, deut il a recueilli les confidences, avec qui il e travaillé : Philippe Berthelot, Alexis Léger. Audré François-Poncet. Laval, Tardien, Briand surtout. C'est de uetre ambassade à Berlin qu'il assiste aux trois premières années du Reich hitlérien. Il est au Qual, en mai 1940, pour veir brâler les archives sur les pelouses. Ces pages rendent plus sensible ce que neus avons tendance à perdre de vue : jamais l'histoire n'a été pins accélèrée que dans la brève durée qui ue sépare pas mais télescope le milieu des années 20 et la fin des aunées 30.

Le seul Berlineis, sans doute, qui ait jamais repré-

L E seul Berlineis, sans doute, qui ait jamais repré-senté la France à Berlin raconte plaisamment que, à L senté la France à Berlin raconte plaisamment que, à l'accoucheur faisant la mone sur ce « petit Français gringalet », sa mère furieuse répliqua : « Nous vous l'enverrons comme ambassadeur ! » Prophétie doublement réalisée. Quarante ans après, François Seydeux venait donc représenter la France dans ce qui u'était plus une capitale, et retrouvait les décombres de sa maisou natale dans une ville anéantie. Non pas ambassadeur, bien entendu : îl n'y avait plus de gouvernement allemand, ni d'État, ni quoi que ce fût. Coci est, rapportée par un de ses acteurs, l'histoire dangereuse et burlesque du quadripartisme herlinois : efforts soviétiques pour « reprendre » toute la ville, conférence de Moscou, pont aérien, foudation de la République fédérale...

C'est avec plus de recul, et d'un observatoire privi-

C'est avec plus de recul, et d'un ebservatoire privi-légié, que François Seydeux, nommé directeur d'Europe, suit, et neus montre tels qu'il les a vus, les développe-ments de la guerre froide dont l'Allemagne est le

centre de l'enjeu; mais aussi les efferts heureux eu aventurés pour la construction de l'Europe: CECA et C.E.D., outhousiaste de l'une, très critique à l'égard

de l'autre.

Une telle attitude cût sans deute été, pour un diplomate, un obstacle majeur sur la route, non plus de Berlin mais de Bonn. Elle u'en est évidemment pas un aux yeux du général de Gaulle, qui, des sou arrivée au pouvoir, accomplit pleinement, pour François Seydeux, la prophétie maternelle : le volla pour sept ans ambassadeur à Bonn.

C'est le revise le reluc importante du libre : rour

ambassadeur à Bonn.

C'est la partie la plus importante du livre: pour l'anteur lui-même, cela va de soi; et parce qu'elle est la plus proche; mais ansai à l'égard de l'histoire. Il a assisté, et travaille, à la plus grande entreprise de réconcillation et même de réunieu de la France et de l'Allemagne qu'un hemme était le seul à pouveir tenter, au sein d'une Europe confédérée. Deux hommes, à la vérité.

refité.

TRANÇOIS SEYDOUX apporte un témeignage l' convaineant sur la fascination exercée par le Français sur l'Allemand, celui-ci a plus gaulliste que de Gaulle ». Mais c'est qu'il y avait communauté profonde de vues, d'idées, de conviction. Ainsi s'explique la conversieu de Rambouillet: Adenaner, l'un des trois principaux promoteurs de l'intégration et de la supranationalité, adopte avec élan « una cartaine idée de l'Europe » que de Gaulle s'est faite et qu'il lui révèle. La vielence de la réaction dans son propre pays allait l'obliger à un repli tactique. A une prochaîne réunion européenne, il se fera excuser, a souffrant d'un refroidissement »: on ne sait si cet humeur diplamatique est du chancelier un de l'auteur. Le réchauffement ne tarders pas à se manifester. L'opposition déterminée vient d'alleurs. Les partisans les plus radieaux de l'intégration ne sont-ils pas, tout naturellement, les petits pays qui trouvent à s'y grandir? Adenaner pariageait leurs unes quand son Allemagne était défaite; maintenant qu'elle redevenait puissante et plus libre, il reprenait de la distance. Aussi, este flurope que les autres refusent, en la fera à deux. C'est l'anneuce du traité de 1962, et l'époque de ces gestes symboliques incroyables: le défilé commun des troupes françaises et allemandes sur la Marne, l'oraisou commune dans la cathédrale de Reims.

De son balcou sur le Rhin, Fambassadeur, vibrant lui-même, constate que « la France de Charles de Gaulle fait vibrer l'Allemagne de Konrad Adenauer ». Four lui, à l'égard de l'Allemagne mais anssi de l'Europe, de Gaulle fait vibrer l'Allemagne mais anssi de l'Europe, de Gaulle se c'ét un précurseur, mais un précurseur que l'on conteste par ignorance ou par antipathle ».

La suite de l'histoire, François Serdeux l'esquisse en quelques lignes, et la dernière est pour noter: « Ce ne sera plus tout à fait comms avant. » C'est presque une litote — diplomatique.

Frank Baldwin

ASIE

WITHOUT PARALLEL THE AMERICAN-

\* Pantheon Books, New-York, 197 pages, 3,95 dollars.

La carence d'études en langue française consantées à la Corée — comme à la plupart des pays n'appartenant pas à l'ancien empire colenial — ne fait que soulignar l'excellence de l'Asia Library, dirigée par Jim Feck, qui public, de façon à peu près uniqua, une collection solide et variée sur les problèmes de l'Asia Corte sur les problèmes de l'Asia contemporaine. Without Farailel, qui réunit une demi-douraine d'études sur la Corée et aus rapports avec les Etais-Unis depuis la seconde guerre mondiale, entre dans la catégorie des ouvrages critiques qui réfutent, de façon sérieuse, l'imagerie héritée de la guerre froide. Les essais connacrés aux résiltées politiques et économiques de la Corée du Sud sont particulièrement inclais et jettent un nouvel éclairage sur une expérience souvent présentée comms une réussite.

KOREAN RELATIONSHIP SINCE 1945. -

Grasset, Paris, 1975, 300 pages, 42 Y.

### ÉTATS-UNIS

de l'Artherman, Paris, 1874, 235 pages, 30 F.

Le livre de Neleya Delànnos est particulièrement d'actualité au moment où l'industrie eutomebile américaine souffra durement de le erise de l'énergie. Pius de deux cent mille ouvriera de ce sertèur ent été licenciés an cours des derniers mois, parmi eux une majorité de Noira, qui ont remplacé les Blancs aux chaînes de meutage à partir des années 50. Les trois géante de l'automobile (Genéral Motora, Chrysler, Ford) ont laurs principales usines à Detroit, où l'on entre (en votiure privée, car les transports en commun sont choes presque inconnue) en passant sous un immense pneu offert par Good Year, « si hant, si grand qu'il touche presque le clei a.

An-dalà du décor des usines vieilles, l'auteur a retrouvé, pour leur donnér le parole, une douvaine de Noira, tous engagés 2 dans un mouvement politique ou syndical, nais aussi une mère de famile et un commissaire de police uoir rompu à toutes les compromissions du mêtter. Ils «font le point» sur leur enfance, leur apprentissage de la vie dans le ghetto et leur action politique. La diversité des personnages interrogés et la part considérable du passé dans le récit distinguent cette enquête au magnétophone d'autres du mêms genre, telle la classique d'Oscar Levis La vida. Les individus sont cernés avec moins de précision en particulier en ca qui concerne leur milien familial. Mais leurs eprises de paroles, et le mêms cotologie politique.

Le premier, et le mieux commu, est l'insécurité psychologique de l'emfance dans le ghetto, les complexes crète par les retexts utiliturés et se la leur sociologie politique.

Le premier, et le meux comme sociales, éclairant evec force des éléments-clès d'une sociologie politique.

Le premier, et le meux comme sociales, le récit des différents personnages révile un surre appect, plus mal comm en France, de la cpolitique et sociale de ses fidèles. Le récit des différents personnages révile un surre d'une kneur populisme au socialeme et au marxisme.

Les promiers d'un rédienne le leurs leure

### TIERS-MONDE

THE MILITARY IN THE THIRD WORLD. -Gavin Kennedy

# Duckworth, Loudres, 1974, 368 pages 6,50 livres.

Duckworth, Londres, 1974, 385 pages, 6,50 livres.

Voici, remises an goot du jour, qualquesunes des thèses qui ont aervi dans les années 50-60 aux épigones du Pentagone, moins pour expliquer que pour justifier la rôle des militaires dans le tiers-monde. L'offensive, eette fois, provient d'un Entantique, chargé de cours d'économie à l'univenité de Strathelyde. Tout est articulé à partir d'uns réflexion sur les élites (notion sociologique floue à souhait, qu'il oppose curieusement à celle de « révolution permanente») et d'un constat; « La crise de légitimité domine dans le tiers-moude, où la mobilité des élites est relativement plus grande que dans la même phase du développement enropéea. La tendance à établir des régimes militaires est elle-même une expression de la fragilité des systèmes politiques dans ces pays, » C'est, parati-ti, la leçon utitme de toute une partie de l'ouvrage, qui prétend par silleurs démunirer le caractère « faile-eleux » de « l'idée selon laquelle les dépenses militaires se font uccessairement aux dépens des dépenses pour l'équation, la santé, etc. ». L'auteur se donne également beaucoup de peine pour démountrer que l'impact économique des militaires est a loin d'être partout désastreurs en que l'industrie d'armement « peut jouer un rôle dans le développement industriel d'un pays e u encors que a le désaimement ne saurait être aux santé, pour le d'un pays e u encore que ale désarme-ment ne saurait être envisagé pour le seul tiers-mondee. Cela dit, l'ouvrage comporte une liste intéressante des inter-ventions militaires dans le tiers-mende depuis 1946, et une bibliographie nouvrie.

entre Autorit

-9.00%

### POLÉMOLOGIE

LA PAIX. — Gaston Bouthoul.

\*P.U.F., a Que sais-je?a, Paris, 1974, 125 pages, 5.50 F. 125 pages, 5.50 F.

Ou sait le combat pour la paix que mêne Gaston Bouthoul à le tête de l'Institut français de polémologie (1). Combat qui est d'abord une recherche et un savoir. Seule l'étude scientifique et pour ainsi dire clinique des conflits et des phénomènes de vielence peut conduire à instancer sur des bases rationnelles, par la préventiou plutôt que par la cure, cet état de santé précaire qui s'appelle la paix.

C'est cette sorte de connaissance et de

C'est cette sorte de connaissance et de pratique « médicales », e'est cette acience en formation qu'on appelle polémologie (d'autres disent irénologie). Dans ce précis qui est, au vrai, un petit essai dont la ciarté égale la densité, les principes, méthodes et acquis de cette science son exposés avec la maitrise du sujet qui est le propre de l'auteur.

Y. F.

(1) 40, rue Lauriston. Public une revue : Etudes polémologiques ».

# EDITIONS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES

PROCHE-OBJENT

PROCHE-ORIENT

• SUEZ 1958, par Robert R. Bowie (Oxford University Press, Londres, 1974, 149 pages, I livre).

• LA COSCIENZA DELL'ALTRO, préface de Liliana Magrisa (Cultura Editrice, Fiercuce, 1974, 412 pages); Actes du colleque international réuni à Florence du 14 au 16 décembre 1972, sous l'égide de l'IPALMO (Istituto per la relazioni tra l'Italia e i Pacad dell'Africa, America latina e Medite Oriente) et comsacré à l'étude des cultures suropéennes et arabes dans ce qui les ue et ce qui les oppose.

TIERS-MONDE

TIERS-MONDE ● PEU DE TEMPS POUR LE TIERS-MONDE, par Etherd Eppler (Duculot, Gembioux, 1973, diffusé en Prance chez Diff-Edit., 98, boulsvard du Montparnasse, 168 pages, 55 P).

DROIT e LA PROTECTION INTERNATIONALE DE LA LIBERTE SYNDICALE, per Dé-métre C. Yannopoulos (Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1973, 273 pages, 45 F).

DEOIT ET PRATIQUE DU COM-MERCE INTERNATIONAL (Masson et Cie, éditeurs, 120 boulevard ét-Germain, Paris, 1975, 192 pages, prix de l'abonnement peur quetre numéros par an : 200 P): Premier numéro d'une revue dont les articles sont rédigés on français eu en anglais avec résumé dans l'autre langue.

LITTERATURE ● LA LITTERATURE QUEBECOIEE, par Laurent Mailiot (Presses universitaires de France, coll. e Que sais-je? », Paris, 1974, 126 pages, 5 F).

# EUROPE

PORTUGAL: LES MOUVEAUX CENTURIORS. -

(

emé meni L'ert tiens

sonni vingt fermo récon

tripaı

mis

vietno

l'ebier

PEUT seraier

ponse -

dont le institut

l'égelite

Une

dent ex Présents

Cun un :

tion don M. Kiss

ni l'un r

sous des

ment is

Paris. L

vietnami

faisait rei

GI

RAO

\* Belfond, Paris, 1974, 224 pages, 35 P. Ouvrage d'histoire immédiate au titre malheureux, le livre d'Audibert et Brignon possède quelques qualités importantes aux veux du lecteur pressé : Il se lit vité, evec

pouvoir du général Spinela.

Le premier volet est consacré à la seule journée du 25 avril que uous revivous cans tous ses détails. On suit chaque commande dans sa mission, on se familiarise avec ses membres, on participe à leur angoisse; en colle au coup d'Etat. La deurème partie est un flash-back sur l'histoire du Meuvement des forces ètmées dont en neus explique la constitution, dès 1961, dans les forèts de la Guinée-Bissau et les maquis du Mossambique. La dernière partie décrit la Portugal en fête et en inte jusqu'au 30 septembre, jour de la démissien du général Spinola. On nous fournit lei un tableau très complet des forces politiques en présence et des groupes de pression économiques.

Le Uvre d'Andibert et de Brignon n'est

groupes de pression economiques.

Le Uvre d'Andibert et de Brignon n'est
pas, proprement, une analyse de la
complexe situation portugaise; se u'était
d'ailleurs pas son ambition; toutefeis
par son ton direct, soupla, efficace, il
constitue un reportage intelligent, foullé,
qui effre, dans les limites de ce genre
jeurnalistique, une description vivante et
documentée de la ressionante rencontre

LA TURQUIE BANS L'IMPASSE, — Kamuran Bekir Harputlu

\* Editions Anthropos, Paris, 1974, 345 pages, 45 F.

La traduction de cet ouvrage vient combler une lacune dans l'édition francaise qui sembiat ne plus s'intéresser à la Turquie que pour eligner des guides touristiques (au demeurant pas toujours très rigoureux). Malhaureusement, cette « analyse marxiste de l'empire ettoman à nos jeurs » e'arrête par la force des choses en 1972, annés où elle fut rédigée. Outre que les événements plus récents (retour à une certaine libéralisation) auraient justifié une mise à jour, ils tendent à infirmer certaines conslutions de l'anteur, que paraissait appeler le contexte de l'époque (régime militaire fort sous couverture civile). En effet, il est sans doute hâtif d'étrire que « les classes deminantes celabouatices et les menopoles mendiaux sont ebligés de refuser au peuple de Terquie les dreits et les libertés démocratiques qui menacent leurs intérêts » — ce qui est faire bon marché des possibilités d'utilisation du réformisme. Que penser de l'affirmation : « Aujourd'hai, les alifes les plus s'an des Etats-Onis sont la Grèce, la Turquie et Israël »? Il est aussi discutable de refuser de prendre en considération « l'infinence de facteurs tels que la religion »... Ces réserves faites, les thèses défendues par l'anteur (la « guerre de libération » ne fut pas anti-impérialiste ; pas de tradition vraiment révolutionnaire dans l'armée ; pas de bourgeolaie natienale ; la Turquie n'est plus un « pays semiféodal e) sont autant de réponses sux débats qui séparent et pariois déchirent les divers courants de la gazohe et de l'extrême gauche en Turquie. M. Bg. La traduction de cet ouvrage vient

L'ESPACNE DE FRANCO. — Guy Hermet Armand Celin, coll. e Prisme z, Paris,

1974, 302 pages, 17 F. Le contanu du livre débords le titre, prisque toute le première partie est une histoire abrègée mais complète de la II-République espagnole, non sans un retour sur la première. Le suite, e'est la guarre civile et les presque quarants années de franquisme — c'est le 1° octobre 1938 que le général prend le titre de cebef de l'Esta > — partagées entre leurs trois périodes : insurrection armée, dictature fascisante, société e moderne > économiquement, a a ne cesser d'être économiquement, sau e ces conservatrics et autoritaire.

A cette histoire fait pendant uns ans-A cette histoire rait pendant uns analyse proprement politique de cette apparents « fatalité auteritaire » où le monde semblait gilteer et dont l'Espagne est exemplaire. Pant-il parier au passé? Des signes — Grèce. Portugal, « symptômes » politiques de la maisdie de Franco — peuvent hien ébranier le pessimisme qui avait cours jusqu'ini. L'auteur peut donc se demander el son livre u'est pas près d'être rétrospectif, et l'esparer.

Y. F.

L'EUROPE DES ETHNIES. — Guy Héraud + Presses d'Europe, Paris, 1974, 324 pa-

Ce livre qu'on a pu appeler le Bible de l'ethnisme, paru il y a douse ana, est misux que réimprimé, ce qui s'impossit : il a été reru et accru dans les perspectives et avec les éléments qui se sont dégagés depuis que la première version avait été écrite. Cette « Bible » est aussi, avec la même foi et dans sa propre logique, un évangils du fédéralisme.

# Gabriel TAÏX

# LA CRISE DE L'ENERGIE

# AUX PORTES DE L'ENFER ATOMIQUE

1946 : L'auteur est ingénieur énergéticien. Il a été chargé, au nivesu nationel, d'en finir avec le pénune d'énergie.

1958 : Gabriel TAIX, dens "LA FRANCE AU SEUIL DE L'ERE ATOMIQUE" ennonçait la crise pétrollère et les modalités de son déroulement.

1964 : Il écrivait : "Prenez gerde! Dans les 15 ou 20 procheines ennées, c'est-é-dire eux environe de 1980, nous mourrons tous dans le même quert d'heure, ei jeunes et vieux, puissants et mieérables, anelphabètes et savants, noue refusons de prendre conscience des réelités qui nous

1975 : Dans "AUX PORTES DE L'ENFER ATOMIQUE", Gabriel TAIX confirme ses tristes prédictions de 1964. Il propose des remêdee ou plus exactement dee contre feux. LESQUELS? ils ne sont ni de DROITE ni de GAUCHE,

ni PROGRAMME COMMUN ni MAJORITE. Dens le 2<sup>e</sup> pertie de l'ouvrage, sans casser l'emploi, sans la bienveillance du thermomètre et sans rendre la vie courante inecceptable, Gabriel TAIX présente un PLAN capable de faire économiser, au minimum, annuellement : 200 millions de barils de pétrole, soit un pétrolier de 100.000 tonnes par jour, soit 2 milliards de dollars, soit l'équivalent de 25 centrales nucléaires.

Dane toutes les librairies. Réf. : BIBLIOGRAPHIE DE LA FRANCE - N° 2, Page 54 - N° 4, Page 204. AGENCE PARISIENNE DE DISTRIBUTION - 2 à 12, rue de Bellevue - 75019 PARIS. 180 pages - 21 x 13,5 · PRIX : 25 Francs - Mise en dépôl sur demends.

Pierre Audibert et Daniel Brignon

yeux du lecteur pressé: il se lit vité, evec plaisir, et on le retient facilement.

Son style est celui du réportage de qualité où la précision u'écorte pas les adjectifs et où les descriptiens en disent parfeis eutant que l'énumération froide des actions politiques et des données éconemiques. Extrémement visuel, au point que l'on se demande parfois si les euteurs u'araient pas un film en projet. l'euvrage s'articule en trois parties qui recoupent jour pour jour la durée au pouvoir du général Epinels.

Le prepier voiet est consacré à la seule

documentée de la passionna d'un peuple et de sa liberté.

Résidents hors de France ommendez tous vos livres à inter-livres tel. 135.08-46 -40 av. des gobelins l'paris 13 Vous ouvrez un compte par

une provision de 100 F minimum (hors zone franc en devises par chèque ou mandat). Vous recevrez toue les livres disponibles chez les éditeurs dans les plus brefs délais par

avien à votre demande). Vous les pelerez moins cher Détaxe immédiate (actuellement 7%). Pas de frale de dossier pour toute commande de plus de 100 F einon forfait de 4,50 F. Frais réels de port en recommendé facturés.

poste en recommandé (par

Facture "relevé de compte" jointe à l'envol.

Cilents résidant en France nous consulter.

# Politique et littérature

# Poésie et chanson d'urgence en Espagne

Par EUTIMIO MARTIN

Est-ce qu'en Espagne û n'y en [a pas de l'air? De l'air, de l'air! (J. Lopez Pacheco: Cri.)

N 1939, le poète Leon Felipe, fuyant la victoire de l'armée rebelle sur la République espagnole, arrive au Mexique et, tourné vers sa patrie, s'écrie à l'in-tention du général Franco:

Le domaine est à toi et la maison, et le cheval, et le pistolet.

Mais la voix ancienne de la [terre est à moi. Tu as tout pris et tu me laisses nu, errant de [par le monde...

mais moi, je te laisse muet.

alimenter le feu, si moi, femporte la chanson? D'autres poètes, contraints eux aussi à l'exil, joignirent d'un peu partout dans le monde leurs voix à celle de Leon Felipe : de l'Angle-terre (Luis Cernuda), des Etats-Unis (Jorge Guillen), de France (Rafael Alberti).

Mais l'Espagne ne restera pas longtemps muette, En 1950, autant le pouvoir du régime franquiste est définitivement consolidé, autant sa culture s'est coldée par un échec complet: en tant qu'éma-nation d'une idéologie plaquée par décret sur le vivant espagnol, il ne pouvait pas en être autrement (1). La double entrave du conformisme politique et religieux que la cen-sure impose à la littérature espa-gnole depuis 1939 se desserre dans le domaine le plus inoffensif : la poésie. A vrai dire, c'est à cause de ce caractère « moffensif » que l'ac-tivité poétique a été la seule mani-festation littéraire que les censeurs n'ont pas tout à fait baillonnée depuis la guerre civile, car ils savent bien que le public de la poé-

∢ Transformer le monde >

V ICENTE ALEIXANDRE, Ini aussi membre de la genération de 1927, sut capter mieux qu'aucun autre des « anciens » res-tès en Espagne l'élan souterrain de solidarité humaine qui traversait la jeune poésie espagnole et l'exprima de façon retentissante du haut de son fauteuil d'académicien: «Le secret de la poésie (...) ne consiste pas tant à offrir de la beauté qu'à unir, à faire communiquer intimement l'ûme des hommes (5) ». La nouvelle éthique trouva en lui son plus ardent défenseur :

< Dire aujourd'hui, comme cela a rrive « prosaisme », « prosaique », si nous comprenons bien, c'est quelque chose qui n'a plus tout à fait la même signification et qui n'im-plique pas nécessairement un demerite. C'est simplement une qualification temporelle, réac-tionnelle. Elle s'affirme en face

LIVRES -

- F. Lopez et R. Marrast : La poésie ibérique de combat (anthologie). Paris, P.J. Oswald,

Gabriel Celaya : L'Espagne en marche (anthologie). Paris, Seghers, 1961. Blas de Otero : Parler clair (éd.

bilingue), Paris, Seghera 1959; Je demande la paix et la parola (éd. bilingue). Paris, Maspero, 1963. Salvador Espriu : La peau de

taureau (éd. hllingue). Paris, Maspero, 1969; Seigneur de l'embre (anthologie bilingue). Paris, P.J. Oswald, 1974.

**DISQUES** 

Paco Ibañez : Polydor 658 059 ; MN - 10 003. José Antonio Labordeta : Le chant du moode, EDX 73 302. Amancio Prada : Disques Al-

varės. C 482. Raimon : CBS, 62763 (Prix Francis-Carco, 1967).

— Elisa Serna : Le Chant du monde, GU LDX 75511.

qu'un livre de vers dépasse en Espagne un tirage de cinq cents exemplaires. Si nous considérons la prolifération des revues poétiques (rare est la ville de moyenne importance qui n'en ait pas au moins une) et le nombre logiquement élevé de poètes qui leur correspondent, il faut en conclure que le marché poétique se réalise dans un circuit fermé, où les preducteurs sont en même temps les consommateurs.

Inoffensive, l'activité poétique l'est sans aucun doute, mais au moins les jennes poètes espagnols, contrairement aux romanciers et dramaturges, ne se sentent pas dramaturges, ne se sentent pas tout à fait orphelins (2). C'est pré-cisément l'un des membres de la fameuse génération de 1927 (celle de Garcia Lorca, Jorge Guillen, Rafael Alberti, etc.) Damaso Alonso, qui, en 1944, sème le désar-roi dans le chœur officiel des poètes patriotiques et séraphiques avec ce véritable coup de gong: avec ce véritable coup de gong :

« Madrid est une ville de plus d'un million de cada-

Mieux encore, cette même année, la résistance intérieure au dirigisme officiel et au conformisme littéraire est en train de se cansliser dans un véritable mouvement artistique aux accents surréalistes : le Postismo. Pourtant, la rébellion du poète Carlos Edmundo de Ory (fondateur de ce mouvement avec le peintre Eduardo Chicharro Hijo) aussi bien que celle de Damaso Alonso, quoique authentique, dé-passa rarement le domaine individuel. Or le besoin d'expression collective était alors d'une angoissante urgence. C'est parce qu'ils laissèrent tous deux cet impérieux besoin insatisfait qu'ils n'eurent qu'un rôle — certes, non négli-geable — de charnière entre les poètes « célestes » et ceux qui, surtout à partir de 1950, « lancent des cris, en demandant paix, en de-mandant patrie, en demandant de

d' « exquis », appellation qu'on n'obtient que par un renonce-cement affecté, et qui paraît aujourd'hui l'idéal même de Findésirable (6) >.

Emanant de l'unique poète resolument partisan de la République qui soit resté en Espagne (sans doute pour des raisons de santé), cette condamnation, lancée contre toute poésie formaliste et coupée de l'histoire, fut appréclée au plus haut point par les jeunes poétes pour qui la jonction avec la génération de 1927 se trouvait ainsi facilitée. En revendiquant le « pro-saïsme », Aleixandre se solidarisait avec tout poète qui partageait l'at-titude de Gabriel Celaya, chef de file incontesté du nouveau style. Ce dernier, en 1947, avait écrit dans son livre En parlant tranquille-

« Je ne voudrais pas faire des vers ; je voudrais scule-ment raconter ce qui m'ar-

Mais en renoncant dans ce même livre à écrire « un poème parfait », car il serait « indécent de le faire en ce moment >, ne renonce-t-il pas de ce fait à sa condition de poète? Ne se condamne-t-il pas an suicide poétique en proclamant : « La poésie n'est pas une fin en soi. La poèsie est un instrument parmi d'autres pour transformer le monde (7) »? C'est là tout le problème de la validité esthétique de la poésie dite « sociale ».

En ce qui concerne le cas de l'Espagne, on eut recours au prosaïsme pour régénérer non seule-ment le contenu de la poésie mais aussi sa forme. En effet, les formes patriotiques ou myetiques en vigueur au Siècle d'Or, ressuscitées par l'art poétique de l'Ordre Nouveau, n'étaient plus dans les années 40 que formules de fabrication poétique dépourvues de toute réelle expressivité. L'adoption par les jeunes poètes espagnols du « prosaisme > avait une fonction poétique primordiale, dans la mesure où ils surprenaient le lecteur, et on le sait - le facteur surprise renforce l'intensité expressive du message poétique (c'est l'effet de surprise qui est à la base des tropes



les plus efficaces : métaphores, métonymie, etc.). Gabriel Celaya, en tout cas, en était plemement conscient : « [Si] fai commencé à écrire prosaiquement (...), c'était parce que parler vulgairement, sans cothurne, et même en ayant délibérément recours à des idio-tismes et à des phrases toutes

faites me paraissait nouveau. D'une taçon paradoxale, je troupais ainsi dans le langage « commun » cette indispensable surprise provoquée par ce qui semble entendu pour la première jois et que je ne trouvais plus dans aucune métaphore ni dans aucun autre jargon poétique pour aussi osé qu'il fût. > (8).

Un message social destiné au plus vaste public.

L ES poètes, en plus, se sentaient concernés par la nécessité de dénoncer une situation sociale radicalement inhumaine et injuste parce qu'ils étaient objectivement les seuls à pouvoir le faire. C'est les seus à pouvoir le raire. C'est ainsi qu'un message sociologique urgent, qui ne pouvait s'exprimer nulle part ailleurs, fut d'abord véhiculé par la poésie. Cette res-ponsabilité fut assumée non seule-ment par Gabriel Celaya mais aussi par Victoriano Crémer, Blas de Otero, Eugenio de Nora et José Hierro, entre autres. Ce dernier, par exemple, dans son poème au titre significatif de Reportage, rela-tant le transformation d'un atretant la transformation d'un cime-tière en prison, n'entendait-il pas remplacer le journaliste empêché par la censure de décrire la pro-fonde réalité espagnole:

Cette prison fut d'abord cimetière. J'étais enfant et parfois je passais dans ce lieu : sombres cyprès, marbres cassés. Mais déjà le temps pourri L'herbe n'était plus le cri à coup de pioches et de pelles on remua la fraicheur de la terre, et tout - niches, rosiers, cyprès, murailles — perdit l'ancienne pulsation. On éleva un nouveau cimetière pour les vivants (9).

C'est ce même José Hierro ont pour compenser l'absence d'un correspondant de presse espagnol à l'étranger, s'est « ... borné à refléter ici un jaire-part d'un journal de New-York. Objectivement, sans envolée poétique. Objectivement >:

Manuel del Rio, né en Espagne, est mort le samedi 11 mai, des suites

∢ Je dis non, disons non >

U N jeune chanteur castillan. Paco Ibañez, n'a pas attendu de lire ces déclarations de Celaya à la revne Insula, en été 1963, pour porter la poésie de celui-ci dans les milieux des travailleurs espagnols en France. Et, avec elle, celle de Miguel Hernandez, de Rafael Alberti, de Blas de Otero et même des classiques tels que Quevedo et Gongora. Et faisant écho à Paco Ibañez qui transmet à ses com-patriotes le message de Gabriel Celaya les invitant à sortir enfin : Dans la rue! Il est vraiment

[temps de se découvrir et de se [promener.

Un autre chanteur, plus jeune encore, Raimon, Catalan lui, encourage son public à se montrer

la face au vent. le cœur au vent, les mains au vent, les veux aux vent. au vent du monde.

C'est un monde qui ici étouffe mais ne meurt pas qui le « pousse au cri »: Toi qui travailles de l'aube à la nutt. Toi, qui ressens et vis toute la peur. Tu me pousses au cri, pas Poiseau, pas la fieur.

Et ce que Raimon crie et fait crier aux antres c'est, d'abord, non ! Maintenant que nous sommes

je dirai ce que toi et moi savons

d'un accident. son comme est exposé à d'Agostino Funeral Home. Haskell. New-[Jersey. d'un accident. Son cadavre

Une messe sera chantée à 9 h 30, en l'église Saint-[Francis (10). Cependant, une évidence ne

tarde pas à se faire jour : ces poètes, quoique « sociaux », n'en continuent pas moins à s'adres-ser à une minorité. Les véritables destinataires de la nouvelle poésie sont dans leur majorité économiquement et culturellement inca-pables de la recevoir. Ne serait-ce pas tout simplement que le che-min emprunté est erroné? La culture populaire n'est-elle pas sur-

Utiliser la voie orale semble bien le seul moyen de sortir de l'impasse. En 1960, en pleine effervescence d'un « réalisme sociologique » qui a maintenant aussi gagné le roman, Gabriel Celaya qualifie son ceuvre Voies d'eau (11) de « cantate à huit voix, presque du théâtre en vers > qu'il aimerait « une fois entendre réciter sur une place publique », car « écrite, elle ne signifie pas grand-chose ». L'année suivante, se référant à une autre de ses œuvres, la Bonne Vie. il dit : « C'est une espèce de poème radiophonique destiné à être récité à quatre voix. > Celaya, par là, ne sacrifie nullement à une régression culturelle quelconque. Au contraire, il ne fait qu'épouser son temps puisque « la radio, le cinéma, la télévision, les disques, le magnètophone, etc., sont appeles à accomplir une révolution en poèsie. Comme avant l'imprimerie, la poèsie redeviendra orale et, grâce à cela, elle va conquérir les grands publics. C'est là que se trouve l'ave-nir véritable de la poésie pour l'immense majorité ».

et que souvent nous oublions : Nous avons vu la peur etre la loi pour tous

Non, je dis non, disons non.

Nous ne sommes pas de ce [monde.

Toutefois, Raimon ne pratique pas que le « cant cridat » (chant crié). Son répertoire va de Ausias March à Salvador Espriu. Pour lui aussi, « la chanson est une manière de renouer avec la tradition de la poésie orale », d'autant plus nécessaire, dit-il, que « notre culture à nous, Catalans, nous a été long-temps cachée. Confisquée. Je participe à l'effort de beaucoup pour la redécouvrir (12) ». Raimon ouvre la brèche par où va se précipiter la « nova canço » (nouvelle chanson) : Teresa Rebull, Pi de la Serra, Maria del Mar Bonet, Ovidi Montllor, Liuis Llach, Pere Tapies... De ces quinze mille jeunes Cata-lans qui les ont écoutés avidement pendant six heures d'affilée au troisième festival de la chanson catalane, la plupart ne sont-ils pas venus à Canel-del-Mar en septem-bre dernier à la recherche de leurs < pièces d'identité > ?

N'est-ce pas pour satisfaire ce même besoin d'expression collective que José Antonio Labordeta préte sa voix au peuple d'Aragon et Amancia Prada à celui de Galice? Que l'on ne se laisse pas tromper par le caractère nationa-liste, voire régionaliste, auquel la propagande officielle s'efforce de limiter cette chanson pour en dimi-nuer ou en neutraliser la portée. Sans grand succès, d'ailleurs: à Madrid, Joan Manuel Serrat, dans l'été 1972, remplit deux fois par jour, pendant trois jours, les quinze mille places d'un théâtre en plein air. Joan Manuel Serrat est un représentant et pen des meit des représentant, et non des moindres, de la nouvelle chanson catalane. Cela ne l'empêche pas d'avoir enre-gistré deux grands 33 tours consacrés à Antonio Machado et Miguel Hernandez respectivement.

Mais cette poésie-chanson ne se fait-elle pas au détriment de la poésie elle-même ? A cet égard, on est surpris de trouver chez Gabriel Celaya une réponse on ne peut plus pessimiste : « La poésie chantée qui n'est que l'utilisation de la voix humaine comme un instrument de musique de plus, n'est plus poésie. En disant cela, je ne prétends pas ôter de sa valeur à ce muyen d'expressions artistique mais implementations. pression artistique, mais simple-ment dire que son langage, avec une perte de la valeur semantique du mot et avec une évidente défor-mation de ses caractéristiques pho-niques et de celles de la prosodie et du complexe rythmico-syn-taxique, est radicalement différent de la poéée et cripa cette despière de la poésie et ruine cette dernière quand il prétend l'élever (13) ». Rafael Alberti, an contraire, s'adresse an chanteur Manuel Gerena en ces termes :

Parce que ni toi ni moi n'avons à faire des feux d'artifice car c'est à peine si nous [pouvons respirer. quand on chante ce qui est

c'est dejà du domaine de la

Sans aucun doute, atteindre ainsi la diffusion de la poésie exige le sacrifice de la célébrité individuelle du poête devenu parolier, rôle obscur auquel il doit se résigner à moins qu'il ne se décide comme José Antonio Labordeta, a chanter lui-même ses propres poèmes. S'il s'obstine à suivre un chemin exclusivement littéraire, le poète se condamne inéluctablement a un public restreint. C'est pourquoi un poète aussi doué que Manuel Vazquez Montalban a décidé de se mettre au service de

(1) Le fait que le fasciame espagnol n'ait jamais pu compter à un moment ou à un autre de son existence parmi ses adhérents ou ses sympathisants des poètes de la taille d'un D'Annunsio ou d'un Godifiried Benn n'est pas sans rapport avec ced : à la différence de ce qui s'est passé en Italie on en Allemagne, la Phalangé en Espagne n'a jamais pu faire triompher nulle part sucun député. Le fascisme aspagnol n'a jamais été réprésenté en tant que tel au Partement pendant toute la période républicaine et même la droite n'estit pas parrenue à un accord avec lui quend la guerre civile éclata.

(2) Il est vral que les romanciers avaient

éclata.

(2) Il est vral que les romanciers avaient Plo Baroja et les dramaturges Jacintho Benavente. Mais Baroja n'a pratiquement rien écrit après la guerre civile et pendant longtemps ne fut pas en odeur de sainteté. Il dut payer par d'humiliantes concessions le droit de publier ses œuvres dites complètes. Quant à la rénovation scénique que pouvait apporter le théâtre de Benavente, une œuvre quelconque d'Alfonse Passo peut en donner la mesure.

(3) C'est sur ce vers que s'ouvre son recueil Enjants de la colère. (4) J. Agustin Goytisolo : les Célestes lu livre Psaumes au vent). (5) Dans son discours d'entrée à l'Académie (1950).

demie (1950).

(6) Revue Insula, nov. 1950. Depuis 1946, date de son lancement, ce mensuel littéraire s'est efforcé d'accueullir dans ses pages le plus grand nombre possible d'écrivains « maudits ». Cette même année, la revue littéraire fasciste Vertios cessait de paraître.

(7) Dans la préface d'une sélection de s poèmes (1951). ses poèmes (1951).

(8) G. Calaya, Inquisicion de la poesia, Madrid, Taurus, 1972, p. 105.

(9) Fragment, Du livre Classe 42 (1952), traduction de P. Darmangeat.

(10) Fragment du poème Requiem extrait du récueil Tout ce que je sais de moi (1957), traduction de P. Darmangeat.

(11) Ecrite en 1956-1957, fait partie du recuell intitulé Poésie urgente (Buenos-Aires, Lossda, 1960).
(12) Za Quinzaine littéraire, 15-31 mars
1974.

(13) G. Celaya, Inquisicion, p. 171.

NERGIE

# ÉTHIOPIE

# L'Érythrée et la fragilité du régime

Par YVES LOISEAU

D IEN n'e véritablement changé en Ethiopie. K || y e quelques semsines, l'hobdomadeire américain Newsweek rapportait que le Négus, renversé par un certain nombre d'officiers rebelles, en esplambre 1974, ótait tou-jours certain de tanir en main les destinées de son paye. Il serait elsé de mettre au compte de la fatigue ce reisonnement d'un monarque déchu de 82 ens, et pourtant... le socialisme révolutionnaire des nouveaux meîtres d'Addis-Abeba est bien près de ressembler, les nationelisetions et la rélonne agraire mises é part, à la politique léodale du descendent de le

Les combets redoublent en Erythrée, avec une crueuté et une térocité du côté éthiopien qui rappellent étrangement les bomberdements au nepalm intervenue en ociobre 1970, après l'instauration du couvre-feu qui reste en vigueur lusqu'é ce jour. Cinquante mille per-sonnes evaient elors quitté le pays pour échappar au génocide. L'exode e repris eujourd'hul elore que le Front de liberallon de l'Erythrèe (F.L.E.) affirme que cinquenle personnes meurant lous les joure de falm dans les camps de réfuglés du Soudan et que le politique de le terre brûlée eppliquée par les militaires éthiopiens est responsable de l'extension de la lamine dens cette parlie de le come de l'Alrique.

Pendant ce temps, les étudiants progres-sisies d'Addis-Abeba ont été envoyés dens le campagne éthiopienne, non pas pour lutter contre le femine du Tigré ou du Wollo, mais tout simplement pour être écartés du lieu des décisions politiques. Une forme de répression qui n'était pas en vigueur sous le règne prendre à ce que l'on appelle le déportation dens d'eutres pays. Quent é le liberié d'information qui develt suivre de quelques semaines le prise du pouvoir par le junte militaire, mieux vaut ne pas l'évoquer, puisque les représen-tants de le presse internetionale sont toujoure interdits de séjour en Erythrée et étroitement

'AVENIR du régime militaire éthiopien se Joue en effet en Erythrée, et les officiers du Deurg (nom éthlopien du directoire militaire), qui possèdent en main des cartes biseautées, savent déjé qu'ils ont échoué. Tout s'est joué dans le nuit du 23 au 24 novembre 1974. A cette époque, le consell militaire termineit le troisième phase de son évolution polidque de membres, plus tard cent dix, à le sulte de rapports de forces entre les progres les libéraux et les partisans du régime, le Deurg avait eccepté Aman Andom pour le représenter au dehors du cénacle. Fort de ses succès militaires contre la Bomelle et de ses Intortunes politiques eous la couronne Impé-riele, Amen Andom, né en Erythrée, avait le recherche de solutions visant à régler le pro-

Micheel Imru, déclare devant le Parlement éthiopien que tout le pays est concerné tout é la fois par le détérioration de le cituation et par le eang qui coule depuis de nombreuses années. Le 25 eoût, Emmanuel Ande Michael est nommé gouverneur de l'Erythrée, il est le premier Erythréen à être désigné à ce poste depuis l'annexion de 1962. Le lendemain, le général Amen Andom, président du Conseil militaire, se rend à Asmara, capitale de l'Erybles de la région et déclare, le 31 août, qu'il e'est rendu compte du sentiment qui prévaut é Asmare pour la tédération. Le général Andom en profite également pour dénoncer les mas-escres perpétrés contre le population civile.

escres perpétrés contre la population civila. Entin le 7 septembro 1974, Zawdo Ghabre Selassié, ministre des affaires étrangères éthloplen, Indique à Khartoum que son pays accepte un médiation soudanaise qui parmettrait d'arriver à une solution juste et pacifique du problème. Il ajoute qu'il recherchera personnellement une issue acceptable pour les deux parties, compte tenu du sang qui continue é couler. A cette époque, le Front de libéra-tion de l'Erythrée accepte de négocier eous

réserve que :
e) L'Ethlopie reconnaisse le Front comme
le représentant du peuple érythréen ; b) Les négociations solent basées sur le droit des Erythréens à revendiquer leur indé-

c) Les négociations se déroulent en pays neutre, coue les auspices de l'Organisation des Nadons unles, de l'Organisation de l'unité africaine et de le Ligue arabe.

A PARTIR de ce moment là, rien ; el ce n'est la temeuse nuit du 23 au 24 nopersonnalités politiques et militaires sont sauvaement passées par les armes, sens jugement. é l'intégrité du pays. C'est le coup d'arrêt aux négociations et, moins d'un mois plus tard, le offensive de grande envergure contre les ma-quis, Le 8 décembre, le Seconde division (plus de dix mille hommes) est rentorcée par six mille hommes de le Garde impériale (brigedes 12, 15 et 16). Les ettaques aériennes cont mullipliées, principalement contre les villages pouvent servir d'appuis logistiques aux guérilleros. Ceux-cl contre-attequent en prenant pour cibles des installatione militaires éthiopiennes à Asmera et Massawa principalement. L'offensive éthopienne se solde par un échec

Cette première phase est marquée, du côté éthlopien, par un certain nombre de contacts avec les cepitales erabes qui soutiennent les Erythréens dens leur lutte pour l'indépendance. Libye, en Egypte, eu Liban, en Syrie, en Irak, eu Koweit et en Arable Seoudite. La eussi, c'est un échec. Les Ethiopiens n'ont pas convaincu les gouvernements erabes du blen-fondé de leur politique, comme en témolgnent plusieure messages adressés au mejor Men-gistu Hailé Mariam.

A l'Intérieur de l'Erythrée, le conseil milltaire tentera, ià eussi, de merquer des points. é Asmara pour rencontrer sur place les nota-bles de la « 14º province ». Aucun résultat

U mole de janvier, survient un événement Important : le fusion des deux tendances du F.L.E. parsonnalisées l'une par riveles du F.L.E., parsonnalisées l'une par Tedia Bayro et Idriss Mohammed Adam, l'autre par Osmen Saleh Sabeh et Wolde Ab Ould Mariem, Tadta Bayro et Idriss Mohammed Adam. les tenente du Front de libération de l'Erythrée, tendance conseil révolutionnaire (ou dement général), cont de vieux routiere de le politique.

Tadle Bayro fut le promier ministre érythreen l'époque de le fédération dàcidée par l'ONU Après la création de le « 14º province » il sere nommà par le Négus ambassadeur d'Ethlopie é Stockholm, evant d'être rappelé à Addis-Abeba, où il reçoit eu Sénat un poste tout honorifique. Bayro, qui réside pour l'instant en Buède avec le étatut de réfuglé politique, ne semble pas avoir jouà un rôle politique très significatif ces demiers temps. Beeucoup plus important est le rôle jouà au sein du Front de libération de l'Erythrée commandement révolutionnaire (ou commande ment générol) par son propre fils, qui réside depuis plusieure années au Souden et semble entretenir d'excellents rapports avec les membres du gouvernement du général Gaafar El

ldriss Mohammed Adam, is second leader de cette tendence du F.L.E., fut appelé lui aussi é des postes de responsabilité du temps de la lédération, puisqu'il était elors présidont de l'Assemblée nationale érythréenne. Il réside actuellement eu Caire. Le F.L.E.-C.R. possède des bureaux à Khertoum, é Beyrouth, à Damas et é Bagdad. Les personnelités qui composent le F.L.E.-C.R. sont toutes musulmenes, et il ne semble pas quo les options

Osman Saleh Sabeh et Wolde Ab Ould Maplus connues du Front de libération de l'Erythrée-Front populaire de libération (F.L.E.-F.P.L.). Le premier àtait professeur de géographie é l'université d'Addis-Abeba, avant d'endosser l'uniforme du révolutionnaire. Pour reloindre les torres de libération rejoindre les torces de libération populairo, eprès avoir quitté le C.R., Osmen Saleh Sabeh e'est livré à une autocritique qui l'e conduit eu conseil suprême du F.L.E.-F.P.L. où il e retrouvé Wolde Ab Ould Mariam, un des fondeteura de le première heuro du Front de libération de l'Erythrée, responsable connu de longue date de lo vie syndicale àrythréenne (evant d'être parmi les elx personnellités qui dirigent les forces populeires de libération. Wolde Ab Ould Meriam était président de le confédération générale des syndicats ouvriers érythréens). Fait Important, Wolde Ab Ould Mariam est chrétien, comme bon nombre des

Les divergences entre les deux tendances du Front étant essendellement fondées eur des questions de personnes (1), il était relativement facile aux Erythréens d'accroître leur pression sur le gouvernement d'Addis-Abeba en unifiant leur combat. C'est maintenant chose faite, blen que les dirigeants de la rébellion aient pu craindro un moment que les contacts pris é Asmara euprès des notables par le gouvernement militaire éthiopien ne conduisent à le création d'une troisième torce, eccroissant encore les divisions existant eu sein de la

A cheville ouvrière de cet eccord et des opérations politiques et militaires entre-prises par le suite par le Front réunifié est un comité de onze dirigeants qui assument toutes les responsabilités. Début février, l'ermée éthiocontre les maquis érythréens. Rapidement, tous les témoignages concordent, le Front est en mesure de contrôler les campagnes (ce qu'il falsalt depuie de nombreuses ennées), mais eussi les troie principales villes du pays : Asmara, Massawa et Assab, le port pétroller sur le mer Rouge. Les maquisards ne cessent de harceler le deuxième division dont les effectifs dépassent maintenant largement les vingt-cinq mille hommes, selon des témolgnages dignes de foi (l'ermés éthloplenne est compo-sée de quarante mille hommes répartis en quetre divisions).

ger les réservistes pour combler le véritable gouffre creusé par cette nouvelle etteque contre l'Erythrée. Pour le première fois dans l'histoire de le toute jeune junte militaire rait dans les communiqués militaires é propos de l'Erythrée. Près d'un an jour pour jour après le début de le « révolution tranquille à l'éthioplenne », on en revient à le eltuation qui prévaleit dans le presse d'Addis-Abebe du temps d'Haîlé Sélassié. On est bien loin des d'abord à Asmara (2), puis é Addis-Abeba, qui imilalent les « trères érythréens » eux révolutionnelres luttant en Ethiople - contre un régime téodal et de misère ».

Avec cette nouveile offensiva contre la « 14° province », les deux tiere du budget éthiopien ont été affectés eu dépenses de guerra. La famine s'étend dans le pays, débordant largement maintenant le cadro des deux provinces du Tigré et du Wollo, comme l'ettesent de nouveaux témoignages parvenus d'Ethlople et notemment, ceux d'assistants techniques repatriés par leuro paya depuis le début de la nouvelle offensive, L'enjeu du conflit est maintenant clair. Les dirigeants othiopiens, relayés par le gouvernement israé-llen (le Monde du 25 février 1975) et le diplomatie américaine, affirment : « Il n'est pas question que la mer Rouge devienne une mer

E Jeu des Etats-Unis est particulièrement subdl. D'un côté, ils semblent hésiter à eider les nouveaux maîtres d'Addis-Abeba en leur loumissant des armes; de l'autre, ils eccordent un crédit masaif de plusieura millions de dollers à le junte militaire pour lui permettre de lutter contre la famine... et par là même de

Par ailleurs, la base de Kagnew-Camp (la plus puissante base américaine d'Afrique), qui devait être évacuée en juillet demier, ne l'e américains de le VII flotte mouillent en permanence dans le port de Massawa quand ils ne survelllent pas directement le détroit de Bab-El-Mandeb, porte sud de la mer Rouge. Les diplomates de Washington veulent rouvrir lo canal de Suez, ce qui serait pour eux una victoire tangible, et ils sont décidés à utiliser un gant de valours pour traiter evec les Etats du « champ de bataille » (Egypte et Syrie). Les guérilleros du sud de la mer Rouge euront droit, quant à eux, à le poigne de fer Les Iraniens renforcent leur pression sur la guérilla du Dhofar, le soutien des Etats-Unis eu régime éthiopien est lié au bain de

Unis eu régline éthlopien est lié au bain de sang érythréen (signelons, par eilleurs, que quinze des avione F5 qui bombardent ectuellement les villages érythréens ont été livrés par l'Iran à l'Ethiopie).

Dans la nuit du 23 eu 24 novembre 1974, c'est donc véritablement un nouvesu coup d'Etat qui s'est produit en Ethiopie, replaçant au pouvoir à Addis-Abeba des hommes pour qui le torce et la violence sont les seules méthodes de nouvement le socialisme à méthodes de gouvernement. Le socialisme à l'éthioplenne n'est pas loin de rappeler le junte des colonels grecs ou celle des militaires

POUR la première tois depuis l'annexion pure et eimple de l'Erythrèe en 1962, après le violation délibérée de la résolution eion des Etats-Unis, M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nedons unles, est intervenu dans l'effairo érythréenne en edressant un message l'unité efricaine, le général Siad Barre, prési-dent somellen. Dans ce texte, M. Kurt Wald-heim Indique qu'il est vivement préoccupé des

sujet d'inquiétude internationale, précise-t-il. Malgré ca massage et malgré les options général Siad Barra soutlent le rébellion érydetreme). Il est peu probable que l'Organi-sadon de l'unité africaline se saisisse du pro-bléme érythréen : l'intangibilité des frontières des Etats membres est un des principes tondamentaux de l'Organisation et, selon les règles de l'O.U.A., la question de l'Erythrée regies de l'O.U.A., la question de l'Erymnes devrait être posée par le gouvernement éthiopien lui-méme, comme ce fut le cas pour le Blafre et pour le Katange, deux problèmes évoqués par les Etats concernés, le Nigérie et le Zaīre (ex-Congo belge).

L'amalgame entre le Biafre, le Katange et l'Erythrèe reviant d'ailleurs fréquemment depuis grableure comparant des les process afficeins.

quelques semaines dans la presse africaine. Pourtent le fondement historique de ces diverses sécessions n'e rien é voir avec le fond du problème érythréen. Le Biafre, le Katanga, le Sud-Soudan n'ont jamale eu de gouvernements autonomes reconnus par les Instances internationales, Jamais non plus l'Organisation des Nations unles n'a présidé à l'instauretion de ces « Etals ». Au contraire, le question érythréenne n'est pas une affaire intérieure à l'Ethlople et, comme cans le confilt du Proche-Orient né de le créa-tion d'isreëi par l'ONU, les puissances man-dataires de cette Organisation intérnationale doivent prendre leurs responsabilités dans ce onflit qui, demain, risque de mettre en péril le paix du monde.

Tous les experts internationaux sont d'accord pour reconnaître é cette partie du globe le triste privilège d'être le détonateur potentiel d'un nouveau conflit généralisé. Les grander puissances y sont ebondamment représentées et les champs pétroliféres du golfe Arebo-Persique ne sont pas si éloignés des montagnes erides de l'Erythrée : le chemin de l'Europe passe per le détroit de Bab-El-Mandeb et par

**D**OUR les Erythréens, la cituation ectuelle est jugée très favorable : lis sont sûrs de leur supériorité militaire et ils ont déclaré dès le déclenchement de la lutte ermée il v e quetorze ans, leur soutlen eux masses éthiopiennes. Leur enelyse est en train de se confir-mer. Affalbil par des défections, le gouvernement militaire d'Addis-Abeba se volt eccusé d'incompétence. Le pouvoir est potentiellament à prendro en Ethlopie. SI les masses éthiopiennes se soulevaient demain contre la junta, elles euralent à leure côtés les guérilleros du Front de libération de l'Erythrée. La troisième coup d'Etat àthiopien se prépare dàjé à Asmara, même, et peut-être surtout, si les Etats-Unie décident, comme eu Chill, d'intervenir directement à titre préventif.

(1) Cf. le Monde diplomatique de janvier (2) CL le Monde diplomatique de juin 1974.

# Dans ce numéro: -

P. 2 et 3: LE POBTUGAL AUX URNES, par Mar-celo Diaz.

LA DIFFICILE CONFRONTATION ENTRE WASHINGTON ET L'AME-RIQUE LATINE : Les infortunes du « nouveau dialogue », par Jean-Pierre Clerc : Le réformisme péruvien à l'épreuve, par Jean-Glaude Buhrer ; Les relations américano-cubaines (C.J.); Fin

de l'article de J.F. Petras. Les Etats-Unis peuvent-ils affamer le monde arabe? par Ahmed Henni. — La crise de l'énergie et l'avenir du monde, par Frédéric Langer. P. 6:

P. 7 à 15: LES CARENCES DE LA POLITIQUE DE SANTE: Un bien essentiel qui coûte cher, par A.P. Vellay-Dalsace; Liberté et fonction sociale du médecin-citoyen, par Peul Millier; L'inégalité devant la sante, la maladie, la mort, par François Emas: Les structures hospitalières, par François Steudler: Prévenir la maladie, par Henri Radenac: Un test de civili-sation : la périnatalité, par Alexandre Minkowski : Le personnel infirmier, par

M.F. Collière: Le nombre des médicaments, faux débats sur un vrai problème, par Jean-Pierre Dupuy: Une profession irremplaçable, par S. Levacher: Le médicalisation de l'échec scolaire, par Jacques Maitre: Luttes sociales pour une véritablo médecine du travail, par Bobert Zittoun: Conditions de travail et santé un entretien evec A. Wisner: Révolution dans le programme et les méthodes de formetion, par Bernard Pissaro: Retards de la santé dentaire, par Frédéric Morin: De l'impuissance à la fureur, par Paul Millies.

Le sionisme vu par Noam Chomsky et Ben Gourion, par Elie Elmaleh.

P. 16 à 19 : L'activité des organisations internationales. — Elections et nouveaux gouvernements. — L'œuvre d'Amilcar Cabral, par Gérard Chaliand.

L'archipel des Bains de sang, par Jean-Pierre Feye. — Le réveil indien, par Yves Materne. P. 20:

P. 21 à 30 : LA GRECE (Supplément).

P. 36:

P. 39;

CINEMA POLITIQUE : LA VIE QUO-TIDIENNE EN FRANCE.

MUTATION DE L'INDUSTRIE MON-DIALE: Pour une croissance plus juste (René Bonety); Les conséquences de l'émigration des travailleurs (Ivo Bau-cic); Le financement des nouvelles loca-lisations (Jean Saint-Geours); Perspec-tives pour l'acier (Jacques Ferry) et l'électricité !Peter von Siemens]; Une solidarité globale !Peul-Marc Henry); Le transfert des techniques !fin de l'ar-ticle de K. Abdallah-Khodje!.

« Les Staliniens » de Dominique De-santi, par Bernard Féron. — « Prisonnier de Mao » de Jean Pasqualini, par Jean Daubier. — Dans les revues...

P. 37: Yalta et l'Asie, par Thai Quang Trung. P. 38: Les livres du mois,

> POLITIQUE ET LITTERATURE ; Possie et chanson d'urgence en Espagne, par Eutimio Martin

> > Mars 1975

GI RAO

gu në vo: Sui Rë; trei Thi

lers Omë

ment L'ort

tions

vingt forme

récon

tripai

tions

mis .

entier

l'object

PEUT

seroier

dont le

institut

SSU3-ter

l'égolit:

Une

dent ex

Présents Cun un ! n'o de tion don Tous de

M. Kiss ni l'un r

sous des

ment à Poris. L

vietnom ie

directeme tion de faisait ro

€.